|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Logo, company name  Description automatically generated** | **Conférence mondiale de développementdes télécommunications (CMDT-22)****Kigali, Rwanda, 6-16 juin 2022** | A close up of a sign  Description automatically generated |
|  |  |
| SÉANCE PLÉNIÈRE | **Document** **WTDC-22/2-F** |
|  | **5 mars 2022** |
|  | **Original: anglais** |
| Directrice du Bureau de développement des télécommunications |
| Rapport sur la mise en œuvre du Plan d'action de Buenos Aires (y compris les initiatives régionales) adopté par la CMDT-17 et contribution àla mise en œuvre du Plan d'action du SMSI et des Objectifsde développement durable (ODD) |
|  |
| **Domaine prioritaire:**– Priorités thématiques, Plan d'action, Initiatives régionales et Questions confiées aux commissions d'études**Résumé:**La Conférence mondiale de développement des télécommunications de 2017 (CMDT-17) de l'UIT a eu lieu à Buenos Aires (Argentine) du 9 au 20 octobre 2017 et a adopté le Plan d'action de Buenos Aires. Ce Plan, qui comprend les programmes de l'UIT-D, un ensemble d'initiatives régionales et les résolutions, recommandations et Questions confiées aux commissions d'études, nouvelles ou révisées, définit le mandat, les objectifs et les priorités du Secteur du développement des télécommunications de l'UIT (UIT-D) pour la période 2018-2021. Il aligne en outre les travaux du Secteur du développement des télécommunications sur les objectifs stratégiques de l'UIT, afin de permettre aux pays de tirer pleinement parti des TIC. Le présent document rend compte de la mise en œuvre du Plan d'action de Buenos Aires entre 2018 et décembre 2021 et de sa contribution à la mise en œuvre du Plan d'action du SMSI ainsi qu'à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD). Il met également en avant les changements qui ont été apportés au Bureau de développement des télécommunications (BDT), qui est l'agent d'exécution de l'UIT-D, afin de veiller à ce que celui-ci soit capable d'évoluer aussi vite que l'environnement dans lequel il fonctionne.**Résultats attendus:**La CMDT-22 est invitée à examiner le présent rapport et à fournir les indications qu'elle jugera utiles.**Références:**Plan d'action de Buenos Aires (CMDT-17) |

Table des matières

 Page

[Mise en œuvre du Plan d'action de Buenos Aires: 2018-2021 3](#_Toc104541884)

[Introduction 3](#_Toc104541885)

[1 Renforcement des capacités – Édifier une société maîtrisant le numérique 5](#_Toc104541886)

[2 Cybersécurité – Créer un cyberespace sûr pour tous 15](#_Toc104541887)

[3 Inclusion numérique – Concevoir des politiques inclusives pour assurer l'égalité en matière d'accès et d'utilisation des TIC 27](#_Toc104541888)

[4 Écosystèmes de l'innovation numérique – Accélérer la transformation numérique en favorisant l'innovation fondée sur l'entrepreneuriat et des écosystèmes numériques compétitifs 42](#_Toc104541889)

[5 Services et applications numériques – Créer des stratégies et des services d'application numériques porteurs de transformation 47](#_Toc104541890)

[6 Télécommunications d'urgence – Construire des infrastructures TIC résilientes face aux catastrophes afin de réduire le nombre de victimes
et les pertes économiques 59](#_Toc104541891)

[7 Environnement – Créer une économie circulaire pour le secteur de l'électronique et les changements climatiques 69](#_Toc104541892)

[8 Réseaux et infrastructure numériques: Faire en sorte que tout un chacun dispose d'une connectivité fiable 76](#_Toc104541893)

[9 Politique et réglementation: Appuyer les cadres politiques et réglementaires collaboratifs au service du développement du marché numérique 89](#_Toc104541894)

[10 Statistiques: aider les pays à adopter des politiques relatives aux TIC fondées sur des données factuelles pour édifier des sociétés numériques inclusives 104](#_Toc104541895)

[11 Initiatives stratégiques: initiatives Giga, Connect2Recover et I-CoDI 108](#_Toc104541896)

[12 Travaux des commissions d'études 117](#_Toc104541897)

[13 Forums régionaux sur le développement 119](#_Toc104541898)

[14 Partenariats au service de la transformation numérique 119](#_Toc104541899)

[15 Collaboration avec l'ONU 120](#_Toc104541900)

# Mise en œuvre du Plan d'action de Buenos Aires: 2018-2021

# Introduction

La Conférence mondiale de développement des télécommunications de 2017 (CMDT-17) de l'UIT a eu lieu à Buenos Aires (Argentine) du 9 au 20 octobre 2017 et a adopté le Plan d'action de Buenos Aires. Ce Plan, qui comprend les programmes de l'UIT-D, un ensemble d'initiatives régionales et les résolutions, recommandations et Questions confiées aux commissions d'études, nouvelles ou révisées, définit le mandat, les objectifs et les priorités du Secteur du développement des télécommunications de l'UIT (UIT-D) pour la période 2018-2021. Il aligne en outre les travaux du Secteur du développement des télécommunications sur les objectifs stratégiques de l'UIT, afin de permettre aux pays de tirer pleinement parti des technologies de l'information et de la communication (TIC).

Le présent document rend compte de la mise en œuvre du Plan d'action de Buenos Aires et de sa contribution à la mise en œuvre du Plan d'action du SMSI ainsi qu'à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD). Il met également en avant les changements qui ont été apportés au Bureau de développement des télécommunications (BDT), qui est l'agent d'exécution de l'UIT‑D, afin de veiller à ce que celui-ci soit capable d'évoluer aussi vite que l'environnement dans lequel il fonctionne. L'importance vitale des TIC et leur rôle en tant que moteur du développement socio-économique et facilitateur de la reprise économique ont été mis en lumière par la pandémie de COVID-19, qui a largement dominé le débat public à l'échelle mondiale en 2020 et 2021 et continue de sévir dans tous les pays du monde. Ce constat a également montré qu'il était nécessaire de disposer d'un BDT plus souple et plus réactif, qui soit capable de conduire l'action menée pour faire en sorte que tous les habitants de tous les pays soient connectés.

En 2019, le BDT s'est engagé sur la voie du changement afin de créer un Bureau qui puisse répondre efficacement aux besoins des États Membres et des Membres de Secteur, mais aussi qui soit plus adapté et atteste des résultats obtenus par des éléments concrets: un BDT qui soit "en adéquation avec sa mission". À l'issue de nombreuses consultations menées au niveau interne et auprès des membres, le BDT a adopté des méthodes de travail nouvelles et innovantes, qui jettent les bases de la mise en œuvre efficace et dans les délais du Plan d'action de Buenos Aires et des plans qui seront adoptés à terme. La transformation du BDT est un processus consultatif participatif et ouvert, qui repose pour beaucoup sur les retours d'information et les échanges avec les États Membres et les Membres de Secteur. Ce processus de consultation a contribué à organiser les priorités et les objectifs et à rendre le BDT plus réactif, tout en renforçant son efficacité.

Un élément constitutif important de la transformation du BDT est l'adoption d'une approche par regroupement. Les programmes du Plan d'action de Buenos Aires ont été regroupés en priorités thématiques qui facilitent la coordination et des synergies entre tous les programmes, projets, initiatives et Questions confiées aux commissions d'études. Cette structure en priorités thématiques, associée à la méthode de gestion axée sur les résultats (GAR) adoptée, contribue en outre à renforcer les retombées de l'action du BDT sur le développement des TIC, en ce qu'elle permet d'identifier les liens avec la mise en œuvre des buts et objectifs fixés par la CMDT-17, du programme Connect 2030 et du Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies (voir l'Annexe 1, Mise en correspondance des liens entre les priorités thématiques, les Questions confiées aux commissions d'études, les initiatives régionales, les ODD et les grandes

orientations du SMSI) et d'améliorer cette mise en œuvre. Dans ce contexte, le BDT a en outre lancé plusieurs initiatives stratégiques, qui, toutes, rejoignent les priorités thématiques, concernent le monde entier et peuvent être reproduites à plus grande échelle dans de multiples régions. Ces projets sont décrits dans la Section 11 du présent rapport.

Afin de garantir une mise en œuvre efficace et rationnelle de son programme de travail, le Bureau a élargi son approche en matière de gestion axée sur les résultats au-delà des mesures initiales prises depuis 2006. Il continue d'affiner les modalités de mise en œuvre grâce à des pratiques de planification, de suivi et d'évaluation plus efficaces. Des théories du changement ont été élaborées pour chaque priorité thématique de l'UIT-D, ainsi que pour le BDT dans son ensemble. Elles permettront de guider les phases de planification et de mise en œuvre du programme de travail et serviront d'outils pour suivre les progrès accomplis en vue de parvenir à une connectivité efficace.

Le présent document contient les principaux résultats obtenus pendant la période 2018-2021 pour chaque priorité thématique et chaque initiative spéciale, à mesure que des progrès sont accomplis en vue de mettre en œuvre le Plan d'action de Buenos Aires. Il rend compte du travail accompli en vue de mener à bien les initiatives régionales, avec une présentation plus détaillée des progrès accomplis concernant les initiatives régionales pour l'[Afrique](https://www.itu.int/md/D18-RPMAFR-C-0004/fr), la région [Amériques](https://www.itu.int/md/D18-RPMAMS-C-0004/en), les [États arabes](https://www.itu.int/md/D18-RPMARB-C-0004/en), l'[Asie-Pacifique](https://www.itu.int/md/D18-RPMASP-C-0004/en), la [Communauté des États indépendants](https://www.itu.int/md/D18-RPMCIS-C-0004/en) et [l'Europe](https://www.itu.int/md/D18-RPMEUR-C-0004/en) (voir les informations détaillées sur le travail accompli en vue de mener à bien les initiatives régionales pour chaque région).

Le présent document illustrera dans quelle mesure le BDT a concentré ses efforts sur les priorités thématiques énoncées dans le Plan d'Action de Buenos Aires et produit des effets durables, afin de favoriser la connectivité numérique et la transformation numérique pour tous. Ces travaux ont créé de nouvelles possibilités pour tirer parti de l'adoption des nouvelles technologies, ainsi qu'améliorer et élargir les méthodologies existantes. Ils ont également inspiré d'autres acteurs et fait progresser la transformation numérique grâce à l'échange de bonnes pratiques et à la création de nouveaux partenariats.

# 1 Renforcement des capacités – Édifier une société maîtrisant le numérique

Nouvelle version du portail de l'Académie de l'UIT

Une nouvelle version du [portail de l'Académie de l'UIT](https://academy.itu.int/) a été conçue afin d'offrir aux utilisateurs un accès plus sûr et plus convivial aux activités, aux cours et aux ateliers de renforcement des capacités organisés par l'UIT dans le domaine des technologies de l'information et de la communication, ainsi que du développement numérique. Le catalogue des programmes de formation comprend des programmes généraux destinés aux décideurs et régulateurs du secteur public, des programmes de formation professionnelle en gestion à l'intention des hauts responsables et des cadres supérieurs du secteur des TIC, des programmes spécialisés pour le personnel technique et d'exploitation ainsi que des programmes universitaires reconnus. Le portail de l'Académie de l'UIT est devenu un outil au service de l'inclusion numérique, grâce à l'élargissement de l'offre en matière de formation, qui comprend aujourd'hui l'accessibilité des TIC ainsi que des cours de formation destinés aux communautés autochtones et marginalisées.

Le portail de l'Académie de l'UIT a enregistré 2 000 nouveaux utilisateurs en 2019, pour un total de plus de 10 200 utilisateurs. En 2020, le portail de l'Académie de l'UIT a connu une forte hausse du nombre d'utilisateurs et une augmentation du nombre de cours de formation en ligne. À la fin du quatrième trimestre de 2021, plus de 25 300 personnes issues de tous les États Membres s'étaient inscrites sur la plate‑forme. Depuis 2018, 479 cours ont été dispensés via le portail de l'Académie de l'UIT et 20 983 personnes ont suivi une formation, dont 10 418 ont obtenu une certification.

Réseau de Centres d'excellence

En janvier 2019, un [nouveau cycle du programme concernant le réseau de Centres d'excellence](https://academy.itu.int/index.php/centres-excellence/coe-cycles/coe-cycle-2019-2022) de l'UIT a débuté. Au total, 28 établissements dans le monde ont été sélectionnés en tant que Centres d'excellence de l'UIT durant cette nouvelle période, qui s'achèvera en décembre 2022. À l'issue de la première série de réunions des commissions de direction, les Centres d'excellence ont dispensé des formations dans 15 domaines prioritaires, portant sur des thèmes tels que le large bande hertzien et fixe, la cybersécurité, l'économie numérique, l'Internet des objets (IoT), la gestion du spectre, l'innovation et l'entrepreneuriat, les applications et services TIC, la mise au point d'une nouvelle approche pour favoriser le renforcement des capacités à l'avenir et les politiques et la réglementation. En 2019, durant la première année d'exercice, plus de 90 cours de formation aboutissant à une certification ont été dispensés à plus de 2 100 participants dans le monde. En 2020, le nombre de formations aboutissant à une certification proposées dans les Centres d'excellence s'élevait à 66, mais le nombre de personnes ayant participé aux formations a plus que doublé par rapport à 2019, pour atteindre 5 466 personnes. En 2021, 77 cours avaient été organisés dans les Centres d'excellence et, au total, 5 538 personnes s'étaient inscrites à ces activités de formation.

En 2021, un examen stratégique approfondi du programme des Centres d'excellence a été mené, conformément à la Résolution 73 (Rév. Buenos Aires, 2017) de la CMDT. Le rapport sur l'examen stratégique a été communiqué aux membres du BDT en février 2022, puis présenté et examiné lors d'une session d'information. Il comprend un certain nombre de recommandations visant à remanier en profondeur le programme et à le renommer, ainsi qu'à l'aligner davantage sur les travaux du BDT et de l'Académie de l'UIT et à mieux l'intégrer à ceux-ci. La mise en œuvre de ces recommandations devrait commencer en 2023.

Contrôle de la qualité des contenus de formation

En 2020, un nouveau mécanisme de contrôle de la qualité du contenu des formations dispensées par le BDT a été mis au point et adopté, conformément à la nouvelle approche concernant la théorie du changement/gestion axée sur les résultats (GAR) et les priorités thématiques (PT). Il consiste à définir en détail le processus d'élaboration du contenu des formations du BDT, et notamment celui des formations proposées dans le cadre du programme des Centres d'excellence, afin d'en améliorer la qualité.

Étude de faisabilité sur la création d'un institut de formation de l'UIT

En 2020, une étude de faisabilité sur la création d'un institut de formation de l'UIT a été réalisée, conformément à une instruction donnée par le Conseil de l'UIT à sa session de 2019. L'étude, à charge d'un cabinet de conseil indépendant, a comporté un examen complet des activités de l'UIT en matière de renforcement des capacités et de formation. Le rapport final de l'étude a été présenté à la consultation virtuelle des Conseillers de juin 2021. Les Conseillers ont conclu que le Secrétariat examinerait les activités de renforcement des capacités de l'UIT et formulerait une proposition sur la façon de les améliorer et de les renforcer, compte tenu des résultats et des recommandations figurant dans le rapport. Les propositions émanant du Secrétariat ont été soumises au Conseil, à sa session de 2022, pour examen. L'une des recommandations essentielles du rapport sur l'étude de faisabilité était de travailler en vue d'assurer une meilleure harmonisation du renforcement des capacités et de la formation dans l'ensemble de l'UIT, afin d'élaborer un cadre commun pour les activités de l'Union et de continuer à améliorer et à renforcer le fonctionnement de l'Académie de l'UIT pour qu'elle devienne le principal point d'accès au renforcement des capacités et à la formation de l'UIT. Sous la direction du BDT, les autres Bureaux et le Secrétariat général collaborent actuellement en vue d'élaborer un cadre de renforcement des capacités harmonisé à l'échelle de l'UIT, sous l'égide de l'Académie de l'UIT.

Partenaires universitaires de l'UIT

La deuxième [réunion](https://www.itu.int/en/ITU-D/Capacity-Building/Pages/events/2019/academia2019.aspx) des partenaires universitaires de l'UIT s'est tenue en décembre 2019 à Atlanta, en Géorgie (États-Unis d'Amérique), sur le thème "*Acquérir des compétences pour l'ère numérique*". Elle a rassemblé des représentants d'universités et d'établissements d'enseignement supérieur du monde entier qui s'intéressent aux technologies numériques.

Les participants ont souligné la nécessité pour les universités d'offrir davantage de nouveaux cours de formation, en accélérant les processus de prise de décision et en allégeant la bureaucratie, en particulier dans les établissements universitaires publics qui sont financés par l'État. Cette réunion de deux jours a offert des pistes de réflexion sur le rôle des universités dans l'économie numérique et sur la manière dont les partenariats avec des organisations telles que l'UIT peuvent renforcer davantage le rôle joué par les universités. Les participants ont encouragé l'UIT à envisager de créer des groupes de réflexion au niveau régional ou mondial, sous la houlette d'établissements universitaires, et d'offrir plus de possibilités aux universités d'assumer un rôle consultatif dans le cadre de certaines activités de l'UIT.

Initiative sur les centres de transformation numérique

La première phase de l'[initiative sur les centres de transformation numérique](https://academy.itu.int/index.php/main-activities/digital-transformation-centres-initiative) (*Autonomiser les communautés, réduire l'écart en matière de compétences numériques*) a été lancée en 2019, en partenariat avec Cisco. Ce nouveau réseau mondial de centres permettra d'accélérer l'adoption des technologies numériques et de donner les moyens aux jeunes entrepreneurs et aux PME de s'engager sur la voie du succès. Ce projet axé sur l'humain contribuera à réduire les disparités en matière de compétences numériques et donnera un coup d'accélérateur à la transformation numérique, en pénétrant au cœur même des communautés, afin de doter les habitants des compétences numériques dont elles ont besoin pour réussir.

Dans le cadre de la première phase, qui s'est étendue de mars 2020 à septembre 2021, neuf centres de transformation numérique dans les régions Afrique, Amériques et Asie-Pacifique (Côte d'Ivoire, Ghana, Rwanda, Zambie, Brésil, République dominicaine, Indonésie, Papouasie‑Nouvelle-Guinée, Philippines) ont dispensé des formations aux niveaux élémentaire et intermédiaire aux habitants des zones isolées et des communautés marginalisées. Lors de cette première phase, plus de 100 000 personnes ont reçu une formation dans le cadre de l'initiative sur les centres pour la transformation numérique. En novembre 2020, l'UIT a conclu un accord de partenariat avec le Gouvernement de la Norvège pour soutenir l'initiative des Centres de transformation numérique. L'appui de la Norvège permettra de développer les compétences numériques des pays accueillant un centre de transformation numérique, comme au Ghana, où, jusqu'à fin 2021, près de 4 200 habitants (dont 3 265 femmes) ont bénéficié d'une formation (et où 14 000 habitants suivront une formation dans le cadre de ce nouveau projet).

La préparation en vue de la deuxième phase a débuté en juillet 2021 avec l'ouverture des candidatures pour les nouveaux organismes souhaitant rejoindre le réseau. La deuxième phase débutera en 2022 et concernera 13 centres de formation numérique (dont 8 auront été sélectionnés pendant la première phase et 5 seront ajoutés après la deuxième phase).

Publication "Digital Skills Insights" (Points de vue sur les compétences numériques)

Le troisième numéro de cette [publication](https://academy.itu.int/index.php/main-activities/research-publications/digital-skills-insights) (anciennement connue sous le titre "Capacity Building in a Changing ICT Environment" – *Renforcement des capacités dans un environnement des TIC en pleine évolution*) a été publié en août 2019. Ce numéro contenait huit articles rédigés par des experts internationaux, qui portent un regard critique et analytique sur la question du développement des capacités et des compétences numériques. Les cadres de maîtrise des outils numériques, les nouvelles méthodes d'enseignement et d'apprentissage en vue des développements numériques, ainsi que les nouveaux concepts et les nouvelles initiatives en matière de renforcement des capacités à l'ère du numérique étaient au nombre des sujets traités. La publication donnait en outre des exemples concrets concernant les incidences des nouvelles technologies sur les disparités en matière de compétences et le renforcement des compétences dans certains pays en développement. Le [quatrième numéro](https://academy.itu.int/digital-skills-insights-2020) de cette publication est paru en septembre 2020 et portait sur différents aspects du développement des capacités et des compétences requises à l'ère du numérique. Ce numéro traitait notamment des types de compétences nécessaires dans l'économique numérique et sur le marché du travail de demain, des nouveaux emplois et des besoins de compétences associés, de technologies numériques particulières et de leurs incidences sur le développement des compétences et des nouvelles compétences nécessaires pour gérer les données et les informations générées en ligne; il comprenait en outre une série d'articles consacrés à la question de l'égalité hommes-femmes et des compétences numériques. Le cinquième numéro de "Digital Skills Insights" a été publié fin octobre 2021.

Évaluation des compétences numériques

Publié en juin 2020 et disponible en six langues, le [Guide UIT pour l'évaluation des compétences numériques](https://academy.itu.int/main-activities/research-publications/digital-skills-insights/digital-skills-assessment-guidebook) est un outil pratique détaillé donnant des instructions pas à pas pour les évaluations des compétences numériques au niveau national. Il peut être utilisé pour déterminer l'offre existante concernant les compétences numériques au niveau national et évaluer la demande en la matière au sein du secteur privé et d'autres secteurs, afin d'identifier les lacunes et d'élaborer des politiques visant à répondre aux besoins futurs en matière de compétences numériques. Le Guide s'adresse aux décideurs et à d'autres parties prenantes, par exemple des partenaires du secteur privé, des organisations non gouvernementales et des établissements universitaires. Il a été présenté en 2021 aux États Membres des régions Europe, Afrique, Asie-Pacifique et Amériques. Plusieurs pays ont commencé à l'utiliser aux fins des évaluations nationales concernant les compétences numériques.

Campagne UIT-OIT sur les compétences numériques et activités menées au titre des programmes

L'UIT a continué de mener la campagne sur les compétences numériques, qui avait été amorcée en 2016 comme l'une des huit priorités thématiques s'inscrivant dans le cadre de l'initiative mondiale pour l'emploi décent des jeunes, lancée par l'OIT. Cette campagne vise à doter les jeunes femmes et les jeunes hommes de compétences recherchées pour les emplois numériques actuels et futurs. En 2020, la campagne avait bénéficié d'engagements en vue de former plus de 16 millions de jeunes, afin qu'ils puissent acquérir des compétences numériques adaptées et utilisables en milieu professionnel d'ici à 2030 – soit plus de trois fois l'objectif de départ fixé à 5 millions de personnes. Au début de 2020, dans le cadre d'un programme géré de façon autonome lié à la campagne pour les compétences numériques, l'UIT et l'OIT ont lancé un [programme à l'échelle du continent](https://www.itu.int/fr/ITU-D/Regional-Presence/Africa/Pages/projects/2020/jobs-skills.aspx), avec l'appui de l'Union africaine, pour promouvoir des emplois décents et renforcer les compétences numériques des jeunes dans l'économie numérique de l'Afrique. Depuis lors, six pays africains (Côte d'Ivoire, Kenya, Nigéria, Rwanda, Sénégal et République sudafricaine) ont rejoint l'initiative, tandis que d'autres, comme l'Éthiopie, étudient la possibilité de mettre en œuvre le programme. En 2021, dans le cadre de la mise en œuvre du programme, les pays ont notamment mené des activités visant à jeter les bases qui leur permettront de réaliser des interventions à plus grande échelle et de concevoir et de déployer des outils analytiques pour recueillir des informations sur les possibilités d'emploi pour les jeunes dans l'économie numérique. Le nouveau cadre créé conjointement en 2021 par l'UIT et l'OIT pour l'évaluation des compétences numériques fait partie intégrante de ces travaux, et notamment, le Nigéria et la République sudafricaine ont mené une évaluation approfondie sur l'offre et la demande en matière de compétences numériques pour orienter les mesures à prendre dans ce domaine.

Collaboration entre l'UIT et le PNUD aux fins du renforcement des capacités numériques

En 2020, le Secrétaire général de l'ONU a lancé un [*Plan d'action pour la coopération numérique*](https://www.un.org/en/content/digital-cooperation-roadmap/), comprenant des mesures phares pour la mise en œuvre[[1]](#footnote-1). L'UIT et le PNUD ont été sélectionnés en tant que "champions" d'une table ronde multi-parties prenantes sur le renforcement des capacités numérique et ont, depuis lors, travaillé en étroite collaboration afin de mettre en place un réseau multi-parties prenantes, de créer une base de données mondiale des efforts existants en matière de renforcement des capacités dans la sphère numérique et d'approfondir la collaboration entre les deux organisations, dans le but de lancer un nouveau [mécanisme conjoint pour le renforcement des capacités numériques](https://digital-capacity.org/joint-facility/). En mai 2021, le Mécanisme conjoint a été lancé par l'UIT et le PNUD. Ce mécanisme sert de point de contact et d'échange entre les deux institutions – fédérant les compétences dans des domaines tels que l'acquisition de compétences numériques, l'évaluation des besoins numériques et l'appui programmatique – en vue de rendre les débouchés numériques plus accessibles. L'UIT et le PNUD, avec le Bureau de l'Envoyé du Secrétaire général de l'ONU pour les technologies, ont en outre soutenu le lancement, à l'occasion du Forum sur la gouvernance de l'Internet tenu en décembre 2021, d'un réseau multipartite pour le renforcement des capacités numériques. Ce réseau rassemble des participants issus du système des Nations Unies et de la communauté internationale au sens large, en vue d'accroître le niveau des capacités numériques, en particulier dans les pays en développement, en faisant mieux connaître les formations disponibles et en les rendant plus accessibles, ainsi qu'en encourageant une action plus cohérente, à grande échelle et coordonnée destinée à renforcer les capacités numériques.

Renforcement des capacités en matière de gestion du spectre au niveau régional et questions connexes

Des pays de la région des États arabes ont bénéficié d'une formation sur les communications par satellite (organisée conjointement avec l'ITSO), sur la 5G (organisée conjointement avec la GSMA) et sur la gouvernance de l'Internet (organisée conjointement avec l'ICANN, l'ISOC, le RIPE NCC et la Fondation Diplo). Des pays de la région de la CEI ont bénéficié d'une formation sur les communications par satellite (organisée conjointement avec l'ITSO) et, dans la région Afrique, une formation a été dispensée dans certains pays (conjointement avec l'ITSO) sur les communications par satellite, sur la planification des activités concernant le développement des infrastructures TIC et sur la gestion du spectre (dans le cadre d'un partenariat avec l'AFRALTI, qui est le Centre d'excellence de l'UIT au Kenya). Une formation a été organisée dans la région Asie-Pacifique sur l'[exposition des personnes aux champs électromagnétiques radioélectriques](https://academy.itu.int/training-courses/full-catalogue/human-exposure-radio-frequency-electromagnetic-fields-malaysia). Ce cours de formation en ligne était proposé dans le cadre du partenariat entre les Centres d'excellence et UTM (Malaisie) et a eu lieu en 2019, en 2020 et en 2021.

Dans le cadre du partenariat entre les nœuds des Centres d'excellence de la région Asie-Pacifique et le Centre national de contrôle des émissions (SRMC) du Ministère de l'industrie et des technologies de l'information (MIIT) de la Chine, entre 2019 et 2021, au total 1 169 personnes issues de plus de 85 pays ont pris part au cours de formation en présentiel et en ligne. Entre 2018 et 2021, des formations ont été dispensées sur l'application des technologies telles que l'Internet des objets (IoT), l'exposition des personnes aux champs électromagnétiques produits par les technologies de 5ème génération, la [gestion du spectre et le contrôle des émissions](https://academy.itu.int/index.php/training-courses/full-catalogue/spectrum-management-and-radio-frequency-rf-monitoring-0). Dans la région des Caraïbes, le programme sur les politiques numériques en vue de sensibiliser de nouveau les responsables gouvernementaux à l'utilisation des TIC dans cette région a fourni aux fonctionnaires des orientations en vue de prendre des décisions sur les aspects politiques, législatifs et réglementaires. Le Bureau régional de l'UIT pour l'Asie et le Pacifique a effectué une étude régionale fondée sur une enquête pour mieux comprendre les demandes de formation sur les questions liées au spectre dans la région. Les résultats de cette étude seront utilisés pour mettre au point une nouvelle approche visant à élaborer de futurs programmes de renforcement des capacités dans la région.

|  |
| --- |
| Initiatives régionalesRégion Afrique– Afin de contribuer à réduire l'écart numérique entre les hommes et les femmes en suscitant l'intérêt d'un nombre grandissant de jeunes filles pour les TIC et le codage, plus de 530 jeunes filles ont appris à coder et acquis des compétences générales lors d'une série d'ateliers organisés dans le cadre de l'initiative "Les jeunes Africaines savent coder" en 2018 et 2019.– Dans le cadre de cette même initiative et pour célébrer conjointement le 75ème anniversaire de l'ONU tout en œuvrant en faveur des femmes et des jeunes filles dans le secteur des TIC, un stage intensif hybride présentiel et virtuel a été organisé par l'UIT et la Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies à Addis-Abeba (Éthiopie) en décembre 2020 à l'intention des jeunes filles du continent âgées de 17 à 20 ans. Plus de 125 jeunes filles ont participé à ce stage sur place, tandis que plus de 2 000 jeunes filles ont pris part aux séances virtuelles organisées pendant deux semaines. À cette occasion, un site spécial sur l'apprentissage en ligne hébergé sur la plate-forme en ligne de l'initiative AGCCI a été lancé. À la lumière de cette initiative, un modèle d'approche nationale a été élaboré et les pays bénéficient d'un appui dans le cadre d'un programme national personnalisé.– Le programme UIT-OIT, qui vise à [stimuler la création d'emplois décents et à renforcer les compétences numériques en faveur des jeunes dans l'économie numérique africaine](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/Africa/Pages/projects/2020/jobs-skills.aspx), a été élaboré par et pour les jeunes en Afrique. Lancé en 2020 avec l'appui de l'Union africaine, ce programme à l'échelle du continent a pour objectif d'autonomiser les jeunes en Afrique et de faire en sorte qu'ils profitent des nouveaux débouchés dans l'économie numérique, et que leur énergie et leur créativité soient mises à profit pour développer les secteurs d'activité reposant sur le numérique. Les six premiers pays bénéficiaires comprenaient la Côte d'Ivoire, le Kenya, le Nigéria, le Rwanda, le Sénégal et la République sudafricaine. En 2020, des descriptifs des projets nationaux ont été élaborés et des ateliers de validation ont été organisés dans les pays, à la suite d'une table ronde virtuelle comprenant des dialogues multi-parties prenantes en vue de nouer des partenariats durables et d'étudier des mécanismes de financement. Dans le cadre du programme, et avec la collaboration de l'UIT, de l'OIT et du PNUD, un programme national de développement des compétences numériques a été élaboré aux côtés de la République sudafricaine au moyen d'ateliers consultatifs organisés en novembre et en décembre 2020 et d'une consultation nationale menée à bien en février 2021. En 2021, tous les pays avaient élaboré leur programme national et certains avaient également mis en œuvre des projets pilotes pouvant servir de modèles pour mener des activités à plus grande échelle dans un pays donné ou sur tout le continent. D'autres ateliers réunissant les parties prenantes avaient également été organisés en 2021 dans le cadre de plusieurs programmes nationaux (au Nigéria, au Sénégal et en Éthiopie), afin de valider les résultats des projets pilotes et de s'assurer que les mesures prévues répondaient aux nouveaux besoins. La mobilisation des ressources et des partenaires reste une priorité essentielle pour la mise en œuvre des activités.– En décembre 2019, la République démocratique du Congo a bénéficié d'une assistance directe dans le cadre de l'obligation de service universel au niveau national, et un atelier sur le numérotage a été organisé à Kinshasa.– Dans le souci d'associer les membres à une discussion sur les étapes nécessaires pour réduire la fracture numérique moyennant le Fonds de service universel, l'obligation de service universel et un mécanisme de financement innovant, un webinaire sur l'obligation de service universel 2.0 a été organisé en décembre 2020. Les travaux se sont poursuivis en 2021 pour élaborer un kit pratique destiné à améliorer l'efficacité de financement du service universel (listes de contrôle, arbres de décision et études de cas) dans le but d'appuyer les efforts déployés par les pays pour mettre en place le service universel et de faire office de guide pratique pour les décideurs, les régulateurs et les administrateurs de fonds.– À la suite des ateliers régionaux sur la santé numérique qui ont été organisés au Lesotho (octobre 2018) et au Bénin (décembre 2019), un programme sur la santé numérique a été mis au point. Une étude de cas sur les exigences et l'architecture du système de santé numérique au Lesotho a été menée en 2020. Des supports de formation sur la santé numérique et des cours en ligne sur ce thème ont aussi été élaborés en décembre 2020.– Entre 2018 et 2020, une assistance a été fournie en outre au Lesotho, à la Sierra Leone, au Soudan du Sud et au Malawi, sous la forme de formations et d'ateliers d'élaboration de statistiques relatives aux TIC et de conception d'outils et d'instruments d'enquête auprès des ménages.– Outre les résultats des travaux menés au titre de la Question 4/2, une formation sur la conformité et l'interopérabilité (C&I) a été dispensée au Groupe Afrique, entre 2018 et 2021, pour renforcer les capacités concernant le débit d'absorption spécifique, les fréquences radioélectriques, les champs électromagnétiques (EMF) et la télévision numérique de Terre (TNT). Elle a également porté sur les aspects juridiques et les lignes directrices des systèmes C&I, y compris la réglementation en matière d'homologation, les politiques et la réglementation applicables à la création et au développement des systèmes C&I, et s'adressait aux participants anglophones et francophones de la région Afrique.– En 2019, une formation aboutissant à une certification a été dispensée au Gouvernement de l'Érythrée sur les technologies évoluées, l'itinérance et l'argent mobile.– Une assistance ciblée a été fournie au Burundi, dont deux ressortissants ont été formés au Centre d'excellence de l'UIT à Yaoundé (Cameroun) sur les technologies large bande et à Kampala (Ouganda) sur les cyberexercices.– En 2021, deux formations aboutissant à une certification ont été organisées à l'intention de l'Autorité nationale des communications de Somalie sur la modélisation des coûts, le cadre réglementaire en matière de télécommunications/TIC et la gestion et le respect de la réglementation.Région Amériques– Plusieurs cours de formation ont été dispensés en ligne au sein du réseau de Centre d'excellence de l'UIT dans la région Amériques, sur des sujets tels que les protocoles de communication pour l'IoT et les communications par satellite, les réseaux optiques, la LTE et la 5G, la gestion du spectre, la cybersécurité et les changements climatiques.– Une formation aux technologies a été dispensée à des spécialistes issus de l'opérateur public, l'*Instituto Costarricense de Electricidad* (ICE), ce qui a permis au personnel de se former sur différents thèmes liés à la gestion des télécommunications.– En 2021, dans le cadre de la campagne associée à la Journée internationale des jeunes filles dans le secteur des TIC, plus de 100 manifestations ont été organisées dans la région Amériques pour mettre en avant l'initiative; plus de 40 000 jeunes filles ont participé à des activités de renforcement des capacités et à des ateliers sur l'acquisition de compétences générales et le codage.– En 2020 et 2021, un certain nombre de professionnels de la région ont été formés dans le cadre d'un cours avancé sur la réglementation des TIC en Amérique latine, afin de mieux comprendre comment l'expansion de la connectivité et la réglementation des technologies de l'information et de la communication (TIC) peuvent contribuer à la croissance de différents secteurs. La formation a mis en avant qu'il était important de promouvoir la démocratisation de l'accès aux TIC au moyen de politiques publiques numériques, notamment en ce qui concerne la gouvernance des données et la cybersécurité.Région Asie-Pacifique– L'UIT a renforcé les compétences numériques de ses membres grâce à des formations portant sur la planification des services mobiles, la sécurité, la "blockchain", les équipes d'intervention en cas d'incident informatique (CIRT) et la cybersécurité, destinées aux petits États insulaires en développement (PEID), aux pays les moins avancés (PMA) et aux pays en développement sans littoral (PDSL). La Papouasie-Nouvelle-Guinée, qui est l'un des pays pilotes de l'initiative des [Centres de transformation numérique](https://academy.itu.int/main-activities/digital-transformation-centres-initiative) de l'UIT, a débuté les formations en ligne dans les domaines de la connectivité de base (en partenariat avec CISCO, l'Autorité nationale des TIC de Papouasie-Nouvelle-Guinée (NICTA) et le Royal Melbourne Institute of Technology) et de l'autonomisation des femmes grâce aux TIC et au commerce électronique. Ce travail a été mené en partenariat avec le Centre de formation Asie‑Pacifique pour les technologies de l'information et de la communication au service du développement (APCICT)/de la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (CESAP).– Dans le cadre de la célébration de la Journée internationale des jeunes filles dans le secteur des TIC et dans la lignée des efforts déployés par les pouvoirs publics en 2020 et 2021 pour encourager les femmes à poursuivre une carrière dans le secteur des technologies, l'UIT a organisé des formations sur la conception d'applications mobiles, le codage, la sécurité en ligne et la protection en ligne des enfants avec des partenaires tels que l'APCICT/la CESAP, l'UNESCO, l'UNICEF, l'OIT, l'Initiative EQUALS, la GSMA, CISCO, Telenor, Code.org et Microsoft, entre autres. Ces formations ont eu lieu en Thaïlande, en Indonésie, en Malaisie, au Bangladesh et au Pakistan et plus de 1 300 jeunes filles ont participé à des activités de renforcement des capacités.– En 2021, 18 cours ont été organisés dans les Centres d'excellence et 2 548 inscriptions provenant de 144 pays ont été enregistrées. Depuis leur lancement en 2019, les 3 centres de transformation numérique de la région ont permis de former 38 897 personnes, dont 70% de femmes.Région de la CEI– L'UIT met actuellement en œuvre un projet visant à créer un centre d'acquisition de compétences numériques pour les femmes et les jeunes en Ouzbékistan (en partenariat avec ZTE et le parc informatique de l'Ouzbékistan). En mars et en avril 2021, parallèlement à la mise en œuvre du projet, l'UIT a aidé les partenaires nationaux à organiser des formations visant à développer et à améliorer les compétences numériques des femmes et des jeunes filles de la région du Khorezm en République d'Ouzbékistan. Plus de 1 300 femmes se sont inscrites à la formation et 350 l'ont achevée avec succès, à l'issue d'un processus de sélection et d'évaluation rigoureux.– En 2021, l'UIT, en partenariat avec l'Université d'ingénierie et d'économie de Kostanaï (KINEU) au Kazakhstan, a lancé un projet pour la création d'un écosystème éducatif intelligent. Ce projet était complété par une série de manifestations et de formations en ligne organisées par KINEU avec le concours de l'UIT. Il visait à promouvoir l'enseignement des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques (disciplines "STEM") dans le cadre d'un hackathon destiné aux écoliers et à dispenser des formations visant à renforcer leur "cyberhygiène" et leurs compétences numériques, afin qu'ils soient en mesure d'utiliser les TIC de manière sûre dans l'environnement en ligne post-COVID-19.– Une assistance ciblée a été fournie à l'Azerbaïdjan pour élaborer des cours d'acquisition de compétences numériques à l'intention des femmes et au Bélarus concernant la mise en place d'un centre de formation utilisant la téléphonie IP.– En 2020, l'UIT a actualisé le cours intitulé *onlinesafety.info* En 2021, avec le concours de l'Union des opérateurs d'Arménie, la formation a été adaptée et lancée en Arménien (onlinesafety.am). La campagne de promotion de la formation comprenait un atelier destiné à 60 représentants d'écoles et d'établissements scolaires d'Yerevan.– L'UIT a continué de fournir une assistance au Kirghizistan pour renforcer les capacités des professeurs d'informatique issus de zones rurales ou isolées. Au total, entre 2012 et 2021, l'UIT et l'Institut d'électronique et des télécommunications (IET) du Kirghizistan ont organisé conjointement 63 cours de formation, dont 15 cours en présentiel dans les locaux de l'IET, 33 cours en présentiel dans différentes régions du pays et 15 cours en ligne. Au total, 938 professeurs ont participé aux cours, dont 78% de femmes. Compte tenu du nombre de professeurs d'informatique formés et du nombre d'écoles concernées dans les zones rurales, selon les estimations de l'UIT, 95 000 écoliers ont acquis des connaissances et des compétences plus poussées dans le domaine des TIC. – L'UIT a continué de fournir une assistance au Kirghizistan pour renforcer les capacités des professeurs d'informatique issus de zones rurales ou isolées. Au total, entre 2018 et 2021, l'UIT et l'Institut d'électronique et des télécommunications (IET) du Kirghizistan ont organisé conjointement 21 cours de formation, dont 6 cours en présentiel dans différentes régions du pays et 15 cours en ligne. Au total, 361 professeurs ont participé aux cours, dont 83% de femmes. Dans l'ensemble, compte tenu du nombre de professeurs d'informatique formés et du nombre d'écoles concernées dans les zones rurales, plus de 50 000 écoliers ont désormais acquis des connaissances et des compétences plus poussées dans le domaine des TIC.– En 2021, une évaluation des compétences numériques a été réalisée dans le secteur des télécommunications de l'Arménie, afin d'évaluer le niveau de compétence actuel des employés de ce secteur ainsi que leurs besoins en matière de renforcement des compétences numériques.– Pendant l'année 2021, l'UIT a élaboré un cours de formation multimédia spécialisé en langue russe sur la cybersanté à l'intention des médecins et des professionnels des TIC travaillant avec des équipements médicaux; en 2021, l'UIT a également organisé une série de sessions nationales de formation à l'intention du Bélarus, du Kazakhstan, du Kirghizistan, de l'Ukraine et de l'Ouzbékistan, puis élaboré des Recommandations techniques sur les solutions techniques modernes appliquées à la conception de systèmes de cybersanté, y compris les réseaux de télémédecine.Région Europe– Un examen régional des approches nationales en matière de renforcement des compétences numériques a été mené à bien et a permis d'identifier plusieurs pays qui recevront une assistance technique.– L'Albanie, la Macédoine du Nord et l'Ukraine bénéficient d'une assistance visant à renforcer leurs capacités institutionnelles dans le domaine des compétences numériques, notamment au moyen de l'élaboration d'une stratégie nationale.– Un webinaire régional (2020) et un Forum (2021) ont permis d'échanger des données d'expériences au niveau régional dans le domaine du renforcement des compétences numériques et ont contribué à la conclusion de nouveaux partenariats.– Une formation régionale pour l'Europe sur la planification des activités dans le domaine des TIC a permis à 30 responsables de 15 pays de bénéficier d'une formation et d'obtenir une certification sur la base du matériel didactique de l'UIT. |

# 2 Cybersécurité – Créer un cyberespace sûr pour tous

Indice mondial de cybersécurité (GCI) de l'UIT

En 2015, L'UIT a lancé l'[Indice mondial de cybersécurité](https://www.itu.int/en/ITU-D/Cybersecurity/Pages/global-cybersecurity-index.aspx) (GCI), qui s'est imposé comme une référence fiable visant à mesurer l'engagement des pays en faveur de la cybersécurité au niveau mondial – pour sensibiliser à l'importance et aux différentes dimensions de la question. Le niveau de développement ou de mobilisation de chaque pays est évalué en fonction des cinq Piliers du Programme GCA, qui constituent la base et le cadre général de l'indice. Fondé sur une approche et une initiative multi-parties prenantes, l'indice GCI tire parti des compétences et des capacités de différentes organisations, dans l'objectif d'améliorer la qualité de l'enquête, d'instituer une coopération au niveau international et d'encourager l'échange de connaissances sur le sujet.

Suite à la publication de la troisième édition des résultats concernant l'Indice GCI et à sa prise en compte dans la Résolution 130 (Rév. Dubaï, 2018) de la Conférence de plénipotentiaires, l'élaboration de la quatrième édition de l'Indice GCI (GCIv4) a débuté à l'occasion de la réunion sur la Question 3 de la Commission d'études 2 tenue en octobre 2019.

En octobre 2020, le Groupe d'experts sur la pondération de l'Indice GCI a tenu une réunion pour examiner une approche permettant de recommander des coefficients de pondération pour les indicateurs, les sous-indicateurs et les micro-indicateurs de l'Indice GCIv4 selon l'importance relative des mesures de cybersécurité prévues dans le modèle de l'Indice GCI.

En juin 2021, l'UIT a lancé la quatrième édition du rapport sur l'[Indice mondial de cybersécurité](https://www.itu.int/pub/D-STR-GCI.01/fr) (GCI), dans lequel 82 questions sont rattachées à cinq piliers: mesures juridiques, mesures techniques et de procédure, structures administratives renforcement des capacités et coopération. Cette édition du rapport montre que l'engagement en faveur de la cybersécurité s'est considérablement renforcé partout dans le monde. Les principales conclusions figurent dans l'[édition de 2020 du rapport sur l'Indice GCI](https://www.itu.int/dms_pub/itu-d/opb/str/D-STR-GCI.01-2021-PDF-E.pdf).

Les nouveaux travaux visant à entamer le prochain cycle d'activités relatives à l'Indice GCI ont commencé en 2021, et un questionnaire actualisé regroupant les contributions de plusieurs États Membres de l'UIT a été présenté à la réunion d'octobre 2021 de la Commission d'études 2 de l'UIT-D chargée de l'étude de la Question 3/2. Lors de cette réunion, la Commission d'études a établi un groupe de travail virtuel par correspondance pour contribuer à la révision du questionnaire; en outre, plusieurs réunions ont eu lieu jusqu'en décembre 2021 dans le but d'achever les travaux de mise à jour du questionnaire sur l'Indice GCI.

Protection en ligne des enfants (COP)

En 2019, des efforts considérables ont été déployés au niveau régional afin de régler les problèmes de sécurité en ligne des enfants. En Afrique, un débat s'est amorcé au Tchad, au Kenya, au Malawi et au Rwanda concernant la mise en œuvre de cadres stratégiques au niveau national. En particulier, le Forum régional sur la protection en ligne des enfants, organisé au Ghana, a porté sur plusieurs questions liées à la protection en ligne des enfants en Afrique. Dans la région Asie‑Pacifique, une assistance a été fournie pour l'élaboration du cadre régional ASEAN sur la protection en ligne des enfants, en coordination avec d'autres partenaires, tels que TELSOM/TELMIN. Lors de la *Journée des jeunes filles dans le secteur des TIC* de 2021, le BDT a fait la promotion des Lignes directrices sur la protection en ligne des enfants et de la sécurité en ligne en organisant des programmes de formation destinés aux enfants au Pakistan, au Bangladesh, en Indonésie, en Thaïlande et en Malaisie. Les études de cas concernant la protection en ligne des enfants ont été présentées à l'occasion de plusieurs réunions régionales, notamment au forum stratégique de l'Association des télécommunications des îles du Pacifique (PITA) et au Colloque international sur l'apprentissage ouvert, à distance et en ligne (ISODEL). Des réunions de consultation sur la protection en ligne des enfants ont été organisées à l'échelle nationale au Pakistan, au Bhoutan, en Thaïlande, en Indonésie, en Mongolie, au Cambodge et aux Philippines en coordination avec les ministères des TIC et certaines institutions des Nations Unies, et un certain nombre d'activités de collaboration régionale visant à renforcer la lutte contre la cybercriminalité à l'encontre des enfants ont été envisagées.

Dans la région des États arabes, une assistance a été fournie à plusieurs pays concernant la protection en ligne des enfants et l'UIT a participé aux travaux de différents groupes d'action nationaux en vue d'intégrer les lignes directrices relatives à la protection en ligne des enfants dans les activités menées au niveau national. Le Soudan, Bahreïn, le Liban, l'Iraq et l'Égypte sont les principaux pays bénéficiaires.

La Commission "Le large bande au service du développement durable", pour laquelle l'UIT assure la fonction de secrétariat, comprend un Groupe de travail sur la sécurité en ligne des enfants, dirigé par la Fondation World Childhood et par Zain. Ce groupe a publié un [rapport](https://www.broadbandcommission.org/publication/child-online-safety/) exhaustif en 2019.

L'UIT et ses partenaires ont travaillé de manière concertée afin de contribuer à la [note technique sur le COVID-19 et ses incidences sur la protection en ligne des enfants](https://www.itu.int/en/ITU-D/Cybersecurity/Documents/COP/COVID19%20Online%20Technical%20note%20resource%20pack_PUBLISHED.pdf). Cette note a pour principal objet de fournir des orientations techniques sur la manière d'atténuer les grands risques associés au COVID-19 et à l'exposition accrue des enfants aux dangers en ligne.

En 2019, un groupe de travail multi-parties prenantes composé de plus de 50 organisations et experts a entamé l'examen des [Lignes directrices sur la protection en ligne des enfants](https://www.itu.int/en/cop/Pages/guidelines.aspx), publiées pour la première fois en 2009. Le lancement des Lignes directrices révisées a eu lieu en juin 2020 et a été suivi d'une [manifestation mondiale virtuelle](https://www.itu.int/en/ITU-D/Cybersecurity/Pages/2020-COP-Guidelines-launch-webinar.aspx) organisée par l'UIT et ses partenaires et de [présentations régionales](https://www.itu.int/en/ITU-D/Cybersecurity/Pages/COP/2020/Regional-Launches-COP-2020-Guidelines.aspx). Ces nouvelles lignes directrices ont été entièrement repensées, afin de tenir compte des changements majeurs qui sont intervenus au sein du paysage numérique dans lequel évoluent les enfants, dans les domaines tels que l'Internet des objets, les jouets connectés, les jeux en ligne, la robotique, l'apprentissage automatique et l'intelligence artificielle.

La protection en ligne des enfants a été intégrée parmi les principaux éléments du pilier "autonomisation" du projet Giga, lancé conjointement par l'UIT et l'UNICEF.

L'UIT a également signé un accord de collaboration avec la [Fondation SCORT](https://www.itu.int/fr/myitu/news/2021/04/06/07/20/empowering%20women%20girls%20sport%20technology/) dans le domaine de la protection en ligne des enfants dans le milieu du sport. L'UIT a contribué à de nombreuses discussions, notamment dans le cadre de l'édition de 2021 de la journée pour un Internet plus sûr et de la [quinzième Conférence européenne du football au service du développement](https://www.efdn.org/efdn-fr/).

En 2020, l'UIT et le Royaume d'Arabie saoudite ont signé un [accord](https://www.itu.int/fr/mediacentre/Pages/cm11-2020-ITU-SaudiArabia-partnership-COP-guidelines.aspx) de mise en œuvre d'un programme mondial visant à créer un *cyberespace sain et sécurisé au profit des enfants*.Le [programme](https://www.itu-cop-guidelines.com/implementation), lancé en août 2021, permettra de renforcer les efforts mondiaux visant à mettre en œuvre les lignes directrices de l'UIT relatives à la protection en ligne des enfants.Ce nouvel effort de collaboration vise à élaborer et à mettre en œuvre des politiques pour la sécurité en ligne des enfants aux côtés des pouvoirs publics, des entreprises et de la société civile, de manière à améliorer le renforcement des capacités et l'échange de connaissances avec toutes les parties prenantes concernées. La finalité de ce projet, qui est de promouvoir une culture fondée sur la sécurité en ligne des enfants, appuiera la mission de l'UIT consistant à garantir la cybersécurité au

niveau international. Dans ce contexte, les Membres de l'UIT tireront parti des politiques relatives à la protection en ligne des enfants fondées sur les nouvelles ressources élaborées par l'UIT et les partenaires COP en 2020.

[Le BDT a aussi contribué à l'adoption de l'Observation générale N° 25 sur les droits de l'enfant en relation avec l'environnement numérique par le Comité des droits de l'enfant des Nations Unies](https://www.end-violence.org/articles/celebrating-adoption-general-comment-25#:~:text=General%20Comment%2025%20not%20only%20raises%20awareness%20of,and%20other%20forms%20of%20violence%20on%20the%20internet.): un Groupe de travail interinstitutions sur la protection en ligne des enfants a été établi, réunissant le Comité des droits de l'enfant ainsi que de membres de la communauté dynamique constituée de spécialistes de la protection en ligne des enfants issus du système des Nations Unies et de la société civile.

Le BDT s'emploie à diffuser les messages de Sango ([mascotte de la protection en ligne des enfants](https://www.itu-cop-guidelines.com/children) lancée en 2020) dans plusieurs pays et par l'intermédiaire de différents partenaires, afin de concevoir des contenus pertinents pour accroître la sensibilisation à la protection en ligne des enfants. La mascotte de la protection en ligne des enfants a annoncé le lancement du [cours "En ligne en sécurité avec Sango"](https://www.itu-cop-guidelines.com/children) destiné aux jeunes enfants de moins de 13 ans dans le cadre de l'édition de 2021 de la Journée pour un Internet plus sûr, afin de sensibiliser les enfants à la sécurité en ligne et de renforcer leurs capacités en la matière. La série de cours a été lancée via une bande-annonce diffusée lors du [volet sur la sécurité en ligne](https://www.itu.int/women-and-girls/girls-in-ict/girlsinict-online-safety-moment/) organisé dans le cadre de la série de manifestations marquant le 10ème anniversaire de la Journée internationale des jeunes filles dans le secteur des TIC.

En novembre 2021, une première formation sur la protection en ligne des enfants a été organisée dans le cadre de l'Académie de l'UIT à l'intention des régulateurs de la région des États arabes.

Toutes les activités susmentionnées s'inscrivent dans le cadre d'un effort concerté concernant les priorités thématiques relatives à la cybersécurité et à l'inclusion numérique.

Équipes d'intervention en cas d'incident (CIRT) nationales et intervention en cas d'incident

À ce jour, plus de 82 pays ont bénéficié d'une assistance en vue d'évaluer leur état de préparation national en matière de cybersécurité et leurs capacités d'intervention en cas d'incident. Fin 2021, l'UIT avait participé à 22 projets relatifs aux équipes CIRT portant notamment sur la création et/ou le renforcement des capacités de 17 équipes CIRT de pays avant 2021 et trois projets sont arrivés à terme en 2021. Les modalités de conception de l'équipe CIRT nationale de l'Eswatini ont été examinées et les projets relatifs à la mise en œuvre d'équipes CIRT, ainsi que des projets visant à améliorer les équipes CIRT nationales du Kenya et de la Barbade ont été lancés.

L'UIT a entrepris des évaluations techniques de l'état de préparation à la création d'équipes CIRT au Malawi (2018), au Congo (2018), au Niger (2018), au Libéria (2019), au Tchad (2019), en Gambie (2019), en Bosnie-Herzégovine (2019), en Mauritanie (2019), en Albanie (2019), au Guyana (2020), aux Bermudes (2020), aux Bahamas (2021), en Guinée-Bissau (2021) et en Mongolie (2021). En 2018, dans le cadre du projet "Mise en œuvre de services CIRT et des capacités connexes", l'État de Palestine a bénéficié d'une assistance dans la mise en place et le déploiement des capacités techniques et des formations associées concernant les activités d'une équipe CIRT.

Une assistance spécialisée sur l'évaluation des équipes CIRT et le renforcement des compétences a été fournie à la Papouasie-Nouvelle-Guinée, au Samoa, aux Tonga et au Vanuatu dans le cadre d'un projet financé par le Département de l'infrastructure, des transports, du développement régional et des communications du Gouvernement de l'Australie. En Papouasie-Nouvelle-Guinée et à Vanuatu, les capacités des équipes CIRT ont été renforcées dans le cadre du [projet UIT-DoCA.](https://www.itu.int/net4/ITU-D/CDS/projects/display.asp?ProjectNo=9RAS18061)

L'UIT a collaboré avec le Forum FIRST (Forum des équipes d'intervention et de sécurité en cas d'incident) et contribué aux travaux visant à améliorer le Cadre de services de la CIRT. Un appui a également été fourni afin de réviser aux fins de la révision des matériels didactiques existants relevant d'un programme de renforcement des capacités visant à créer des équipes CIRT nationales et à gérer leurs activités.

En outre, et pour soutenir le programme CIRT, le "Programme de travail de l'UIT sur la cybersécurité: cadre relatif aux équipes CIRT" a été publié en 2021.

Cyberexercices et renforcement des capacités

Afin de veiller à ce que les équipes CIRT nationales appliquent de bonnes pratiques afin de faire face aux incidents en matière de cybersécurité et de promouvoir une coopération technique entre les équipes CIRT des pays, plusieurs cyberexercices ont été organisés entre 2018 et 2021, aux niveaux régional et intrarégional.

En 2018, un exercice de simulation de haut niveau concernant une crise de cybersécurité nationale a été organisé à Maurice.

En 2018, cinq cyberexercices régionaux de l'UIT ont été organisés en Côte d'Ivoire (Afrique), à Chypre (Europe), en Azerbaïdjan (CEI), au Koweït (région des États arabes) et en Argentine (Amériques).

En 2019, un cyberexercice interrégional (CEI et région Asie-Pacifique) a été organisé en Malaisie, et un cyberexercice pour la région Afrique a été organisé en Ouganda. Un cyberexercice pour la région des États arabes a été organisé à Oman, en collaboration avec le Centre de cybersécurité pour la région des États arabes ([ARCC](https://arcc.om/?GetLang=en)), afin d'assurer la poursuite des efforts collectifs visant à lutter contre les cybermenaces au sein des équipes nationales d'intervention en cas d'incident informatique. La région Europe a organisé un cyberexercice en Roumanie en 2019, alors que la Roumanie assurait la présidence du Conseil de l'Union européenne. À l'invitation de la Présidence du G20, l'UIT est convenue d'œuvrer en tant que partenaire pour le partage des connaissances, dans le cadre du volet prioritaire sur la sécurité dans l'économie numérique du Groupe spécial du G20 sur l'économie numérique.

L'édition de 2020 du [cyberexercice mondial de l'UIT](https://www.itu.int/en/ITU-D/Cybersecurity/Pages/Cybedrills-2020.aspx) s'est tenue de façon virtuelle et a porté sur plusieurs aspects pertinents de la cybersécurité: six dialogues régionaux sur les enjeux de la cybersécurité ont eu lieu pendant la pandémie de COVID-19. En outre, un webinaire consacré à l'[autonomisation des femmes en matière de cybersécurité et à la planification de la gestion des cybercrises](https://www.itu.int/en/ITU-D/Cybersecurity/Pages/CyberDrill-2020-Empowering-Women-in-Cybersecurity.aspx) a montré l'importance de l'inclusion et de la résilience. En outre, le programme de cette manifestation mondiale comprenait une formation pratique sur la [réalisation d'enquêtes efficaces au moyen de renseignements](https://www.itu.int/en/ITU-D/Cybersecurity/Pages/CyberDrill-2020/How-to-conduct-effective-Open-Source-Investigations-Online.aspx) provenant de sources ouvertes, qui a été suivie de formations aux outils utilisés pour les [interventions en cas d'incident avec les logiciels TheHive et Cortex](https://www.itu.int/en/ITU-D/Cybersecurity/Pages/CyberDrill-2020/Incident-Response-with-TheHive-and-Cortex.aspx). Plusieurs experts ont discuté de l'importance de la [mise en œuvre et du suivi des stratégies nationales en matière de cybersécurité](https://www.itu.int/fr/ITU-D/Cybersecurity/Pages/2020-NCS-IM-webinar.aspx). Le cyberexercice pour la région Asie-Pacifique a été organisé en décembre 2020. Il a essentiellement porté sur les moyens dont disposent les petits États insulaires en développement (PEID) pour améliorer leurs capacités en matière de cybersécurité. En outre, un cyberexercice national a été organisé à l'intention du Royaume d'Eswatini en décembre 2020.

L'édition de 2021 du cyberexercice mondial s'est tenue de septembre à novembre 2021. Dans le cadre de cette série de manifestations, deux webinaires, six sessions de formation, six exercices fondés sur des scénarios et trois réunions interrégionales, où étaient représentées les six régions de l'UIT, ont été organisés. Entre septembre et décembre 2021, deux cyberexercices sous‑régionaux ont été organisés à l'intention des pays de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), ainsi qu'un cyberexercice national à l'intention de l'Inde. Ces initiatives ont été renforcées par la publication intitulée "[Cadre et lignes directrices opérationnels pour la planification et l'exécution des cyberexercices régionaux de l'UIT"](https://www.itu.int/pub/D-STR-CYBERDRILL-2021/fr).

Programme de mentorat "Les femmes dans le secteur de la cybersécurité"

En 2020, avec l'appui du [Partenariat mondial EQUALS](https://www.equalsintech.org/), l'UIT et le Forum des équipes de sécurité et d'intervention en cas d'incidents ([FIRST](https://www.first.org/)) ont lancé un programme conjoint de mentorat destiné à donner aux femmes les moyens de réussir dans le secteur de la cybersécurité. [La première édition](https://www.itu.int/en/ITU-D/Cybersecurity/Pages/Women-in-Cyber/Women-in-Cyber-Mentorship-Programme-2021.aspx) du programme était axée sur la région des États arabes et la région Afrique. Le programme a fait appel à des personnalités constituant un exemple à suivre et à des leaders dans ce domaine et les a mis en relation avec des femmes talentueuses dans le monde entier. Il a contribué à renforcer l'autonomie des femmes en matière de cybersécurité en faisant appel à des personnalités modèles et à des leaders dans ce domaine, et a encouragé la création de communautés et l'échange de conseils ainsi que la solidarité intergénérationnelle entre les femmes du secteur. Cette initiative a contribué à combler l'écart entre hommes et femmes au niveau de la main-d'œuvre à l'échelle mondiale, dans le domaine de la cybersécurité, grâce à la création d'un programme mondial de mentorat axé sur le renforcement des capacités des femmes qui souhaitent faire carrière et progresser dans ce secteur. Le programme de mentorat "Les femmes dans le secteur de la cybersécurité" comprend trois volets, avec une série de webinaires particulièrement intéressants (INSPIRER), des cours de formation permettant d'acquérir des compétences techniques et non techniques (FORMER) et un module de mentorat sur six mois (AUTONOMISER). Toutes les activités menées dans le cadre de la première édition du programme ont été assurées en ligne sur une période de six mois, allant de mars à août 2021. La deuxième édition devrait avoir lieu en 2022.

Stratégies nationales en matière de cybersécurité

L'UIT aide les États Membres à élaborer et à améliorer des stratégies nationales efficaces en matière de cybersécurité. La première édition du [Guide UIT sur l'élaboration d'une stratégie nationale en matière de cybersécurité](https://www.itu.int/dms_pub/itu-d/opb/str/D-STR-CYB_GUIDE.01-2018-PDF-F.pdf) (NCS), parue en 2018 et élaborée dans le cadre d'un processus de collaboration entre de multiples parties prenantes, a constitué un manuel de bonnes pratiques et un kit pratique qui a été utilisé par les pays de toutes les régions pour élaborer et améliorer leurs stratégies de cybersécurité. Depuis son lancement en septembre 2018, des ateliers nationaux et régionaux ont été organisés dans plusieurs pays, dont quatre ont reçu une assistance directe pour élaborer et réviser leurs stratégies nationales de cybersécurité à l'aide du Guide. L'UIT a facilité le processus de mise à jour du [Guide d'élaboration d'une stratégie nationale en matière de cybersécurité](https://www.ncsguide.org/), et plus de 20 organisations ont contribué à l'élaboration de la [deuxième édition du Guide](https://ncsguide.org/), lancée en novembre 2021. Le lancement de cette édition s'est adressé à la communauté mondiale dans le cadre d'un webinaire, où les participants ont débattu de l'élaboration du cycle de vie et de la mise en œuvre d'une stratégie nationale en matière de cybersécurité ainsi que des enjeux et perspectives qui y sont associés.

En 2021, l'UIT a mis au point une formation en ligne adaptée au rythme de chacun, qui s'intitule "[Cycle de vie, principes et bonnes pratiques pour l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie nationale de cybersécurité](https://academy.itu.int/training-courses/full-catalogue/lifecycle-principles-and-good-practices-national-cybersecurity-strategy-development-and)" et est disponible sur la plate-forme de l'Académie de l'UIT. L'UIT a travaillé en partenariat avec le Groupe de la Banque mondiale pour organiser des webinaires régionaux visant à fournir des renseignements opérationnels sur les modalités d'élaboration d'un plan d'action relatif à une stratégie nationale de cybersécurité. En 2021, l'UIT a entamé l'élaboration d'un outil de référence sur les stratégies nationales de cybersécurité pour appuyer les efforts que les États Membres et les spécialistes de la cybersécurité déploient pour élaborer et mettre en œuvre ces stratégies.

Le [Guide UIT sur l'élaboration d'une stratégie nationale en matière de cybersécurité](https://www.itu.int/dms_pub/itu-d/opb/str/D-STR-CYB_GUIDE.01-2018-PDF-F.pdf) est utilisé par des pays des différentes régions de l'UIT. Plus particulièrement:

• Un atelier régional a été organisé par le Ministère de l'informatique et l'Agence de la cybersécurité de l'Indonésie à Jakarta, sur le thème des stratégies en matière de cybersécurité et la réglementation générale sur la protection des données.

• Un atelier régional, organisé par la Macédoine du Nord, portait sur l'amélioration des stratégies nationales dans cinq pays de la région.

• Un atelier régional a été organisé en Tunisie dans le but d'améliorer les stratégies nationales des pays des régions Afrique et des États arabes. Vingt pays ont participé de manière active à cet atelier.

• Dans la région Afrique, le Bénin a bénéficié d'une assistance pour rédiger sa stratégie nationale en matière de cybersécurité.

• Dans la région Asie-Pacifique, le Kiribati et les îles Salomon ont bénéficié d'une assistance pour renforcer leur cadre stratégique applicable à la cybersécurité et élaborer leur stratégie nationale en matière de cybersécurité. Après avoir reçu cette assistance, le Kiribati a adopté une [stratégie nationale](https://www.mict.gov.ki/publications/kiribati-national-cybersecurity-strategy-2020).

• En 2021, des activités consistant à fournir une assistance technique sur les stratégies nationales de cybersécurité ont été lancées pour apporter un appui aux Bahamas, au Rwanda, au Maroc et dans les pays de la Communauté des États de l'Afrique australe (SADC).

• En 2021, le BDT a aidé le Mali et le Malawi à concevoir des cadres nationaux relatifs à l'infrastructure de clé publique (PKI) et organisé des ateliers de renforcement des capacités dans ce domaine.

|  |
| --- |
| Initiatives régionalesRégion Afrique– Des cyberexercices régionaux ont été organisés en Côte d'Ivoire (2018) et en Ouganda (2019), et des cyberexercices nationaux ont eu lieu à Maurice (2018) et au Royaume d'Eswatini (2020). En 2021, une réunion interrégionale virtuelle Afrique‑Europe sur les cyberexercices a été organisée, en plus du cyberexercice mondial, qui s'est déroulé en ligne.– L'UIT et ses partenaires ont organisé des ateliers de renforcement des capacités au Burkina Faso (2018) et en Eswatini (2019), ainsi qu'un atelier interrégional concernant une stratégie nationale de cybersécurité en Tunisie. Le Forum régional sur la protection en ligne des enfants s'est tenu à Accra (Ghana) en octobre 2019. L'UIT a procédé à des évaluations techniques de l'état de préparation à la création d'équipes CIRT au Malawi (2018), au Congo (2018), au Niger (2018), au Libéria (2019), au Tchad (2019), en Gambie (2019) et en Guinée-Bissau (2020).– L'UIT a participé à l'élaboration d'une stratégie nationale en matière de cybersécurité pour le Bénin en 2019, pour le Libéria en décembre 2020et pour la Guinée en décembre 2021.– Un cadre d'infrastructure de clé publique a été élaboré, une formation a été dispensée au Malawi en décembre 2020, et un cadre d'infrastructure de clé publique ainsi qu'une plate-forme de référence pour la signature numérique ont été mis au point au Mali en décembre 2021.– En 2021, en Gambie, les parties prenantes nationales de l'équipe CIRT ont bénéficié d'une formation concernant ses activités.– En 2019, en partenariat avec le cabinet de conseil en matière de risques Deloitte, un examen de l'environnement de la cybersécurité en Côte d'Ivoire a été effectué, notamment des résultats concernant l'Indice mondial de cybersécurité de l'UIT. Grâce à cet examen, le pays a pu recenser les initiatives relatives à la cybersécurité qu'il devra déployer en priorité pour améliorer sa stratégie en la matière.– Des orientations ont été fournies à la République sudafricaine en vue d'élaborer une politique nationale en matière de données, incluant un examen de la confidentialité des services en nuage, et un projet de politique générale en matière de cybersécurité. Un atelier à l'intention des principales instances politiques a été organisé en janvier 2020.Région Amériques– Pour 2021, l'UIT a mis en œuvre un programme de cybersécurité et de réduction des risques de catastrophe à l'intention de la Barbade.– Un cours de formation en ligne sur les politiques et les réglementations évoluées en matière de TIC a été dispensé en 2019 et en 2020, afin de fournir un appui aux membres de l'UIT sur des questions liées à la gouvernance de l'Internet, à la connectivité et à la cybersécurité.– Du 4 au 8 juin 2018, l'UIT a organisé un atelier régional sur la cybersécurité et un cyberexercice à l'invitation du Gouvernement argentin. Cette manifestation a été accueillie par l'Université de La Plata. Les participants étaient originaires d'Argentine, des Bahamas, du Brésil, du Chili, de Cuba, de l'Équateur, d'El Salvador, du Guyana, du Paraguay et de l'Uruguay.– En septembre 2020, l'UIT a organisé un dialogue en ligne sur la cybersécurité pour la région des Amériques, sur le thème "Équipes CIRT et enseignements tirés de la crise liée au COVID-19". Cent personnes ont y participé. Les participants étaient originaires d'Argentine, de la Barbade, du Belize, de Bolivie, du Brésil, du Chili, de Colombie, de République dominicaine, d'Équateur, d'El Salvador, du Guyana, du Mexique, du Paraguay, du Pérou, du Suriname, de Trinité-et-Tobago, des États-Unis et d'Uruguay.– En 2021, l'UIT a entamé la mise en œuvre d'un projet de cybersécurité à l'intention de la Barbade, qui comprend une évaluation de l'équipe CIRT, le renforcement des capacités de l'équipe CIRT nationale, ainsi que plusieurs formations sur le terrain.– En 2020, une évaluation de l'état de préparation des équipes CIRT en matière de cybersécurité a été menée aux Bermudes et au Guyana.– Un cours de formation en ligne sur les politiques et les réglementations évoluées en matière de TIC a été dispensé en 2019, en 2020 et en 2021, afin de fournir un appui aux membres de l'UIT sur des questions liées à la gouvernance de l'Internet, à la connectivité et à la cybersécurité.– En juin 2018, l'UIT a organisé un atelier régional sur la cybersécurité et un cyberexercice à l'invitation du Gouvernement argentin. Cette manifestation a été accueillie par l'Université de La Plata. Parmi les 117 participants, quinze personnes ont assisté à la session sur la protection en ligne des enfants et 50 aux exercices pratiques organisés dans le cadre du cyberentraînement. Les participants à la manifestation étaient originaires d'Argentine, des Bahamas, du Brésil, du Chili, de Cuba, de l'Équateur, d'El Salvador, du Guyana, du Paraguay et de l'Uruguay.– En septembre 2020, l'UIT a organisé un dialogue en ligne sur la cybersécurité pour la région des Amériques, sur le thème "Équipes CIRT et enseignements tirés de la crise liée au COVID-19". Les 100 participants à cette manifestation étaient originaires d'Argentine, de la Barbade, du Belize, de Bolivie, du Brésil, du Chili, de Colombie, de République dominicaine, d'Équateur, d'El Salvador, du Guyana, du Mexique, du Paraguay, du Pérou, du Suriname, de Trinité-et-Tobago, des États-Unis et d'Uruguay.– En septembre 2021, l'UIT a organisé le dialogue interrégional en ligne sur la cybersécurité dans les régions Amériques et États arabes. La manifestation a rassemblé des participants représentant 22 pays de la région Amériques et de nombreux autres pays du monde.– Au cours du dernier trimestre de 2021, le BDT a réalisé une étude sur la cybersécurité afin de renforcer la cybersécurité au niveau national en Équateur.– Au cours du dernier trimestre de 2021, l'UIT a effectué une étude axée sur l'analyse et la comparaison des politiques nationales et des initiatives numériques relatives à la protection en ligne des enfants, à laquelle ont participé la Colombie, le Costa Rica, le Mexique, l'Équateur, le Paraguay et le Pérou.Région des États arabes– Des cyberexercices régionaux ont été organisés au Koweït (2018) et à Oman (2019).– En 2018, l'UIT a organisé une réunion régionale de haut niveau en vue de conclure des partenariats avec les établissements universitaires dans le domaine de la cybersécurité. L'objectif était de mettre en place un partenariat entre des établissements universitaires et d'autres Membres de l'UIT, afin d'instaurer la confiance et la sécurité dans l'utilisation des TIC et de mettre en lumière l'importance que revêt la formation d'universitaires spécialisés dans le domaine de la cybersécurité dans les États arabes.– L'UIT a organisé un atelier régional sur le thème "Sécuriser l'infrastructure essentielle du secteur financier" au Caire (Égypte) en octobre 2018.– Un cours de formation sur la cybersécurité et la confidentialité des données à l'intention des membres de la Commission saoudienne des procureurs généraux a eu lieu au Caire (Égypte) en décembre 2018.– Un atelier sur l'évaluation technique de l'état de préparation à la création d'équipes d'intervention en cas d'incident informatique (CIRT) a eu lieu en Mauritanie en décembre 2018.– Une formation sur les CIRT à l'intention de la Palestine a eu lieu au Caire (Égypte) en mars 2019*.*– En 2018, l'UIT a aidé la Mauritanie à concevoir sa stratégie nationale en matière de cybersécurité pour la période 2019-2022.– Lors de la semaine régionale sur la cybersécurité organisée pour la région des États arabes en 2018 et en 2019, le Centre régional de cybersécurité de l'UIT pour la région des États arabes (UIT-ARCC) a encouragé l'échange d'informations et le renforcement des capacités dans le domaine de la cybersécurité. Cette manifestation a offert à de hauts responsables dans le domaine des TIC et de la cybersécurité issus de la région un cadre pour rencontrer les principales parties prenantes et débattre des menaces, des progrès accomplis, des perspectives et des problèmes que pose la cybersécurité.– Un cours de formation ASBU (Union de radiodiffusion des États arabes)/UIT sur la cybersécurité a été organisé conjointement avec le Centre de formation de l'ASBU de Tunis en juin 2019, en Tunisie.– L'UIT a organisé l'atelier interrégional sur les stratégies nationales en matière de cybersécurité dans la région des États arabes et la région Afrique et sur la version de 2018 du rapport relatif à l'Indice mondial de cybersécurité (GCI) à Tunis en décembre 2019.– Lancé en Palestine en 2019, le projet "Mise en œuvre de services CIRT et des capacités connexes" a contribué à mettre en place et à déployer des capacités techniques et les formations nécessaires pour mettre en place l'équipe CIRT de la Palestine.– En décembre 2019, le Soudan a bénéficié d'une assistance technique et d'un renforcement de ses capacités, en vue d'améliorer sa stratégie en matière de protection des infrastructures informatiques essentielles*.* En outre, un rapport intitulé "Feuille de route concernant la cybersécurité des infrastructures essentielles dans le domaine des ICS et des OT" a été publié en 2020.– Compte tenu des incidences que le COVID-19 a sur les systèmes TIC des différents pays, le Dialogue régional pour les États arabes a eu lieu en septembre 2020 et des délégués de plus de 16 pays y ont participé.– En 2020, en s'appuyant sur le partenariat conclu avec Meem Ain et sur le projet MALI en faveur de l'inclusion financière numérique des enfants, le BDT a élaboré un projet intitulé AMANI, qui visait à fournir des solutions numériques interactives pour protéger les enfants des États arabes contre les dangers de l'Internet et à les sensibiliser aux risques et aux dangers du monde numérique. L'objectif de ce programme, qui porte sur nombreux thèmes comme la sécurité et la protection de la vie privée dans le monde numérique, l'empreinte numérique et la communication en ligne, était de doter les enfants des connaissances et des compétences de base essentielles pour naviguer en ligne en tout sécurité et de manière responsable.– Afin de favoriser la mise en œuvre active des lignes directrices relatives à la protection en ligne des enfants dans l'ensemble de la région des États arabes, une consultation conjointe avec le Conseil de la SAMENA a eu lieu en novembre 2020. Elle a permis d'examiner certaines des principales difficultés et possibilités liées à la mise en œuvre de l'édition de 2020 de ces lignes directrices à l'usage des professionnels.– En novembre 2020, un atelier sur les Lignes directrices de l'UIT de 2020 relatives à la protection en ligne des enfants et sur les possibilités de mise en œuvre a eu lieu dans la région des États arabes.Région Europe– En 2021, l'UIT a appuyé l'organisation de la Semaine annuelle de la cybersécurité à Chisinau (Moldova). Cette manifestation a offert des possibilités de nouer des contacts ainsi qu'une plate-forme où échanger des idées, débattre et collaborer en vue de promouvoir, grâce à l'innovation, des stratégies et des solutions en matière de cybersécurité à l'échelle mondiale. En 2020, une formation spéciale supplémentaire sur la protection de l'infrastructure essentielle a été dispensée.– En 2020, une conférence sur les défis contemporains en matière de sécurité en ligne a été organisée par l'UIT en Ukraine. Cette conférence a permis de renforcer les capacités humaines de l'Ukraine dans le domaine de la protection en ligne des enfants.– La manifestation "Cyber Shield" de 2019 s'est tenue à Ankara (Turquie). Organisée avec l'appui de l'UIT, elle a offert une occasion unique de participer à différentes activités techniques dans le domaine de la cybersécurité. Les principaux objectifs étaient d'augmenter les capacités d'intervention et les niveaux de préparation en cas d'incident, d'approfondir la compréhension mutuelle des cyberrisques et de leurs effets, et de garantir un effort collectif constant entre les acteurs de la cybersécurité dans le monde, en particulier les équipes d'intervention en cas d'urgence informatique (CERT), afin de faire face aux cybermenaces.– Des progrès ont été accomplis dans le domaine de la protection en ligne des enfants: une conférence internationale organisée pour l'Europe sur la manière d'assurer la sécurité en ligne des enfants et des adolescents a été organisée conjointement. Elle s'est tenue à Varsovie (Pologne) en 2019 et en ligne en 2020 et 2021. Un Forum régional pour l'Europe sur la protection en ligne des enfants a été organisé en 2020 (à l'invitation de l'Académie ONAT, Ukraine) de manière à faciliter la coopération et à promouvoir la diffusion des Lignes directrices relatives à la protection en ligne des enfants en Europe. Une étude régionale sur les stratégies nationales en vue d'assurer la sécurité en ligne des adolescents et des enfants a été rédigée pour examen et soumise à la consultation des pays. Une assistance a été fournie à la Géorgie et à l'Ukraine dans l'élaboration d'une stratégie nationale sur la protection en ligne des enfants. Un examen stratégique de l'évaluation nationale dans le domaine de la protection en ligne des enfants a été effectué à Moldova. L'Albanie a été sélectionnée en tant que pays pilote pour le lancement du projet mondial de l'UIT sur la mise en œuvre des Lignes directrices relatives à la protection en ligne des enfants. Ce projet visait à promouvoir une culture de la protection en ligne des enfants auprès de toutes les parties prenantes concernées, grâce au partage des connaissances et au renforcement des compétences numériques. En outre, une assistance a été fournie à la Macédoine du Nord pour lui permettre de procéder à une évaluation au niveau national de la protection en ligne des enfants et d'établir une feuille de route opérationnelle destinée à renforcer la sécurité en ligne des enfants et des jeunes. Plus de 16 pays ont participé activement à la diffusion des lignes directrices relatives à la protection en ligne des enfants, qui ont été publiées dans plus de dix langues européennes. Région Asie-Pacifique– Une assistance spécialisée sur l'évaluation des équipes CIRT et le renforcement des compétences a été fournie à la Papouasie-Nouvelle-Guinée, au Samoa, aux Tonga et au Vanuatu dans le cadre d'un projet financé par le Département de l'infrastructure, des transports, du développement régional et des communications du Gouvernement de l'Australie.– L'UIT a fourni un appui au Kiribati et aux îles Salomon concernant l'amélioration de leurs cadres stratégiques en matière de cybersécurité, notamment avec des exercices de simulation théorique pour renforcer les capacités nationales d'élaboration ou d'amélioration des stratégies nationales en matière de cybersécurité. Après avoir reçu cette assistance, le Kiribati a adopté une [stratégie nationale](https://www.mict.gov.ki/publications/kiribati-national-cybersecurity-strategy-2020). Pendant la période 2019-2020, plus de 550 participants ont pu élargir leurs connaissances et leurs compétences concernant la protection de l'infrastructure nationale essentielle, la protection des infrastructures essentielles et les cyberexercices, tandis que plus de 250 participants ont renforcé leurs compétences liées aux questions de sécurité grâce au Centre d'excellence de l'UIT dans la région Asie-Pacifique.– En décembre 2020, l'UIT a organisé un cyberexercice pour la région Pacifique, qui s'adressait plus particulièrement aux PEID. En 2021, le Bureau régional pour l'Asie‑Pacifique et le Bureau régional pour la CEI ont organisé conjointement une réunion interrégionale dans le cadre du Cyberexercice mondial.– L'UIT a évalué les capacités du Viet Nam en matière d'éducation dans le domaine de la cybersécurité, y compris au niveau du premier cycle, du deuxième cycle et du doctorat. Elle a formulé des recommandations concernant de futures initiatives visant à renforcer les capacités en matière d'éducation dans le domaine de la cybersécurité et fourni des listes d'initiatives de référence et de ressources utiles, y compris des programmes éducatifs similaires en Australie, à Singapour et au Royaume-Uni.– En novembre et décembre 2021, l'Inde et l'UIT ont organisé conjointement un cyberexercice à l'intention d'entités indiennes. Le cyberexercice, qui a réuni plus de 400 participants, a mis l'accent sur le rôle que jouent les équipes nationales d'intervention en cas d'incident informatique (CIRT) et les équipes nationales d'intervention en cas d'incident de sécurité informatique (CSIRT) dans le renforcement de la cyberrésilience et la protection des infrastructures essentielles de l'information. Un wébinaire a eu lieu le premier jour; le deuxième jour, des sessions de formation dans le domaine de la technique et de la gestion se sont tenues en parallèle, et les troisième et quatrième jours, des exercices fondés sur des scénarios ont été organisés.– En 2021, l'UIT, en collaboration avec la mission de développement régional de l'USAID (Agence des États-Unis pour le développement international) pour l'Asie (RDMA), a organisé une réunion virtuelle sur les politiques en matière de cybersécurité destinée aux micro, petites et moyennes entreprises (MPME). Cette manifestation a eu lieu dans le cadre du Dialogue régional Asie-Pacifique sur la transformation numérique: se préparer au développement inclusif et durable. Le webinaire, auquel ont participé des représentants des milieux universitaires, des pouvoirs publics, du secteur privé et des MPME, a mis en évidence les possibilités et les solutions en matière de politique numérique qui pourraient contribuer à atténuer les risques rencontrés par les MPME nouvellement connectées, et réuni 66 participants.Région de la CEI– En 2019, l'UIT a mené à bien une évaluation de l'état de préparation à la création d'une équipe CIRT au Kirghizistan et en 2021, elle a lancé, en collaboration avec le Kirghizistan et la Banque mondiale, un projet de création d'une équipe CIRT.– L'UIT a organisé plusieurs cyberexercices régionaux et interrégionaux, qui ont chacun attiré entre 200 et 300 participants, et ont compris, en 2017, le cyberexercice interrégional pour la région de la CEI et la région Europe à Moldova, en 2018, le (premier) cyberexercice régional spécialement à l'intention de la région de la CEI en Azerbaïdjan, et en 2019, le cyberexercice organisé par la CEI et la région Asie-Pacifique en Malaisie. En 2020 et 2021, les États Membres issus de la région de la CEI ont participé activement au cyberexercice mondial, puisque la plupart des pays ont désigné des équipes CIRT pour participer aux scénarios.– Un dialogue régional pour la CEI et une réunion interrégionale sur la cybersécurité pour la CEI et la région Asie-Pacifique ont été organisés dans le cadre du cyberexercice mondial de 2020, afin de faciliter l'échange de bonnes pratiques et d'expériences.– Plusieurs partenariats importants ont été conclus sur la question de la cybersécurité, notamment avec l'OSCE et la Banque mondiale. En 2021, l'UIT a organisé conjointement avec l'OSCE le premier cyberexercice national au Kirghizistan, qui a attiré plus de 150 participants.– La Russie, l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, le Kirghizistan et l'Ouzbékistan utilisent tous l'indice GCI comme l'un des paramètres essentiels pour la planification et la mise en œuvre de leurs politiques nationales en matière de cybersécurité. Entre 2018 et 2021, l'UIT a fourni un appui et des formations, sur demande, à ces États Membres.– Dans le contexte de la publication à l'échelle mondiale des Lignes directrices relatives à la protection en ligne des enfants en juin 2020, l'UIT a organisé en octobre 2020 un Forum régional sur la protection en ligne des enfants, en partenariat avec l'Institut de l'UNESCO pour l'application des technologies de l'information à l'éducation. Ce Forum a réuni des représentants de ministères, de régulateurs, d'opérateurs de télécommunication, d'universités et d'établissements d'enseignement général, d'instituts de recherche – développement, d'organisations du système des Nations Unies et d'autres parties prenantes issues d'États Membres de l'UIT. Le dialogue en ligne qui a eu lieu dans le cadre du Forum était axé sur l'utilisation et la mise en œuvre concrètes des [Lignes directrices sur la protection en ligne des enfants](https://www.itu.int/en/ITU-D/Cybersecurity/Pages/COP-2020-Guidelines.aspx) aux niveaux national et régional et a donné l'occasion de procéder à une analyse et à des discussions approfondies sur les approches et les politiques en matière de protection en ligne des enfants. |

|  |
| --- |
| COMMISSIONS D'ÉTUDESUn [atelier sur les nouvelles questions en matière de cybersécurité](https://www.itu.int/en/ITU-D/Study-Groups/2018-2021/Pages/meetings/session-Q3-2-oct18.aspx) a eu lieu en octobre 2018 parallèlement à la réunion du Groupe du Rapporteur pour la Question 3/2 (*Sécurisation des réseaux d'information et de communication: bonnes pratiques pour créer une culture de la cybersécurité*). Les participants à l'atelier ont présenté les dernières tendances en matière de cybersécurité, passé en revue de nouveaux éléments à prendre en compte dans les stratégies et politiques associées et ont examiné les possibles modalités de collaboration entre les parties prenantes pour contribuer efficacement à la mise en œuvre de ces stratégies et politiques. |

# 3 Inclusion numérique – Concevoir des politiques inclusives pour assurer l'égalité en matière d'accès et d'utilisation des TIC

Garantir un accès et une utilisation des TIC inclusifs et équitables pour tous

Sensibilisation sur l'accessibilité des TIC et ressources pour encourager l'inclusion numérique:

Entre 2018 et décembre 2021, l'UIT-D a mené une campagne de sensibilisation sur l'[accessibilité des TIC](https://www.itu.int/en/ITU-D/Digital-Inclusion/Persons-with-Disabilities/Pages/Persons-with-Disabilities.aspx). Il a présenté des stratégies, outils et ressources pertinents conçus et mis au point avec plus de 20 000 membres de l'UIT, parties prenantes et décideurs en vue d'appuyer des efforts et des engagements visant à mettre en place des sociétés et environnements accessibles sur le plan numérique et à parvenir à des TIC inclusives pour tous, indépendamment du sexe, de l'âge, des capacités et de la localisation géographique. La pandémie de COVID-19 a accéléré la nécessité de généraliser et de renforcer la mise en œuvre de politiques et de stratégies relatives aux TIC/à l'accessibilité pour garantir que tous, y compris les personnes, y compris les personnes handicapées, puissent comprendre et utiliser les informations et services numériques, en particulier dans les situations d'urgence et en période de crise.

Les activités de sensibilisation et de promotion des outils et des [ressources](https://www.itu.int/en/ITU-D/Digital-Inclusion/Persons-with-Disabilities/Pages/ResourcesOnICTAccessibility.aspx) de l'UIT-D ont appuyé l'action menée en matière d'inclusion numérique en faveur de l'accessibilité des TIC aux niveaux régional et mondial dans le cadre de manifestations, réunions thématiques, ateliers, conférences et forums en présentiel et en ligne. Parmi ces manifestations, on peut citer: les nombreuses sessions du [SMSI](https://www.itu.int/net4/wsis/forum/2020/fr/Agenda/Session/137) sur l'accessibilité des TIC (2018, 2019, 2020, 2021), la Conférence des États parties à la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées (2018, 2019, 2020, 2021), les semaines de l'apprentissage mobile (UNESCO 2018, 2019, 2020 et 2021), les Sommets M-Enabling (2018, 2019), le Congrès international de la technologie au service de la diversité (2018), la "Zero Project Conference" (2018, 2019, 2020, 2021), le Sommet sur l'inclusion numérique – Veiller à ce que personne ne soit laissé de côté (2021), la première édition de la Journée de la conception universelle (2021), la conférence Inclusive Africa (2020), la conférence QITCOM organisée dans la région des États arabes (2019), la semaine de l'inclusion numérique pour la région des États arabes organisée par l'UIT et l'UNESCO (2018, 2019, 2020 et 2021), une manifestation à l'intention de la région Asie-Pacifique organisée avec l'UNITAR (2020), les manifestations de l'UIT "Amériques accessibles" sur les TIC pour tous qui ont eu lieu en Jamaïque en 2018, en Équateur en 2019, en ligne en 2020 et à Cuba en 2021, les manifestations de l'UIT "Europe accessible" sur les TIC pour tous qui ont eu lieu en Autriche en 2018, à Malte en 2019, en ligne en 2020, et en ligne, organisé par le Portugal, en 2021. Le BDT a également organisé cinq ateliers régionaux en ligne relatifs au développement des connaissances sur les

aspects fondamentaux de l'accessibilité des TIC, qui se sont déroulés en anglais et en français à l'intention des pays africains, présenté le kit pratique et l'autoévaluation de la mise en œuvre de l'accessibilité des TIC en avril 2021, et participé au Sommet de l'inclusion numérique CCI/OIT tenu en 2021.

Le BDT a élaboré plusieurs [ressources sur l'accessibilité des TIC](https://www.itu.int/en/ITU-D/Digital-Inclusion/Pages/resources-on-ICT-accessibility/default.aspx). Entre 2018 et 2021, l'UIT-D a conçu et élaboré soixante outils et ressources et les a mis à la disposition des Membres de l'UIT, notamment des décideurs et des parties prenantes concernées, afin d'appuyer leurs efforts concernant la mise en œuvre de la Cible 2.9 de l'UIT, qui porte sur la mise en place d'environnements accessibles pour les personnes handicapées dans tous les pays à l'horizon 2023. Ces ressources et outils comprennent notamment des lignes directrices stratégiques, des kits pratiques, des formations (en ligne, adaptées au rythme de chacun et/ou en présentiel), des programmes pédagogiques dans les pays, des tutoriels vidéo, et des évaluations nationales et régionales. Des lignes directrices et formations spécifiques sur la lutte contre le COVID-19 et le rétablissement ont également été mises au point. Ces ressources ont été mises à disposition dans plusieurs langues de l'ONU afin d'appuyer tous les membres de l'UIT dans leur processus de mise en œuvre de l'accessibilité des TIC aux niveaux régional et mondial. Les formations en ligne sont dispensées au moyen de l'Académie de l'UIT, gratuitement et en fonction du rythme de chacun, avec des contenus adaptés aux caractéristiques locales et la possibilité d'obtenir une certification. Toutes les ressources de l'UIT-D sur l'accessibilité des TIC sont mises à disposition dans des formats accessibles sur le plan numérique afin de faire en sorte que les personnes handicapées puissent également profiter de ces ressources.

Des ressources spécifiques ont été élaborées pour permettre aux membres de l'UIT et aux parties prenantes de suivre et d'évaluer les niveaux de mise en œuvre de l'accessibilité des TIC dans leurs pays et régions respectifs. Ces ressources sont notamment les suivantes:

• Le kit pratique de l'UIT intitulé "Vers la création de communautés numériques inclusives", et une autoévaluation interactive pour la mise en œuvre et le suivi de l'accessibilité des TIC (anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe), 2021.

• Un tutoriel vidéo de l'UIT sur l'élaboration d'une autoévaluation nationale (kit pratique de l'UIT, 2021).

• Un tutoriel vidéo intitulé "Accessibilité des TIC – La clé d'une société numérique inclusive" (2021), également disponible avec des sous-titres en [arabe](https://youtu.be/OyJq9uNbXL0), [chinois](https://youtu.be/1JWDvng_7zY), [espagnol](https://youtu.be/dA3zeHoBsCk), [français](https://youtu.be/mEZ1YWs_5tc) et [russe](https://youtu.be/DJUhIfa9tYM).

• Un tutoriel vidéo de formation en ligne adaptée au rythme de chacun sur le thème "Au-delà des villes intelligentes – Vers la création de communautés et d'environnements inclusifs et accessibles sur le plan numérique pour répondre aux besoins des générations actuelles et futures", 2021.

• Rapport de l'UIT sur l'examen des politiques en matière d'accessibilité des technologies de l'information et de la communication (TIC) de la République de Serbie, 2021.

• Évaluation régionale et rapport de l'UIT sur l'accessibilité des TIC pour la région Afrique, avec l'organisation d'ateliers connexes de renforcement des capacités, 2021.

• [Rapport d'évaluation de l'accessibilité des TIC pour la région Europe, 2021](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/Europe/Documents/Events/2020/AE20/event/ICT%20accessibility%20assessment%20for%20Europe%20region.pdf).

• Évaluations nationales et régionales de la mise en œuvre de l'accessibilité des TIC dans les régions Afrique, Asie-Pacifique et CEI et en Serbie.

• Évaluation de référence régionale de l'UIT sur l'accessibilité des TIC dans la région de la CEI (2021).

• [Lignes directrices de l'UIT intitulées "Faire en sorte que les informations, services et produits numériques soient accessibles à tous, y compris aux personnes handicapées, pendant le COVID-19"](https://www.itu.int/en/ITU-D/Digital-Inclusion/Persons-with-Disabilities/Pages/COVID-19-Guidelines.aspx) (arabe, chinois, anglais, français, espagnol, russe), 2020. Ces lignes directrices ont été choisies par le groupe d'urgence des Nations Unies sur le COVID-19 qui l'a fait traduire dans les 22 autres langues les plus parlées dans le monde.

• Évaluations régionales réalisées par l'UIT sur l'accessibilité des TIC pour la région Asie‑Pacifique, 2020.

• Formation en ligne adaptée au rythme de chacun, intitulée "[Comment assurer une communication numérique inclusive en cas de crise et dans les situations d'urgence](https://academy.itu.int/index.php/training-courses/full-catalogue/how-ensure-inclusive-digital-communication-during-crises-and-emergency-situations)", disponible en anglais, français et espagnol, 2020.

• Tutoriel vidéo intitulé "Comment assurer une communication numérique inclusive en cas de crise et d'urgence", disponible en anglais, français et espagnol, 2020.

• Formation en ligne adaptée au rythme de chacun intitulée "Accessibilité des TIC – La clé d'une communication inclusive", disponible en arabe, anglais, français, russe et espagnol, 2020.

• Formation en ligne adaptée au rythme de chacun intitulée "Accessibilité du web – L'élément central d'une société numérique inclusive", disponible en arabe, anglais, français, russe et espagnol, 2020.

• [Kit pratique et norme mondiale OMS-UIT pour des dispositifs et systèmes d'écoute dans risque](https://www.itu.int/en/ITU-D/Digital-Inclusion/Pages/Digital_Inclusion_Resources/Strategies%2C%20policies%2C%20toolkits/Toolkit_safe_listening_devices/safe_listening.aspx), disponible en arabe, chinois, anglais, français, espagnol, russe, 2019.

• Tutoriels vidéo sur le [Kit pratique et la norme mondiale OMS-UIT pour des dispositifs et systèmes d'écoute sans risque](https://www.itu.int/en/ITU-D/Digital-Inclusion/Pages/Digital_Inclusion_Resources/Strategies%2C%20policies%2C%20toolkits/Toolkit_safe_listening_devices/safe_listening.aspx), disponible en arabe, chinois, anglais, français, espagnol, russe, 2019.

• [Accessibilité de l'intelligence artificielle et des technologies de l'information et de la communication](https://www.itu.int/en/ITU-D/Digital-Inclusion/Documents/AI%20and%20ICT%20Accessibility_webEA3_Final.pdf), 2019.

• [Normes relatives à la passation de marchés publics concernant des produits et services accessibles](https://www.itu.int/en/ITU-D/Digital-Inclusion/Documents/ICT%20Accessibility%20standards%20procurement%20FINAL.pdf), 2019.

• [L'avenir de l'accessibilité des services de médias audiovisuels, de la télévision et des programmes vidéo](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/Europe/Documents/Events/2019/Accessible%20Europe/191107_AVMS%20Accessibility%20in%20Europe%20%28Final%20edition%29.pdf), 2019.

• Programme pédagogique sur l'accessibilité du web dans les pays "Internet for @ll", avec un programme sur le web disponible en arabe, anglais, français et espagnol, 2018.

• Tutoriel vidéo sur le Programme de formation de l'UIT-D pour l'accessibilité du web "Internet for @ll", 2018.

• Tutoriels vidéo: [Création et remédiation de contenus numériques accessibles](https://www.itu.int/en/ITU-D/Digital-Inclusion/Persons-with-Disabilities/Pages/Video-Tutorials-on-Accessible-Digital-Content.aspx) (cinq tutoriels vidéo), disponible en anglais, français et espagnol, 2018.

Des activités de renforcement des capacités sur la question de l'accessibilité des TIC ont été organisées au profit de plus de 1 800 Membres de l'UIT, parties prenantes et décideurs, certains participants ayant obtenu une certification de l'UIT. Ce résultat a été obtenu au moyen de séances en présentiel consacrées à l'approfondissement des connaissances tenues à l'occasion de manifestations et de réunions organisées par l'UIT, telles que: la réunion du Groupe du Rapporteur pour la Question 7/1 (2018); les manifestations "Europe accessible: les TIC pour tous" tenues en Autriche (2018) et à Malte (2019); les manifestations "Amériques accessibles: les TIC pour tous" tenues en Jamaïque (2018), en Équateur (2019) et à Cuba (2021); cinq ateliers tenus en anglais et en français à l'intention de 43 pays africains en 2020; ainsi qu'au moyen de séances mixtes et en ligne pendant la pandémie de COVID-19, comme celles qui ont eu lieu dans le cadre des manifestations "Europe accessible: les TIC pour tous" en 2020 et 2021 et "Amériques accessibles: les TIC pour tous" en 2020.

En outre, le savoir-faire et les compétences de l'UIT-D dans ce domaine ont contribué à la mise en œuvre de la stratégie des Nations Unies pour l'inclusion du handicap et à l'élaboration de ressources connexes de l'ONU, notamment:

• Note pratique des Nations Unies sur l'inclusion des personnes en situation de handicap – Stratégie relative aux activités opérationnelles (2021).

• L'UIT a partagé ses connaissances et ses compétences spécialisées sur la question de l'accessibilité des TIC avec des représentants des Équipes de pays des Nations Unies, à l'occasion de deux webinaires sur l'accessibilité des TIC/outils numériques en 2021.

• Rapport de l'OMPI sur les tendances technologiques – Technologies d'assistance, 2020.

• Lignes directrices relatives aux TIC/à l'accessibilité des applications de télésanté et de cybersanté, élaborées dans le cadre du groupe de travail d'urgence mixte des Nations Unies sur la lutte contre le COVID-19 et le relèvement concernant les axes de travail en matière de santé (2020).

• Un projet conjoint de l'UIT et de l'OIT relatif à l'[accessibilité des systèmes de candidature et de recrutement professionnels en ligne](https://www.itu.int/en/ITU-D/Digital-Inclusion/Pages/itu-ilo/default.aspx) pour donner des orientations sur ce thème et permettre aux pouvoirs publics et aux organismes des Nations Unies de garantir un accès au travail pour tous. Ce projet est une contribution UIT-OIT à la Stratégie des Nations Unies pour l'inclusion du handicap, comme l'a préconisé le Secrétaire général des Nations Unies.

Les femmes et les jeunes filles

Depuis 2018, l'UIT et ses partenaires célèbrent la Journée internationale des jeunes filles dans le secteur des TIC en organisant différentes activités, programmes et ateliers.

La célébration mondiale et officielle de la Journée des jeunes filles dans le secteur des TIC de 2019 s'est déroulée à Addis-Abeba (Éthiopie) les 24 et 25 avril, en collaboration avec la Commission de l'Union africaine et d'autres institutions des Nations Unies, telles que ONU Femmes, le PNUD et la Commission économique pour l'Afrique de l'ONU, ainsi que Huawei Éthiopie et Ethio Télécom. Les célébrations à Addis-Abeba ont rassemblé 250 lycéennes au siège de la Commission de l'Union africaine à l'occasion de la Journée en elle-même. Elles étaient précédées de visites dans deux écoles de Bishoftu, en dehors d'Addis-Abeba, qui ont eu lieu la veille.

En 2020, en raison de la pandémie de COVID-19, la plupart des événements ont été organisés virtuellement. Dans la région Asie-Pacifique, la Journée des jeunes filles dans le secteur des TIC a été célébrée en Thaïlande en partenariat avec les pouvoirs publics, des organismes du système des Nations Unies et des entreprises du secteur privé. Cette manifestation a permis à près de 300 jeunes filles et jeunes femmes issues de régions isolées d'acquérir des connaissances fondamentales sur l'intelligence artificielle, la cybersécurité, la cyberagriculture, le commerce électronique et le rôle des femmes à des postes de direction. Le Bureau régional de l'UIT pour les États arabes a organisé, en collaboration avec la Commission des communications et des médias de l'Iraq, un atelier visant à autonomiser les Iraquiennes et à renforcer leurs compétences numériques. Cet atelier a eu lieu dans le cadre de la Semaine de l'inclusion numérique organisée par l'UIT et l'UNESCO en octobre 2020. Il a permis de sensibiliser les parties prenantes concernées de l'Iraq au fait qu'il est important de doter les jeunes filles et les femmes des compétences numériques indispensables à leur inclusion numérique. Dans la région Afrique, l'UIT s'est associée à des pays africains et à des partenaires pour organiser un certain nombre d'événements et d'ateliers.

En 2021, l'UIT a célébré le [10ème anniversaire de la Journée des jeunes filles dans le secteur des TIC](https://www.itu.int/en/ITU-D/Digital-Inclusion/Women-and-Girls/Girls-in-ICT-Portal/Pages/GirlsInICTDay/2021/GICT-2021.aspx) avec un vaste programme sur le thème "Connecter les jeunes filles, améliorer les perspectives d'avenir", qui comprenait une série de manifestations virtuelles intitulée *10 Moments of Girls in ICT* (10 moments pour les jeunes filles dans le secteur des TIC), organisées par l'UIT et ses partenaires. Cette série de manifestations visait des objectifs essentiels: créer une dynamique et sensibiliser l'opinion à l'importance d'encourager les jeunes filles à s'orienter vers les sciences, les technologies, l'ingénierie et les mathématiques (STEM), notamment grâce à un cadre inclusif pour définir des manières d'encourager les jeunes filles à envisager une carrière dans les domaines des STEM, et mobiliser des parties prenantes de premier plan et les communautés.

La [célébration en Europe](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/Europe/Pages/Events/2021/GInICT/Default.aspx) a été organisée par l'UIT et EQUALS-EU, avec le concours d'ONU Femmes et de la Conférence européenne des administrations des postes et télécommunications (CEPT). Des messages de haut niveau ont été formulés à cette occasion par la Commission européenne (CE), le Conseil de coopération régionale (RCC) et Generation Connect – Groupe pour la jeunesse en Europe. Cette manifestation virtuelle a été suivie par plus de 1 500 personnes à travers le monde.

Une session spéciale consacrée à la Journée internationale des jeunes filles dans le secteur des TIC et le lancement de l'initiative "Réseau de femmes" (NoW) pour la région de la CEI ont eu lieu en avril 2021 et a réuni des délégués aux réunions préparatoires régionales en vue de la CMDT et de Generation Connect – Groupe pour la jeunesse de la CEI. Les participants ont débattu des possibilités d'emploi qui s'offrent aux jeunes filles et aux femmes dans le secteur des TIC et grâce à l'utilisation des TIC, et ont fait part de leur propre expérience en matière de formation et de carrière dans le secteur des TIC/des télécommunications.

En septembre 2021, Airtel Networks Zambia Plc a noué un partenariat avec l'Institut Smart Zambia pour dispenser une formation visant à renforcer les compétences numériques des écolières du pays et à les encourager à envisager une carrière dans les domaines des STEM. Dans le cadre du programme, organisé par l'Institut Smart Zambia, 150 jeunes filles issues de trois provinces de la Zambie ont bénéficié d'une formation aux compétences numériques tout au long de l'année 2021. Ce partenariat s'inscrit dans le cadre de l'initiative sur les Centres de transformation numérique lancée par l'UIT et CISCO.

En 2021, la Journée des jeunes filles dans le secteur des TIC dans la région Asie-Pacifique a été célébrée en Indonésie, en Malaisie, en Thaïlande, au Bangladesh et au Pakistan. Des sessions de formation sur le codage, la protection en ligne des enfants et la sécurité en ligne ont été organisées en coordination avec des partenaires tels que l'APCICT/la CESAP, l'UNESCO, l'UNICEF, la GSMA, CISCO, Telenor et Microsoft[[2]](#footnote-2).

Dans le cadre de l'initiative "Les jeunes filles savent coder", en 2018 et 2019, plus de 500 jeunes filles ont participé à des ateliers consacrés au codage dans le cadre de l'initiative "[Les jeunes Africaines savent coder](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/Africa/Pages/African-Girls-Can-Code.aspx)", lancée par l'UIT, l'Union africaine et ONU Femmes, et financée par l'UIT et l'Ambassade royale du Danemark en Éthiopie.En 2020, cette initiative s'est élargie et diversifiée et a donné lieu à une manifestation organisée de concert avec la Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies à Addis-Abeba (Éthiopie), à laquelle ont participé 125 jeunes filles en présentiel et plus de 2 000 jeunes filles de tout le continent à distance. La deuxième phase de l'initiative a eu un caractère national à travers l'élaboration et des programmes adaptés au contexte national ont été élaborés avec des partenaires.

Dans le cadre de l'initiative "[Les jeunes Américaines savent coder](https://www.youtube.com/watch?v=gkYUlpgasoo)", plus de 7 000 jeunes filles ont appris à coder lors d'une série d'ateliers organisés avec l'appui de nombreux partenaires différents. En 2021, après le lancement d'un nouveau projet avec Facebook, cette initiative a commencé à promouvoir les activités destinées à renforcer les compétences numériques des jeunes filles et des jeunes femmes dans la région. Elle a également aidé les pays bénéficiaires à examiner et à adopter des politiques et des stratégies en matière d'inclusion numérique.

Cofondateur de l'initiative EQUALS en 2016, l'UIT joue avec les autres membres de l'initiative un rôle de premier plan pour faire en sorte que les femmes aient accès aux TIC, qu'elles acquièrent des compétences numériques et qu'elles renforcent leur capacité à diriger. EQUALS est une initiative de coopération entre plus de 100 partenaires issus de 115 pays. Grâce à ce partenariat, plus de 52 000 femmes et jeunes filles ont bénéficié de formations en compétences numériques et d'un mentorat. Quelque 146 projets de recherche ont été lancés pour réduire la fracture numérique entre les hommes et les femmes et pour trouver des solutions pour les régions dont les habitants n'ont pas accès à l'Internet et aux technologies numériques. Les initiatives menées par l'UIT à travers le partenariat EQUALS et les bureaux régionaux sont rendues possibles par les compétences et la collaboration des gouvernements partenaires et du secteur privé. Plusieurs initiatives ont été entreprises aux niveaux mondial, régional et national, par exemple:

• L'UIT et CISCO ont lancé le CISCO EQUALS Learning Space (l'espace de formation CISCO-EQUALS), qui vise à dispenser des cours en ligne pour renforcer les compétences techniques et créer un espace où les jeunes filles et les jeunes femmes peuvent accéder à des formations gratuites sur des thèmes spécifiques tels que la cybersécurité, l'entrepreneuriat et l'Internet des objets. Les cours sont adaptés au rythme de chacune et ils comprennent des séances en direct animées par des experts du réseau EQUALS. De plus amples informations sont disponibles [ici](https://www.equalsintech.org/cisco-equals-learning-space).

* En mars 2021, en coordination avec la CITEL, les pays d'Amérique latine ont bénéficié de trois sessions de cours de formation en ligne sur les femmes et l'exercice des responsabilités dans le secteur des télécommunications et des TIC. Le programme de Prix "EQUALS in Tech", organisé sous l'égide du [Partenariat mondial EQUALS](https://www.equalsintech.org/), a récompensé des solutions innovantes visant à réduire la fracture numérique entre les hommes et les femmes. Plus de 120 candidatures présentées par 34 pays représentant le secteur privé, la société civile, les pouvoirs publics et des établissements universitaires, ont été reçues. La cérémonie s'est déroulée de manière virtuelle à l'occasion du Forum sur la gouvernance de l'Internet en décembre 2021.

• En Asie-Pacifique, l'UIT a été invitée par le Gouvernement de l'Afghanistan à appuyer les activités en vue du programme EQUALS du pays. Une session d'information a été organisée en janvier 2021 avec l'appui de la première dame de l'Afghanistan, de l'Autorité de régulation des télécommunications d'Afghanistan (ATRA), du Ministère des communications et des technologies de l'information, du coordonnateur résident des Nations Unies en Afghanistan, de l'Université des Nations Unies (UNU) et d'ONU Femmes.

• En 2020, dans le cadre de la session spéciale sur l'égalité entre générations maîtrisant le numérique, le Bureau de l'UIT pour l'Europe a rendu public le rapport UIT-ONU Femmes sur les [grands problèmes qui se posent et les perspectives qui s'ouvrent en ce qui concerne l'autonomisation des femmes et des jeunes filles au moyen des TIC](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/Europe/Documents/Events/2021/Gendered%20Digital%20Divide/21-00145_2f_Digitally-Empowered-generation-equality_EV4-no-isbn.pdf?csf=1&e=Zhzrpf).

• Pour contribuer au Partenariat EQUALS, en partenariat avec le Cadre intégré renforcé (CIR) et l'UNOPS, l'UIT a lancé en septembre 2020 un projet de coopération pour améliorer l'écosystème numérique et renforcer les compétences numériques des femmes dans les pays les moins avancés (PMA). Ce projet est destiné aux habitantes du Burundi, de l'Éthiopie et d'Haïti. Au total, 32 politiques, stratégies et réglementations relatives à l'économie numérique ont été évaluées pour déterminer la mesure dans laquelle elles tiennent compte de la problématique hommes-femmes. Les réglementations comprennent les catégories suivantes: instruments internationaux de développement, politiques nationales dans le domaine du numérique et législations et réglementations nationales. De plus, 98% des femmes ayant participé à des activités de renforcement des capacités sont convenues que les ateliers avaient amélioré leur compréhension et leurs connaissances sur la manière dont les compétences et les technologies numériques peuvent accroître la compétitivité de leur entreprise ou de leur horizon professionnel. Quatre-vingt-dix-huit pour cent de ces femmes ont également estimé que les séances de formation étaient utiles pour leur travail.

• En 2021, le Forum Génération Égalité a été créé par ONU Femmes et organisé conjointement par les gouvernements du Mexique et de la France. Il a réuni des partenaires du monde entier, chacun s'engageant à prendre des mesures spécifiques visant à faire des progrès immédiats en matière d'égalité hommes-femmes. L'UIT codirige la coalition d'action consacrée aux technologies et à l'innovation avec d'autres partenaires comme l'UNICEF. Dans le cadre de ce processus, le partenariat EQUALS a pris l'engagement d'améliorer les compétences numériques des jeunes femmes et d'accroître les possibilités de nouer des contacts pour les dirigeantes et entrepreneures dans le secteur des technologies.

En janvier 2021, le BDT a lancé le [Réseau de femmes dans le cadre de la CMDT (NoW4WTDC)](https://www.itu.int/fr/ITU-D/Conferences/WTDC/WTDC21/NoW/Pages/default.aspx), initiative destinée à accroître le nombre de femmes participant aux réunions de l'UIT-D. Davantage de femmes devraient assumer des rôles de direction en tant que présidentes des commissions et des groupes de travail, notamment, ou d'autres fonctions de gestion liées aux processus préparatoires en vue de la CMDT elle-même et au-delà. En mai 2021, l'UIT a lancé [le programme mondial de mentorat](https://www.itu.int/en/ITU-D/Conferences/WTDC/WTDC21/NoW/Documents/Mentorship/NOW4WTDC-Brochure.pdf), à l'occasion de la manifestation sur le Réseau NoW4WTDC organisée en marge de la réunion du Groupe consultatif pour le développement des télécommunications (GCDT). L'UIT a également invité les personnes souhaitant bénéficier de ce programme à présenter leur candidature lors de la session consacrée au Réseau NoW4WTDC tenue dans le cadre de l'édition de 2021 du Colloque mondial des régulateurs (GSR-21). En septembre 2021, la création d'[un programme de discussions informelles](https://www.itu.int/en/ITU-D/Conferences/WTDC/WTDC21/NoW/Documents/Mentorship/NOW4WTDC-Brochure.pdf) a été annoncée. Les six discussions informelles ont offert aux participants la possibilité de s'inspirer des travaux de l'UIT, de mieux appréhender les processus et de tirer parti de l'expérience d'autres délégués ainsi que d'exemples de réussite. Chaque discussion informelle a été organisée en coordination avec les Bureaux régionaux de l'UIT, afin de veiller à ce que les membres participent aux discussions et à l'élaboration du programme. En outre, dans le cadre du Réseau, un [comité consultatif](https://www.itu.int/en/ITU-D/Conferences/WTDC/WTDC21/NoW/Pages/AdvisoryBoard/2021/default.aspx) composé d'un représentant de chacune des régions a été institué, par le biais de consultations menées sous l'égide des organisations régionales de télécommunication concernées.

Peuples autochtones

Le BDT a poursuivi ses efforts pour répondre aux besoins particuliers des peuples autochtones et a contribué à l'inclusion numérique des communautés autochtones.

En collaboration avec *El Fondo para el Desarrollo de los Pueblos Indígenas de América Latina y El Caribe* (FILAC), le BDT a élaboré [un programme de renforcement des capacités à l'intention des communautés autochtones](https://www.itu.int/en/ITU-D/Digital-Inclusion/Indigenous-Peoples/Pages/default.aspx). L'objectif est d'autonomiser les peuples et les communautés grâce à la technologie pour appuyer le développement dans les domaines éducatif, social et économique. Cela contribuera en outre à assurer la pérennité des communautés autochtones et de leur héritage culturel. Entre janvier 2018 et décembre 2021, plus de 600 autochtones hommes et femmes ont bénéficié d'une formation sur des outils de communication innovant en vue d'améliorer les connaissances TIC des communautés autochtones. La formation portait en particulier sur la façon de mettre en place, de gérer et d'exploiter un réseau de radiocommunication pour les communautés autochtones, et comprenait le [programme de formation à l'intention des promoteurs techniques des communautés autochtones pour la création, le développement et la maintenance de technologies pour les réseaux de communication et de radiodiffusion](https://youtu.be/iPgLFQQAdhU).

En 2018 et 2019, des manifestations ont été co-organisées en marge du Forum permanent au siège de l'ONU à New York, afin de mieux faire connaître les difficultés que rencontrent les communautés autochtones, les possibilités qui s'offrent à elles et le rôle catalyseur des TIC. En 2020 et 2021, en raison de la pandémie de COVID-19, le cours de formation en ligne sur les outils de communication innovants a été complété afin d'y intégrer un module consacré aux communications d'urgence, spécialement conçu pour les responsables des communications des communautés autochtones. Ce module comprend une séance interactive ayant pour objet de discuter des difficultés rencontrées et des expériences vécues pendant la pandémie.

Les autres formations et activités organisées entre 2018 et 2021 sont notamment les suivantes:

• Formation sur l'approvisionnement en énergie électrique et systèmes électroniques, fréquences radioélectriques et systèmes de télécommunication, réseaux de télécommunication et réseaux communautaires.

• Formation sur les fréquences radioélectriques, les réseaux de télécommunication et les réseaux communautaires.

• Formation sur les outils de communication innovants pour le renforcement des capacités des communautés autochtones, l'accent étant mis sur la manière de créer, de gérer et d'exploiter un réseau.

• Campus virtuel de formation à l'intention des populations autochtones pour valider les acquis des connaissances et obtenir une certification.

• Révision de la formation sur les réseaux WiFi communautaires utilisés par les communautés autochtones.

Jeunesse

L'année 2020 a été marquée par le lancement de l'initiative mondiale [Generation Connect](https://www.itu.int/generationconnect/fr/), dont l'objectif est de tenir compte de ce que les jeunes ont à dire et de promouvoir leur action aux fins de la transformation numérique. Generation Connect est l'initiative incontournable mise en œuvre dans le cadre de la Stratégie de l'UIT pour la jeunesse en vue de la CMDT et au-delà. Les trois piliers de cette stratégie sont les suivants: autonomisation, engagement et participation.

La mise en œuvre de la Stratégie de l'UIT pour la jeunesse s'est appuyée sur la création d'une nouvelle équipe spéciale de l'UIT pour la jeunesse et un Sommet mondial de la jeunesse organisé dans le cadre de l'initiative Generation Connect, qui aura lieu avant la CMDT-22. L'UIT a nommé 37 coordonnateurs pour les jeunes au sein des trois Bureaux de l'UIT et du Secrétariat général au siège ainsi que dans ses bureaux régionaux et ses bureaux de zone, afin d'assurer une coordination efficace et de rationaliser les efforts à l'échelle de l'Union. L'Équipe spéciale a été divisée en trois groupes de travail correspondant aux trois piliers de la Stratégie. Ces groupes de travail se réunissent régulièrement depuis octobre 2020. Conformément à la Stratégie de l'UIT pour la jeunesse, les jeunes de toutes les régions ont été sélectionnés par concours pour contribuer au processus préparatoire en vue de la CMDT-22 et aux réunions préparatoires régionales (RPM). Six groupes régionaux pour la jeunesse relevant de l'initiative Generation Connect ont été créés et présentés durant les différentes RPM, chacun élaborant un document exposant leurs vues sur les priorités régionales, les problèmes qui se posent et les possibilités qui s'offrent.

Le Conseil des visionnaires de l'initiative Generation Connect a été constitué pour fournir des orientations stratégiques de haut niveau pour les travaux de l'UIT relatifs aux jeunes à mesure que l'Union met en œuvre sa Stratégie pour la jeunesse et s'emploie à mobiliser véritablement les jeunes. Le Conseil des visionnaires de l'initiative Generation Connect se compose d'un représentant de l'UIT, de huit jeunes dirigeants et de huit personnalités de haut niveau désignées, qui collaboreront pour atteindre les objectifs stratégiques qu'il s'est fixés. Il a tenu sa première réunion le 14 avril 2021 et sa seconde réunion le 8 septembre 2021.

En mars 2021, l'UIT a pris la coprésidence du Réseau interinstitutions des Nations Unies pour l'épanouissement des jeunes (IANYD) pour une durée d'un an. Le Réseau IANYD est composé d'entités des Nations Unies dont les travaux intéressent les jeunes. Le Réseau vise à accroître l'efficacité des travaux sur l'épanouissement des jeunes menés dans le cadre du système des Nations Unies en renforçant la collaboration et les échanges entre toutes les entités des Nations Unies concernées. En avril 2021, l'UIT a organisé une manifestation en parallèle du Forum de la jeunesse de l'ECOSOC, intitulée "Initiative Generation Connect: les jeunes définissent le programme en matière de numérique", qui était co-organisée avec le grand groupe des enfants et des jeunes rattachés à l'ONU. La manifestation a également bénéficié du concours du programme d'échanges entre scientifiques et décideurs pour les jeunes, du groupe de jeunes du Réseau IANYD et des Pays-Bas, intervenant dans le cadre de leur stratégie en faveur des jeunes. En avril 2021, l'UIT a en outre codirigé la séance thématique sur la paix et l'inclusion (ODD 10 et ODD 16), organisée par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, le Groupe mondial des jeunes, l'UIT, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général de l'ONU pour la jeunesse.

En juin 2021, une manifestation axée sur les jeunes s'est tenue en marge du Colloque mondial des régulateurs (GSR) de l'UIT. La manifestation "Generation Connect @GSR: Building a Digital Future" (Generation Connect @GSR construire un avenir numérique) était la première dans l'histoire du GSR à organiser des débats entre des jeunes et la communauté internationale des régulateurs. Le 6 juillet 2021, dans le cadre de la semaine de l'UIT sur le thème des technologies émergentes, une session sur le thème "Generation Connect: élaborer des technologies pour connecter les jeunes et leur permettre d'accéder à une éducation de qualité" a été conçue et menée conjointement par les représentants des groupes régionaux pour la jeunesse et l'équipe du Groupe pour la jeunesse.

En février 2021, les communautés virtuelles de l'initiative Generation Connect ont été créées sur Facebook et LinkedIn afin de communiquer régulièrement des renseignements sur les différentes activités menées par l'UIT en faveur de la participation des jeunes. Le compte Instagram et le podcast de l'initiative

La série de manifestations de l'UIT "En route pour Addis" a permis de mettre en avant les jeunes. Le 12 août 2021 (Journée internationale de la jeunesse), à l'occasion de la manifestation "Youth2Connect: Donner aux jeunes les moyens de de façonner le programme en matière de numérique", de jeunes dirigeants et des experts de haut niveau ont réfléchi à la manière d'autonomiser davantage les jeunes et de les inciter à prendre part à l'élaboration de la stratégie en matière de connectivité universelle. Dans le cadre de l'initiative Generation Connect, un partenariat a également été noué avec le Bureau de l'Envoyé du Secrétaire général pour la jeunesse et avec Twitter, en vue d'organiser une session sur l'innovation numérique par les jeunes dans le cadre du Festival de l'innovation #YouthLead, en août 2021. En vue du [Sommet mondial de la jeunesse](https://www.itu.int/generationconnect/generation-connect-youth-summit-2022/) organisé dans le cadre de l'initiative Generation Connect (du 2 au 4 juin 2022), une équipe chargée de la conception conjointe, créée dans la perspective du Sommet mondial de la jeunesse, est composée de 41 membres, parmi lesquels figurent des représentants des groupes régionaux pour la jeunesse relevant de l'initiative Generation Connect, des membres du Conseil des visionnaires de l'initiative Generation Connect, des coordonnateurs régionaux de l'UIT, des membres de l'Équipe spéciale de l'UIT pour la jeunesse et des lauréats du concours de présentation de vidéos de l'initiative Generation Connect. Trois ateliers de conception conjointe ont été organisés en août et septembre 2021 dans cette optique et de nouvelles consultations des jeunes ont eu lieu en janvier 2022. À la suite de consultations menées auprès des représentants des groupes régionaux pour la jeunesse relevant de l'initiative Generation Connect, des membres du Conseil des visionnaires de l'initiative Generation Connect et des coordonnateurs régionaux pour les jeunes, l'équipe de l'initiative Generation Connect a élaboré un plan pour la période allant de juillet 2021 à juillet 2022, qui définit la prochaine phase des activités de l'UIT en faveur de l'engagement des jeunes, en vue de la CMDT et du Sommet mondial de la jeunesse organisé dans le cadre de l'initiative Generation Connect qui précèdera la CMDT.

Personnes âgées

Afin de préparer les membres de l'UIT à faire face aux deux grandes évolutions observées dans le monde, à savoir la diffusion des technologies et le vieillissement de la population (selon un rapport de 2019 de l'ONU, il y aura 2 milliards de personnes âgées de 60 ans et plus dans les 30 prochaines années), le BDT a fait des personnes âgées un groupe spécifique dans le cadre des travaux relatifs à la priorité thématique de l'inclusion numérique, sous l'angle du [vieillissement dans le monde numérique](https://www.itu.int/en/ITU-D/Digital-Inclusion/Pages/ageing-in-a-digital-world/default.aspx). Il a conçu et élaboré un rapport contenant des lignes directrices intitulé: "Aging in a digital world – from vulnerable to valuable" (*Vieillir dans un monde numérique – ne plus être vulnérable mais précieux*). Ce rapport donne une vision globale du vieillissement de la population mondiale et des conséquences socio‑économiques associées, tout en présentant les difficultés et les perspectives pouvant découler de l'élaboration et de la mise en œuvre de politiques et stratégies adaptées en matière d'inclusion numérique des personnes âgées. Un tutoriel vidéo sur le thème *Vieillir dans un monde numérique* a également été élaboré et est disponible avec des sous-titres dans toutes les langues officielles de l'ONU ([anglais](https://www.youtube.com/watch?v=41HiCZwPN5E&list=PLpoIPNlF8P2Pnmu-cTQbhvGjeDnkY_bX9&index=2), [arabe](https://www.youtube.com/watch?v=eWjCQKBIuwE&list=PLpoIPNlF8P2Pnmu-cTQbhvGjeDnkY_bX9&index=5), [chinois](https://www.youtube.com/watch?v=yHDbZqMkHYA&list=PLpoIPNlF8P2Pnmu-cTQbhvGjeDnkY_bX9&index=6), [espagnol](https://www.youtube.com/watch?v=M4nD2r3r-7M&list=PLpoIPNlF8P2Pnmu-cTQbhvGjeDnkY_bX9&index=4), [français](https://www.youtube.com/watch?v=oa93ig1grjo&list=PLpoIPNlF8P2Pnmu-cTQbhvGjeDnkY_bX9&index=3) et [russe](https://www.youtube.com/watch?v=Bl37CeWMi9w&list=PLpoIPNlF8P2Pnmu-cTQbhvGjeDnkY_bX9&index=7)).Une formation gratuite sur ce thème, proposée par l'Académie de l'UIT et disponible sous une forme accessible sur le plan numérique a été créée en [anglais](https://academy.itu.int/training-courses/full-catalogue/icts-better-ageing-and-livelihood-digital-landscape), [français](https://academy.itu.int/training-courses/full-catalogue/les-tic-pour-mieux-vieillir-et-garantir-de-meilleures-conditions-dexistence-dans-le-paysage) et [espagnol](https://academy.itu.int/training-courses/full-catalogue/las-tics-para-tener-un-mejor-envejecimiento-en-el-entorno-digital), en 2021.

L'UIT a participé à la Décennie d'action de l'ONU sur le vieillissement en bonne santé et, conjointement avec l'OMS, le Département des affaires économiques et sociales (DAES) de l'ONU et ONU Femmes, a élaboré un rapport de synthèse sur le sentiment d'isolement et de solitude ressenti par les personnes âgées, soulignant le rôle que peut jouer la technologie pour y remédier.

|  |
| --- |
| Initiatives régionalesRégion Afrique– Des efforts de sensibilisation ont été déployés afin de renforcer les capacités nationales dans le domaine de l'accessibilité des TIC au sein de plusieurs réunions régionales, notamment la Conférence *Inclusive Africa* (2020, en ligne), et plusieurs formations en ligne sur l'accessibilité des TIC et l'accessibilité du web ont été dispensées en français (2020).– En 2021, cinq ateliers régionaux ont été organisés en anglais et en français à l'intention des membres de l'UIT et des parties prenantes afin de renforcer les capacités régionales des décideurs dans le domaine de l'accessibilité des TIC et de leur montrer comment élaborer des autoévaluations nationales afin de suivre la mise en œuvre.– En 2021, l'UIT a procédé à une évaluation régionale et publié un rapport sur l'accessibilité des TIC pour la région Afrique. Des ateliers de renforcement des capacités dans ce domaine ont été organisés.Région Amériques– Des plates-formes de développement des connaissances ont été organisées en 2018, 2019 et 2020 dans le cadre de l'initiative "Amériques accessibles: les TIC pour tous" et ont permis de sensibiliser plus de 700 décideurs régionaux, notamment des membres de l'UIT et des parties prenantes.– La 8ème édition de 2021 de la manifestation "Amériques accessibles – Les TIC pour tous", organisée par le Ministère des communications de Cuba, a rassemblé plus de 250 participants. Elle s'est composée de 14 séances interactives traitant de différents sujets relatifs à l'accessibilité des TIC. L'accent a été mis sur les incidences de la pandémie de COVID-19 et la nécessité de faire en sorte que les TIC soient accessibles et disponibles pour tous, conformément à l'objectif du Programme de développement durable à l'horizon 2030, à la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées et au but stratégique de l'UIT qui appelle à un environnement accessible sur le plan numérique pour les personnes handicapées dans tous les pays d'ici 2023.– En 2021, une formation pour le renforcement des capacités sur le thème "Accessibilité des TIC: la clé de l'inclusion numérique pour TOUS" a été élaborée afin de répondre aux besoins de la région Amériques. La formation a permis de renforcer les connaissances des participants en matière d'accessibilité des TIC et de développer les capacités régionales dans ce domaine, notamment en formant les décideurs à la mise en place d'environnements et de sociétés numériques inclusifs dans leur pays. L'objectif principal de la manifestation était d'identifier les politiques, stratégies et bonnes pratiques appropriées en matière d'accessibilité des TIC afin de parvenir à des solutions durables et de tirer parti des connaissances nationales et régionales pour créer des environnements et des communautés accessibles.– Le programme éducatif sur l'accessibilité du web "Internet for @ll" a été mis en œuvre au Guyana en 2020, permettant ainsi au Gouvernement du Guyana de faire en sorte que tous les sites web publics soient accessibles et d'acquérir des capacités dans le domaine de l'accessibilité du web.– Des formations sur l'accessibilité des TIC ont été dispensées en présentiel ou en ligne au profit d'environ 400 personnes, dont 300 ont validé leurs connaissances et obtenu une certification de l'UIT dans ce domaine.– En 2020, l'UIT a distribué des équipements afin de fournir une assistance aux personnes malvoyantes de la Dominique.– Entre 2018 et 2021, plus de 1 000 représentants de communautés autochtones ont suivi le programme de développement des compétences de l'UIT pour les personnes autochtones, composé de formations en ligne dirigées par des tuteurs et de formations mixtes visant à renforcer les compétences numériques des populations autochtones. L'UIT peut ainsi appuyer le développement socio-économique des communautés autochtones et assurer leur pérennité.Région des États arabes– Une assistance a été fournie à l'Égypte, au Soudan et à l'Iraq en vue de l'élaboration d'une politique nationale d'accessibilité des TIC.– Plus de 90 partenaires ont contribué à la Semaine annuelle de l'inclusion numérique, organisée en partenariat avec l'UNESCO en 2018, 2019 et 2020 et 2021. Dans le cadre de cette manifestation, des activités de renforcement des capacités et de sensibilisation ont été menées et des défis ont été organisés sur différents thèmes liés à l'accessibilité des TIC pour les personnes handicapées, à l'inclusion financière numérique, à la parité hommes-femmes et à la jeunesse.– Un cours de formation des formateurs en présentiel sur le thème "Contenus numériques accessibles et résolution de problèmes pour les parties prenantes assurant des services financiers numériques" a été dispensé à l'intention de décideurs au Caire (Égypte), en 2018.Région Asie-Pacifique– Une évaluation de l'accessibilité des TIC pour la région Asie-Pacifique a été effectuée en 2020, des formations en ligne sur l'accessibilité des TIC, l'accessibilité du web et des communications numériques inclusives ont été mises au point.– Une campagne de sensibilisation sur l'accessibilité du web a été menée à l'occasion de manifestations régionales sur l'accessibilité, notamment la manifestation sur "La résilience numérique pour garantir une société inclusive" organisée par le Centre international de formation des acteurs locaux de l'UNITAR en 2020.– Plus de 80 manifestations ont été organisées dans la région pour célébrer la Journée internationale des jeunes filles dans le secteur des TIC. En Thaïlande, par exemple, des jeunes filles et des jeunes femmes ont bénéficié d'une formation sur les technologies de l'agriculture et l'entreprenariat, à la faveur d'un partenariat entre le gouvernement, des institutions des Nations Unies, des établissements universitaires et des entreprises.– En 2021, près de 1 400 jeunes filles et jeunes femmes ont participé aux célébrations de la Journée internationale des jeunes filles dans le secteur des TIC et bénéficié de programmes de formation au Bangladesh, en Indonésie, en Malaisie, au Pakistan et en Thaïlande. Les célébrations et les programmes ont été organisés en étroite collaboration avec les pouvoirs publics, les Équipes de pays des Nations Unies, des entreprises et des établissements universitaires.– Dans le cadre de la promotion de la connectivité dans les écoles, un projet UIT‑FCDO est en cours de mise en œuvre en Indonésie et met l'accent sur les aspects fondamentaux de la connectivité dans les écoles, à savoir l'évaluation de l'environnement politique et réglementaire, la mise en place d'un cadre, les cartes interactives de la connectivité dans les écoles ainsi que le processus opérationnel et le financement durables. Les conclusions de ce projet seront partagées avec les parties prenantes nationales.Région de la CEI– Une assistance ciblée a été fournie au Kirghizistan afin de renforcer les capacités des enseignants en informatique des zones rurales et isolées du pays, et l'Arménie a bénéficié d'une assistance en vue d'appuyer un laboratoire de réalité virtuelle/réalité augmentée à Etchmiadzin.– Le rapport intitulé "Aperçu et évaluation régionale de référence sur l'accessibilité des TIC pour la région de la CEI" a été élaboré et achevé en 2021. Cette évaluation a offert aux membres de l'UIT issus de la région de la CEI un aperçu des lois, des politiques et des stratégies régionales et nationales existantes, et a permis de comprendre les niveaux de mise en œuvre et d'incidence.– Deux cours en ligne sur l'accessibilité du web et l'accessibilité des TIC ont été élaborés en russe et sont disponibles sur la plate-forme de l'Académie de l'UIT.– En 2021, l'UIT, conjointement avec le parc informatique de l'Ouzbékistan et avec le concours du Ministère du développement des technologies de l'information et des communications de l'Ouzbékistan, a achevé la mise en œuvre d'un projet visant à créer un centre de formation sur les technologies de l'information à l'intention des jeunes sourds et malentendants en Ouzbékistan. Les partenaires ont élaboré des prescriptions techniques pour les portails d'information des pouvoirs publics, afin d'assurer l'accessibilité du web pour les personnes ayant des besoins particuliers et ont fourni des orientations sur deux portails des pouvoirs publics.– Entre 2018 et 2021, l'UIT a continué d'appuyer l'amélioration des centres spécialisés pour enfants handicapés au Bélarus (deux centres à Minsk et Vitebsk relevant de l'Académie des communications du Bélarus) et au Kirghizistan (un centre à Bichkek relevant de l'Institut d'électronique et des télécommunications.– En septembre 2021, des experts du Centre de formation spécialisé pour les personnes handicapées de Bichkek et des professeurs de l'Institut d'électronique et des télécommunications ont dispensé un cours de formation avancé à l'intention des enseignants en informatique des établissements secondaires de Bichkek. Le cours portait principalement sur une méthodologie visant à apprendre aux personnes handicapées à utiliser les technologies de télécommunication/TIC et les technologies adaptatives. Les cours de ce type contribuent à rendre l'enseignement plus inclusif dans le pays.– En novembre 2021, plus de 70 représentants de l'Azerbaïdjan, de l'Arménie, du Kirghizistan, de la Russie, du Turkménistan et de l'Ouzbékistan ont pris part à un atelier régional de deux jours sur le thème "Expérience acquise dans le domaine de l'enseignement des technologies de l'information et de la communication aux personnes malentendantes", organisé par l'Académie biélorusse des communications. Organisé par le BDT, avec le soutien du Ministère des communications et de l'informatisation de la République du Bélarus, l'atelier a été l'occasion de réfléchir aux questions relatives à la garantie des droits à l'éducation, à l'emploi et à l'adaptation sociale des personnes handicapées, et en particulier des enfants, et d'établir des recommandations sur les mesures à prendre.Région Europe– En collaboration avec ONU-Femmes, une étude régionale sur *l'égalité entre générations maîtrisant le numérique: les femmes, les jeunes filles et les TIC dans le contexte du COVID-19* a été menée à bien en 2021 dans plusieurs pays, l'objectif étant de remédier à des lacunes particulières dans la région au moyen de projets et d'une assistance technique.– L'initiative EQUALS-EU, qui bénéficie d'un financement dans le cadre du Programme‑cadre Horizon 2020 de l'Union européenne, a été lancé en 2021 dans le but de renforcer les capacités en faveur d'une innovation plus soucieuse des questions de parité hommes-femmes en Europe et dans les pays partenaires du monde entier dans le cadre d'un programme ambitieux fondé sur des valeurs.– L'initiative conjointe de l'UIT et de la Commission européenne "Europe accessible" a réuni toutes les parties prenantes concernées issues ou non de l'Union européenne et a offert un cadre unique permettant d'échanger des données d'expérience, de promouvoir l'innovation et de fournir une assistance technique aux pays qui en ont besoin.– Des plates-formes de développement des connaissances ont été organisées en 2018, 2019, 2020 et 2021 dans le cadre de l'initiative "Europe accessible – les TIC pour tous" afin d'accroître la sensibilisation et de renforcer les capacités liées à la mise en œuvre de l'accessibilité des TIC, en tant qu'élément moteur pour instaurer des environnements accessibles et des communautés inclusives, au profit de 2 000 décideurs et parties prenantes de la région.– Diverses ressources ont été conçues ou mises à disposition afin d'appuyer les membres de l'UIT dans la mise en œuvre de l'accessibilité des TIC, et une formation en ligne adaptée au rythme de chacun, sur le thème de l'accessibilité des TIC, a été promue dans l'ensemble de la région, avec la participation de plus de 200 parties prenantes.– Un concours régional sur des solutions numériques innovantes pour une Europe accessible a été organisé en 2019, 2020 et 2021. Lors de la dernière édition, l'UIT a reçu 97 candidatures de 29 pays différents et un hommage particulier a été rendu aux lauréats dans le cadre de la manifestation "Europe accessible" de l'UIT pour leurs réalisations. Les lauréats contribueront au programme de renforcement des capacités de l'UIT intitulé "Smart Incubator" (pépinière intelligente) et prendront une part active aux débats sur les politiques et au processus de normalisation et de programmation de l'UIT. Plusieurs articles sur l'accessibilité des TIC ont été présentés, afin de faire avancer les travaux menés dans les domaines de l'intelligence artificielle, de la radiodiffusion, des normes et des achats.– Une évaluation relative à l'accessibilité des TIC dans la région Europe a été mise au point afin de recenser les progrès accomplis et d'identifier les lacunes que les parties prenantes devront combler afin d'atteindre la Cible 2.9 de l'UIT relative à l'accessibilité.– Une assistance a été fournie à la Serbie aux fins de l'élaboration d'une évaluation nationale de l'accessibilité des TIC. |

|  |
| --- |
| COMMISSIONS D'ÉTUDESLe Groupe du Rapporteur pour la Question 7/1 de la Commission d'études 1 de l'UIT‑D intitulée "Accès des personnes handicapées et des autres personnes ayant des besoins particuliers aux services de télécommunication/technologies de l'information et de la communication", est une plate-forme essentielle dans laquelle les États Membres et Membres du Secteur de l'UIT‑D collaborent en vue de mettre en œuvre la cible 2.9 de l'UIT, aux termes de laquelle il est demandé de mettre en place des environnements propices garantissant l'accessibilité des télécommunications/TIC pour tous, y compris pour les personnes handicapées, dans tous les pays d'ici à 2023. Grâce à la collaboration entre tous les membres de l'UIT et toutes les parties prenantes, les travaux menés au titre de la Question 7/1 pour la période d'études 2018‑2022 ont été achevés, comme l'indique le [rapport final](https://www.itu.int/hub/publication/d-stg-sg01-07-5-2021/), dans lequel 102 contributions soumises par les Membres de l'UIT-D ont été analysées. Ce rapport a été publié en juillet 2021, lors de la [semaine sur les technologies émergentes de l'UIT](https://www.itu.int/fr/ITU-D/Conferences/ET/2021/Pages/About.aspx) et peut être téléchargé gratuitement par le grand public dans les six langues officielles des Nations Unies. Il est complété par un [clip vidéo instructif](https://youtu.be/g9_YnkTfPyI) sur la connectivité inclusive.Une séance consacrée à l'approfondissement des connaissances à l'intention des participants aux réunions des groupes du Rapporteur de la CE 1 de l'UIT-D a été organisée en octobre 2019 par l'UIT pour améliorer la compréhension des principales définitions et tendances relatives aux politiques et aux stratégies en matière d'accessibilité des TIC.Face à l'épidémie de COVID-19, les webinaires des [Commissions d'études de l'UIT-D "Réflexions sur le COVID-19](https://www.itu.int/en/ITU-D/Study-Groups/2018-2021/Pages/covid19/webinars/1stSeries.aspx)" ont été organisés en 2020, et ont été suivis d'un webinaire intitulé "*Accessibilité numérique pendant et après la pandémie de COVID-19: Un impératif pour garantir des sociétés inclusives dans le monde numérique*". Les intervenants ont analysé l'importance de la mise en œuvre de l'accessibilité des TIC et les incidences connexes du COVID-19 sur la vie des personnes handicapées. Un [article](https://www.itu.int/hub/2020/06/the-need-for-increased-digital-accessibility-during-covid-19-and-beyond/) traitant de la nécessité d'accroître l'accessibilité numérique pendant la pandémie de COVID-19 et au-delà s'appuyant sur les discussions tenues pendant le webinaire a été publié dans les Nouvelles de l'UIT en juin 2020. |

# 4 Écosystèmes de l'innovation numérique – Accélérer la transformation numérique en favorisant l'innovation fondée sur l'entrepreneuriat et des écosystèmes numériques compétitifs

Défis de l'innovation

Le programme des [Défis de l'innovation](https://www.itu.int/fr/ITU-D/Innovation/Pages/ITU-Innovation-Challenges.aspx) a servi de plate-forme ouverte aux participants pour présenter leurs idées et leurs projets susceptibles de contribuer à la transformation numérique des personnes, des communautés et de la société, grâce à l'innovation, une [expérience qui change la vie](https://news.itu.int/itu-innovations-challenges-a-life-changing-experience/) de nombre des participants. Tenue via la plate-forme [cocreate.itu.int](https://cocreate.itu.int/), [l'édition 2019](https://www.itu.int/en/ITU-D/Innovation/Documents/YILF%202019%20Outcome%20Report%20.pdf) a attiré plus de 140 projets et cocréations issus du travail de 1 200 personnes dans 400 villes. En 2019, l'un des lauréats, une entreprise de Durban (République sudafricaine) spécialisée dans les technologies, a été récompensé à ITU Telecom World 2019 à Budapest (Hongrie). L'entreprise a reçu 1,5 million USD pour reproduire son travail dans d'autres villes de la région de Durban, ainsi que des engagements pour un montant de près de 10 millions USD à titre de financement global pour commercialiser ses innovations.

Deuxième édition de ce concours, l'édition 2020 des Défis de l'innovation de l'UIT était organisée en partenariat avec [EQUALS](https://www.equalsintech.org/%22%20%5Ct%20%22_blank) et [INPUT Hungary](http://foreign.inputprogram.com/?lang=en" \t "_blank). Plus de 60 lauréats des deux éditions ont suivi un stage intensif qui leur a permis [d'améliorer leur projet et de bénéficier d'un appui](https://news.itu.int/itu-innovation-challenges-ugandan-tech-solution-helps-deliver-clean-water-for-all/).

En 2021, trois défis et concours ont été organisés, à savoir le "Défi de l'innovation numérique – les pays du Sud à l'épreuve du COVID-19" lancé conjointement avec le BNUCSS, le Concours de présentation de vidéos de l'initiative Generation Connect, lancé conjointement avec Generation Connect et le Défi d'innovation destiné aux jeunes africains, lancé en partenariat avec l'Union africaine des télécommunications (UAT). Le Défi des pays du Sud a récompensé jusqu'à 25 lauréats sous la forme d'un financement de démarrage pouvant atteindre 25 000 USD et d'un mentorat pour appliquer leurs innovations à plus grande échelle. De même, afin de contribuer à la réalisation des ODD 3 et 5, le FNUAP, en partenariat avec l'UIT et l'OMPI, a lancé le Défi de l'innovation visant à autonomiser les femmes et les jeunes filles, dans le cadre duquel 10 lauréats ont reçu des dotations allant jusqu'à 60 000 USD pour développer leurs solutions dans le cadre d'une approche fondée sur le concept d'écosystème. Ces exemples concrets de défis ont inspiré les innovateurs et les appuient dans leur démarche en vue de faciliter la réalisation des ODD. En outre, le BDT a lancé un réseau de mentorat pour le développement d'un écosystème de l'innovation numérique en partenariat avec la BNUCSS, afin de soutenir l'élargissement de l'innovation numérique grâce à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire. Les premières cohortes ont bénéficié d'un appui pour les différents défis en 2021.

Forums de l'innovation et partage de connaissances

Les [Forums de l'innovation](https://www.itu.int/fr/ITU-D/Innovation/Pages/Global-Innovation-Forum.aspx) de l'UIT ont ouvert de nouveaux horizons pour les participants en leur donnant accès à de nouveaux points de vue et à des études de cas pertinentes et en leur offrant la possibilité de nouer des liens avec un réseau de professionnels pour comprendre comment favoriser des écosystèmes durables qui accélèrent la transformation numérique. Deux éditions du Forum pour les jeunes dirigeants du secteur des TIC ont été organisées à Busan (République de Corée), en 2018 et 2019, offrant un espace aux jeunes acteurs du changement dans le secteur des TIC pour nouer des liens, se connecter et améliorer leurs idées innovantes afin de créer des communautés intelligentes. En 2019, dans le cadre du Forum régional sur l'innovation pour la

région Afrique et de celui pour la région des États arabes, organisés respectivement à Brazzaville et au Caire, des décideurs, des universitaires, des innovateurs et des acteurs d'écosystèmes issus de 16 pays ont débattu de la manière d'élaborer des écosystèmes souples et collaboratifs, qui soient propices à l'innovation numérique.

La première édition du Forum mondial de l'innovation a eu lieu en 2019, sous la forme du [Programme pour l'écosystème de l'innovation](https://www.itu.int/itu-d/sites/innovation/) dans le cadre d'ITU Telecom World à Budapest (Hongrie). La deuxième édition, organisée au format virtuel en 2020, a été l'occasion d'envisager les choses selon le point de vue de cinq régions (Afrique, Amériques, États arabes, Asie‑Pacifique et Europe). L'édition [2020](https://www.itu.int/fr/ITU-D/Innovation/Pages/2020-ITU-Global-Innovation-Forum.aspx) du Forum mondial de l'innovation a mis en évidence l'importance que revêt l'innovation fondée sur l'entrepreneuriat dans le cadre d'une pandémie mondiale. Elle a rassemblé 175 spécialistes et 700 participants afin de favoriser l'innovation numérique durable.

L'UIT a également organisé des séances consacrées à l'innovation lors des éditions 2018, 2019 et 2020 du Forum du SMSI, en vue de débattre des évolutions techniques qui permettent d'accélérer la transformation numérique, de l'échange de données d'expérience nationales, et de l'instauration d'une culture de l'innovation pour accélérer la réalisation des ODD. La [troisième édition du Forum mondial de l'innovation](https://www.itu.int/fr/ITU-D/Innovation/Pages/2021-ITU-Global-Innovation-Forum.aspx) a eu lieu en octobre 2021, sous forme virtuelle, réunissant plus de 800 participants. Les participants se sont penchés sur le rôle de l'innovation fondée sur l'entrepreneuriat pour préparer communautés à faire face aux pandémies actuelles et futures.

Développement de la capacité d'innovation et de l'écosystème

Le développement de la capacité d'innovation et de l'écosystème renforce les capacités d'innovation et d'entrepreneuriat des parties prenantes, en leur permettant d'évaluer les problèmes systémiques des écosystèmes numériques et en les aidant à mettre en place des interventions ciblées dans un souci de durabilité et de compétitivité. En 2018 et 2019, plus de 100 décideurs et champions de l'écosystème ont suivi des formations qui leur ont permis d'élargir leurs connaissances, d'acquérir de nouvelles compétences et de maîtriser des outils sur le renforcement de leur propre environnement de l'innovation numérique. Pour ce faire, des activités de renforcement des capacités ont été menées lors de grandes manifestations, et dans le cadre d'un [programme de l'Académie de l'UIT](https://www.itu.int/fr/ITU-D/Innovation/Pages/Digital-Innovation-Ecosystem-Courses.aspx), plus de 100 décideurs et champions de l'écosystème ont suivi des formations qui leur ont permis d'élargir leurs connaissances, d'acquérir de nouvelles compétences et de maîtriser des outils sur le renforcement de leur propre environnement de l'innovation numérique. En 2020, pour compléter la série de kits pratiques de l'UIT sur l'innovation, un nouveau [kit pratique pour élaborer des projets visant à mettre en place un écosystème de l'innovation centré sur les TIC durable](https://www.itu.int/dms_pub/itu-d/opb/inno/D-INNO-TOOLKIT.2-2020-PDF-F.pdf) a été lancé. Ce kit pratique comportait de nouveaux éléments et points de vue pour permettre aux parties prenantes d'imaginer et d'élaborer des projets de premier plan qui contribuent efficacement au développement d'une innovation centrée sur les TIC au sein des écosystèmes numériques. En 2020, un [programme en ligne](https://www.itu.int/fr/ITU-D/Innovation/Pages/Digital-Innovation-Ecosystem-Courses.aspx), comprenant un premier ensemble de quatre cours, a été élaboré et dispensé dans le cadre de l'Académie de l'UIT. Plus de 90 personnes de 60 pays ont suivi ces nouveaux cours en ligne dirigés par un instructeur. D'autres contenus en ligne ont été élaborés dans le cadre de partenariats avec d'autres organisations et conjointement avec d'autres projets en cours au sein de l'UIT. En 2021, le BDT a élargi la portée de ses documents de base sur le développement de l'écosystème en les mettant à disposition dans six langues. Le BDT a noué des partenariats avec SMART Africa et d'autres organisations pour développer les programmes existants en ajoutant de nouveaux contenus et en ciblant certaines parties prenantes au niveau régional ou national. Ces cours ont permis de former plus de 100 personnes de plus de 50 pays en 2021. Six rapports sur les bonnes pratiques régionales propres à promouvoir l'innovation, l'entrepreneuriat et la transformation numérique ont été élaborés et publiés. Chaque rapport montre comment il est possible d'accélérer la transformation numérique en adoptant des pratiques novatrices qui favorisent l'innovation fondée sur l'entrepreneuriat et propice au développement économique.

Stratégies, feuilles de route et projets relatifs au développement de l'écosystème

L'UIT a aidé les pays à obtenir un diagnostic précis quant à l'état de leur écosystème d'innovation numérique et à élaborer des stratégies pour orienter les politiques nationales en fournissant une assistance technique. Une assistance technique a été fournie au Mali, au Monténégro, au Niger, à Trinité-et-Tobago, à la Géorgie, à la Serbie et aux Philippines concernant l'établissement de profils d'innovation numérique, qui offrent un modèle d'écosystème permettant d'accélérer la transformation numérique afin de mettre à profit l'entrepreneuriat et l'innovation. L'UIT a en outre travaillé avec les pays pour concevoir des modèles ou des mécanismes éprouvés qui favorisent l'accélération de l'innovation numérique à l'échelle nationale. En 2021, l'UIT a commencé à collaborer avec la République sudafricaine en vue de la création du Centre africain pour la transformation numérique, qui a pour vocation de contribuer à accélérer la transformation numérique dans des secteurs clés de l'économie. Les tests relatifs au modèle pour le Centre ont également commencé en 2021 et offriront une assistance technique complémentaire à l'avenir. Enfin, en 2021, un programme de mentorat relatif au renforcement des capacités dans le domaine de l'innovation a été élaboré et lancé.

|  |
| --- |
| Initiatives régionalesRégion Afrique– Des financements ont été obtenus afin de créer le premier [accélérateur de l'écosystème de la transformation numérique](https://www.itu.int/fr/ITU-D/Innovation/Pages/Digital-Transformation-Accelerators.aspx), aussi appelé le Centre africain pour la transformation numérique, en République sudafricaine; le modèle de centre a été mis en œuvre à titre expérimental et testé en vue d'être partagé avec d'autres pays. Le modèle fournit un cadre, des outils et des procédures opérationnelles normalisées visant à améliorer la capacité d'innovation d'un pays au niveau national et utilise une approche fondée sur le concept d'écosystème pour créer un environnement propice à l'innovation durable au service de l'ambition nationale.– En 2020, des financements ont été obtenus en vue d'un projet visant à instaurer un écosystème de l'innovation numérique propre à promouvoir la résilience et l'autonomisation des jeunes au Bénin.– À l'issue de nombreux processus de consultations multi-parties prenantes menés avec des représentants d'établissements universitaires, des entrepreneurs, des réseaux d'appui à l'entrepreneuriat, des financiers et des acteurs du public et du privé, l'UIT a fourni une assistance technique pour le développement des profils d'innovation numérique au Mali et au Niger.– Un rapport sur le thème "Accélérer l'innovation, l'entrepreneuriat et la transformation numérique dans la région Afrique" a été présenté en 2021.– [L'analyse nationale sur l'écosystème d'innovation centré sur les TIC du Kenya](https://www.itu.int/en/ITU-D/Innovation/Documents/Publications/Kenya%20Country%20Review%20-%20ICT%20centric%20Innovation%202019.pdf), publiée en 2019, a fourni une étude exhaustive et des recommandations sur la manière de tenir compte de stratégies et de programmes portant sur l'innovation et l'entrepreneuriat numérique dans les futures politiques en matière de TIC.– En octobre 2019, plusieurs organisations publiques et privées, universités et instituts de recherche en République du Congo ont suivi des formations sur la mise en place d'écosystèmes de l'innovation et de l'entrepreneuriat.– En 2021, des formations sur l'écosystème de l'innovation numérique ont commencé, en partenariat avec le secrétariat de SMART Africa. Ce programme, composé de six sessions, a été conçu pour donner aux décideurs, aux universitaires, aux innovateurs et aux acteurs de l'écosystème les moyens de bâtir des communautés entrepreneuriales prospères, à même de faire face aux révolutions technologiques et de créer des entreprises des TIC compétitives. Plus de 80 personnes ont été admises dans le programme ont commencé la formation en 2021.Région Amériques– La semaine de [l'innovation en matière de TIC dans la région des Amériques](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/Americas/Documents/EVENTS/2019/24013/Practical%20Information%20Innovacion%20Uy2019_En.pdf), placée sous le thème des communautés rurales intelligentes, s'est déroulée en Uruguay en 2019. On s'est penché sur l'adoption et l'utilisation de nouvelles technologies en vue de créer un secteur de l'agriculture sain et responsable, pour favoriser l'établissement de futures communautés rurales intelligentes.– Un cours de formation en ligne sur le rôle des TIC pour les villes intelligentes et durables a été dispensé aux Bahamas, à la Barbade, au Guyana, à Saint‑Vincent‑et‑les‑Grenadines, au Suriname et à Trinité-et-Tobago. Cette initiative a été mise en œuvre en partenariat avec la CITEL/OAS.– En 2018, un atelier a été organisé dans les Caraïbes sur la 5G, l'Internet des objets, les paiements sur mobile, les technologies émergentes, les écosystèmes et la réglementation.– En 2021, l'UIT a fourni une assistance à Trinité-et-Tobago pour procéder à un examen de l'innovation dans le pays, en vue d'orienter les politiques nationales.Région des États arabes– Pour atteindre les résultats attendus des initiatives régionales de l'UIT, différentes activités ont été menées au cours de la période 2018-2021 pour renforcer les capacités des membres dans les domaines de l'assistance directe en vue de l'élaboration d'écosystèmes de l'innovation centrés sur les TIC, et du renforcement des capacités et de la mise en place de communautés.– Des méthodes et des outils ont été fournis à des dirigeants de pépinières et à d'autres acteurs de l'écosystème à Djibouti et en Mauritanie afin d'appuyer la croissance et l'entrepreneuriat. Les principes et les bonnes pratiques concernant les pépinières d'entreprises ont été échangés et examinés.– Des séances de renforcement des capacités sur la mise en place d'écosystèmes de l'innovation et de l'entrepreneuriat ont été dispensées à un certain nombre d'organisations publiques et privées, d'universités et d'instituts de recherche en Égypte.– Des défis régionaux ont été organisés avec divers partenaires, dont l'UNESCO, le PNUD, l'UNICEF, les laboratoires d'innovation technologique des Nations Unies (UNTIL), l'OMS, Etisalat Égypte et la GSMA. Le premier défi organisé en 2019, qui avait pour thème "Comprendre les problèmes sanitaires" visait principalement à promouvoir l'innovation concernant l'utilisation des mégadonnées au service de la santé. Le deuxième défi organisé en 2020, sur le thème de l'intelligence artificielle au service du développement, visait principalement à promouvoir le recours à l'intelligence artificielle en vue de réaliser les ODD. Pour ces deux défis, quatre lauréats ont été sélectionnés.– Le réseau arabe de l'innovation et de l'entrepreneuriat (AIEN), anciennement ARTECNET, a été lancé en vue de créer un réseau de pépinières d'entreprise et de parcs technologiques dans la région des États arabes. Le réseau, comprenant 35 pépinières d'entreprise, technoparcs, universités et autres parties prenantes des écosystèmes d'innovation, a été créé afin d'encourager les partenariats et la collaboration entre ces entités.– Une formation en ligne sur la gestion des pépinières d'entreprise a été proposée au personnel des pépinières d'entreprise de la région en 2021 en anglais, français et arabe.– La plate-forme en ligne *aien.co* a été créée pour favoriser la collaboration entre les parties prenantes de l'écosystème de la région.– Les cinquième et sixième réunions annuelles de l'AIEN ont eu lieu à Tunis (Tunisie) en avril 2018 et décembre 2019, respectivement.– Les journées d'études sur les écosystèmes de l'innovation au service de l'esprit d'entreprise ont été organisées en Tunisie en novembre 2018.– L'atelier régional de l'UIT sur la réduction des disparités en matière d'innovation numérique a eu lieu au Caire (Égypte) en octobre 2019.– Le Forum régional de l'UIT sur l'innovation pour la région des États arabes, placé sous le thème "Favoriser des écosystèmes de l'innovation numérique compétitifs à l'ère du COVID-19", a eu lieu en octobre 2020. Tenue au mois d'octobre, l'édition 2021 de ce Forum avait pour thème "Nouer des partenariats pour favoriser l'entrepreneuriat".– En 2021, Oman a reçu une assistance technique dans les domaines des profils d'innovation numérique et de l'évaluation de l'écosystème.– En décembre 2021, le BDT a publié le rapport sur les bonnes pratiques régionales propres à promouvoir l'innovation, l'entrepreneuriat et la transformation numérique dans la région des États arabes.Région Asie-Pacifique– Un rapport régional présentant un état des lieux de [l'innovation numérique et des bonnes pratiques dans la région Asie-Pacifique](https://www.itu.int/hub/publication/D-INNO-GOOD_PRACT.01-2021/) a été publié en 2021.– L'UIT aide les Philippines à élaborer un profil d'innovation numérique, en vue d'orienter les politiques nationales. Des entretiens ont été menés en 2021 et l'avant‑projet a été présenté aux Philippines en décembre 2021.– En collaboration avec le Gouvernement de l'Inde, l'UIT a commencé une nouvelle série de sessions d'informations sur l'innovation numérique. Lancée lors de la Réunion préparatoire régionale pour l'Asie-Pacifique en mars 2021, les premières sessions, celle sur la plate-forme India Stack et sur les solutions pour révolutionner les services financiers numériques, organisées en collaboration avec le TSB et les membres de l'UIT, en mettant l'accent sur l'initiative FiGi de l'UIT, ont eu lieu en septembre 2021. Une troisième session sur les progrès en matière de technologies financières et la 5G a été organisée en décembre 2021.– Le Forum régional sur l'innovation pour la région Asie-Pacifique s'est tenu en décembre 2021, réunissant 100 participants. Les intervenants ont présenté des exemples de bonnes pratiques et des informations sur l'état de préparation des pays pour ce qui est de la stimulation de l'innovation numérique dans les programmes nationaux de développement, en particulier dans l'écosystème de l'innovation dans les domaines du commerce électronique et des échanges numériques. Les voix des innovateurs ont également été intégrées dans ces discussions, y compris avec des exemples d'innovations faites sur le terrain.Région Europe– Le profil d'innovation numérique du Monténégro a été élaboré dans sa version finale en vue d'établir un projet national.– La version définitive des profils d'innovation numérique de la Géorgie et de la Serbie a été élaborée. Elle pose des bases solides en vue de la stratégie nationale visant à promouvoir l'innovation numérique dans certains secteurs.– Les Forums régionaux de l'innovation de 2019, 2020 et 2021 ainsi que l'édition de 2021 du Rapport sur les [bonnes pratiques régionales relatives aux écosystèmes de l'innovation numérique en Europe](https://www.itu.int/hub/publication/d-inno-good_pract-03-2021/) ont permis de renforcer les capacités humaines et facilité l'échange de bonnes pratiques, tout en favorisant la conclusion de partenariats dans le domaine des écosystèmes de l'innovation centrés sur les TIC. |

|  |
| --- |
| COMMISSIONS D'ÉTUDESLe rapport sur la semaine de l'innovation en matière de TIC a alimenté les travaux du Groupe du rapporteur pour la [Question 1/2](https://www.itu.int/net4/ITU-D/CDS/sg/rgqlist.asp?lg=1&sp=2018&rgq=D18-SG02-RGQ01.2&stg=2) (*Création de villes et sociétés intelligentes: utilisation des TIC pour un développement socio-économique durable*) de la Commission d'études 2 de l'UIT-D. |

# 5 Services et applications numériques – Créer des stratégies et des services d'application numériques porteurs de transformation

Services publics numériques

L'UIT, en collaboration avec l'Estonie, la GIZ (Allemagne) et la Digital Impact Alliance (DIAL), a lancé conjointement l'[initiative GovStack](http://www.govstack.global/), dont l'objectif est d'accélérer la généralisation des services publics numériques et leur transformation en vue d'atteindre les ODD. Cette initiative, qui s'inscrit dans le cadre d'une action multi-parties prenantes dirigée par une communauté d'experts, visait à aider les pays à mettre en place une "infrastructure de services publics numériques" ou une "pile de technologies gouvernementales", qui constitue un ensemble de capacités et de services numériques de base communs et réutilisables, également appelés "modules constitutifs". Ces modules comprennent les systèmes d'identité numérique, d'échange d'information, de passerelle de paiements, d'enregistrements, de sécurité, etc. que toutes les entités publiques peuvent utiliser, par le biais d'un organisme public ou d'un département public, pour mettre en place de nouveaux services publics numériques sans avoir à concevoir, tester et exploiter eux‑mêmes les infrastructures et les systèmes sous-jacents. On réduira ainsi le temps et les efforts nécessaires pour mettre en place de nouveaux services numériques écologiques et durables pouvant être déployés à plus grande échelle et mis à niveau de manière plus souple, plus rapide et plus économique. L'initiative vise à définir des exigences et des spécifications techniques minimales applicables à un ensemble de modules constitutifs, et permettra de créer un environnement de type "bac à sable" pour illustrer un exemple ou un modèle de plate‑forme publique numérique en tant que moyen de renforcement des capacités et de transfert de connaissances.

En outre, l'initiative travaillera avec l'initiative pour la Corne de l'Afrique dans le but d'aider certains pays de la zone à concevoir et développer une plate-forme de services publics numériques pour toutes les entités publiques (GovStack), qui prendra en charge la fourniture de services numériques hautement prioritaires à tous les citoyens, afin de réduire la fracture numérique.

Mettre la cybersanté à la portée de tous

L'initiative UIT-OMS *Be He@lthy, Be Mobile* (La mobilité, c'est la santé) suscite de plus en plus d'intérêt et rassemble désormais 11 pays, qui se penchent actuellement sur des questions très diverses telles que le cancer du col de l'utérus, le diabète et le tabagisme. Plus de 3,5 millions de personnes ont pu bénéficier de ce programme et de ses résultats. L'initiative *Be He@lthy, Be Mobile* a notamment permis de récolter des fonds supplémentaires à hauteur de 1,8 million USD auprès de trois nouveaux partenaires (Roche, Discovery/Vitality et Santen). Un appui suivi a été fourni à l'Égypte, à l'Inde, aux Philippines, au Sénégal, à la Tunisie, au Burkina Faso au Soudan.

En 2018, conjointement avec le Bureau régional de l'OMS pour l'Afrique et Smart Africa, l'UIT a organisé un pôle pour la santé numérique lors du Sommet Transformer l'Afrique. Dans le cadre de ce pôle, des dialogues ont notamment eu lieu sur les politiques et les bonnes pratiques en matière de mise en œuvre de la santé numérique en Afrique. Le BDT a publié une série de manuels sur le programme [mTB-Tobacco](https://www.itu.int/en/ITU-D/ICT-Applications/Documents/Handbooks-BeHealthy-BeMobile/BHBM-mTB-Tobacco.pdf) (utilisation de la santé sur mobile pour aider les fumeurs souffrant de la tuberculose). En outre, l'UIT et l'OMS ont contribué au succès de l'organisation de la CIMSA (Conférence internationale des Ministres de la santé et Ministres de l'économie numérique pour la sécurité des soins de santé en Afrique) qui s'est tenue en juin 2018 à Cotonou (Bénin). Cette conférence a créé des synergies entre les secteurs des TIC et de la santé pour promouvoir la cybersanté afin d'offrir une meilleure couverture sur le plan des soins de santé en Afrique.

En 2018, en collaboration avec l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS), le BDT a fourni une assistance au Guyana dans le cadre de la création d'un cadre national de cybersanté. Les activités menées pour ce faire ont consisté à élaborer un document présentant la vision du pays en matière de cybersanté, un plan d'action national pour la cybersanté et une proposition de cadre de suivi national, et à évaluer la mise en œuvre du kit pratique sur la cybersanté au Guyana.

En 2020, suite au lancement par l'UIT du projet concernant la lutte contre le diabète au Sénégal, l'UIT et l'OMS ont mis en place un deuxième projet portant sur la détection automatique de la rétinopathie diabétique au Sénégal. Cette initiative, réalisée en partenariat avec l'OMS, s'est inscrite dans le cadre du programme mondial "BE Healthy, Be Mobile". Deux rétinographes numériques ont été fournis au Gouvernement du Sénégal, par l'intermédiaire de son Ministère de la santé, afin d'offrir un appui au système national de soins de santé dans le diagnostic précoce de la rétinopathie diabétique.

En décembre 2021, une campagne de gestion de l'infodémie a été lancée dans les Caraïbes dans le but de fournir à près de 150 000 personnes des renseignements et des conseils élaborés par l'OPS afin d'atténuer les risques provoqués par la désinformation et l'anxiété ressentie pendant la pandémie de COVID-19. En outre, un rapport intitulé: *Digital tools and strategies in COVID‑19 infodemic response: Case studies and discussion* (Outils et stratégies numériques dans la réponse à l'infodémie sur le COVID-19) a été publié dans le but de donner un aperçu de l'utilisation des technologies numériques dans le cadre de la gestion de l'infodémie. La diffusion de fausses informations et la désinformation liées à la pandémie de COVID-19 ont nui à l'action menée dans le domaine de la santé publique pour lutter contre le nouveau virus et ont souvent donné lieu à des comportements nocifs. Le rapport conjoint UIT-OMS met en lumière le rôle important que les TIC peuvent jouer dans la gestion des infodémies et recense les facteurs clés dont il faut tenir compte lors de la conception et de la mise en œuvre d'interventions numériques visant à lutter contre les infodémies.

En 2021, le [manuel](https://movendi.ngo/wp-content/uploads/2021/03/9789240019966-eng.pdf) sur l'utilisation de la santé sur mobile pour réduire les risques de démence (programme mDementia) a été publié. Il contient des informations actualisées pour aider les pays à appliquer des programmes de santé sur mobile (mHealth) visant à réduire les risques de démence (module mDementiaPrevention) et à appuyer les aidants des personnes atteintes de démence (module mDementiaSupport). Pour traiter le grave problème des maladies et affections bucco-dentaires, qui touchent près de la moitié de la population mondiale, un guide d'utilisation des technologies mobiles pour favoriser la santé bucco-dentaire (programme mOralHealth) a été élaboré. Il repose sur les nombreuses années d'expérience conjointe OMS-UIT dans l'élaboration et la mise en œuvre de programmes de santé sur mobile dans les pays en développement et fournit un cadre complet permettant de créer et de diffuser des campagnes de santé bucco‑dentaire sur mobile. Ce guide communique des informations pratiques sur toutes les étapes essentielles d'un programme: définir des objectifs, mettre en place une gouvernance efficace, choisir et adapter du contenu, établir des partenariats, procéder au lancement, réaliser la promotion et évaluer le programme.

En 2019, en collaboration avec l'OMS, l'UE et le service de santé publique d'Andalousie, l'UIT a mis en place un pôle de connaissances au service de la santé sur mobile pour l'Europe, afin de recueillir et de partager des données d'expérience nationales dans le domaine de la santé sur mobile et d'aider les pays et les régions à mettre en place des programmes de santé sur mobile de grande envergure devant être reproduits dans d'autres régions.

Le pôle de santé sur mobile a atteint les objectifs suivants:

• Mettre en œuvre l'intégration des innovations en matière de santé sur mobile dans les systèmes de santé nationaux au sein de l'UE.

• Servir de centre de coordination pour les connaissances dans le domaine de la santé sur mobile en Europe.

• Aider les pays à mettre en œuvre des stratégies relatives à la santé sur mobile.

• Servir de plate-forme d'innovation dans le domaine de la santé sur mobile.

• Jouer un rôle d'accélérateur pour le marché unique numérique de l'Union européenne.

• élaborer des outils d'apprentissage pour les systèmes et les services de santé face aux maladies non transmissibles.

• Fournir un code de déontologie pour les données de santé sur mobile.

En 2020-2021, le pôle centralisé de connaissances et d'innovation au service de la santé sur mobile a mis en œuvre les activités suivantes:

Publication des cadres d'évaluation pour les applications de santé sur mobile, aux fins suivantes:

• Examiner les points communs ou la reconnaissance mutuelle entre les différents cadres d'évaluation, en tenant compte des aspects évalués (critères d'évaluation).

• Fournir des orientations lors de la mise en place d'un cadre d'évaluation des applications de santé et d'un processus d'évaluation.

Douze domaines d'évaluation ont été pris en considération lors de l'élaboration du cadre d'évaluation: respect de la vie privée, transparence, sûreté, fiabilité, validité, interopérabilité, stabilité technique, efficacité, accessibilité, évolutivité, facilité d'utilisation et sécurité.

Le pôle de santé sur mobile a été utilisé pour élaborer un programme de santé sur mobile adapté aux interventions requises (pour le diabète de type 2), afin de définir la façon dont la personne diabétique pourrait interagir avec les services de santé sur mobile et du pôle, et de mettre les besoins en correspondance avec les services. Il s'agissait notamment répondre aux besoins spécifiques d'un "client" d'un pôle de santé sur mobile grâce à des solutions de santé sur mobile disponibles, en conciliant l'intérêt de leurs fonctionnalités innovantes et la pression exercée en faveur d'une validation approfondie dans les systèmes de santé publique. Certaines innovations de santé sur mobile ont été intégrées aux systèmes de santé.

Une compilation de différentes solutions de santé sur mobile susceptibles d'être envisagées dans les systèmes de soins de santé et couvrant une trentaine de sujets a été publiée. Elle contenait 27 cas concrets de mise en œuvre de la santé sur mobile dans toute l'Europe, mis en ligne sur le [site web du pôle de santé sur mobile](https://mhealth-hub.org/experiences-of-integration-of-mhealth-into-health-systems).

Dans le domaine de l'éthique liée à la santé sur mobile en Europe, le BDT a élaboré:

• un guide rapide sur les questions d'éthique à prendre en considération lors de la mise en service, de la fourniture ou de l'utilisation d'un service de santé mobile;

• un outil d'orientation à l'intention des fournisseurs ou des acheteurs visant à faciliter l'évaluation éthique d'un outil, d'une application ou d'une solution de santé sur mobile donné pour connaître sa capacité à respecter les principes éthiques fondamentaux de transparence, d'accès équitable, de responsabilité, d'engagement actif et soutenu des utilisateurs et de respect de la vulnérabilité.

Un cadre politique a été élaboré pour aider les pays à créer un environnement propice à la mise en place de solutions de santé sur mobile et pour permettre la circulation transfrontière des innovations matière de santé sur mobile et de santé numérique; ce cadre couvre des domaines comme les modèles de gouvernance sur mobile, l'interopérabilité, les modèles économiques, la conception centrée sur l'être humain et l'évaluation de la sécurité des patients, des infrastructures et de l'impact.

En 2020, le BDT a également publié le [Manuel sur une plate-forme de santé numérique](https://www.itu.int/dms_pub/itu-d/opb/str/D-STR-E_HEALTH.10-2020-PDF-E.pdf) dans le but d'aider les pays à améliorer le système de santé numérique national, en particulier au moyen d'une plate-forme de santé numérique. La plate-forme en question vise à jeter les bases des diverses applications et des divers systèmes de santé numérique utilisés à l'appui des services de santé et de soins. Elle permet à des applications et à des systèmes isolés de fonctionner ensemble de manière intégrée et fournit un pôle centralisé permettant de lier ensemble des systèmes et des applications distinctes qui ne sont pas connectés. La plate-forme garantit ainsi un échange d'informations plus rapide, efficace et fiable, et promeut un meilleur accès aux données de santé sur un large éventail d'applications et de dispositifs.

En 2021, le Bureau régional de l'UIT pour les États arabes a contribué à l'élaboration d'un rapport régional établi par le Bureau régional de l'OMS pour la région Méditerranée orientale, intitulé "Enquête régionale sur les innovations dans le domaine de la santé face à la pandémie de COVID‑19". Le rapport met en lumière certaines innovations en ce qui concerne les bonnes pratiques dans le secteur de la santé pour lutter contre la pandémie de COVID-19.

Édifier des villages intelligents et des îles intelligentes

Lancé en 2019, le [projet de villages intelligents](https://news.itu.int/leaving-no-one-behind-nigers-smart-villages-project/), visant à connecter les zones isolées du Niger à l'Internet, est le fruit d'une collaboration entre l'UIT, l'[Agence Nationale pour la Société de l'Information (ANSI)](https://www.youtube.com/watch?v=0uYKKJg00eo) et plusieurs autres organisations. Ce projet relève d'une approche globale, multisectorielle et inclusive visant à améliorer l'accès aux services numériques essentiels en vue de la réalisation des ODD en milieu rural. Il s'agit d'une "passerelle pour le développement rural" constitué au moyen de la mise en commun et de la coordination des programmes de développement, dans le but de susciter les synergies nécessaires pour maintenir les investissements. Il s'agit également d'une approche faisant intervenir toutes les entités publiques et toute la société au service des investissements numériques en faveur des ODD et de la transformation numérique dans les zones rurales. Après l'expérience du Niger, un projet de villages intelligents a été lancé au Pakistan en 2021. Un projet pilote de villages intelligents, mené en coopération avec l'UIT, Huawei et le Fonds de service universel du Pakistan, a été lancé en 2021.

L'UIT, s'appuyant sur son initiative Villages intelligents (mise en œuvre sous la forme d'un projet pilote au Niger et en cours d'élaboration au Pakistan), a lancé en 2021 le programme "Îles intelligentes" axé sur les petits États insulaires en développement, qui met l'accent sur la région Asie‑Pacifique.

En outre, une étude d'évaluation a été menée à bien au Soudan en 2021, afin de donner un aperçu global du secteur et de l'économie des TIC; cette étude constitue une étape sur la voie de l'élaboration d'un projet de villages intelligents au Soudan.

En 2021, le BDT, en collaboration avec le Ministère égyptien des technologies de l'information et de la communication, a mené à bien un projet sur la gestion intelligente de l'eau souterraine visant à mettre en avant l'utilisation de l'Internet des objets pour gérer des ressources en eau très limitées.

Renforcement des capacités concernant les services numériques

Le BDT, en collaboration avec le Bureau régional de l'Afrique de l'OMS, a élaboré un programme et dispensé des formations sur la santé numérique, en particulier dans le but de développer des services de santé numérique dans des pays de la région. Cette initiative a rassemblé des représentants des ministères de la santé et des TIC, et leur a donné la possibilité d'échanger des données d'expérience et des enseignements tirés de la mise en œuvre, dans leur pays, des services de santé numériques.

En 2019, le Bureau régional de l'UIT pour l'Afrique a participé à un atelier sur le renforcement des capacités de direction dans le domaine de la santé numérique. Cet atelier a défini un cadre pour un programme de formation sur la santé numérique intégrée afin d'aider les pays en développement à recenser leurs besoins, à réunir des fournisseurs et des bailleurs de fonds, à harmoniser la terminologie relative à la santé numérique et à empêcher la fragmentation des initiatives dans le domaine de la santé numérique.

En juin 2021, le Bureau régional de l'UIT pour l'Afrique, en collaboration avec le Bureau régional de l'OMS pour l'Afrique et avec l'appui de l'USAID, a organisé conjointement un atelier technique sur *la révolution des données, la transformation de l'état de santé et le rôle de l'intelligence artificielle au service de la santé et de la préparation en cas de pandémie en Afrique*. Cet atelier a rassemblé des décideurs, des experts techniques, des universitaires, des représentants du secteur privé et bien d'autres acteurs. Les participants ont examiné différents aspects politiques en vue de renforcer les écosystèmes de la santé numérique et ont jeté les bases de la conception et de l'adoption d'innovations telles que l'utilisation de l'intelligence artificielle dans les systèmes de santé en Afrique.

En 2020, le BDT, en collaboration avec l**'**OMS, a mis au point un cours de formation en ligne sur les compétences d**'**encadrement dans le domaine de la santé numérique, mis à disposition via l**'**Académie de l**'**UIT. Ce cours adapté au rythme de chacun vise à renforcer les capacités d'une nouvelle génération de responsables de la santé numérique qui poursuivront et accélèreront les efforts dans le domaine de la santé numérique dans les pays. Il comporte 12 modules portant sur un large éventail de sujets dont les coordonnateurs et les responsables dans le domaine de la santé numérique doivent avoir connaissance. Les modules portent notamment sur une présentation de la santé numérique, la gouvernance, les stratégies, les politiques et réglementations, l**'**évaluation des besoins, la conception des systèmes et de l**'**architecture, l**'**interopérabilité, l**'**utilisation des données, les urgences sanitaires et les innovations.

En 2019, le BDT a animé un atelier sur la société intelligente en Afrique australe, organisé à Dar es Salam (Tanzanie) et destiné aux pays de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), afin d'aider à mieux comprendre les concepts et les exigences en matière de nouvelles technologies (telles que l'Internet des objets, l'intelligence artificielle et les mégadonnées) et les possibilités qu'elles offrent.

Sur la base du kit pratique UIT/OMS pour l'élaboration de stratégies nationales en matière de cybersanté (santé numérique), le Bureau régional de l'UIT pour les États arabes, conjointement avec le Bureau régional de l'OMS pour la région Méditerranée orientale, a organisé deux ateliers de renforcement des capacités afin de former des coordonnateurs nationaux et des coordonnateurs pour les bureaux de pays sur le kit pratique (Le Caire, 2017 et Beyrouth, 2018). Des représentants de pratiquement tous les pays de la région ont reçu cette formation et un certain nombre de pays ont utilisé le kit pratique pour élaborer leurs propres stratégies ou valider des stratégies existantes.

Collaboration avec l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) dans le domaine de l'agriculture numérique

L'UIT a élargi sa collaboration avec la FAO après la signature d'un accord de coopération en 2019. L'Union et la FAO ont travaillé ensemble en vue de fournir une assistance à plusieurs pays dans l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies et de feuilles de route en matière d'agriculture numérique. Il s'agit de créer des capacités et d'identifier des priorités pour faire des investissements dans le domaine du numérique, afin de réaliser les objectifs fixés pour le secteur agricole. L'UIT a collaboré avec la FAO afin d'appuyer l'entrepreneuriat, l'investissement et le commerce dans les zones rurales en Papouasie-Nouvelle-Guinée, ainsi que l'initiative pour les villages intelligents au Niger. L'Union, en coopération avec la FAO, a publié plusieurs rapports appartenant à la série "La cyberagriculture à l'œuvre" sur l'agriculture numérique, notamment sur l'utilisation des technologies numériques et novatrices (telles que la "blockchain", l'intelligence artificielle et les mégadonnées) au service de l'agriculture. De plus, l'UIT a été invitée à devenir membre du comité consultatif du Conseil du numérique pour l'alimentation et l'agriculture, qui aidera les gouvernements à recenser et à exploiter au mieux les possibilités qu'offre le passage au numérique et à instaurer, à élargir et à protéger l'accès des agriculteurs aux technologies numériques. Dans ce contexte, le Guyana a accueilli l'Atelier régional UIT/FAO sur l'élaboration d'une stratégie en matière de cyberagriculture pour les Caraïbes en 2018, en collaboration avec l'Union des télécommunications des Caraïbes (CTU). L'UIT et la FAO ont également organisé deux éditions du Forum consacré aux solutions de cyberagriculture en Asie et dans le Pacifique, respectivement en 2018 et en 2020.

En février 2018, un hackathon UIT-FAO *#HackAgainstHunger* pour les Caraïbes a été organisé avec l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), afin de recenser et d'appuyer l'utilisation de solutions innovantes utilisant les TIC dans le but de résoudre les principaux problèmes qui se posent dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture. Cette manifestation comprenait deux hackathons locaux, tenus l'un en Jamaïque et l'autre à Trinité-et-Tobago. La Jamaïque a remporté la manifestation régionale et a ensuite concouru lors du Hackathon mondial organisé à Genève dans le cadre du volet thématique spécial de l'édition 2018 du Forum du SMSI, et l'a remporté.

En 2020, l'UIT et la FAO ont mené une étude en vue de l'élaboration d'une stratégie en matière de cyberagriculture pour le Chili. La même année, les deux organisations ont élaboré un rapport conjoint intitulé "Status of Digital Agriculture in 18 Countries of Europe and Central Asia" (*État des lieux de l'agriculture numérique dans 18 pays d'Europe et d'Asie centrale*). En 2021, l'UIT et la FAO ont organisé un concours sur l'excellence dans le domaine de l'agriculture numérique en Europe et en Asie centrale, afin de renforcer une culture de l'innovation numérique dans le domaine de l'agriculture. Plus de 500 parties prenantes ont été identifiées et 200 ont été mobilisées dans le cadre du concours. Un rapport répertoriant les 171 pratiques éligibles ainsi qu'un rapport sur l'excellence dans le domaine de l'agriculture numérique, axé sur les tendances, les défis et les possibilités des technologies en matière d'agriculture numérique en Europe et dans la CEI, ont été élaborés. En 2021, l'UIT, en collaboration avec la FAO, s'est appuyée sur le [Guide sur les stratégies en matière de cyberagriculture](https://www.itu.int/en/ITU-D/ICT-Applications/Pages/e-agriculture-strategies.aspx) pour mettre au point les stratégies nationales du Costa Rica et du Honduras en matière de cyberagriculture. En outre, l'UIT et la FAO ont collaboré dans la région des États arabes pour élaborer un programme de renforcement des capacités afin d'aider les pays à mettre au point leurs stratégies nationales en matière de cyberagriculture sur la base de ce kit pratique. Une étude de référence sur l'agriculture numérique dans 47 pays a été entreprise en collaboration avec la FAO, en vue de dresser l'état des lieux de l'agriculture numérique en Afrique et de recenser les méthodes envisageables pour renforcer ce domaine.

Biens publics numériques

L'UIT fournit des orientations sur l'adoption d'une approche faisant intervenir toutes les entités publiques, afin d'investir dans une infrastructure numérique partagée susceptible d'accélérer le développement des services numériques à moindre coût et d'accroître les retours sur investissement. Ce travail comprend notamment la fourniture d'un appui sur la manière de coordonner les investissements afin de garantir disponibilité de biens publics numériques pour permettre la transformation numérique, en vue de la réalisation des ODD. Une présentation d'une approche faisant intervenir toutes les entités publiques figurait dans le rapport de 2019 intitulé *[Cadre d'investissement numérique au service des ODD](https://www.itu.int/pub/D-STR-DIGITAL.02-2019/fr)*, publié conjointement avec l'Alliance Digital Impact (DIAL).

|  |
| --- |
| Initiatives régionalesRégion Afrique– Le projet conjoint UIT-OMS "*Utiliser les services de santé numérique pour accélérer la réalisation des ODD se rapportant à la santé dans la région Afrique*" a été lancé afin d'aider les pays à utiliser pleinement et durablement les TIC pour la fourniture des services de santé. Il améliore la santé des personnes et permet de vivre en bonne santé et de promouvoir le bien-être dans la région Afrique.– Un atelier sur la mise au point de cyberapplications a eu lieu en novembre 2019 en vue d'identifier les difficultés rencontrées lors de la mise au point de cyberapplications et de proposer des solutions pour réussir à franchir les étapes entre la phase d'idéation des cyberapplications et leur mise sur le marché en région Afrique.– En 2020, une évaluation de référence a été préparée en vue de faciliter l'inclusion financière numérique et les services publics numériques pour l'Éthiopie. Cette évaluation souligne la nécessité d'améliorer la connectivité numérique, de renforcer les capacités et de consolider les politiques générales, autant d'éléments indispensables à la transformation numérique.– Dans le cadre de l'Accord portant création de la zone de libre‑échange continentale africaine, une évaluation de référence destinée à appuyer les paiements numériques transfrontières a été faite.– En collaboration avec la FAO, une étude sur l'agriculture numérique a été réalisée dans le but d'évaluer l'environnement de l'agriculture numérique en Afrique et de suggérer des domaines d'amélioration possibles.– En s'appuyant sur les efforts collaboratifs du BDT, de l'Estonie, de GIZ (Allemagne) et de l'Alliance Digital Impact visant à accélérer la transformation numérique et la généralisation des services publics numériques en vue d'atteindre les ODD à l'horizon 2030, la Direction générale des partenariats internationaux de l'UE et le pôle pour le numérique au service du développement se sont joints à l'initiative pour la Corne de l'Afrique dans le but d'élaborer une stratégie pour les services publics numériques ainsi qu'une plate-forme intégrée au profit des pays concernés.Région Amériques– En 2018, l'UIT a travaillé en collaboration avec l'OMS pour élaborer la "Stratégie nationale du Guyana en matière de cybersanté" en utilisant le kit pratique OMS‑UIT pour ce faire.– En 2019, la semaine de l'innovation en matière de TIC dans la région des Amériques, placée sous le thème des *communautés rurales intelligentes*, s'est déroulée en Uruguay. On s'est penché sur l'adoption et l'utilisation de nouvelles technologies en vue de créer un secteur de l'agriculture responsable, pour favoriser l'établissement de futures communautés rurales intelligentes.– En 2019, une proposition de plan national en matière de cyberagriculture pour le Chili a été mise au point.– En 2021, en coopération avec la FAO, le BDT a commencé à élaborer une proposition de stratégie nationale en matière de cyberagriculture à l'intention du Costa Rica et du Honduras.Région Asie-Pacifique– En partenariat avec la FAO, le BDT a appuyé l'élaboration d'une stratégie en matière de cyberagriculture au Cambodge, en Mongolie, ainsi que dans les provinces du Sepik oriental et du Sepik occidental de Papouasie-Nouvelle-Guinée. Les travaux correspondants portaient sur la mise en œuvre d'applications mobiles de cyberagriculture en Papouasie-Nouvelle Guinée, une évaluation de l'état de la cyberagriculture au Bangladesh et le renforcement des capacités humaines en Papouasie-Nouvelle Guinée et en Mongolie. Ces travaux ont également abouti à la mise en place d'un projet commun des Nations Unies, dirigé par la FAO et dédié à l'appui à l'agriculture dans des zones de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, et à la mise en œuvre du projet "Support to Rural Entrepreneurship, Investment and Trade in Papua New Guinea (STREIT PNG)" (Appui à l'entrepreneuriat, à l'investissement et au commerce en zone rurale en Papouasie-Nouvelle-Guinée).– Dans le domaine des services publics numériques, l'UIT a fourni une assistance à la Papouasie-Nouvelle-Guinée et Vanuatu concernant le renforcement de leurs cadres de services publics numériques en vue d'adopter une approche faisant intervenir toutes les entités publiques. Le BDT a aidé le Bhoutan à élaborer un tableau de bord des services publics numériques pour le Bureau du Premier Ministre et, aux Tonga, a évalué le centre de données gouvernemental en 2021.– En 2021, le BDT, en partenariat avec la FAO, a poursuivi son travail de promotion de l'application des technologies numériques à l'agriculture grâce à la série d'études de cas intitulée "La cyberagriculture à l'œuvre" ([Les mégadonnées au service de l'agriculture](https://www.itu.int/en/ITU-D/ICT-Applications/Documents/Publications/Big%20Data%20for%20Agriculture.pdf), *Intelligence artificielle au service de l'agriculture, Blockchain au service de l'agriculture, etc.)*.– Durant le Forum de 2018 sur les solutions de cyberagriculture et l'édition de 2020 du Forum sur les solutions numériques pour l'agriculture, organisés tous les deux ans, le BDT a présenté des données d'expérience sur l'utilisation de technologies innovantes pour atteindre les objectifs en matière d'agriculture.– En juin 2021, l'initiative pour les villages intelligents a été lancée conjointement avec le Ministère des technologies de l'information et des télécommunications, le Fonds de service universel du Pakistan et Huawei au Pakistan. L'Internet Society, les entreprises du secteur privé et les organisations du système des Nations Unies ont appuyé l'initiative afin de garantir la participation de la communauté et l'intégration du principe de l'égalité hommes-femmes, tout en établissant des liens avec divers services du secteur. |

|  |
| --- |
| – En 2021, le BDT et le Gouvernement de Vanuatu ont lancé le programme des îles intelligentes à Vanuatu, qui a été adopté par le gouvernement et a attiré des partenaires tels que le Ministère australien de l'infrastructure, des transports, du développement régional et des communications et le FENU. Plus de 10 Membres de l'UIT de la région Asie-Pacifique (Fidji, Kiribati, Maldives, États fédérés de Micronésie, République des îles Marshall, Nauru, Papouasie-Nouvelle‑Guinée, Samoa, Tonga, Tuvalu et Vanuatu) ont manifesté leur intérêt pour le programme. Le BDT a organisé une séance d'information à l'intention des ambassadeurs des pays du Pacifique intitulée "Îles intelligentes: Apporter l'expérience du numérique aux populations du Pacifique pour soutenir la reprise socio-économique après le COVID‑19" à New York, en septembre 2021, en collaboration avec l'UNOPS et le Bureau du Haut-Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement.– En 2021, l'UIT a aussi collaboré avec les équipes de pays des Nations Unies pour le Pacifique afin de mettre en place, au titre du Fonds pour les ODD de l'ONU, deux programmes conjoints, portant sur les politiques numériques et les îles intelligentes pour 10 pays du Pacifique.– En Thaïlande, l'UIT, en coordination avec le Bureau du coordonnateur résident des Nations Unies, l'UNESCO et l'UNICEF, a entrepris une étude visant à examiner l'état de la fracture numérique en Thaïlande et à déterminer les principaux facteurs infrastructurels ayant une incidence sur l'accès au cyberapprentissage et aux autres technologies numériques, et sur leur adoption, dans les écoles en 2020. L'étude a fourni des renseignements qui permettront aux décideurs de réduire la fracture numérique dans les écoles de Thaïlande.Région de la CEI– L'UIT a élaboré un cours de formation multimédia spécialisé en langue russe sur la cybersanté à l'intention des médecins et des professionnels des TIC travaillant avec des équipements médicaux. L'UIT a également organisé des sessions de formation en ligne à l'intention du Bélarus, du Kazakhstan, du Kirghizistan, de l'Ukraine et de l'Ouzbékistan et, au total, 128 spécialistes ont suivi ces formations.– L'UIT a élaboré des Recommandations techniques sur les solutions techniques modernes appliquées à la conception de systèmes de cybersanté, y compris de réseaux de télémédecine.– Entre 2018 et 2021, l'UIT s'est employée à élaborer une plate-forme régionale pour les start-ups d'Eurasie centrale, qui constituait au départ un mécanisme de coordination souple entre les parcs et les écosystèmes des TIC dans la CEI et les pays voisins. En 2021, elle est devenue une plate-forme en ligne utilisée à grande échelle et conçue pour favoriser la création de start-ups et de PME travaillant dans les domaines de la santé numérique, de l'agriculture et des villes intelligentes. L'édition de 2021 de la manifestation annuelle consacrée à la plate-forme pour les start-ups d'Eurasie centrale a rassemblé 350 participants représentant des start-ups, des pôles technologiques, des sociétés d'investissement en capital-risque et des organismes publics de 16 pays de la région de la CEI et de pays voisins.– En 2020 et 2021, l'UIT a publié un Guide sur l'écosystème des start-ups et dispensé une série de formations en ligne visant principalement à faciliter l'arrivée des start‑ups sur les marchés des pays voisins. Plus de 70 start-ups d'Arménie, du Kirghizistan, du Tadjikistan et de l'Ouzbékistan ont bénéficié de ces formations. En juin 2021, l'UIT a organisé une Journée des entreprises, pour aider les start‑ups à lever des fonds et 73 start-ups de 8 pays y ont participé.– Les villes intelligentes et durables sont devenues l'un des domaines prioritaires pour les États Membres de l'UIT de la région de la CEI. En effet, le Bélarus a accueilli une manifestation phare annuelle, le Forum régional sur les villes intelligentes et durables, une manifestation conjointe de l'UIT-D et de l'UIT-T. En 2018, l'UIT a mené, conjointement avec le Gouvernement de Moscou, une étude de cas intitulée "Mise en œuvre des normes internationales de l'UIT-T pour édifier des villes intelligentes et durables: le cas de Moscou" et a commencé à travailler sur un projet conjoint consacré à l'analyse comparative des villes intelligentes.– L'UIT a élaboré, conjointement avec le Ministère des communications et de l'informatisation du Bélarus, un projet pilote visant à mettre en place une école intelligente à Polotsk, cité historique du Bélarus. L'objectif de ce projet pilote était de montrer comment déployer les technologies pour les villes intelligentes dans une petite ville et contribuer à réduire la fracture numérique.Région Europe– Un atelier sur la manière d'améliorer la vie humaine grâce aux services en ligne a été organisé à Genève. Les participants ont débattu des technologies et des services émergents, y compris l'intelligence artificielle et l'accessibilité des TIC.– La coopération entre l'UIT et la FAO a été renforcée lors d'une séance spéciale sur les stratégies numériques dans le secteur agricole, organisée à ITU Telecom World 2019 en Hongrie.– Une manifestation dédiée à l'échange de connaissances sur la promotion des écosystèmes de start-up dans le domaine des services électroniques s'est tenue à Prague (République tchèque).– Un rapport régional sur l'état des lieux de l'agriculture numérique dans 18 pays d'Europe et d'Asie centrale a été élaboré afin de dresser un bilan des progrès accomplis et d'identifier les pays nécessitant un appui technique.– Le BDT a appuyé la FAO dans la fourniture d'une assistance à l'Albanie, la Turquie et la Bosnie‑Herzégovine aux fins de l'élaboration d'une stratégie nationale en matière de cyberagriculture.– En 2021, l'UIT et la FAO ont élaboré un guide sur l'agriculture numérique pour les pays candidats.– Le BDT et la FAO ont organisé un concours sur l'excellence dans le domaine de l'agriculture numérique en Europe et en Asie Centrale, afin de promouvoir une culture de l'innovation numérique dans le domaine de l'agriculture. Plus de 500 parties prenantes ont été identifiées, et 200 ont été mobilisées dans le cadre du concours. Un rapport répertoriant les 171 pratiques éligibles ainsi qu'un rapport sur l'excellence dans le domaine de l'agriculture numérique, axé sur les tendances, les défis et les possibilités des technologies en matière d'agriculture numérique en Europe et dans la CEI, ont été élaborés.– Le projet de pôle de connaissances au service de la santé sur mobile pour l'Europe mené par l'UIT, l'OMS et l'UE a joué un rôle central pour recueillir et partager des données d'expérience nationales dans le domaine de la santé sur mobile et d'aider les pays et les régions à mettre en place des programmes de santé sur mobile de grande envergure.– Depuis 2020, l'initiative GOVSTACK de l'UIT, de l'Estonie, de l'Allemagne et de Dial constitue le principal outil pour aider les pays à accélérer la transformation numérique ainsi que le passage au numérique des services d'administration publique de manière à atteindre les Objectifs de développement durable d'ici à 2030. |

|  |
| --- |
| COMMISSIONS D'ÉTUDESEn 2019, le [produit annuel intitulé "Créer des villes intelligentes selon une approche globale"](https://www.itu.int/oth/D0717000002/) ([Question 1/2](https://www.itu.int/net4/ITU-D/CDS/sg/rgqlist.asp?lg=1&sp=2018&rgq=D18-SG02-RGQ01.2&stg=2): *Création de villes et sociétés intelligentes: utilisation des TIC pour un développement socio-économique durable*) a été publié. Il contient un exemple d'architecture d'une ville intelligente, élaboré sur la base de concepts clés précis, ainsi qu'un résumé d'une sélection d'études de cas de pays sur les villes intelligentes. Un autre produit intitulé "Applications verticales dans les villes intelligentes" a été publié, présentant les applications et services verticaux reposant sur une couche horizontale commune, afin de permettre l'intégration et l'interaction efficace des différents secteurs des villes intelligentes.Plusieurs manifestations ont été organisées parallèlement à la réunion de la Commission d'études 2 de l'UIT-T (Question 2/2: *Les télécommunications/TIC au service de la cybersanté*), parmi lesquelles un [atelier sur les nouvelles technologies de communication au service de la cybersanté et des questions socio-économiques](https://www.itu.int/en/ITU-D/Study-Groups/2018-2021/Pages/meetings/session-Q2-2-oct19.aspx) tenu en octobre 2019, qui a été l'occasion d'étudier des exemples de nouvelles technologies au service de la cybersanté et de débattre des difficultés que pose une adoption à grande échelle. Un [webinaire sur les nouvelles solutions de cybersanté pour lutter contre les pandémies en utilisant les TIC](https://www.itu.int/en/ITU-D/Study-Groups/2018-2021/Pages/meetings/Webinars/2020/Q2-2-july06.aspx), organisé en juillet 2020, a permis de se pencher sur les cas d'utilisation des nouvelles solutions de santé numérique et a formulé des recommandations spécifiques. Les informations échangées ainsi que les enseignements tirés durant ces manifestations ont été utilisés pour alimenter le [rapport final sur la Question 2/2](https://www.itu.int/en/myitu/Publications/2021/10/01/08/03/Telecommunications-and-ICTs-for-eHealth). |

# 6 Télécommunications d'urgence – Construire des infrastructures TIC résilientes face aux catastrophes afin de réduire le nombre de victimes et les pertes économiques

Lignes directrices, publications et rapports de l'UIT

En mars 2020, le BDT a organisé un atelier en ligne pour lancer les [Lignes directrices relatives à l'élaboration de plans nationaux pour les télécommunications d'urgence](https://www.itu.int/en/ITU-D/Emergency-Telecommunications/Documents/2020/NETP-guidelines.pdf). Ces lignes directrices visent à aider les décideurs et les autorités nationales de régulation à élaborer un plan national pour les télécommunications d'urgence précis, souple et accessible selon une approche multi‑parties prenantes. Ce travail comprend la mise en place de politiques et procédures nationales, ainsi que d'un cadre pour appuyer et permettre l'utilisation sans interruption de réseaux, services et plates-formes TIC fiables et résilients pour la gestion des catastrophes.

En mars 2020, le BDT a lancé le "[Guide sur les exercices de simulation sur les télécommunications d'urgence](https://www.itu.int/en/ITU-D/Emergency-Telecommunications/Documents/Publications/2020/TTX_Guide.pdf)", qui a été élaboré en collaboration avec le Réseau des télécommunications d'urgence (ETC) du Programme alimentaire mondial. Le guide aide les États Membres et les acteurs nationaux de la gestion des catastrophes à planifier, concevoir et mener des exercices de simulation, ce qui permet aux parties prenantes de tester et d'améliorer les plans, politiques et procédures en matière de télécommunications d'urgence. Il aide les pays à vérifier si l'on dispose des réseaux, des capacités redondantes de communication, du personnel et des autres systèmes de télécommunication pour faire face à une urgence.

Face à la crise mondiale due au COVID-19, l'UIT a publié l'édition 2020 du "[Guide sur l'élaboration d'un plan d'urgence fondé sur les télécommunications/TIC pour faire face aux pandémies](https://www.itu.int/dms_pub/itu-d/opb/hdb/D-HDB-GUIDELINES.03-2020-PDF-E.pdf)".Ce guide porte sur la fourniture des services de télécommunication/TIC et la continuité des activités dans le cadre précis d'une pandémie, à l'instar de la pandémie de COVID-19. Il présente une série de mesures que les pays peuvent prendre pour se préparer à ce type d'urgence, les anticiper et être prêts à y faire immédiatement face en garantissant la continuité des réseaux et la fourniture des services. L'infrastructure des télécommunications/TIC comprend les réseaux fixe, mobile, par satellite, de Terre, WiFi et toutes les autres technologies prenant en charge des services large bande et de radiodiffusion.

Le BDT a publié l'édition 2020 de la publication intitulée "[Les femmes, les TIC et les télécommunications d'urgence: perspectives et contraintes](https://www.itu.int/en/ITU-D/Emergency-Telecommunications/Documents/events/2020/Women-ICT-ET/Full-report.pdf)", élaborée conjointement avec le Réseau ETC du Programme alimentaire mondial. Le rapport décrit les facteurs à l'origine de la fracture numérique entre les hommes et les femmes et de la vulnérabilité croissante des femmes et des jeunes filles avant, pendant et après une catastrophe. Elle présente des bonnes pratiques et des exemples d'utilisation des TIC pour renforcer l'égalité hommes-femmes dans la gestion des risques de catastrophe, notamment moyennant l'utilisation de technologies nouvelles et émergentes, et identifie les domaines prioritaires pour la suite des travaux. Ce rapport a été lancé en août 2020 à l'occasion du Dialogue de haut niveau du Forum du SMSI sur le thème "[Les femmes et les télécommunications d'urgence: garantir l'égalité hommes-femmes dans la mise en place de la résilience en cas de catastrophe](https://www.itu.int/en/ITU-D/bdt-director/Pages/News.aspx?ItemID=228)". Afin de suivre les améliorations apportées afin de promouvoir l'égalité hommes-femmes dans la gestion des catastrophes, l'UIT a organisé un webinaire en ligne intitulé "[Promouvoir l'égalité hommes-femmes au service de l'utilisation des TIC dans la gestion des catastrophe](https://www.itu.int/en/ITU-D/Emergency-Telecommunications/Pages/Promoting-gender-equality-for-the-use-of-ICTs-in-Disaster-Management-.aspx)*[s](https://www.itu.int/en/ITU-D/Emergency-Telecommunications/Pages/Promoting-gender-equality-for-the-use-of-ICTs-in-Disaster-Management-.aspx)*", le 8 mars 2021. Cette manifestation a permis de présenter des données d'expérience réelles sur la façon dont les femmes ont utilisé les technologies pour lutter contre le COVID-19 et sur la manière dont elles ont pu contribuer à la résilience face à une catastrophe au sein de leur communauté. Elle a permis de réfléchir à des moyens de permettre à davantage de femmes d'avoir accès aux TIC et de les utiliser pour sauver des vies. Elle a mis en évidence la manière dont les pouvoirs publics, les organisations humanitaires internationales et nationales et les entités du secteur privé dans le domaine des TIC ont mis davantage l'accent sur la question de l'égalité hommes-femmes et sur les considérations relatives aux femmes dans les cadres stratégiques et dans l'affectation des ressources dans le contexte des TIC au service de la gestion des catastrophes.

Un rapport intitulé "[Les technologies de rupture et leur utilisation pour la réduction des risques et la gestion des catastrophes](https://www.itu.int/en/ITU-D/Emergency-Telecommunications/Documents/2019/GET_2019/Disruptive-Technologies.pdf)" a été publié à l'occasion du Forum mondial sur les télécommunications d'urgence (GET-19) qui a eu lieu en mars 2019 à Balaclava (Maurice). Les nouvelles technologies de rupture, telles que l'intelligence artificielle, l'Internet des objets et les mégadonnées, ainsi que les innovations dans des champs comme la robotique et la technologie des drones transforment de nombreux domaines et améliorent la résilience et la gestion des catastrophes, ainsi que la réduction des risques. Ce rapport faisait suite à des demandes formulées par les États Membres de l'UIT en vue d'identifier les technologies pertinentes et de faciliter les échanges de bonnes pratiques.

Systèmes et plates-formes d'alerte avancée multirisques

Un système d'alerte avancée multirisques est capable de traiter différents risques ou événements de même type ou de différente nature dans des situations où des catastrophes peuvent se produire de manière isolée, simultanée, cumulative ou en cascade au fil du temps, en tenant compte des effets d'interdépendance potentiels. L'UIT encourage l'élaboration et l'utilisation de ces systèmes au moyen d'activités de sensibilisation, de projets de pays et de formations, et encourage l'utilisation de certaines technologies et plates-formes, comme le protocole d'alerte commun (CAP), et de la Recommandation de l'UIT.

En 2018, l'UIT a renforcé la préparation aux catastrophes en [Zambie](https://www.itu.int/en/ITU-D/Emergency-Telecommunications/Pages/EWS_ZAMBIA.aspx) en mettant en place plusieurs systèmes d'alerte avancée. L'UIT et l'Autorité des technologies de l'information et de la communication de la Zambie (ZICTA) ont conclu un accord de coopération visant à cofinancer un projet relatif à la mise en place de deux systèmes d'alerte avancée dans deux communautés sur l'île de Mbeta et dans le village de Kasaya. Ces systèmes permettent de diffuser des alertes sur les inondations et les catastrophes imminentes aux communautés qui vivent à proximité du fleuve principal. Ils sont utilisés pour la sécurité du public et facilitent l'échange d'informations entre les communautés locales et les organismes publics.

Dans le cadre de ses travaux sur les systèmes d'alerte avancée multirisques, l'UIT continue de promouvoir l'utilisation du protocole d'alerte commun (CAP), qui a été adopté dans le cadre de la [Recommandation UIT-T X.1303](https://www.itu.int/en/ITU-D/Emergency-Telecommunications/Documents/2020/T-REC-X.1303bis-201403-.pdf%22%20%5Ct%20%22_blank). Il s'agit d'un format simple mais général pour échanger, sur tout type de réseau, des alertes d'urgence pour tous les risques et des alertes destinées au public, en permettant de diffuser simultanément un message d'alerte cohérent sur un grand nombre de systèmes d'alerte différents, ce qui augmente l'efficacité de l'alerte tout en simplifiant la tâche d'alerte. Dans ce contexte, le protocole d'alerte commun permet aux autorités de diffuser des alertes rapides ou des avertissements au profit de toutes les populations et les communautés exposées à un risque, avec une portée mondiale grâce à l'utilisation de différentes technologies. Entre 2018 et 2021, l'UIT a dispensé des formations sur ce protocole à plusieurs pays et régions, notamment les États arabes, dans le cadre d'ateliers régionaux organisés en [2019](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/ArabStates/Pages/Events/2019/ICT4DRR/DRR.aspx) et [2020](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/ArabStates/Pages/Events/2020/CAP/CAP.aspx). L'UIT a accueilli l'[édition de 2020 de l'atelier sur la mise en œuvre du protocole d'alerte commun](https://preparecenter.org/initiative/common-alerting-protocol-implementation/common-alerting-protocol-workshop-2020/%22%20%5Ct%20%22_blank), qui s'est tenu en septembre 2020.

Le Bureau régional de l'UIT pour les États arabes, en collaboration avec l'Autorité de régulation des télécommunications (TRA) du Sultanat d'Oman, a organisé un atelier de formation sur le Protocole d'alerte commun (PAC) en juillet 2021. Cet atelier a mis en lumière les avantages que revêt l'utilisation du Protocole d'alerte commun (PAC) pour permettre aux autorités nationales de diffuser rapidement des avertissements ou des alertes précoces à toutes les personnes et les communautés menacées. L'atelier a réuni plus de 110 participants issus du secteur des TIC d'Oman, du Comité national de gestion des catastrophes, d'ONG nationales, d'organisations météorologiques et d'entités publiques et privées intervenant dans la gestion des catastrophes à Oman, ainsi que d'établissements universitaires.

En 2020, pour renforcer encore les systèmes d'alerte avancée multirisques, le BDT a noué un partenariat avec le Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes (UNDRR), l'Organisation météorologique mondiale (OMM), la Commission océanographique intergouvernementale (COI) de l'UNESCO et les Unions de radiodiffusion mondiales, en vue d'élaborer un projet intitulé "Les médias sauvent des vies. Ce projet a renforcé les capacités des organes de presse audiovisuelle et le rôle qu'ils jouent dans la chaîne d'alerte avancée, en leur permettant de diffuser des messages d'alerte précoce de manière précise et rapide, avant et pendant les catastrophes. Des formations ont été dispensées aux diffuseurs des stations de radiodiffusion sonore et télévisuelle. En 2021, 675 professionnels des médias dans 30 pays de 4 continents (Afrique, Asie, Caraïbes et Pacifique) et 46 organismes de télévision et de radiodiffusion ont reçu une formation pour être à même de diffuser des informations fiables et des alertes précoces aux personnes menacées.

En avril 2021, le BDT, en partenariat avec la Fédération internationale des Sociétés de la Croix‑Rouge et du Croissant-Rouge et l'Organisation météorologique mondiale, a lancé un Appel à l'action pour les alertes d'urgence. L'Appel à l'action a été lancé à l'occasion d'une manifestation qui s'est déroulée en avril 2021 durant les Semaines des partenariats humanitaires de 2021. Cet Appel à l'action vise à inviter tous les partenaires à appuyer les pays dans la mise en œuvre du protocole d'alerte commun, afin qu'ils puissent en tirer parti. Afin de donner suite à l'Appel à l'action pour les alertes d'urgence, l'UIT et la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge ont apporté leur concours à l'Organisation météorologique mondiale (OMM) pour la création d'un service d'assistance sur le Protocole d'alerte commun (PAC), qui appuie la mise en œuvre du Protocole PAC à l'échelle nationale au moyen de renseignements, de méthodes et d'outils destinés à promouvoir la coordination et à créer une communauté chargée d'appuyer la mise en œuvre du Protocole PAC à l'échelle mondiale. Le service d'assistance sur le Protocole PAC contribue dans une large mesure aux efforts déployés par l'OMM pour créer le dispositif d'alerte multirisque mondial (GMAS), auquel l'UIT participe également. Le premier atelier consacré au service d'assistance a eu lieu en septembre 2021.

Plans nationaux pour les télécommunications d'urgence

Depuis 2018, et compte tenu des [lignes directrices mondiales pour les plans nationaux pour les télécommunications d'urgence](https://www.itu.int/en/ITU-D/Emergency-Telecommunications/Documents/2020/NETP-guidelines.pdf) (NETP), des plans NETP ont été fournis à la République dominicaine, au Guatemala, à la Bolivie, au Vanuatu, au Samoa, à la Papouasie‑Nouvelle-Guinée, à Sainte-Lucie, à la Somalie, au Soudan, à la Dominique, à la Grenade et à l'Équateur. En 2021, le BDT a continué de fournir une assistance aux pays suivants en vue d'élaborer leur plan national pour les télécommunications d'urgence: Afghanistan, îles Salomon et Fidji. Plusieurs réunions en ligne ont été organisées au niveau national en vue de veiller à ce que ces plans soient élaborés selon les lignes directrices de l'UIT et une approche multi-parties prenantes faisant intervenir les différentes organisations travaillant dans le domaine de la gestion des catastrophes. Cela comprenait les autorités nationales chargées de la gestion des catastrophes, les organisations s'occupant des questions météorologiques et hydrologiques, les organismes humanitaires, les acteurs des TIC des secteurs public et privé, les établissements universitaires, les médias, la société civile et les autorités des douanes.

Afin d'atteindre la cible 3.5 des buts stratégiques de l'UIT ("D'ici à 2023, tous les pays devraient avoir un plan national pour les télécommunications d'urgence dans le cadre de leurs stratégies nationales et locales de réduction des risques de catastrophe") et d'aider les pays à élaborer des plans NETP, l'UIT a entrepris plusieurs évaluations de référence au niveau régional, en vue de recenser les lois, réglementations et politiques nationales existantes qui régissent les télécommunications d'urgence. Ces évaluations ont permis d'apprécier les niveaux de maturité et de préparation de chaque pays concernant la résilience du secteur des télécommunications et de déterminer la manière dont l'UIT peut soutenir les efforts des pays en ce qui concerne l'atténuation et la gestion des risques de catastrophe. En 2021, trois évaluations régionales ont été effectuées dans les États arabes, dans les îles du Pacifique et dans la région Amériques, y compris les îles des Caraïbes.

Appui fourni par l'UIT en matière d'intervention en cas de catastrophe

Entre 2018 et 2021, l'UIT a fourni un appui à [plusieurs pays](https://www.itu.int/en/ITU-D/Emergency-Telecommunications/Pages/Response.aspx) frappés par des catastrophes naturelles, notamment aux pays suivants: Bahamas, Mozambique, Papouasie‑Nouvelle‑Guinée, îles Salomon, Tonga, Vanuatu, Zimbabwe, Fidji, Haïti et Philippines. L'appui fourni par l'UIT comprenait le déploiement d'équipements de télécommunication par satellite et de personnel, dans le but de mettre en place une connectivité pour aider les pays à rétablir des liaisons de télécommunication vitales et de mettre en avant l'importance des équipements de télécommunication d'urgence. Lors des catastrophes survenues à Fidji (2020), à Haïti (2021) et aux Philippines (2021), l'UIT et le Réseau des télécommunications d'urgence ont pu utiliser la [Carte de connectivité en cas de catastrophe](https://www.itu.int/en/ITU-D/Emergency-Telecommunications/Pages/Disaster-Connectivity-Maps.aspx%22%20%5Cl%20%22%3A~%3Atext%3D%E2%80%8BDisaster%20Connectivity%20Maps%20is%2Cbefore%20and%20after%20a%20disaster.) (DCM) et en tirer parti pour contribuer à la planification des mesures d'intervention et à l'identification des insuffisances en matière de connectivité dans les zones sinistrées. La Carte DCM, qui est appuyée par la GSMA, a aidé les premiers secours à déterminer l'état de l'infrastructure de réseaux de télécommunication, la couverture et la qualité de fonctionnement avant et après la catastrophe, afin de fournir des orientations sur les besoins en matière de connectivité.

Afin d'élargir la portée des travaux de l'UIT dans le domaine des télécommunications d'urgence et d'appuyer et d'améliorer la coordination avec le secteur des télécommunications par satellite et les organismes humanitaires, l'UIT a adhéré en 2019 à la [Charte de connectivité en cas de crise](https://news.itu.int/why-itu-is-joining-the-crisis-connectivity-charter-doreen-bogdan-martin/), en tant que l'un des principaux signataires. Il s'agit d'un mécanisme créé entre le secteur des télécommunications par satellite et l'ensemble des organismes humanitaires, afin de rendre les moyens de communication par satellite plus facilement accessibles pour les partenaires humanitaires et les communautés frappées par des catastrophes. Cette Charte a été élaborée par l'Association pour l'Europe, le Moyen-Orient et l'Afrique des opérateurs de satellites (ESOA) et le Global VSAT Forum (GVF) et leurs membres, en coordination avec le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) des Nations Unies et le Réseau des télécommunications d'urgence du Programme alimentaire mondial.

Afin de répondre à la demande grandissante d'appui pour la fourniture d'équipements et de services de télécommunications d'urgence en cas de catastrophe, l'UIT a créé un fichier interne de fonctionnaires de l'UIT disponibles et qualifiés pour les télécommunications d'urgence. Treize fonctionnaires de l'UIT ont été sélectionnés et suivront une formation sur le déploiement et l'utilisation des équipements de télécommunication du BDT pour leur permettre de faciliter les travaux de l'UIT et de ses partenaires sur le terrain, en assurant la liaison avec les autorités et les acteurs sur place concernant l'importation et les conditions d'octroi de licences pour les équipements de télécommunication. En raison du COVID-19, aucun des candidats inscrits dans le fichier interne n'a été déployé en 2020 et 2021, mais les formations se sont poursuivies.

Renforcement des capacités

L'UIT a poursuivi ses activités de renforcement des capacités et de sensibilisation concernant l'importance de la gestion des catastrophes et les outils TIC disponibles pour la réduction des risques de catastrophe. Plusieurs [manifestations](https://www.itu.int/en/ITU-D/Emergency-Telecommunications/Pages/Events.aspx) relatives à l'utilisation des TIC pour la gestion des catastrophes ont eu lieu entre 2018 et 2021. Au niveau mondial, l'UIT a organisé le 3ème Forum mondial sur les télécommunications d'urgence ([GET-19](https://www.itu.int/en/ITU-D/Emergency-Telecommunications/Pages/Events/2019/GET-2019/default.aspx)) en mars 2019, à l'invitation de l'Autorité des technologies de l'information et de la communication (ICTA) de Maurice. Le Forum GET‑19 avait pour thème "*Innover ensemble pour sauver des vies: l'utilisation des technologies dans la gestion des catastrophes*". Le Forum a attiré environ 180 participants de 36 États Membres, représentant des organisations du secteur public et du secteur privé, à savoir des ministères, des régulateurs, des universités et des instituts de recherche, des organisations humanitaires, des banques de développement, des organisations régionales s'occupant de la gestion des catastrophes, des opérateurs de télécommunication, des entreprises du secteur des TIC et des organisations régionales et internationales.

Parmi les principaux thèmes de discussion, on peut citer l'importance d'envisager les effets potentiels des catastrophes lors de la planification de nouvelles infrastructures TIC; les perspectives qu'offrent la technologie et les TIC au service de la gestion des catastrophes et la nécessité de construire des réseaux plus résilients et des systèmes interopérables aux fins des efforts de coordination des interventions. Les participants au Forum GET-19 ont réaffirmé la nécessité de renforcer la coordination et la coopération à tous les niveaux, l'importance des données et de la confiance, ainsi que la nécessité d'une compréhension collective de toutes les phases de la gestion des catastrophes. Lors du Forum, le principe selon lequel toutes les actions et tous les programmes doivent être centrés sur la population a été renforcé. Le Forum a également mis en évidence les possibilités d'investir dans la phase de préparation en prévision des catastrophes pour sauver des vies.

[Un atelier d'un jour sur le Protocole d'alerte commun (PAC)](https://www.itu.int/en/ITU-D/Emergency-Telecommunications/Pages/Events/2019/GET-2019/CAP-2019-Agenda.aspx) a été organisé en mars 2019, avant le Forum.

Des forums et ateliers régionaux consacrés à l'utilisation des TIC ont eu lieu dans la région Amériques (Caraïbes) en [2018](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/Americas/Pages/EVENTS/2018/20584.aspx) et 2021, dans la [région Europe et dans la région de la CEI en 2019](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/Europe/Pages/Events/2019/WO/Using-ICT-to-save-lives.aspx), et dans la région des États arabes en [2019](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/ArabStates/Pages/Events/2019/ICT4DRR/DRR.aspx) et [2020](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/ArabStates/Pages/Events/2020/CAP/CAP.aspx). Plusieurs de ces manifestations comprenaient un exercice de simulation. Au niveau national, un atelier a été organisé en Tanzanie en [2019](https://www.itu.int/en/ITU-D/Emergency-Telecommunications/Pages/Events/2019/Tanzania/Workshop-Role-ICTs-DRR.aspx) sur l'utilisation des TIC pour la gestion des catastrophes. En collaboration avec l'USTTI (United States

Telecommunications Training Institute), un webinaire public conjoint intitulé "[Renforcer la résilience en cas de catastrophe au moyen des télécommunications d'urgence](https://www.itu.int/en/ITU-D/Emergency-Telecommunications/Pages/Building-Disaster-Resilience-through-Emergency-Telecommunications-in-2020.aspx)" a été organisé en décembre 2020. L'UIT a continué de travailler en collaboration étroite avec les organisations des Nations Unies partenaires, en particulier avec l'Organisation météorologique mondiale (OMM) et le Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes.

Afin de continuer de renforcer les capacités dans le domaine des télécommunications d'urgence, [trois nouveaux modules de formation en ligne](https://www.itu.int/en/ITU-D/Emergency-Telecommunications/Pages/Information-session-and-virtual-launch-online-training-modules.aspx) ont été lancés en janvier 2021 et sont disponibles sur la plate-forme de l'Académie de l'UIT. Ces modules portent sur l'élaboration de plans nationaux pour les télécommunications d'urgence (sur la base des lignes directrices de l'UIT relatives aux plans nationaux pour les télécommunications d'urgence), sur les lignes directrices pour l'organisation d'exercices de simulation théoriques (sur la base du guide élaboré conjointement avec le Groupe ETC) et sur des renseignements concernant la Convention de Tampere et ses avantages.

Le 6 juillet 2021, à l'occasion de la semaine sur le thème des technologies émergentes au service de la connectivité, le BDT et le Groupe spécialisé du TSB de l'UIT sur [l'intelligence artificielle au service de la gestion des catastrophes naturelles (FG-AI4NDM)](https://www.itu.int/en/ITU-T/focusgroups/ai4ndm/Pages/default.aspx) ont organisé une session sur les [technologies de télécommunication émergentes au service de la gestion des catastrophes](https://www.itu.int/en/ITU-D/Conferences/ET/2021/Pages/Programme.aspx), durant laquelle les participants ont examiné les nouvelles applications des technologies émergentes, ou les nouvelles utilisations des technologies existantes, dans le contexte des TIC au service de la gestion des catastrophes. Cette session a également été l'occasion de présenter le concept d'un nouveau recueil d'études de cas et d'un fichier d'experts du domaine que l'UIT pourrait mettre en place, pour connecter les parties prenantes concernées des secteurs public et privé ainsi que les établissements universitaires.

Dans le cadre de l'édition de 2021 du Sommet mondial sur la société de l'information, le BDT et l'OMM ont organisé une session consacrée à la [grande orientation C7 sur la cyberécologie](https://www.itu.int/net4/wsis/forum/2021/fr/Agenda/Session/398) ainsi qu'un [Dialogue de haut niveau](https://www.itu.int/net4/wsis/forum/2021/fr/Agenda/Session/417), en partenariat avec le Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes, l'OMM et les Unions de radiodiffusion mondiales, dont l'objectif principal était de créer un kit pratique destiné aux professionnels des médias qui diffusent des informations sur les catastrophes et la résilience face aux catastrophes.

Le BDT a participé à la septième session du [Comité sur la réduction des risques de catastrophe organisée par la CESAP](https://www.unescap.org/events/2021/committee-disaster-risk-reduction-seventh-session). Le Secrétaire général de l'UIT a prononcé une allocution lors de la séance d'ouverture. Les participants ont examiné les questions concernant: a) l'émergence de risques en cascade et l'extension de l'éventail des risques de catastrophe; b) le développement des cadres de coopération multisectorielle pour gérer les risques en cascade; et c) l'état d'avancement des efforts de coopération régionale.

À l'occasion de la Journée internationale de la prévention des catastrophes, le 13 octobre 2021, l'UIT, en collaboration avec l'UNDRR et la Fédération internationale pour le traitement de l'information (IFIP), a organisé une session sur le thème "[Comment les TIC renforcent-elles la résilience et la sensibilisation dans les pays à risque: les enseignements tirés de la collaboration internationale](https://www.itu.int/net4/wsis/forum/2022/fr/Agenda/Session/106)". Les participants ont discuté de l'importance de la collaboration et des partenariats mondiaux pour faire face aux problèmes environnementaux et renforcer l'engagement en faveur d'un avenir plus sûr et plus durable. La manifestation a été organisée dans le cadre des réflexions TalkX du SMSI.

Carte de connectivité en cas de catastrophe (DCM)

À la suite d'une [proposition](https://www.itu.int/en/ITU-D/Emergency-Telecommunications/Documents/2019/GET_2019/Partnerships-for-Saving-Lives-Disaster-Connectivity-Map-Concept-Note.pdf) présentée lors du Forum GET-19, l'UIT, en coopération avec le Réseau des télécommunications d'urgence (ETC) du PAM, a lancé l'élaboration d'une carte de connectivité en cas de catastrophe. Il s'agit d'une plate-forme de cartographie visant à aider les premiers secours à déterminer l'état de l'infrastructure de télécommunication, la couverture et la qualité de fonctionnement après une catastrophe. Les renseignements contenus dans ces cartes peuvent être utilisés à l'appui des processus décisionnels du personnel d'intervention issu des pouvoirs publics ou des organisations humanitaires sur les emplacements où les réseaux de télécommunications doivent être rétablis. Cette plate-forme est gérée par l'UIT avec l'appui de la GSMA. Un premier prototype de cette carte a été présenté lors d'un [webinaire conjoint UIT/ETC](https://itu.zoom.us/rec/share/flOV1MYUfGGXq6SiDeFXDfuAvPV5gnXjsStpbe4U_vkooKx7J9y6UtVS9uiCobkU.Ic8cp4a7NGcdKMHy).

|  |
| --- |
| Initiatives régionalesRégion Amériques– Un projet pour l'utilisation des TIC dans les situations d'urgence et de catastrophe dans la région des Caraïbes, appelé "[Projet WINLINK 2000](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/Americas/Pages/ACTVTS/PRJ/AMS-PRJ.aspx)", a été élaboré afin d'aider Antigua-et-Barbuda, la Barbade, la Dominique, la Grenade, le Guyana, la Jamaïque et Saint-Kitts-et-Nevis à renforcer leurs capacités en matière de télécommunications d'urgence et à améliorer leurs interventions en cas d'urgence et de catastrophe, afin de sauver des vies. Le projet se fonde sur la coordination entre les organismes de secours d'urgence, les autorités de télécommunication et les associations de radioamateurs en vue d'installer des serveurs Winlink dans les pays bénéficiaires. La première phase de ce projet, qui a démarré en 2018, s'est achevée en 2019, avec la mise en œuvre de projets pilotes dans les pays suivants: République dominicaine, Costa Rica, Guatemala, El Salvador, Honduras, Nicaragua et Panama. En 2021, le réseau Winlink avait été utilisé pour toutes les situations d'urgence depuis sa mise en place.– Dans le cadre du déploiement d'équipements de télécommunication d'urgence aux Bahamas après que l'ouragan Dorian a frappé le pays en septembre 2019, l'UIT a collaboré avec l'Autorité de réglementation des services d'utilité publique et de la concurrence (URCA) et d'autres parties prenantes afin de fournir une connexion Internet et d'autres services de connectivité aux habitants des zones touchées.– En septembre 2017, l'UIT a déployé des équipements de télécommunication d'urgence en Dominique pour appuyer les opérations de secours menées suite au passage destructeur de l'ouragan de catégorie 5 Maria. Le déploiement s'est poursuivi jusqu'en février 2018.– En 2020, l'UIT, en collaboration avec l'Autorité des télécommunications de Trinité‑et‑Tobago (TATT) et l'Union des télécommunications des Caraïbes (CTU), a élaboré un avant-projet ainsi qu'un accord de coopération concernant le Kit pratique "mers intelligentes" pour la résilience face aux catastrophes dans les Caraïbes. Les documents ont été établis sous leur forme finale au premier trimestre de 2021. L'objectif du projet est de préserver la vie des petits pêcheurs des Caraïbes particulièrement vulnérables en améliorant les communications d'urgence en mer.– Depuis 2018, le BDT a travaillé à l'élaboration de l'application "Virtual Vision", qui est une plate-forme de communication en temps réel pour la gestion des catastrophes. Cette application facilite la communication directe et en temps réel avant, durant et après une situation d'urgence ou une catastrophe. Cette application a été testée aux Bahamas début décembre 2019.– Un Forum multi-parties prenantes sur le rôle des télécommunications/TIC dans la gestion des catastrophes et la réduction des risques de catastrophe à l'intention des îles des Caraïbes a été accueilli par la Dominique en décembre 2018. Ce Forum visait à ouvrir la voie à une utilisation accrue des TIC dans la gestion des catastrophes et à répondre aux questions clés liées à l'usage optimal des TIC dans la réduction et la gestion des risques de catastrophe. Quatre pays (Antigua‑et‑Barbuda, Barbade, Guyana et Jamaïque) ont bénéficié de bourses du PAM négociées par le BDT pour assister et participer au Forum et y présenter leurs profils nationaux.– Une consultation en ligne multi-parties prenantes sur l'élaboration d'un plan national pour les télécommunications d'urgence pour Sainte-Lucie a été organisée en juin 2020, en coopération avec le Ministère du logement, de la rénovation urbaine et des télécommunications de Sainte-Lucie. Ce plan a été élaboré en 2020. En outre, des plans nationaux pour les télécommunications d'urgence ont été élaborés pour la Bolivie, le Pérou et l'Équateur.– Le Bureau régional de l'UIT pour la région Amériques a organisé un atelier en ligne sur le rôle des télécommunications/TIC dans la réduction et la gestion des risques de catastrophe dans la région Amériques en septembre 2021. Lors de cet atelier, les participants ont présenté des exposés et mené des discussions sur la manière dont les solutions TIC et les technologies numériques peuvent être exploitées pour la gestion et la réduction des risques de catastrophe. La manifestation a réuni environ 60 participants.– L'UIT a déployé des équipements de télécommunication d'urgence en Haïti pour appuyer les opérations de secours menées suite aux dégâts causés par le tremblement de terre et la tempête tropicale Grace survenus en août 2021.– Avec l'appui d'Indotel et de Marena, un atelier de consultation avec le secteur privé et la société civile sur la gestion intégrale des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) a été organisé en République dominicaine en novembre 2021.– Parallèlement à l'atelier, une base de données couvrant les principaux producteurs d'équipements électriques et électroniques présents sur le marché de la République dominicaine a été constituée. Un rapport complet donnant un complément d'information sur ces producteurs a aussi été établi.Région des États arabes– Une série de formations et d'ateliers ont été organisés sur la réduction des risques de catastrophe et la gestion des catastrophes, ainsi que sur l'utilisation des technologies modernes à des fins de suivi et d'alerte avancée dans la région des États arabes.– En mars 2019, un cadre type a été établi pour les politiques et la réglementation concernant l'utilisation des TIC à des fins de réduction des risques de catastrophe dans la région des États arabes. Le rapport récapitule les données recueillies dans cette région et définit des orientations concernant l'élaboration des politiques et de la réglementation nécessaires pour utiliser les télécommunications/TIC à la gestion des situations d'urgence et des catastrophes dans la région des États arabes.– En novembre 2019, un atelier régional multipartite sur le rôle des télécommunications/TIC dans la réduction et la gestion des risques de catastrophe à l'intention de la région des États arabes a été organisé et a ouvert la voie à un renforcement de l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC) pour la gestion des catastrophes dans la région. Les principales questions relatives à l'utilisation optimale des TIC dans la réduction des risques de catastrophe ont aussi été abordées.– En octobre 2020, le BDT a organisé un atelier en ligne sur les exercices théoriques en matière de TIC, le protocole d'alerte commun (CAP) et la Convention de Tampere sur la gestion des catastrophes dans la région des États arabes. Organisé sur deux jours, cet atelier en ligne a mise en exergue les avantages de l'utilisation du [protocole d'alerte commun (CAP)](https://www.itu.int/en/ITU-D/Emergency-Telecommunications/Documents/2020/T-REC-X.1303bis-201403-.pdf), norme utilisée pour échanger, sur tous les types de réseaux des TIC, des alertes d'urgence pour tous les risques et des alertes destinées au public. Il a aussi permis de découvrir les avantages liés à l'élaboration d'[exercices théoriques](https://www.itu.int/en/ITU-D/Emergency-Telecommunications/Pages/Publications/2020/Guidelines-for-TTX.aspx) et de mieux faire comprendre l'importance de la [Convention de Tampere](https://www.itu.int/en/ITU-D/Emergency-Telecommunications/Pages/TampereConvention.aspx).– En 2020, des plans nationaux pour les télécommunications d'urgence ont été élaborés pour la Somalie et le Soudan.– En juillet 2021, en collaboration avec l'Autorité de régulation des télécommunications du Sultanat d'Oman, l'UIT a organisé un atelier sur la mise en œuvre du Protocole d'alerte commun (PAC).– En mars 2021, l'UIT et l'Organisation des sociétés arabes du Croissant-Rouge et de la Croix-Rouge ont signé un accord-cadre de coopération pour unir leurs efforts et mobiliser des ressources en vue d'améliorer la connectivité et d'interconnecter les centres d'urgence des sociétés et des autorités nationales de tous les États arabes. Un rapport a été établi avant la fin de 2021.– Avant la fin de 2021, le BDT a présenté un rapport d'évaluation technique des TIC sur la manière d'interconnecter l'Organisation des sociétés arabes du Croissant‑Rouge et de la Croix-Rouge et le Centre arabe de préparation aux catastrophes, et d'évaluer les capacités de ces centres en ce qui concerne les télécommunications/TIC.Région Asie-Pacifique– Dans le cadre d'un projet commun avec le Département des communications et des arts (DoCA) de l'Australie, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Samoa, les îles Salomon, Vanuatu et Fidji ont bénéficié d'un appui en vue de consolider la planification des télécommunications d'urgence à l'échelle nationale et de renforcer leurs capacités. Des plans nationaux pour les télécommunications d'urgence ont été élaborés pour ces îles du Pacifique, en consultation avec le Groupe ETC.– Des terminaux de réseau global large bande (BGAN) ont été expédiés aux îles Salomon à la suite du déversement de pétrole au large de l'île Rennell.– Avec l'appui du BDT, les îles Salomon et Vanuatu ont amélioré leur capacité d'intervention en matière de télécommunications d'urgence, laquelle s'est avérée efficace pour faire face à une marée noire ([île Rennell](https://www.itu.int/en/ITU-D/Emergency-Telecommunications/Pages/Response.aspx)) et un cyclone de catégorie 5 ([Harold](https://www.itu.int/en/ITU-D/Emergency-Telecommunications/Pages/Response.aspx)), respectivement.– Dans le cadre du projet portant sur la mise en place une connectivité par satellite et le développement des télécommunications d'urgence dans le Pacifique (2014-2020), neuf pays de la région Asie-Pacifique (États fédérés de Micronésie, Fidji, Kiribati, Nauru, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Tonga, Tuvalu et Vanuatu) ont bénéficié d'un appui avec une connectivité par satellite. Ce projet, signé en 2014, a été mis en œuvre avec les partenaires suivants: ITSO, Intelsat, Inmarsat et Kacific. Les nouvelles capacités de connectivité fournies dans le cadre de ce projet ont permis la prise en charge de cyberapplications dans les écoles, les communautés et les établissements de soins de santé, tout en servant de point de contact essentiel lorsque le cyclone Harold a frappé le Vanuatu en avril 2020. Le BDT a mené une étude visant à évaluer les incidences du projet, qui a confirmé la demande concernant ces services, ainsi que l'importance de la connectivité par satellite dans les zones isolées et de l'infrastructure numérique pour la résilience, la réduction des risques de catastrophe et la fourniture de cyberapplications dans le Pacifique. Un article d'opinion sur le thème "[mise en place d'une connectivité par satellite et développement des capacités de télécommunications d'urgence dans le Pacifique"](https://www.satelliteevolutiongroup.com/magazines/Americas-August2020/index-h5.html?page=1" \l "page=20) et un article de blog intitulé ["L'UIT et Kacific unissent leurs forces pour stimuler les télécommunications d'urgence et le développement des TIC au Vanuatu](https://news.itu.int/itu-and-kacific-join-forces-to-boost-emergency-telecoms-and-ict-development-in-vanuatu/)" ont été publiés en 2020, soulignant l'appui de l'UIT en faveur des télécommunications d'urgence dans le Pacifique. |

|  |
| --- |
| COMMISSIONS D'ÉTUDESEntre 2018 et 2020, trois manifestations ont été organisées conjointement avec le Groupe du Rapporteur pour la Question 5/2 (Utilisation des télécommunications/technologies de l'information et de la communication pour la réduction et la gestion des risques de catastrophe) de la Commission d'études 2. La première manifestation, organisée en 2018 sur le thème "*[Évolution technologique, exercices TIC et entraînement à la gestion des catastrophes](https://www.itu.int/en/ITU-D/Study-Groups/2018-2021/Pages/meetings/session-Q5-2-oct18.aspx)*", a permis d'échanger des données d'expérience et des connaissances sur des exercices efficaces de gestion des catastrophes, l'utilisation des systèmes de télécommunications d'urgence et d'autres moyens de renforcer l'état de préparation et la résilience, y compris la disponibilité et l'utilisation de technologies émergentes. La deuxième manifestation, organisée en 2019 sur le thème "*[Organisation d'entraînements et d'exercices sur les communications d'urgence au niveau national – Lignes directrices à l'intention des petits États insulaires en développement (PEID) et des pays les moins avancés (PMA)](https://www.itu.int/en/ITU-D/Study-Groups/2018-2021/Pages/meetings/session-Q5-2-oct19.aspx)*" a été l'occasion de souligner combien il était important d'organiser des exercices sur les télécommunications d'urgence au niveau national, afin d'évaluer et d'améliorer l'état de préparation en vue d'intervenir sans délai en cas de catastrophe. Enfin, le troisième atelier sur le thème "*[Environnement politique propre à permettre une gestion efficace des catastrophes, y compris de la pandémie de COVID-19](https://www.itu.int/en/ITU-D/Study-Groups/2018-2021/Pages/meetings/Webinars/2020/Q5-2-july14.aspx)*", qui s'est tenu au format virtuel, portait sur l'importance de la préparation et de la mise en œuvre de plans nationaux pour les télécommunications d'urgence, ainsi que de plans d'urgence pour faire face à des menaces particulières, telles que les pandémies. Il a en outre été l'occasion de présenter des exemples de politiques garantissant une certaine souplesse lors du déploiement d'équipements de télécommunication d'urgence afin de faire face efficacement à une catastrophe. Un produit annuel, intitulé "[Projet de lignes directrices relatives à l'organisation d'exercices et d'entraînements sur les communications d'urgence au niveau national](https://www.itu.int/oth/D0723000005/en)", a été publié. |

# 7 Environnement – Créer une économie circulaire pour le secteur de l'électronique et les changements climatiques

Des données de meilleure qualité et des politiques mieux conçues concernant les déchets d'équipements électriques et électroniques

Dans le cadre du Partenariat mondial sur les statistiques relatives aux déchets d'équipements électriques et électroniques (GESP), créé en 2017 par l'UIT, l'Université des Nations Unies (UNU) et l'Association internationale des déchets solides (ISWA), le rapport "[Global E-waste Monitor 2020](https://www.itu.int/en/ITU-D/Environment/Documents/Toolbox/GEM_2020_def.pdf)" (Suivi des déchets d'équipements électriques et électroniques à l'échelle mondiale pour 2020) a été publié en juillet 2020. Une [carte-récit](https://www.itu.int/en/ITU-D/Environment/Pages/Toolbox/Country-Story-Maps.aspx) sur le suivi des déchets d'équipements électriques et électroniques à l'échelle mondiale pour 2020 a été élaborée en septembre 2020. Toutes les données de suivi des déchets d'équipements électriques et électroniques à l'échelle mondiale et régionale sont disponibles sur le site web du GESP ([globalewaste.org](https://globalewaste.org/)), portail en ligne gratuit et accessible au public qui contient des données et des statistiques sur les DEEE pour la quasi‑totalité des pays et des régions. En outre, plus de 150 publications relatives aux DEEE, publiées par des partenaires du système des Nations Unies, sont aisément disponibles via ce portail.

En 2020, une formation régionale à l'intention des pays de la CEI (et de la Géorgie, du Turkménistan et de l'Ukraine) sur les données relatives aux DEEE a été organisée dans la Fédération de Russie. En 2019, des formations régionales ont été organisées en Tunisie à l'intention des États arabes et en Ouganda à l'intention des pays d'Afrique. Des formations nationales ont également été dispensées en 2018 en Tanzanie, en Jordanie et au Brésil, et en 2021 au Botswana, au Malawi et en Namibie. Le GESP aide le [Botswana](https://www.itu.int/en/ITU-D/Environment/Pages/Spotlight/Improving-Data-Collection-in-Botswana.aspx), le [Malawi](https://www.itu.int/en/ITU-D/Environment/Pages/Spotlight/E-waste-data-in-Malawi.aspx) et la [Namibie](https://www.itu.int/en/ITU-D/Environment/Pages/Spotlight/E-waste-data-in-Namibia.aspx) à élaborer des rapports nationaux sur le suivi des déchets d'équipements électriques et électroniques et, en 2020 et 2021, des rapports régionaux sur le suivi des DEEE ont été présentés par le GESP pour les États arabes, l'Amérique latine et la Communauté des États indépendants. En septembre 2021, le BDT a signé un nouveau projet avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), en vue d'élaborer un rapport régional sur le suivi des DEEE pour les Balkans occidentaux.

En 2021, le BDT a lancé un nouveau projet avec l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR), en collaboration avec l'Organisation des communications de l'Afrique de l'Est ([EACO](https://www.itu.int/en/ITU-D/Environment/Pages/Spotlight/E-waste-EACO.aspx)), pour aider cette dernière à harmoniser la collecte de données sur les DEEE. Entre septembre et décembre 2021, l'UIT et l'UNITAR ont organisé une session de formation à l'intention des six pays d'[Afrique de l'Est](https://www.itu.int/en/ITU-D/Environment/Pages/Spotlight/E-waste-EACO.aspx).

Des politiques en matière de DEEE et une réglementation plus poussée en matière de gestion des DEEE

Depuis 2019, l'UIT fournit une [assistance technique](https://www.youtube.com/watch?v=bienIHFkock) dans le domaine des politiques en matière de DEEE. Cela comprend l'identification des différents acteurs, les consultations avec les parties prenantes et l'élaboration de la politique nationale sur la gestion des DEEE en [Namibie](https://www.itu.int/en/ITU-D/Environment/Pages/Spotlight/WEEE-Policy-Support-Namibia.aspx). En collaboration avec le ministère des TIC, plusieurs consultations des parties prenantes ont été menées de façon traditionnelle ou en ligne. Plus de 15 ministères et de 10 conseils régionaux, des recycleurs, des importateurs et des producteurs régionaux ont été consultés lors du processus d'élaboration des politiques, dans le cadre d'une approche fondée sur la participation du public qui appuyait l'[élaboration de la politique](https://www.youtube.com/watch?v=3Oj-jthAPAU) en Namibie.

Au début de 2020, l'UIT a commencé à aider le [Malawi](https://www.itu.int/en/ITU-D/Environment/Pages/Spotlight/WEEE-Policy-Support-Malawi.aspx), par l'intermédiaire de l'Autorité de régulation des communications du Malawi et du Département des questions environnementales, à formuler une politique nationale sur la gestion des DEEE. En octobre 2020, 17 ministères et départements et quatre autorités locales ont été consultés en ligne. En 2021, l'UIT a apporté une assistance technique au Burundi pour élaborer une politique nationale de gestion des DEEE. Parallèlement, l'UIT a fourni une assistance technique à la [République dominicaine](https://www.itu.int/en/ITU-D/Environment/Pages/Spotlight/WEEE-Policy-Support-Dominican-Republic.aspx) pour élaborer une réglementation nationale en matière de gestion des DEEE, dans le cadre de laquelle une consultation des parties prenantes des secteurs public et privé a été organisée.

En 2020, l'UIT a lancé avec le Forum économique mondial (WEF) un projet visant à élaborer un kit pratique à l'intention des pays en développement et des marchés émergents – une attention particulière étant accordée à la région Afrique. Ce kit pratique comprend les composantes de base nécessaires à la mise en place d'un système juste et équitable de responsabilité élargie des producteurs (REP), faisant l'objet d'une bonne communication et financé de manière durable pour la gestion des DEEE. Le rapport relatif au kit pratique sur les *[pratiques stratégiques relatives à la gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques](https://www.itu.int/en/ITU-D/Environment/Documents/Publications/2021/Toolkit_Africa_final.pdf?csf=1&e=OHEtlM)* a été publié en avril 2021 et une [séance d'information](https://www.itu.int/en/ITU-D/Environment/Pages/Events/2021/Information-Session-on-Fostering-E-waste-Management-across-Africa.aspx) a eu lieu début juin 2021.

Un [module d'apprentissage en ligne sur mesure](https://academy.itu.int/training-courses/full-catalogue/introduction-e-waste-policy-0) a été mis au point afin de permettre à l'UIT de fournir une assistance technique pour l'élaboration de politiques relatives aux DEEE. Lancé en mars 2021, le module d'apprentissage en ligne présente les principales notions de la gestion des DEEE, traite de l'élaboration de politiques en matière de responsabilité élargie du producteur (REP), donne des informations sur les rôles et responsabilités des parties prenantes et contient des définitions. Ce module est disponible en français et en espagnol, et sa traduction en arabe est en cours.

Un nouveau projet d'envergure mondiale a été signé mi-septembre 2021 entre le PNUE et le BDT, en vue d'intégrer le concept de responsabilité élargie du producteur dans les politiques et les réglementations, pour que les DEEE soient gérés de manière rationnelle. Le projet est destiné au Botswana, à la Gambie, à l'Ouzbékistan, au Rwanda, à la Namibie et à la République dominicaine.

Avec le soutien financier de la GIZ et le projet GovStack, l'UIT a commencé à préparer un certain nombre d'initiatives d'assistance technique, destinées notamment à la Mauritanie, en vue de l'élaboration d'une politique nationale de gestion des DEEE et pour de nouvelles lignes directrices relatives à la mise en œuvre de la REP au Rwanda.

En 2019 et 2020, l'UIT a collaboré avec le Forum sur les DEEE dans le cadre de la préparation de la [Journée mondiale des déchets d'équipements électriques et électroniques (IEWD)](https://weee-forum.org/iewd-about/), qui se tient chaque année le 14 octobre. [L'édition de 2020](https://www.youtube.com/watch?v=AFqP6IEhf5Y) était axée sur le rôle des jeunes dans la gestion des DEEE. Dans le cadre des célébrations organisées à l'occasion de cette Journée, l'UIT a collaboré avec le Forum sur les DEEE à la publication d'un document de réflexion sur les [déchets liés à l'Internet](https://www.itu.int/en/ITU-D/Environment/Documents/Publications/2020/Internet-Waste%202020.pdf?csf=1&e=iQq5Zi). Suite à cette publication, un [webinaire](https://weee-forum.org/ws_news/internet-waste-dialogue/) a été organisé avec plusieurs sociétés informatiques et électroniques, des prestataires de services et des recycleurs. Le document de réflexion sur les déchets liés à l'Internet traitait essentiellement des DEEE provenant des infrastructures hertziennes utilisées pour la connectivité Internet mobile, des dispositifs connectés et du stockage de données et donne des exemples de réseaux mobiles, de dispositifs IoT et de centres de données. Ce document a attiré l'attention sur les déchets provenant des infrastructures TIC et sur la nécessité d'adopter des pratiques de gestion durable des DEEE dans les centres de données et les entreprises de télécommunication. En vue de l'édition de 2021 de la Journée mondiale contre les DEEE (le 14 octobre), l'UIT a collaboré avec le Forum sur les DEEE, la GSMA et le Groupe Sofies pour élaborer et publier un document de réflexion sur [la numérisation au service d'une chaîne de valeur circulaire pour les équipements électroniques](https://www.itu.int/en/ITU-D/Environment/Pages/Priority-Areas/Developing-Technology-Solutions.aspx). En octobre 2021, le BDT a organisé un [webinaire](https://www.itu.int/en/ITU-D/Environment/Pages/Events/2021/-Digital-Solutions-for-a-Circular-Electronics-Value-Chain.aspx) pour présenter le document et discuter de ses principales conclusions.

Lancée en 2018, la [Coalition contre les déchets d'équipements électriques et électroniques](https://www.itu.int/fr/ITU-D/Environment/Pages/Priority-Areas/UN-E-waste-Coalition.aspx) regroupe, à l'échelle du système des Nations Unies, des institutions et des programmes qui partagent une vision commune en vue de résoudre le problème que posent les DEEE dans le monde. L'UIT a joué un rôle essentiel dans le regroupement de ces entités, qui a finalement donné naissance à la Coalition. Plusieurs manifestations ont été organisées par la Coalition des Nations Unies contre les déchets d'équipements électriques et électroniques, notamment deux dialogues de haut niveau dans le cadre du Forum du SMSI. [À l'occasion du premier dialogue, organisé en 2018](https://www.itu.int/en/ITU-D/Climate-Change/Pages/Building-an-E-waste-Coalition.aspx), des institutions du système des Nations Unies ont signé une lettre d'intention, et lors du [second, organisé en 2019, trois nouvelles institutions du système des Nations Unies ont rejoint la Coalition](https://www.itu.int/en/ITU-D/Climate-Change/Pages/Events/2019/Building-the-E-waste-Coalition.aspx). Les participants à ces deux manifestations se sont pour l'essentiel employés à mettre en place la Coalition des Nations Unies contre les déchets d'équipements électriques et électroniques. En 2019, la Coalition a organisé une manifestation parallèle lors de la quatorzième réunion de la conférence des Parties aux Conventions de Bâle, de Rotterdam et de Stockholm. Les participants à cette manifestation parallèle ont axé leurs travaux sur le [passage à des chaînes d'approvisionnement inverses durables et responsables dans une économie circulaire pour le secteur de l'électronique](https://www.itu.int/en/ITU-D/Climate-Change/Pages/Events/2019/Sustainable-and-Responsible-Reverse-Supply-Chains.aspx). L'UIT a assuré temporairement la fonction de secrétariat de la Coalition, entre novembre 2020 et mai 2021.

Partenariat pour l'électronique circulaire

L'UIT a contribué à la [Feuille de route et à la vision pour le Partenariat pour l'électronique circulaire](http://cep2030.org/) (CEP), qui regroupe le Conseil mondial des entreprises pour le développement durable (WBCSD), le Forum économique mondial, l'Alliance Responsible Business, le Conseil pour l'électronique verte, la plate-forme en vue d'accélérer l'économie circulaire et la Global Enabling Sustainability Initiative. Il a pour ambition de modifier les conditions du secteur de l'électronique afin de contribuer à la réalisation des ODD, en appliquant les principes de l'économie circulaire.

Sur la base de la Feuille de route, l'UIT a également copublié le rapport intitulé "[A New Circular Vision for Electronics](https://www.itu.int/en/ITU-D/Climate-Change/Pages/ewaste/A-New-Circular-Vision-for-Electronics-Time-for-a-Global-Reboot.aspx)" (*Une nouvelle vision circulaire de l'électronique*), présenté lors de la réunion annuelle du Forum économique mondial de Davos (Suisse) tenue en 2019.

Atelier de création de symboles sur les déchets d'équipements électriques et électroniques organisé dans le cadre de l'initiative Generation Connect

L'[Atelier de création de symboles sur les déchets d'équipements électriques et électroniques](https://www.itu.int/en/ITU-D/Environment/Pages/Events/2021/Global-E-waste-Iconathon.aspx), lancé en 2021, est un concours de création de symboles qui vise à sensibiliser au problème mondial des DEEE et à tirer parti de la participation des jeunes à l'échelle mondiale. Des jeunes de 18 à 29 ans ont été invités à participer et à concevoir un symbole universel indiquant qu'un déchet d'équipement électrique et électronique peut être récupéré et collecté en vue d'être recyclé. Le concours s'inscrit dans le cadre de la mission de l'initiative Generation Connect de l'UIT qui vise à mobiliser les jeunes et à les encourager à s'investir en tant que partenaires à part entière aux côtés des chefs de file du changement numérique qui s'opère aujourd'hui, en leur donnant les moyens d'accéder aux compétences et aux possibilités qui leur permettront de concrétiser leur vision d'un avenir connecté.

Changements climatiques

De mars à décembre 2021, l'UIT a travaillé avec un groupe d'étudiants en Master de l'Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID) de Genève sur un projet de recherche de fin d'études intitulé "ICTs for Climate Change Action" (Les TIC au service de la lutte contre les changements climatiques). Ce projet cherchait à savoir comment mettre à profit les technologies numériques qui se font jour pour atténuer les effets négatifs des changements climatiques dans les secteurs de l'agriculture et de l'énergie en Afrique subsaharienne, en se concentrant en particulier sur l'Internet des objets (IoT).

En février 2021, dans le cadre de la priorité thématique "Environnement", le BDT a commencé à travailler avec l'Académie de l'UIT pour examiner et mettre à jour un programme de formation existant sur les TIC et les changements climatiques, qui comprend 6 modules obligatoires et 15 modules facultatifs relatifs aux changements climatiques et à l'économie circulaire.

Le BDT a été invité à organiser une session dans le cadre du Forum du Centre d'apprentissage et de développement des connaissances en septembre 2021 sur le thème "Les compétences numériques au service d'un avenir inclusif". La session a impliqué une collaboration avec Generation Connect et le CCI/BIT, et a porté sur la façon dont les technologies numériques peuvent renforcer l'intérêt des jeunes pour les compétences vertes et les doter des compétences et des connaissances nécessaires à un avenir durable, en appuyant ainsi le développement des technologies vertes et le passage à une économique verte et circulaire. Les résultats de la session comprenaient notamment un [document d'information](https://lkdfacility.org/resources/sessions-background-papers-lkdf-forum-2021/) et un [livre de résultats](https://lkdfacility.org/resources/lkdforum-2021-outcome-book/).

En novembre 2021, l'UIT a commencé à collaborer avec la World Benchmarking Alliance sur une publication intitulée "Greening the ICT industry by 2050: Monitoring climate progress and commitments" (Pour un secteur des TIC plus respectueux de l'environnement d'ici à 2050: suivi des progrès et des engagements dans le domaine climatique), afin de suivre l'évolution du secteur des TIC pour ce qui est de son empreinte environnementale.

De plus, le BDT s'est associé et a contribué à un certain nombre d'initiatives de l'ONU relatives aux changements climatiques:

− En 2021, l'UIT a participé activement à la [Coalition pour la viabilité écologique à l'ère du numérique (CODES)](https://www.sparkblue.org/CODES) dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'action du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (ONU) pour la coopération numérique. L'UIT a contribué au "[Plan d'action pour une planète durable à l'ère du numérique](https://wedocs.unep.org/handle/20.500.11822/38482)" et l'a examiné.

− En août 2021, l'UIT a rejoint le partenariat à l'échelle des Nations Unies intitulé [UN4NAPs](https://unfccc.int/UN4NAPs), qui vise à renforcer l'assistance technique fournie aux pays les moins avancés et aux petits États insulaires en développement pour concevoir et mettre en œuvre des Plans d'adaptation nationaux (NAP). Il s'agit notamment de l'appui du BDT aux États Membres, en particulier en ce qui concerne l'utilisation des technologies novatrices pour les évaluations, la planification et la mise en œuvre des techniques d'adaptation, et l'accès aux informations et aux données d'expérience d'autres pays relatives à l'utilisation de ces techniques.

– En 2021, le BDT a fait partie du réseau de praticiens dans le domaine de l'adaptation aux changements climatiques, dans le cadre de [l'Alliance pour les biens publics numériques](https://digitalpublicgoods.net/what-we-do/). Le réseau, dirigé par l'UNICEF et le Ministère des affaires étrangères de la Norvège, travaille essentiellement sur l'utilisation des données ouvertes pour les services climatiques et météorologiques en faveur de la sécurité alimentaire, de l'agriculture et de la réduction des risques de catastrophe. Un document présenté conjointement par le BDT, l'OMM et le secrétariat de l'Alliance a été publié concernant [l'appel à l'action sur la mise à disposition, à titre gratuit, d'ensembles de données météorologiques, climatiques et hydrologiques ouvertes en tant que biens publics numériques](https://www.itu.int/en/ITU-D/Environment/Pages/Climate-Change/Climate-Change-Adaptation-CoP-Report.aspx).

– En 2019, le BDT a largement contribué à la publication de l'UIT intitulée "[Turning Digital Technology Innovation into Climate Action](https://www.itu.int/en/ITU-D/Environment/Documents/Publications/2021/19-00405e-turning-digital-technology-innovation.pdf)" (Mettre l'innovation numérique au service de la lutte contre les changements climatiques).

|  |
| --- |
| Initiatives régionalesRégion Afrique– La Namibie, le Burundi, le Botswana, la Gambie et le Malawi ont bénéficié d'un appui sur le plan des politiques générales pour l'élaboration de politiques nationales de gestion des DEEE, tandis qu'une assistance a été fournie à la Namibie, au Malawi et au Botswana pour la collecte et l'amélioration des données et des statistiques sur les DEEE.Région Amériques– En 2019, dans le cadre de la célébration de la Journée internationale des jeunes filles dans le secteur des TIC qui s'est tenue dans la région des Caraïbes, le BDT, en collaboration avec des régulateurs, des ministères de l'éducation et des organisations non gouvernementales (ONG) au niveau local, a sensibilisé la population aux effets néfastes des changements climatiques en plantant des arbres dans de nombreuses écoles.– Le BDT a mis en œuvre le projet pilote visant à créer une usine de traitement des DEEE, élaboré conjointement avec l'Université de La Plata (Argentine). Le [projet](https://www.itu.int/en/ITU-D/Climate-Change/Pages/ewaste/E-waste-pilot-plant.aspx) a été mis en œuvre avec succès en 2018.– En 2021, l'UIT a collaboré avec la République dominicaine en vue de renforcer le cadre réglementaire du pays en matière de DEEE.Région des États arabes– Plus de 1 000 parties prenantes issues de plus de 22 pays ont bénéficié d'activités de renforcement des capacités sur le thème des champs électromagnétiques et des DEEE.– En avril 2018, un [Forum régional de l'UIT et une formation sur le thème "Omniprésence des TIC et champs électromagnétiques: niveaux de sécurité?" et une formation sur les statistiques relatives aux DEEE](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/ArabStates/Pages/Events/2018/EMF-EW/EMF-EW.aspx) ont été organisés.– En décembre 2019, un cadre type a été établi dans la région des états arabes pour les politiques et la réglementation sur les champs électromagnétiques, ce qui a contribué au processus d'harmonisation des approches nationales relatives aux champs électromagnétiques au niveau régional.– En décembre 2019, un atelier régional de formation sur les statistiques relatives aux DEEE dans la région des États arabes a été organisé et accueilli par la Tunisie.– Un appui a été fourni à la Mauritanie en vue de l'élaboration de politiques nationales de gestion des DEEE et des rapports détaillés sur les DEEE ont été élaborés pour la Mauritanie et le Soudan.– En décembre 2021, l'[outil de suivi des déchets d'équipements électriques et électroniques dans la région des États arabes](https://www.itu.int/en/ITU-D/Environment/Pages/Toolbox/REM-Arab-States-2021.aspx), qui a permis de recueillir des statistiques sur ce type de déchets dans la région et de les perfectionner, a été présenté. Cet outil de suivi a permis d'améliorer la disponibilité et la qualité des données, ainsi que l'élaboration de politiques et de réglementations, et d'accroître la sensibilisation dans le cadre d'ateliers sur le renforcement des capacités. En outre, les données sur les DEEE ont été communiquées aux décideurs, aux médias et aux autres parties prenantes concernées.– [L'UIT, l'UNU et le PNUE ont organisé conjointement une manifestation régionale virtuelle](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/ArabStates/Pages/Events/2020/WEEE/WEEE.aspx) en décembre 2020, axée sur les DEEE et la transition vers une harmonisation régionale des politiques, des réglementations et des normes nationales en matière de DEEE dans la région des États arabes.Région Asie-Pacifique– Le BDT a organisé un [atelier de sensibilisation à la politique relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques](https://www.itu.int/en/ITU-D/Climate-Change/Pages/Events/2019/Workshop-on-E-waste-India.aspx), qui s'est tenu en 2019 à Hyderabad (Inde). La manifestation a été organisée conjointement par les principaux organismes du Gouvernement indien ainsi que l'UNU, l'OIT, l'OMS et le PNUE. Lors de cet atelier, des activités de sensibilisation et de renforcement des capacités ont été menées, et des recommandations ont été formulées concernant les travaux futurs qui seront effectués en Inde sur le thème des DEEE, y compris l'élaboration d'un outil de suivi des déchets d'équipements électriques et électroniques dans l'ensemble du pays. En janvier 2021, l'UIT, le PNUE et l'UNU ont organisé une séance d'information au titre du suivi.Région de la CEI– En 2021, l'UIT a appuyé le projet sur le suivi des déchets d'équipements électriques et électroniques à l'échelle régionale ainsi qu'en Géorgie, au Turkménistan et en Ukraine, qui est mis en œuvre par le Programme sur les cycles durables (SCYCLE) conjointement avec l'Université des Nations Unies (UNU) et l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR), en partenariat avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE).– En janvier 2020, une réunion régionale a eu lieu en Russie et un webinaire en ligne sur la législation, la gestion et les statistiques relatives aux DEEE a été organisé en novembre 2020, afin de suivre les progrès accomplis dans le cadre des activités au titre des projets.– L'UIT a fourni un appui au Kirghizistan afin de concevoir une infrastructure de données spatiales (SDI), plate-forme commune stockant des données relatives à la surveillance et à la cartographie des ressources en eau et du climat, en vue de faciliter la prise de décisions politiques et réglementaires dans l'ensemble de l'Asie centrale. L'infrastructure SDI héberge des données en associant la télédétection, l'analyse géospatiale, les mesures sur site et la communication de données au niveau régional. Elle améliore l'échange de données spatiales entre les services publics et les organisations et facilite l'accès à l'information dans toute la région pour qu'il soit possible de les découvrir, de les consulter et de les télécharger. En 2021, l'UIT a achevé la première phase de la conception de l'infrastructure SDI, lors de laquelle cette infrastructure a été déployée et alimentée avec les données initiales, puis utilisée par l'Agence de gestion des ressources en eau de la République du Kirghizistan. En 2021, l'UIT a continué de travailler avec le Kirghizistan pour poursuivre la numérisation de l'infrastructure SDI et l'alimenter avec des données provenant de la région d'Issyk-Kul.– En collaboration avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement, l'UIT a fourni une assistance technique à l'Ouzbékistan pour l'examen des pratiques relatives à la gestion des DEEE dans les secteurs formel et informel et concernant l'élaboration de recommandations complètes pour une gestion durable des DEEE dans le pays.Région Europe– L'UIT, le PNUE et l'UNITAR ont lancé un projet sur le suivi des DEEE pour les Balkans occidentaux, dans le cadre du Partenariat mondial sur les statistiques relatives aux déchets d'équipements électriques et électroniques, qui comprend une évaluation des statistiques relatives aux DEEE, des pratiques relatives à la gestion des DEEE et un examen du cadre législatif relatif aux DEEE dans les pays bénéficiaires, notamment l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, la Macédoine du Nord, le Monténégro et la Serbie. |

|  |
| --- |
| COMMISSIONS D'ÉTUDESTrois manifestations ont été organisées au titre de la Question 6/2 (*Les TIC et l'environnement*) confiée à la Commission d'études 2 de l'UIT-D. Une séance sur les [politiques, les stratégies et les cadres relatifs aux déchets d'équipements électriques et électroniques](https://www.itu.int/en/ITU-D/Climate-Change/Pages/Events/2018/session-Q6-2-oct18.aspx) a été organisée en octobre 2018. Un atelier sur les TIC d'avant-garde au service de la [lutte](https://www.itu.int/en/ITU-D/Study-Groups/2018-2021/Pages/meetings/session-Q6-2-oct19.aspx) contre les changements climatiques, qui a rassemblé des acteurs issus de secteurs participant à la mise au point de TIC d'avant-garde, telles que les mégadonnées et les techniques d'observation de la Terre dans le contexte de la lutte contre les changements climatiques, s'est tenu en octobre 2019. Un [webinaire sur les TIC au service de la lutte contre les changements climatiques et de la reconstruction d'économies plus soucieuses d'écologie après le COVID-19,](https://www.itu.int/en/ITU-D/Study-Groups/2018-2021/Pages/meetings/Webinars/2020/Q6-2-july15.aspx) au cours duquel les participants ont examiné les enseignements tirés de la pandémie de COVID-19 et la façon dont les TIC contribuaient à la reconstruction des économies d'une manière écologiquement responsable au lendemain du COVID-19, a été organisé en juillet 2020. Les contenus échangés ainsi que les enseignements tirés durant les ateliers ont servi de contribution pour le [rapport final sur la Question 6/2](https://www.itu.int/en/myitu/Publications/2021/10/01/08/28/Information-and-communication-technologies-and-the-environment). |

# 8 Réseaux et infrastructure numériques: Faire en sorte que tout un chacun dispose d'une connectivité fiable

Cartographies du large bande de l'UIT: Identifier la disponibilité des infrastructures des TIC et les lacunes pour connecter les populations

Le BDT a continué d'élaborer les [cartes du large bande](https://www.itu.int/en/ITU-D/Technology/Pages/InteractiveTransmissionMaps.aspx) de l'UIT **et** la recherche et la validation de données ont été améliorées pour donner une image plus claire de l'infrastructure de réseau et des possibilités d'investissement, afin de faire le point sur la situation en matière de connectivité dans le monde. Les données de l'UIT gérées sur les réseaux de transmission mondiaux fournissent des informations précieuses émanant de plus de 540 opérateurs et de 16 millions de kilomètres d'autoroutes de l'information à haut débit (réseaux dorsaux). En superposant les données relatives aux infrastructures TIC et les données propres aux secteurs (par exemple écoles, technologies financières, centres de santé, etc.), la cartographie des infrastructures des TIC large bande appuie en permanence les activités et les projets essentiels de l'UIT visant à fournir une connectivité fiable pour tous les chemins d'impact du BDT. On peut citer à titre d'exemple la cartographie des écoles réalisée dans le cadre de l'initiative [Giga](https://www.itu.int/fr/ITU-D/Initiatives/GIGA/Pages/default.aspx), qui utilise à la fois les données sur l'emplacement des écoles et les données sur les infrastructures, et [l'Initiative en faveur de l'inclusion financière](https://www.itu.int/en/myitu/News/2020/10/06/07/37/Mapping-financial-inclusion-Mexico-FIGI) (FIGI).

Avec la publication de l'édition de 2019 du Kit pratique pour la planification des activités dans le domaine des infrastructures TIC, le BDT visait à mettre à la disposition des régulateurs et des décideurs une méthode claire et d'utilité pratique pour réaliser une évaluation économique précise des plans proposés pour la mise en place et le déploiement d'une infrastructure large bande. Cela aide les décideurs à évaluer la viabilité financière des nouveaux réseaux déployés afin de parvenir à l'accès universel, une fois que les infrastructures et les lacunes ont été identifiées. Ce kit pratique constitue un manuel concret à l'usage des régulateurs et des décideurs qui œuvrent à renforcer le déploiement du réseau large bande et l'accès à ce réseau. Il porte sur les principales caractéristiques d'une bonne planification économique pour le développement de l'infrastructure TIC, donne des explications sur les bonnes pratiques relatives aux plans d'installation et de déploiement de l'infrastructure et à l'évaluation de leur faisabilité sur le plan économique en vue d'appuyer la prise de décisions. Le kit pratique fournit des exemples quantitatifs des projets les plus populaires, comme les projets de construction de réseaux dorsaux à fibres optiques, de réseaux hertziens large bande (y compris de réseaux 4G) ou de réseaux d'accès FTTH (fibre jusqu'au domicile).

La première "Formation de l'UIT sur la planification des activités pour le déploiement de l'infrastructure TIC" a été organisée de manière virtuelle en novembre 2020, via le portail de l'Académie de l'UIT, et les plans concrets pour les activités ont été élaborés par les participants. En 2021, deux formations à l'intention de l'Afrique et de l'Europe ont été organisées. De plus amples informations sont disponibles [ici](https://www.itu.int/en/ITU-D/Technology/Pages/InteractiveTransmissionMaps.aspx).

En novembre 2019, afin d'atténuer les effets de la pandémie de COVID-19 et de pallier ses conséquences néfastes pour les économies et les sociétés, l'UIT et le Département des infrastructures, des transports, du développement régional et des communications de l'Australie (DITRDC) ont lancé un nouveau [projet](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/AsiaPacific/Pages/v2/Project%20Pages/Connect2Recover---Digital-Infrastructure-and-Ecosystem-Reinforcement-Against-COVID-19-in-Asia-Pacific.aspx) avec des résultats concrets, qui est axé sur la gestion des trois piliers identifiés par la Commission "Le large bande au service du développement durable" dans le cadre de son programme d'action en temps de crise liée au COVID-19, à savoir: 1) développement d'une connectivité résiliente, 2) accès financièrement abordable aux TIC et 3) utilisation en toute sécurité des services en ligne.

Projet pour la connectivité sur le dernier kilomètre

Le [projet](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/Europe/Documents/Events/2019/Workshop%20Kyiv/Aminata%20Garba%203%20Last%20Mile%20Connectivity%20Kiev.pdf) pour la connectivité sur le dernier kilomètre a été lancé en 2019/2020 en vue de susciter l'élaboration de nouvelles stratégies collaboratives propres à permettre à tout un chacun de bénéficier d'une connectivité universelle efficace. Il comprend des lignes directrices et des ressources additionnelles destinées à aider les États Membres à surmonter les problèmes liés à la connectivité sur le dernier kilomètre, notamment une base de données d'études de cas relatives à la connectivité sur le dernier kilomètre et des outils interactifs de diagnostic et décisionnels concernant la connectivité sur le dernier kilomètre. Il offre des services de renforcement des capacités et une assistance pour la mise en œuvre, en aidant les États Membres à planifier, concevoir et mettre en œuvre des solutions concernant la connectivité sur le dernier kilomètre, et notamment à recenser les zones non connectées et à fournir des avis spécialisés sur le choix de solutions durables du point de vue technique, financier et réglementaire. Ce projet devrait permettre aux partenaires d'échanger des ressources et d'adopter une approche plus globale, selon laquelle le large bande est considéré comme une infrastructure de base d'utilité publique et un instrument de développement socio-économique. Le [Guide des solutions pour la connectivité sur le dernier kilomètre](https://www.itu.int/fr/publications/ITU-D/Pages/publications.aspx?parent=D-TND-01-2020&media=paper) a été publié en 2020. En 2021, un [cours de renforcement des capacités](https://academy.itu.int/training-courses/full-catalogue/emerging-technology-last-mile-connectivity) portant sur la connectivité sur le dernier kilomètre a été proposé en ligne et deux séries de manifestations en présentiel intitulées "Semaine de l'accès au large bande" ont été organisées en Arménie (juin 2021) et au Kirghizstan (octobre 2021), auxquelles le kit pratique sur la connectivité sur le dernier kilomètre a été utilisé. Les outils de l'UIT permettant de cartographier les infrastructures large bande et d'identifier les solutions de connectivité prometteuses ont été utilisés à ces deux réunions. Il a été question en particulier à ces réunions de la formation des employés d'un certain nombre d'entreprises de télécommunications et d'établissements d'enseignement.

Nouvelles tendances technologiques

Les travaux du BDT sur les nouvelles tendances technologiques comprennent une publication thématique annuelle sur les technologies qui se font jour, un forum sur les nouvelles technologies et un défi en matière d'innovation dans le domaine des technologies émergentes et des activités de renforcement des capacités. L'objectif de cette initiative est de promouvoir le déploiement à grande échelle des technologies émergentes, notamment l'intelligence artificielle, l'IoT, les mégadonnées, les satellites en orbite basse et la 5G pour contribuer à la réalisation des ODD. En outre, grâce à l'échange de données d'expérience et de solution et à la mobilisation d'un large éventail de parties prenantes aux niveaux international, régional et national, cette initiative vise à promouvoir des partenariats, à améliorer la participation des parties prenantes et à améliorer la portée des initiatives régionales existantes qui mettent en avant les nouvelles technologies au service du développement. En 2020, la [première édition de cette initiative](https://www.itu.int/en/myitu/Publications/2021/05/04/12/23/Emerging-technology-trends-Artificial-intelligence-big-data-for-development-4) a été créée. Elle portait sur l'intelligence artificielle et les mégadonnées au service du développement. Dans le cadre de cette première édition, une étude de faisabilité sur les tendances en matière de technologies large bande en Afrique a été réalisée et présentée aux participants. [L'édition de 2021 de la manifestation de l'UIT ayant pour thème "Les technologies émergentes au service de la connectivité"](https://www.itu.int/fr/ITU-D/Conferences/ET/2021/Pages/default.aspx) a eu lieu en juillet. Elle comprenait environ 25 sessions et a réuni 595 participants. Environ 154 intervenants y ont pris la parole. En outre, des activités de développement des capacités ont été menées dans le cadre de cinq cours de formation. Les présentations, les enregistrements et les rapports sont disponibles sur le [site web](https://www.itu.int/en/ITU-D/Conferences/ET/2021/Pages/Programme.aspx) de la manifestation.

Projet de création d'un centre d'expertise sur le protocole IPv6 et l'Internet des objets UIT/MUST

Depuis 2019, le projet mis en œuvre par l'UIT et l'Université des sciences et technologies de la Malaisie (MUST) a fourni un appui aux États Membres en ce qui concerne le passage progressif du protocole IPv4 (Protocole Internet version 4) au protocole IPv6 (Protocole Internet version 6) pour l'infrastructure de l'Internet des objets (IoT), l'IPv6 sur les réseaux 5G, l'IPv6 pour l'industrie 4.0 et le déploiement de services et d'applications. Il a contribué à la sensibilisation par le biais d'une assistance technique, de formations et d'ateliers. Plusieurs formations et ateliers ont été organisés à cet effet en 2019 et ont été dispensés en ligne en 2020, en anglais et en arabe. Plus de 150 jeunes professionnels ont acquis une certification dans les domaines informatiques susmentionnés.

Le large bande au service de la connectivité rurale

Afin de faire face aux problèmes d'alimentation électrique pour les communications rurales, l'UIT a commencé à élaborer un guide sur les solutions énergétiques durables et innovantes pour la connectivité large bande, qui sera également utilisé dans le cadre du projet Giga visant à connecter les écoles. En outre, ce guide sera utilisé pour les communautés écologiques intelligentes dans le cadre des solutions essentielles destinées à connecter les zones rurales aux réseaux large bande.

Le projet mis en œuvre par l'UIT et la Fondation McCaw pour les pays de la région Afrique a été exécuté et est sur le point d'être achevé. Les principaux résultats sont les suivants:

– Au Burundi, 437 institutions ont été connectées à l'Internet à large bande, dont des universités, des écoles, des hôpitaux, des organismes publics et des coopératives.

– Au Burkina Faso, les écoles et les services d'administration publique de dix villes ont été raccordés à un réseau large bande. Quatorze écoles ont bénéficié d'un accès à des réseaux informatiques et ont été dotées d'équipements et d'une connexion Internet, afin de permettre la mise en place du cyberenseignement dans le système éducatif.

• À Djibouti, 116 institutions ont été connectées à l'Internet à large bande grâce à une infrastructure de réseau large bande 4G, dont 48 écoles, 45 hôpitaux/dispensaires et 23 organismes publics/ministères.

• Au Rwanda, plus de 50 écoles publiques et 40 établissements de santé ont été connectés à l'Internet à large bande.

• À Eswatini, la mise en œuvre du projet consistant à installer un réseau hertzien large bande 4G LTE afin de desservir 20 zones rurales a été achevée en 2021.

Initiative de politique et de régulation pour le numérique en Afrique (PRIDA)

L'initiative de politique et de régulation pour le numérique en Afrique (PRIDA) a été lancée en 2018 afin de promouvoir un accès hertzien large bande qui soit accessible et abordable pour tous dans l'ensemble de l'Afrique, afin de tirer parti des avantages futurs des services Internet. Cette initiative, d'une durée de trois ans et demi, s'inscrit dans un [projet multi-parties prenantes](https://www.youtube.com/watch?v=6NYLHZqeEvo) de l'Union européenne, de l'Union africaine et de l'UIT. À la fin de 2021les principaux résultats sont les suivants:

– 573 ingénieurs de 48 autorités de régulation ont suivi une formation lors de huit ateliers de renforcement des capacités.

– Le rapport technique intitulé "Analyse du cadre législatif et réglementaire actuel et de l'utilisation du spectre, à l'heure actuelle et dans un avenir proche" a été publié.

– Les rapports techniques suivants ont été publiés: "Lignes directrices sur la réglementation de l'utilisation des fréquences radioélectriques sur la base du Règlement des radiocommunications de l'UIT, des Recommandations, Rapports et Manuels de l'UIT-R, de cadres d'harmonisation régionale, d'études de cas, de l'expérience acquise par les pays et de consultations régionales" et "Lignes directrices relatives à la gestion du spectre pour la mise en œuvre des IMT en Afrique", "Rapport sur l'évaluation des accords de coordination transfrontières actuels en Afrique", "Rapport sur la version actuelle de la méthode de calcul harmonisée pour l'Afrique (HCMA)" et "Examen de la sensibilisation aux questions d'égalité entre femmes et hommes dans le cadre du projet PRIDA".

Conformité et interopérabilité des produits et réseaux TIC

Les produits TIC sont les indicateurs de l'économie numérique. Dans le cadre du programme de conformité et d'interopérabilité (C&I), le BDT a dirigé la mise en œuvre du pilier 3 (renforcement des capacités) et 4 (assistance aux membres) et fourni une assistance en ce qui concerne les cadres pour l'entrée sur le marché des dispositifs TIC.

Chaque année depuis 2018, des participants anglophones et francophones de la région Afrique ont pu renforcer leurs compétences au moyen de formations sur la conformité et l'interopérabilité (C&I), notamment sur les sujets suivants: le débit d'absorption spécifique (DAS), les fréquences radioélectriques (RF), les champs électromagnétiques et la télévision numérique de Terre (TNT). Les formations relatives à la TNT ont porté sur les aspects juridiques de la conformité et de l'interopérabilité, les lignes directrices relatives aux régimes C&I, y compris la réglementation de l'homologation, et les politiques et la réglementation concernant l'établissement/le développement de la conformité et de l'interopérabilité.

Entre 2018 et 2021, l'UIT a apporté une assistance technique au Malawi, au Kenya et au Soudan du Sud pour la mise en place de cadres C&I par l'intermédiaire de leurs autorités de régulation. L'UIT a aidé la Mauritanie et Djibouti à mettre en place leurs systèmes C&I et à envisager la conclusion d'un accord régional de reconnaissance mutuelle. En outre, les capacités ont été renforcées dans des domaines liés à l'homologation et aux fréquences électromagnétiques, dans le cadre de formations sur la conformité et l'interopérabilité dispensées dans la région des États arabes.

En 2021, l'UIT a commencé à élaborer un programme de formation dans le domaine de la conformité et de l'interopérabilité (CITP), reposant sur la mise en œuvre réussie du Programme de formation sur la gestion du spectre (SMTP). Les modules du CITP sont notamment les suivants: cadre de conformité et d'interopérabilité; création d'accords de reconnaissance mutuelle; et orientations à l'intention des développeurs de produits dans le domaine de l'IoT, qui ciblent les marchés nationaux et mondiaux. Ce dernier module a été dispensé dans le cadre de l'Académie de l'UIT en 2021, et d'autres modules sont prévus.

Entre 2019 et 2021, 474 participants de plus de 55 pays ont pris part au cours de formation en présentiel et en ligne, dans le cadre du partenariat entre les nœuds des Centres d'excellence de la région Asie-Pacifique et l'Académie chinoise des technologies de l'information et de la communication (CAICT) du Ministère de l'industrie et des technologies de l'information (MIIT) de la Chine.

Gestion du spectre: Résolution 9 (Rév. Buenos Aires, 2017) de la CMDT

On trouvera dans le tableau ci-dessous un résumé des activités menées par l'UIT en vue de mettre en œuvre la Résolution 9 relative à la gestion du spectre. Le [Document INF/3](https://www.itu.int/md/D18-TDAG28-INF-0003/en) du GCDT, qui contient un résumé de l'assistance fournie aux États Membres sur des questions de gestion du spectre par région, contient de plus amples informations à cet égard. Ce tableau donne un aperçu par thème de l'assistance fournie et du nombre d'activités menées à bien.

| Thème | Nombre d'activités |
| --- | --- |
| Aide à la sensibilisation des décideurs nationaux à l'importance d'une bonne gestion du spectre pour le développement économique et social du pays | 26 |
| Formation et diffusion de la documentation disponible à l'UIT | 19 |
| Aide à la mise au point de méthodes d'élaboration des tableaux nationaux d'attribution des bandes de fréquences et de redéploiement du spectre | 13 |
| Aide à la mise en place de systèmes automatisés de gestion et de contrôle des fréquences | 7 |
| Aspects économiques et financiers de la gestion du spectre | 10 |
| Aide à la préparation des conférences mondiales des radiocommunications (CMR) et au suivi ainsi qu'à la mise en œuvre de leurs décisions | 16 |
| Aide à la participation aux travaux des Commissions d'études compétentes de l'UIT-R et de leurs groupes de travail | 8 |
| Passage à la radiodiffusion télévisuelle numérique de Terre | 1 |
| Assistance pour déterminer les moyens les plus efficaces d'utiliser le dividende numérique | 9 |
| Nouvelles technologies et approches en matière d'utilisation du spectre | 22 |
| Méthodes novatrices en matière d'octroi de licences pour l'utilisation du spectre | 12 |
| Fourniture d'une assistance en cas de brouillages causés par des dispositifs qui ne sont pas exploités conformément aux attributions de fréquences nationales | 5 |
| Fourniture d'une assistance en vue de trouver des solutions aux problèmes des brouillages saisonniers causés par la propagation anormale des ondes radioélectriques | 1 |
| Amélioration et formation relatives au SMS4DC (système de gestion du spectre pour les pays en développement) | 11 |
| Total | 160 |

|  |
| --- |
| Initiatives régionalesRégion Afrique– Des formations sur la 5G et l'IoT, notamment sur les radiofréquences, les champs électromagnétiques et la télévision numérique de Terre, ont été dispensées dans le cadre du programme C&I pour la région Afrique. Chaque année, des participants issus d'au moins 15 pays ont été formés.– Une étude de faisabilité sur les tendances en matière de technologies large bande en Afrique a été publiée et présentée lors de la première édition de la semaine consacrée aux technologies émergentes (2020).– Des ateliers sur l'évaluation de l'état de préparation à la cybersécurité ont été organisés à l'intention des pays africains, au Tchad, en Gambie et au Libéria en 2019 et en Guinée-Bissau en 2020.– Les compétences institutionnelles et humaines ont été renforcées chaque année depuis 2018, au moyen de formations en anglais et en français dans la région Afrique sur la conformité et l'interopérabilité (C&I), notamment sur les thèmes du débit d'absorption spécifique (DAS), des radiofréquences (RF), des champs électromagnétiques et de la télévision numérique de Terre (TNT). Les formations sur la TNT ont porté sur les aspects juridiques de la conformité et de l'interopérabilité, les lignes directrices relatives aux régimes C&I, y compris la réglementation de l'homologation, les politiques et la réglementation concernant l'établissement/le développement de la conformité et de l'interopérabilité.– Des formations sur les essais en mouvement de la qualité de service, la gestion efficace du spectre, y compris les radiofréquences, les champs électromagnétiques et la télévision numérique de Terre ont été dispensées et, chaque année entre 2018 et 2021, des participants issus d'au moins 15 pays ont reçu une formation sur la conformité et l'interopérabilité.– Une formation sur le système de gestion du spectre pour les pays en développement (SMS4DC) a été dispensée en Gambie et au Libéria en 2019.– Le premier [Forum mondial pour les réfugiés](https://www.itu.int/en/ITU-D/bdt-director/Pages/News.aspx?ItemID=205) a eu lieu en décembre 2019 à Genève. L'UIT, le HCR et la GSMA ont parrainé une session visant à examiner les enjeux que suppose la fourniture d'une connectivité pour les réfugiés, les personnes déplacées et les communautés qui les accueillent. Cette manifestation a marqué le point culminant d'une collaboration étroite au service des futurs programmes et projets nationaux visant à offrir une connectivité efficace aux réfugiés et aux communautés qui les accueillent en Afrique.Région Asie-Pacifique– L'UIT a continué d'actualiser [sa cartographie interactive en ligne des réseaux de transmission de Terre](https://www.itu.int/itu-d/tnd-map-public/fr/) pour la région Asie-Pacifique, contenant les données relatives à plus d'un million de kilomètres de réseau fin 2021. Un certain nombre d'initiatives ont été utilisées pour produire des données de haute qualité afin d'actualiser la cartographie, notamment l'étude intitulée "[Optimiser la disponibilité de la connectivité internationale dans le Pacifique"](https://www.itu.int/pub/D-PREF-BB.GDI_AP-2018) (2018), élaborée en partenariat avec l'Association des télécommunications des îles du Pacifique (PITA) et avec l'appui du Département de l'infrastructure, des transports, du développement régional et des communications de l'Australie, ainsi que l'évaluation et la cartographie de la connectivité des réseaux TIC au Pakistan et en Afghanistan.– À mesure que les réseaux IMT-2020 (5G) étaient déployés en Asie-Pacifique, des activités de renforcement des capacités ont été organisées et, fin 2021, plus de 530 participants avaient bénéficié d'une formation dans le domaine de la 5G dans le cadre des Centres d'excellence de l'UIT en Asie-Pacifique.– En 2018, l'UIT a collaboré avec le Brunéi pour réaliser une évaluation de l'état de préparation du marché en vue du déploiement du réseau IMT-2020 (5G). à la suite de cette assistance, le Brunéi a chargé un groupe de travail national de haut niveau pour d'étudier une approche globale de l'introduction de l'écosystème de la 5G. En 2021, une analyse des lacunes analogue a été réalisée en Mongolie pour appuyer la réalisation des objectifs nationaux numériques d'ici à 2025.– La gestion du spectre demeurant un des domaines où l'UIT reçoit le plus de demandes de la part des Membres, le BDT a aidé les Membres au moyen d'activités spécifiques relatives au système de gestion du spectre pour les pays en développement (SMS4DC), notamment l'automatisation de la gestion du spectre dans les pays suivants: Lao (R.d.p.), Afghanistan, Mongolie, Samoa et toutes les îles du Pacifique. Le BDT a conçu et actualisé les tableaux nationaux d'attribution des fréquences (NTFA) au Cambodge, aux Fidji, au Timor-Leste et au Vanuatu afin d'harmoniser les politiques nationales d'attribution de fréquences avec les résultats de la dernière Conférence mondiale des radiocommunications (CMR). Suite à l'assistance fournie par le BDT, les Tonga ont adopté le tableau NTFA et le Samoa a adopté la politique sur les points IXP.– Entre 2018 et 2021, le BDT a poursuivi son partenariat avec le Forum mondial et l'APT relatif aux conférences annuelles sur le spectre pour la région Asie‑Pacifique, qui ont offert un accès stratégique à des experts et à des partenaires du secteur privé concernant la gestion du spectre.– Le BDT a réalisé une étude régionale sur le spectre pour les systèmes hertziens dans la région Asie-Pacifique à l'heure de la 5G, intitulée "IMT Spectrum Assignment Study" (Étude sur l'assignation du spectre pour les IMT). Les principales conclusions ont été présentées lors de l'édition 2021 du Dialogue régional Asie-Pacifique.– Le BDT a mené des études sur les assignations de fréquence radioélectriques identifiées pour les IMT dans la région Asie‑Pacifique, le codéploiement de l'infrastructure TIC et de l'infrastructure énergétique, et une évaluation des incidences d'un projet de connectivité par satellite dans le Pacifique. Le Bureau régional a en outre conclu un partenariat avec la Banque asiatique de développement (BAsD) sur la connectivité numérique et les constellations satellitaires LEO, en vue de recenser les possibilités pour la région Asie-Pacifique.– En 2021, l'assistance fournie par l'UIT a débouché sur la formulation d'un nouveau projet régional, financé par l'Australie, dans le cadre de l'initiative Connect2Recover et d'un autre projet sur la résilience de l'infrastructure, financé par le Gouvernement japonais, en vue d'accélérer les efforts de rétablissement après la pandémie de COVID-19.Région Amériques– En 2019, un séminaire régional de formation à la gestion du spectre pour les Caraïbes a été organisé, afin d'améliorer le niveau et la vitesse de la connectivité des TIC dans les pays de la région.– En 2019, une assistance technique spécialisée a été fournie au Ministère des sciences, de l'énergie et des technologies et à l'Autorité de gestion du spectre de la Jamaïque, en vue de concevoir un cadre national relatif à l'octroi de licences pour l'utilisation du spectre dans le pays, afin d'améliorer la connectivité des TIC.– En 2020, l'UIT a mis en œuvre un projet visant à déterminer la valeur économique des bandes de fréquences des 700 MHz et des 2,5 GHz en Équateur.– Le Colloque de l'UIT sur les politiques générales et l'économie (IPEC), organisé chaque année de 2018 à 2021, a essentiellement porté sur l'assistance à fournir aux pays en ce qui concerne les questions réglementaires et financières.– Une assistance dans le domaine de la gestion du spectre a été fournie au Guyana, par l'intermédiaire de l'Unité nationale de gestion des fréquences (NFMU).– Un séminaire sur la gestion du spectre pour les îles des Caraïbes a eu lieu en décembre 2019.– L'UIT a mis en œuvre un projet en collaboration avec le Ministère des technologies de l'information et de la communication (MinTIC) de la Colombie, afin d'élaborer plusieurs études, analyses et propositions concernant: i) le diagnostic et l'actualisation des Plans techniques nationaux pour la radiodiffusion sonore (PTNRS); ii) la définition d'une stratégie technologique pour la radiodiffusion en MA et MF; iii) les nouvelles technologies de radiodiffusion; iv) le projet de manuel de bonnes pratiques pour l'assemblage des stations radioélectriques; v) les spécifications techniques pour un outil de gestion et de commande des plans PTNRS fondé sur le web et les concessionnaires de radiodiffusion; et vi) les résultats des activités de formation et d'échange dans le secteur.– L'UIT a mis en œuvre un projet aux côtés du Ministère des TIC de la Colombie, en vue d'élaborer un diagnostic et un examen concernant l'assignation du spectre dans le cadre d'un processus de sélection objectif.– L'UIT a mis en œuvre un projet aux côtés du Ministère des TIC de la Colombie, afin de définir, sur le plan stratégique, la mise en œuvre des bonnes pratiques internationales relatives à l'attribution du spectre aux services de télécommunications mobiles internationales (IMT). L'UIT a également mis en œuvre un projet visant à fournir des conseils et un appui au Ministère de TIC pour l'élaboration d'activités à caractère général favorisant une meilleure utilisation des TIC, en vue de la transformation numérique.– En 2021, un projet a été lancé afin de fournir une assistance technique pour valider, planifier et mettre en œuvre l'octroi de permis pour l'utilisation du spectre pour les IMT et appliquer des bonnes pratiques en vue d'améliorer le taux de pénétration de l'Internet en Colombie.– L'UIT et l'Agence nationale du spectre de la Colombie (ANE) ont signé un accord de coopération, afin d'unir leurs efforts pour promouvoir la recherche, la connaissance et la diffusion d'informations sur le spectre des fréquences radioélectriques et collaborer sur l'identification, l'analyse et la mise en œuvre des tendances et des bonnes pratiques en matière de gestion, de planification, d'administration, de surveillance et de contrôle du spectre des fréquences radioélectriques.– En 2021, l'UIT et l'ANE ont signé un projet visant à mener des études économiques et techniques pour permettre à l'ANE de formuler des recommandations à l'intention du Ministère des TIC de la Colombie concernant la définition et l'adoption d'une politique nationale sur les services de radiodiffusion sonore numérique.– En septembre 2018, la cinquième "Conférence annuelle sur la gestion du spectre en Amérique latine" et un "Atelier sur le spectre et les réseaux communautaires" ont été organisés dans le cadre du Forum mondial, en septembre 2018. Le Forum a réuni 167 participants inscrits, issus de 16 pays dont 12 pays d'Amérique latine.– En septembre 2018, une formation de l'UIT et de l'ITSO sur les communications par satellite a été organisée à Quito (Équateur). Quarante‑quatre délégués du Brésil, de l'Équateur et du Paraguay ont participé à cette manifestation. Les 44 participants ont reçu le certificat correspondant après avoir réussi l'examen.– En avril 2019, une deuxième version de la formation UIT/ITSO sur les communications par satellite a été fournie à Asuncion (Paraguay). Quarante‑huit délégués de l'Argentine, du Paraguay et de l'Uruguay ont participé à cette manifestation. Les 48 participants ont reçu le certificat correspondant après avoir réussi l'examen.– En novembre 2020, une troisième version de la formation UIT/ITSO sur les communications par satellite a été dispensée en ligne La manifestation a réuni 48 délégués de l'Argentine, de la Bolivie, du Brésil, du Canada, du Chili, de la Colombie, du Costa Rica, de Cuba, du Guatemala, du Honduras, du Mexique, du Nicaragua, des États-Unis, de l'Uruguay et du Venezuela. Quarante-deux des 48 participants ont reçu le certificat correspondant après avoir réussi l'examen.– En 2019, 2020 et 2021, l'UIT a dispensé une formation gratuite en espagnol sur les modules de base du Programme de formation sur la gestion du spectre, permettant à 348 professionnels de la région, principalement issus des pouvoirs publics, d'obtenir une certification.– En 2020 et 2021, la formation UIT/ITSO sur les communications par satellite a été proposée et dispensée dans le cadre de l'Académie de l'UIT.– Dans le cadre de la manifestation mondiale de l'UIT sur le thème "Les technologies émergentes au service de la connectivité: Accélérer la transformation numérique dans les PMA, les PEID et les PDSL", un certain nombre de dialogues régionaux et multirégionaux sur les technologies émergentes ont eu lieu. S'agissant de la région Amériques, les pays suivants y ont pris part: Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, République dominicaine, El Salvador, Équateur, États‑Unis, Grenade, Guatemala, Guyana, Haïti, Honduras, Jamaïque, Mexique, Panama, Paraguay, Pérou, Suriname, Trinité-et-Tobago, Uruguay.– En 2020, l'UIT a publié une étude sur le déploiement de la 5G, les plans nationaux pour la 5G et les applications pour le secteur privé au Chili, en Équateur et au Pérou.– En 2019 et 2020, le BDT a dispensé gratuitement un Programme de formation sur la gestion du spectre en espagnol, et plus de 340 professionnels, principalement issus des pouvoirs publics, ont obtenu une certification.– En avril 2019, l'UIT a organisé une formation régionale sur les communications par satellite à Asuncion (Paraguay). Au total, 49 personnes ont suivi la formation, et 48 d'entre elles ont passé et réussi l'examen.– En 2020, l'UIT a réalisé des études relatives aux incidences de la 5G sur les secteurs de production du Chili et du Pérou aux pouvoirs publics respectifs de ces pays.– En 2020, l'UIT a actualisé les cartes interactives des réseaux de transmission, en particulier celles du Guatemala, du Honduras et du Suriname.Région de la CEI– En octobre 2021, l'UIT, conjointement avec Rostelecom et d'autres partenaires, a lancé le Centre international de recherche, de développement et de test des nouveaux équipements et services et des nouvelles technologies (IRDTC), hébergé par l'Université d'État des télécommunications Bonch-Bruevich de Saint‑Pétersbourg. En 2020-2021, les experts de l'IRDTC ont élaboré des rapports techniques sur le réseau 2030, les laboratoires C&I, les performances de réseau, les tests de réalité virtuelle/augmentée, l'intelligence artificielle et la qualité de service.– Depuis 2018, une série de cours de formation et de manifestations spécifiques ont été organisés au niveau régional, afin de répondre à la forte demande exprimée par les membres, concernant notamment la gestion du spectre, la technologie VoLTE, la 5G et les réseaux futurs. Toutes ces manifestations ont été organisées en coopération avec l'UIT-T et l'UIT-R. Un atelier régional sur le lancement et les expériences opérationnelles des réseaux 5G (IMT‑2020) organisé en 2021 était notamment axé sur l'exposition des personnes aux champs électromagnétiques.– En 2019, la troisième conférence annuelle sur la gestion du spectre dans la région de la CEI et les pays d'Europe centrale et orientale, ainsi qu'un atelier de l'UIT sur la manière d'assurer des communications exemptes de brouillages compte tenu de l'état actuel de la technologie, ont été organisés à Minsk (Bélarus). En décembre 2020 et en septembre 2021, les séminaires régionaux sur la gestion du spectre ont été organisés de façon virtuelle.– En juin 2021, l'UIT a fourni une assistance ciblée à l'Arménie dans le cadre de l'initiative mondiale Connect2Recover et dispensé aux opérateurs de télécommunication une série de formations sur l'utilisation des différents outils de l'UIT (cartographie de l'infrastructure large bande, connectivité sur le dernier kilomètre). En 2021, l'UIT a achevé une évaluation de la résilience de l'infrastructure et l'a présentée aux parties prenantes nationales lors d'un atelier spécifique, organisé en Arménie en octobre 2021, les recommandations étant mises en œuvre tout de suite après.– En 2021, des formations concernant le kit pratique sur la connectivité sur le dernier kilomètre de l'UIT (outils interactifs de diagnostic et décisionnels concernant la connectivité sur le dernier kilomètre) ont été dispensées en Arménie et au Kirghizistan. Ce kit pratique aide les décideurs, les régulateurs et les opérateurs de communication à adopter une approche plus globale de la planification, de la conception et de la mise en œuvre de solutions pour la connectivité sur le dernier kilomètre, y compris dans les zones mal desservies.Région des États arabes– En 2018, un atelier régional de l'UIT sur les technologies émergentes a été organisé.– En 2018, une série de forums annuels consacrés à l'Internet des objets et aux villes intelligentes ont été organisés pour favoriser le développement durable et la transformation numérique dans la région des États arabes. Ces forums étaient axés sur les technologies mobiles de cinquième génération (5G) et la manière dont elles transformeront le paysage en vue du déploiement à grande échelle de l'Internet des objets, de l'intelligence artificielle, des mégadonnées et des villes intelligentes, en particulier dans la région des États arabes.– Une semaine sur le thème des technologies émergentes a été organisée pour la région des États arabes en 2019 et pour la région des États arabes et la région Afrique en 2020. Les manifestations visaient à examiner et à promouvoir le déploiement de l'Internet des objets, de l'intelligence artificielle et des mégadonnées pour édifier des villes et des sociétés intelligentes dans la région des États arabes, dans le but de contribuer à la réalisation des Objectifs de développement durable, à la transformation numérique et à la concrétisation du Nouveau Programme pour les villes dans la région des États arabes. En outre, un défi a été organisé en 2020 sur le thème de l'intelligence artificielle au service du développement et quatre lauréats d'exception de la région des États arabes et de la région Afrique ont été sélectionnés.– Un centre régional d'expertise de l'UIT sur le protocole iPv6 et l'Internet des objets pour la région des États arabes a été créé en novembre 2021, en collaboration avec l'Autorité de régulation des télécommunications du Soudan (TPRA) et avec son appui. L'objectif principal de ce centre est d'aider les États Membres à assurer une transition progressive et gérée correctement entre le Protocole Internet version 4 (IPv4) et le Protocole Internet version 6 (IPv6) pour l'infrastructure de l'Internet des objets, l'IPv6 pour les réseaux 5G, l'IPv6 pour l'industrie 4.0, le déploiement de services et d'applications et la sensibilisation par le biais de sessions théoriques et pratiques.– Un cours de formation sur la 5G a été organisé en collaboration avec la GSMA, et avec son appui, en 2018 et 2019, et un cours interrégional sur la 5G pour la région des États arabes et la région Afrique a été organisé en 2020, suivi d'un cours de formation au niveau mondial en 2021.Région Europe– Entre 2018 et 2021, une série d'ateliers et de séminaires ont été organisés, afin d'examiner des questions telles que l'avenir de la télévision, la cartographie de l'infrastructure et des services large bande de Terre, l'économie numérique et les radiocommunications. Les Forums régionaux sur la réglementation, organisés chaque année, et les tables rondes régionales des régulateurs dans le cadre du GSR ont offert d'autres tribunes permettant aux régulateurs européens d'examiner les tendances qui se font jour.– Une série de documents d'information et d'études ont été élaborés en ce qui concerne la 5G, la connectivité, les champs électromagnétiques, la cartographie de l'infrastructure large bande et l'investissement.– Des évaluations régionales sur la mise en œuvre de la 5G dans les pays non‑membres de l'Union européenne et sur les champs électromagnétiques ont été réalisées.– La conférence sur le Techritoire de la 5G pour les États baltes s'est tenue à Riga (Lettonie) avec l'appui de l'UIT, et a continué de servir de plate-forme de coopération sous-régionale.– Une assistance technique a été fournie à l'Albanie et à Moldova dans le domaine du spectre radioélectrique. En outre, une politique relative au large bande a été élaborée au profit de l'Albanie. Le Monténégro a reçu une assistance en ce qui concerne le protocole IPv6, et le BDT a apporté son soutien avec l'examen de leur état de préparation, ce qui a conduit à la création d'un laboratoire IPv6. Une évaluation de la résilience des infrastructures TIC a été lancée pour Moldova.– Une initiative spéciale pour la mobilisation régionale reposant sur l'officialisation de la coopération entre l'UIT et les autorités nationales a été lancée, afin d'améliorer l'ensemble de données utilisées dans les cartes interactives des réseaux de transmission de l'UIT.– Un projet régional sur l'appui aux systèmes de cartographie des possibilités d'investissement dans l'infrastructure large bande en Europe du Sud-Est a été mis au point. Cela comprenait notamment une série de réunions visant à tirer parti des capacités des pays, à élaborer des documents d'information sur les systèmes de cartographie et à publier des lignes directrices mondiales relatives à l'établissement de systèmes de cartographie nationaux en vue d'intensifier l'assistance aux pays d'Europe et d'ailleurs. En 2021, la Bosnie-Herzégovine et Moldova ont reçu une assistance dans le domaine des systèmes nationaux de cartographie du large bande. |

|  |
| --- |
| COMMISSIONS D'ÉTUDESTrois produits annuels (documents) des Commissions d'études de l'UIT-D ont été élaborés et publiés, à savoir:[Tendances observées dans le domaine de la radiodiffusion: nouvelles technologies, nouveaux services et nouvelles applications](https://www.itu.int/oth/D0717000001/en) (Question 2/1, document publié en juillet 2019): Ce document donne des informations sur les dernières tendances dans le domaine de la radiodiffusion, notamment les scénarios concernant les nouveaux services fondés sur les technologies les plus récentes. Il met en évidence les travaux menés à bien au sein de l'UIT-T et présente les incidences économiques et réglementaires pour les utilisateurs finals, les parties prenantes et les organismes de régulation.[Réflexions sur la structure des coûts du passage au numérique, y compris en ce qui concerne de nouveaux services et de nouvelles applications](https://www.itu.int/oth/D0723000001/en) (Question 2/1, document publié en mai 2020): Ce document donne un aperçu de l'évolution des services de radiodiffusion et des incidences financières importantes du passage au numérique. Il fournit des précisions sur les éléments de coût à prendre en compte lors de la planification et de la mise en œuvre des mesures à prendre pour que le passage à la radiodiffusion numérique et l'arrêt de l'analogique soient un succès.Les conclusions de ces deux documents sont présentées de manière plus détaillée dans le [rapport final sur la Question 2/1](https://www.itu.int/en/myitu/Publications/2021/07/27/08/38/Strategies---policies---regulations-and-methods-of-migration-and-adoption-of-digital-broadcasting).[Solutions en matière de développement du large bande et de connectivité au large bande pour les zones rurales et isolées](https://www.itu.int/oth/D0723000002/en) (Question 5/1, document publié en mai 2020): Ce document aborde les principaux problèmes que pose la connectivité dans les zones rurales isolées, à savoir une infrastructure d'appui insuffisante, un relief accidenté, l'illettrisme, le coût élevé de l'installation d'infrastructures des technologies de l'information et de la communication (TIC) et les problèmes de politique générale. Il recommande aux régulateurs, aux décideurs et aux opérateurs des solutions permettant de remédier à ces problèmes.Deux ateliers ont été organisés à l'occasion des réunions du Groupe du Rapporteur de la Commission d'études 1 de l'UIT-D tenues en septembre 2019. [L'atelier sur la connectivité rurale](https://www.itu.int/en/ITU-D/Study-Groups/2018-2021/Pages/meetings/session-Q5-1-sept19.aspx) a mis en avant les principaux problèmes, par exemple sur le plan des coûts, qui se posent pour ce qui est de connecter les populations des zones rurales. [L'atelier sur la mise en œuvre de projets en matière de large bande](https://www.itu.int/en/ITU-D/Study-Groups/2018-2021/Pages/meetings/session-Q1-1-sept19.aspx) a permis de présenter des exemples de réussite et de signaler les difficultés rencontrées dans le cadre de projets de ce type dans toutes les régions géographiques. Les conclusions de ces ateliers ont permis d'étoffer le [rapport final sur la Question 5/1](https://www.itu.int/en/myitu/Publications/2021/07/22/13/20/Telecommunications-ICTs--for-rural-and-remote-area).Un atelier sur le thème "Conformité et interopérabilité des TIC: défis pour les pays en développement" a été organisé à l'occasion de la réunion sur la Question 4/2 (Assistance aux pays en développement concernant la mise en œuvre des programmes de conformité et d'interopérabilité et lutte contre la contrefaçon d'équipements TIC et le vol de dispositifs mobiles) confiée à la Commission d'études 2 de l'UIT-D. Cette manifestation a permis d'examiner et de proposer des solutions concernant les produits TIC en tant que catalyseurs des ODD, les moyens de collaboration innovants et les nouvelles technologies (en particulier l'IoT). Les informations échangées lors de l'atelier ainsi que les enseignements tirés ont alimenté le Rapport final sur la Question 4/2. Le programme et les exposés de l'atelier sont disponibles à cette [adresse](https://www.itu.int/en/ITU-D/Study-Groups/2018-2021/Pages/meetings/session-Q4-2-oct19.aspx).Dans le cadre de la Question 4/2, quatre illustrations sur la conformité et l'interopérabilité dans l'environnement des TIC ont été élaborées: Pourquoi la conformité et l'interopérabilité? Cadres de C&I; Des sociétés ultra-connectées grâce aux dispositifs TIC; Lutter contre la contrefaçon de dispositifs TIC. Ils sont téléchargeables [ici](https://www.itu.int/en/ITU-D/Technology/Pages/ConformanceandInteroperability.aspx).Un [tutoriel sur l'intelligence artificielle et les technologies émergentes](https://www.itu.int/en/ITU-D/Study-Groups/2018-2021/Pages/meetings/tutorial_AI_oct19.aspx) organisé à l'UIT parallèlement aux réunions des Groupes du Rapporteur des Commissions d'études de l'UIT‑D en 2019, a permis aux États Membres, aux Membres de Secteur et au personnel de l'UIT d'en savoir plus sur l'intelligence artificielle et les possibilités et les défis dans ce domaine. Des formateurs et des intervenants issus d'établissements universitaires, du secteur privé et d'organismes publics ont fait connaître leurs vues, et les discussions ont mis en évidence certaines questions en ce qui concerne les droits de propriété intellectuelle, l'éthique et la responsabilisation.Un webinaire a été organisé en juillet 2020 sur le [thème des services de radiodiffusion pour lutter contre le COVID-19](https://www.itu.int/en/ITU-D/Study-Groups/2018-2021/Pages/meetings/Webinars/2020/Q2-1-july03.aspx). Il portait essentiellement sur la manière dont les radiodiffuseurs contribuent à la lutte contre la crise sanitaire mondiale liée au COVID-19, en favorisant une prise de conscience de la société et en fournissant des informations ainsi qu'en répondant aux nouveaux besoins de communication. Les intervenants ont présenté des études de cas sur le rôle des radiodiffuseurs dans l'atténuation de la crise, ainsi que sur les nouveaux services et les nouvelles applications qui peuvent être mis à profit pour aider les populations, notamment l'apprentissage en ligne et les interventions en cas d'urgence.Le Guide des solutions pour la connectivité sur le dernier kilomètre a été présenté à la quatrième réunion plénière de la Commission d'études 1 de l'UIT-D organisée en mars 2021. Le Corapporteur pour la Question 1/1 était l'une des personnes ayant contribué à son élaboration.En avril 2021, un atelier de l'UIT sur l'avenir de la télévision dans la région Asie‑Pacifique a permis de diffuser les conclusions issues des rapports finals des Commissions d'études de l'UIT‑D, notamment en ce qui concerne la [Question 2/1](https://www.itu.int/hub/publication/D-STG-SG01.02.2-2021/). |

# 9 Politique et réglementation: Appuyer les cadres politiques et réglementaires collaboratifs au service du développement du marché numérique

Colloque mondial des régulateurs

Les Colloques mondiaux des régulateurs de 2018 (tenu à Genève), de 2019 (tenu au Vanuatu), de 2020 et 2021 (virtuels) ont continué d'offrir un cadre mondial de dialogue à des ministres, des responsables d'autorités chargées de la réglementation et des dirigeants d'entreprises du monde entier. Ils ont proposé des réunions et des formations et permis d'adopter des lignes directrices sur les bonnes pratiques concernant divers thèmes comme les "nouvelles frontières réglementaires pour réussir la [transformation](https://www.itu.int/net4/ITU-D/CDS/GSR/2018/documents/Guidelines/GSR-18_BPG_Final-F.PDF) numérique" (GSR-18), "[Accélérer la mise en place de la connectivité numérique pour tous](https://www.itu.int/en/ITU-D/Conferences/GSR/2019/Documents/GSR19BestPracticeGuidelines_F.pdf)" (GSR-19), "[Modèle de référence en matière de réglementation du numérique](https://www.itu.int/en/ITU-D/Conferences/GSR/2020/Documents/GSR-20_Best-Practice-Guidelines_Final_F.pdf)" (GSR-20) et "[Renforcer la réglementation pour financer l'infrastructure numérique, l'accès et le recours au numérique](https://www.itu.int/en/ITU-D/Conferences/GSR/2021/Documents/GSR-21_Best-Practice-Guidelines_FINAL_E_V2.pdf)" (GSR-21).

[La 20ème édition du GSR](https://www.itu.int/fr/ITU-D/Conferences/GSR/2020/Pages/default.aspx) a eu lieu de façon entièrement virtuelle en septembre 2020. Lors de cette 20ème édition, des régulateurs des TIC du monde entier ont célébré 20 années d'évolution des cadres réglementaires. À l'occasion du 20ème anniversaire du GSR, les participants ont essentiellement fourni des orientations pratiques sur les mesures qui peuvent être prises pour parvenir à une connectivité efficace au service de la transformation numérique. Le GSR-20 a attiré plus de 2 448 participants, et la page web de la manifestation a été consultée plus de 90 695 fois. En outre, des discussions sous forme de tables rondes des régulateurs régionaux, des manifestations parallèles et une formation ont été organisées en ligne durant l'été 2020, dans le cadre de la série de manifestations associées au GSR, en collaboration avec des membres, des experts, des associations régionales de régulateurs et d'autres partenaires.

Le [Programme GSR-21](https://www.itu.int/fr/ITU-D/Conferences/GSR/2021/Pages/default.aspx) (GSR+) s'est tenu en mode virtuel sous la forme d'une série de manifestations régionales et virtuelles interconnectées organisées dans toutes les régions entre avril et juin 2021.Les participants ont examiné les perspectives, les difficultés et les solutions innovantes dans le domaine de la réglementation au niveau régional en vue des sessions mondiales principales, qui se sont tenues en juin 2021 et auront pour thème: "La réglementation au service de la transformation numérique: promouvoir une connectivité, un accès et une utilisation ouverts à tous". Les sessions principales (GSR-21), qui se sont tenues en ligne du 21 au 25 juin, ont réuni 637 participants dont 439 délégués provenant de 115 États Membres. Les conclusions de l'édition de 2021 du GSR ont été intégrées aux autres travaux en vue de la CMDT‑22, avec lesquels une harmonisation sera recherchée, et le traditionnel Débat des hautes personnalités sera une étape dans le cadre de la manifestation En route pour Addis.

Les incidences positives du large bande et de la réglementation des TIC

Une série de rapports ont permis de quantifier les incidences économiques positives du large bande, de la transformation numérique et de l'interaction de la réglementation des TIC aux [niveaux régional et mondial](https://www.itu.int/pub/D-PREF-EF.BDR-2018/fr). Les principaux résultats de la modélisation économétrique par région indiquent qu'une augmentation de 10% du taux de pénétration du large bande mobile entraînerait une augmentation de 2,46% du PIB par habitant dans la [région Afrique](https://www.itu.int/pub/D-PREF-EF.BDT_AFR-2019/fr), contre 1,73% dans la [région Amériques](https://www.itu.int/pub/D-PREF-EF.BDT_AM/fr), 1,82% dans la [région des États arabes](https://www.itu.int/pub/D-PREF-EF.BDT_ARS-2019/fr), 0,51% dans la [région Asie-Pacifique](https://www.itu.int/pub/D-PREF-EF.BDT_AP-2019/fr), 1,25% dans la [région de la CEI](https://www.itu.int/pub/D-PREF-EF.BDT_CIS-2020/fr) et 2,1% dans la région Europe. *[L'édition de 2020 du rapport intitulé "Incidences du large bande, de la généralisation du numérique et de la réglementation des TIC sur](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regulatory-Market/Pages/Economic-Contribution.aspx)*

*[l'économie mondiale"](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regulatory-Market/Pages/Economic-Contribution.aspx)* expose six mesures concrètes ambitieuses qui optimiseront les incidences sur le plan économique des décisions stratégiques en matière d'investissement dans les TIC, et contient des recommandations concrètes visant à renforcer les répercussions sur l'économie.

L'édition de 2021 du rapport "[Incidences des politiques, de la réglementation et des institutions sur l'efficacité dans le secteur des TIC](https://www.itu.int/pub/D-PREF-EF.ICT_SECT_PERF-2021/fr)" s'appuie sur une modélisation économétrique pour déterminer avec précision les incidences des cadres réglementaire et institutionnel sur le fonctionnement du secteur des TIC et sa contribution aux économies nationales. La modélisation a permis de recueillir des informations nouvelles appuyées par des données faisant autorité sur l'évolution de la régulation des TIC depuis 2007, l'Outil de suivi réglementaire des TIC et un ensemble mondial de données économiques sur les marchés des TIC.

L'édition de 2021 du rapport de l'UIT "[Financer l'accès universel aux technologies et aux services numériques](https://www.itu.int/en/ITU-D/Conferences/GSR/2021/Documents/Publications/GSR21_Financing%20Universal%20Access%20To%20Digital%20Technologies%20And%20Services.pdf)" fournit des orientations sur les cadres politiques et réglementaires nécessaires pour inciter le secteur privé à contribuer davantage au financement de la connectivité universelle, pour faciliter l'accès à celle-ci et son adoption, et présente les modèles économiques possibles pour déployer des projets et des initiatives du côté de l'offre et de la demande à l'ère du numérique.

L'UIT a largement contribué à l'élaboration du rapport du Groupe de travail de la Commission "Le large bande au service du développement durable" sur le projet "Moonshot" d'infrastructure numérique pour l'Afrique, intitulé "*[Connecting Africa Through Broadband A strategy for doubling connectivity by 2021 and reaching universal access by 2030](https://broadbandcommission.org/Documents/working-groups/DigitalMoonshotforAfrica_Report.pdf)*" (*Connecter l'Afrique grâce au large bande: Une stratégie pour doubler le taux de connectivité d'ici à 2021 et parvenir à un accès universel à l'horizon 2030*). Dans ce rapport, le coût de la réduction de l'écart dans le domaine du large bande en Afrique est quantifié et une feuille de route et un plan d'action sont fournis en vue de parvenir à une connectivité large bande universelle dans la région d'ici à 2030.

Le rapport de l'UIT "[Connecting Humanity – Assessing investment needs of connecting humanity to the Internet by 2030"](https://www.itu.int/fr/publications/ITU-D/Pages/publications.aspx?lang=en&media=electronic&parent=D-GEN-INVEST.CON-2020) (*Connecter l'humanité – Évaluer les investissements nécessaires pour connecter toutes les personnes à l'Internet d'ici à 2030*), publié en 2020, permet d'estimer les investissements nécessaires pour garantir une connectivité large bande universelle et abordable pour l'humanité tout entière avant la fin de la décennie. Cette étude a été menée avec le concours de l'Arabie saoudite, dans le cadre du rôle que joue l'UIT en tant que partenaire pour le partage des connaissances du Groupe spécial sur l'économie numérique de la présidence du G20.

#REG4COVID – Plate-forme mondiale pour la résilience des réseaux

En mars 2020, face à la crise mondiale liée au Covid-19, l'UIT a créé la plate-forme mondiale pour la résilience des réseaux [(#REG4COVID](https://reg4covid.itu.int/)), afin de donner des informations sur les initiatives que les régulateurs et les opérateurs du monde entier ont prises pour faire en sorte que les communautés restent connectées. Des domaines aussi essentiels que la disponibilité et l'accessibilité, y compris financière, du large bande, la protection des consommateurs, la gestion du trafic et les télécommunications d'urgence étaient concernés. L'UIT a d'abord examiné les mesures d'intervention immédiates, puis s'est penchée sur la phase de rétablissement afin de répondre aux questions suivantes: Quelle est la prochaine étape? Les mesures sont-elles durables? Comment les cadres réglementaires ont-ils évolué? Quelles sont les tendances politiques et réglementaires à long terme qui ont été mises en place par les différents groupes de parties prenantes et au profit de ces groupes? Quelles sont les solutions qui fonctionnent? Lesquelles ne fonctionnent pas?

Une série de manifestations virtuelles de haut niveau sur la coopération numérique ont été organisées au titre de l'initiative #REG4COVID, parmi lesquelles le [webinaire #1: Connectivité – Évaluation de la situation](https://www.itu.int/en/ITU-D/bdt-director/Pages/Speeches.aspx?ItemID=253) et le [webinaire #2: Connectivité: Bonnes pratiques: ce qui fonctionne et de ce qui ne fonctionne pas](https://www.itu.int/en/ITU-D/bdt-director/Pages/Speeches.aspx?ItemID=255). Tout en axant les efforts sur les besoins immédiats durant la crise liée au COVID-19, le [Plan d'action conjoint pour le développement numérique de l'UIT, de la GSMA, de la Banque mondiale et du Forum économique mondial](https://www.itu.int/en/Pages/covid-19.aspx) ainsi que les manifestations connexes de haut niveau se sont concentrés sur les mesures immédiates permettent de favoriser la résilience des réseaux et de garantir l'accès aux services numériques et leur accessibilité financière.

En outre, la plate-forme #REG4COVID présente des travaux de recherche et des analyses sur des questions d'actualité, par exemple [l'analyse REG4COVID](https://sway.office.com/4AcrlY9R4BMemONI), la publication "First overview of key initiatives in response to COVID-19" (*Premier aperçu des principales initiatives prises pour faire face au COVID-19*); [l'édition de 2020 du rapport "Pandemic in the Internet Age: communications industry responses](https://reg4covid.itu.int/wp-content/uploads/2020/06/ITU_COVID-19_and_Telecom-ICT.pdf)" (*Pandémie à l'ère de l'Internet: les réponses du secteur des communications*); un rapport publié en 2021, intitulé "[Pandemic in the internet age: From second wave to new normal, recovery, adaptation and resilience](https://www.itu.int/en/myitu/Publications/2021/05/11/08/52/Pandemic-in-the-Internet-age)" (*Pandémie à l'ère de l'Internet: de la deuxième vague à la nouvelle normalité en passant par le rétablissement, l'adaptation et la résilience*); des documents de travail sur [la connectivité sur le dernier kilomètre dans le contexte du COVID-19](https://reg4covid.wpengine.com/wp-content/uploads/2020/11/FINAL_Last-Mile-Connectivity_Covid.pdf), sur [les conséquences économiques du COVID-19 sur l'infrastructure numérique – Rapport d'une table ronde d'économistes](https://www.itu.int/pub/D-PREF-EF.COV_ECO_IMPACT-2020/fr) et sur [le secteur des télécommunications au lendemain du COVID-19 (rapport de la septième Table ronde d'économistes de l'UIT)](https://www.itu.int/fr/publications/ITU-D/Pages/publications.aspx?parent=D-PREF-EF.POST_COVID-2021&media=electronic). Dans le cadre de l'initiative REG4COVID, une déclaration conjointe intitulée "[Renforcer la connectivité numérique dans le contexte du COVID-19"](https://reg4covid.itu.int/wp-content/uploads/2020/09/UN75_Partnership_Statement_PD_final.pdf) a en outre été adoptée par les participants au Forum mondial sur la gouvernance, dans le cadre du Dialogue sur les partenariats en matière de connectivité, à l'occasion du 75ème anniversaire de l'ONU.

Tables rondes d'économistes

Depuis la première édition organisée lors de l'édition de 2015 d'ITU Telecom World, les [tables rondes d'économistes](https://digital-world.itu.int/events/2019-budapest/session-videos/) sont l'occasion pour de nombreux spécialistes de l'économie et du secteur des TIC d'échanger des vues sur les tendances et questions de développement des télécommunications/TIC les plus récentes et d'en examiner en particulier les aspects économiques et financiers notables.

Dans le prolongement des débats antérieurs, les [résultats et les conclusions](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regulatory-Market/Pages/Economic-Contribution.aspx) des trois tables rondes des économistes tenues en 2020 et 2021 ont été regroupés dans des rapports concis et exploitables destinés aux décideurs, régulateurs et autres responsables du secteur.

Outil d'évaluation et d'analyse de la réglementation des TIC de l'UIT

Publié en 2018 et 2019, le rapport "[Perspectives d'évolution de la réglementation des TIC dans le monde](https://www.itu.int/fr/ITU-D/Regulatory-Market/Pages/giro20.aspx)" fait désormais partie d'une série de documents phares de l'UIT, qui portent sur les tendances politiques et réglementaires du secteur des TIC et regroupent des recherches de pointe sur différents sujets, ainsi que des données factuelles et des conseils pratiques visant à aider les régulateurs à instaurer une réglementation collaborative de cinquième génération. Les rapports livrent une analyse organique fondée sur des données recueillies au niveau local, des connaissances spécialisées et des analyses. La série de rapports "Perspectives d'évolutions de la réglementation des TIC dans le monde" s'adresse à un large public composé de professionnels des TIC, notamment des régulateurs des TIC et des fonctionnaires des ministères des TIC, des directeurs de la réglementation, des conseillers en politiques et des universitaires.

En 2020 et 2021, une large consultation auprès des États Membres de l'UIT, des spécialistes de la réglementation et d'autres parties prenantes a permis à l'UIT de recueillir des idées et de les intégrer dans un processus de réflexion conceptuelle et dans un [examen par des spécialistes](https://www.itu.int/en/ITU-D/Conferences/GSR/2021/Documents/Publications/G5Benchmark_ReviewBoardReport_21062021.pdf) visant à améliorer le cadre des critères de référence pour la réglementation de cinquième génération ([G5 Benchmark](https://app.gen5.digital/benchmark/about?_ga=2.241065987.1248911239.1644245263-233529912.1625821663&_gl=1*dqdap*_ga*MjMzNTI5OTEyLjE2MjU4MjE2NjM.*_ga_27GW57NRWK*MTY0NDI0NTI2Mi41OS4xLjE2NDQyNDUzNjQuMA..)) en le complétant par les principaux éléments d'un modèle réglementaire de nouvelle génération. En outre, une série d'études de cas de pays sur les cadres réglementaires et institutionnels et la gouvernance collaborative ont été réalisées dans divers pays issus de différentes régions. Les [études de cas](https://gen5.digital/national-approaches/library-of-national-approaches-to-collaborative-governance/) étaient axées sur la promotion d'une meilleure compréhension du rôle et de l'impact de la collaboration et de la gouvernance collaborative, ainsi que sur l'utilisation de nouveaux outils pour réglementer les marchés des TIC.

Le [G5 Accelerator](https://gen5.digital/national-approaches/library-of-national-approaches-to-collaborative-governance/) (accélérateur de la réglementation de cinquième génération), lancé en 2021, regroupe des outils et des ressources utiles offrant un appui pratique progressif aux pays qui ont déjà entrepris ou envisagent d'opérer leur transformation numérique. Un ensemble d'indicateurs complémentaires, dont l'[Outil de suivi réglementaire des TIC](https://app.gen5.digital/tracker/metrics?_ga=2.112709892.163813749.1631883040-233529912.1625821663&_gl=1*1hkdbqv*_ga*MjMzNTI5OTEyLjE2MjU4MjE2NjM.*_ga_27GW57NRWK*MTYzMTg4MzAzOS4xOC4xLjE2MzE4ODMwODIuMA..), outil factuel visant à aider les décideurs et les régulateurs à passer de la première à la quatrième génération de réglementations, et les critères de référence pour la réglementation de cinquième génération ([G5 Benchmark](https://app.gen5.digital/benchmark/about?_ga=2.241065987.1248911239.1644245263-233529912.1625821663&_gl=1*dqdap*_ga*MjMzNTI5OTEyLjE2MjU4MjE2NjM.*_ga_27GW57NRWK*MTY0NDI0NTI2Mi41OS4xLjE2NDQyNDUzNjQuMA..)), ont été mis à la disposition des décideurs et des parties prenantes pour leur permettre de mieux comprendre les interactions entre les politiques réglementaires, les marchés et la croissance économique sur les marchés des TIC et du numérique. Ces outils permettent aux pays de s'orienter vers la transformation numérique et d'élaborer des feuilles de route personnalisées, afin d'accélérer les progrès et d'accroître l'efficacité.

Sur la base du cadre des critères de référence pour la réglementation collaborative de cinquième génération (G5 Benchmark), une série d'analyses par pays ont été effectuées, afin d'évaluer le chemin parcouru par les pays sur la voie de la transformation numérique et d'identifier les domaines prioritaires à prendre en compte pour faire en sorte que les marchés numériques atteignent un niveau de maturité élevé, dans tous les domaines. La mise au point de ces analyses par pays s'est appuyée sur un processus de collaboration avec les régulateurs nationaux du secteur des TIC et un large éventail de parties prenantes, analyse approfondie des données. En 2021, des analyses par pays ont été effectuées dans les pays suivants: Colombie, République démocratique du Congo, Égypte, Kenya, Mexique, Moldova, Roumanie, Rwanda, Arabie saoudite, Sénégal et Tanzanie.

Le laboratoire [ICT Policy Impact Lab](https://app.gen5.digital/lab?_gl=1*jyvqug*_ga*MjMzNTI5OTEyLjE2MjU4MjE2NjM.*_ga_27GW57NRWK*MTYzMTg4MzAzOS4xOC4wLjE2MzE4ODMwMzkuMA..&_ga=2.116715526.163813749.1631883040-233529912.1625821663), créé en 2021, détermine les incidences des politiques réglementaires et des cadres institutionnels sur le fonctionnement du secteur des TIC et sa contribution aux économies nationales. Il présente des données sur les incidences des réformes sur l'investissement. Ce laboratoire de simulation s'appuie sur des données empiriques fournies par 145 pays entre 2008 et 2019 et a été créé pour aider les régulateurs et les décideurs du secteur des TIC à donner un nouveau souffle aux marchés du numérique et à relancer l'économie de leurs pays.

Formation sur la réglementation

Plusieurs sessions de formation ont été organisées à l'intention des régulateurs au sujet des politiques, de la réglementation et de l'évolution du marché dans le domaine du numérique, et des approches réglementaires collaboratives au service de la transformation numérique.

Dans le cadre de l'Académie de l'UIT, la GSMA a organisé à l'occasion du GSR-19 une session de formation à l'intention des décideurs et des régulateurs, pour leur donner un avant‑goût des politiques relatives à la concurrence dans le secteur des TIC et de la téléphonie mobile. La session a consisté en une introduction d'une demi-journée sur le sujet, fondée sur le contenu d'un cours de formation de deux jours donnant lieu à une accréditation de l'UKTA (United Kingdom Telecoms Academy), concernant les politiques relatives à la concurrence à l'ère du numérique, cours qui a été proposé en ligne aux décideurs et aux régulateurs dans le cadre de l'Académie de l'UIT en 2019.

L'UIT, l'USTTI et le Groupe de la Banque mondiale (WBG) ont œuvré en collaboration pour organiser une formation aux bonnes pratiques réglementaires à Nairobi (Kenya), à l'intention de responsables d'Eswatini, d'Éthiopie, du Kenya, de la Somalie, du Soudan du Sud et de la Sierra Leone. Ce programme d'une durée de trois jours, organisé avec l'appui important fourni par l'Autorité des communications du Kenya et l'Union africaine des télécommunications (UAT), portait sur le rôle de régulateur indépendant des communications, les cadres pour l'octroi de licences et les bonnes pratiques réglementaires propres à stimuler l'investissement.

En prévision de la célébration de la 20ème édition du GSR (en 2021), l'USTTI (United States Telecommunications Training Institute) et l'UIT ont collaboré afin de donner un aperçu "en coulisses" des travaux effectués dans la perspective du déploiement et de l'utilisation des technologies émergentes. Des experts ont fourni aux régulateurs des informations sur les fondements technologiques des technologies émergentes et sur la planification du spectre qui est actuellement effectuée pour rendre possibles ces nouveaux services. Cette manifestation conjointe organisée conjointement par l'UIT et de l'USTTI (United States Telecommunications Training Institute, Institut de formation aux télécommunications des États-Unis d'Amérique) dans le cadre du GSR-21 a permis d'offrir aux responsables de la réglementation des informations et des réflexions sur la manière dont les nouvelles technologies peuvent contribuer à accélérer le processus de transformation numérique et dont ces technologies et innovations intelligentes sont parvenues jusqu'à présent à renforcer la résilience numérique. Cette session de formation a donné aux experts l'occasion de débattre plus en profondeur de la façon dont ces nouvelles technologies interagissent avec les grandes tendances politiques et réglementaires.

L'UIT a mis au point des supports de formation à l'intention des régulateurs, aux côtés de la Banque mondiale dans le cadre du Manuel et de la [plate-forme](https://digitalregulation.org/%22%20%5Co%20%22https%3A//digitalregulation.org/%22%20%5Ct%20%22_blank) sur la réglementation du numérique. Un programme de formation en ligne sur la réglementation du numérique a été mis au point avec le concours du CITC (Arabie saoudite), avec une mise en œuvre en deux étapes. La première étape, portant sur la gouvernance en matière de réglementation et la réglementation collaborative, a eu lieu en mars 2021 et la deuxième, qui s'est déroulée en décembre 2021, était destinée à tous les États arabes.

Protection des consommateurs

L'édition de 2019 du Forum sur les consommateurs et le numérique pour l'Afrique, qui portait sur la protection des données, le respect de la vie privée des consommateurs, la confiance et la sécurité, a eu lieu en Eswatini et a donné lieu à l'adoption d'une série de recommandations et de lignes directrices relatives aux bonnes pratiques à l'intention des décideurs et des régulateurs de la région Afrique. Le Forum a été précédé d'un atelier sur les approches collaboratives de la protection des consommateurs aux fins de l'inclusion financière numérique, avec la participation de divers acteurs représentant notamment les secteurs de la finance et des assurances, des autorités locales et des établissements universitaires.

Initiative mondiale en faveur de l'inclusion financière (FIGI)

Une assistance a été fournie à la Chine, à l'Égypte et au Mexique sur les moyens à mettre en œuvre pour tirer parti des TIC au service de l'inclusion financière numérique, dans le cadre de l'Initiative mondiale en faveur de l'inclusion financière. Cette initiative, placée sous la direction de l'UIT, du Groupe de la Banque mondiale et du Comité sur les paiements et les infrastructures de marché (CPMI), a bénéficié du concours de la Fondation Bill & Melinda Gates. Les activités menées entre 2017 et 2021 ont essentiellement consisté à analyser les lacunes en Égypte au regard de la nécessité de promouvoir une infrastructure TIC sécurisée et résiliente, à cartographier l'infrastructure au Mexique, à définir des projets pilotes visant à tirer parti des TIC afin de promouvoir les services financiers numériques pour mettre fin à la pauvreté en Chine, et à définir et mettre en place des mécanismes de réglementation collaborative, afin de poser les bases d'une approche faisant intervenir toutes les entités publiques pour favoriser l'inclusion financière numérique au Mexique, de mener des activités de renforcement des capacités en matière d'inclusion financière numérique, de réglementation collaborative et de qualité de service (QoS) et de proposer un stage pratique sur la sécurité au Mexique. Une formation sur les compétences financières numériques de base a également été dispensée à l'intention des personnes démunies au Mexique et en Chine. En outre, des documents ont été élaborés pour mettre les TIC au service de l'inclusion financière numérique dans les zones rurales du Mexique et de la Chine.

La coopération intersectorielle a été renforcée dans le cadre des initiatives relatives à l'agriculture numérique et aux services financiers numériques, et une formation a été dispensée en Chine.

Recommandations du Groupe de travail Union européenne/Union africaine sur l'économie numérique

En sa qualité de membre actif du [Groupe de travail Union européenne/Union africaine sur l'économie numérique (DETF UE-UA)](https://ec.europa.eu/futurium/en/eu-au-digital-economy-task-force/towards-eu-africa-digital-partnership-0.html), le BDT a contribué à l'élaboration d'une vision commune, d'un ensemble de principes arrêtés d'un commun accord et d'une liste de recommandations et de mesures stratégiques dans un rapport visant à éliminer les principaux obstacles auxquels est confrontée l'Afrique dans ses efforts visant à développer l'économie et la société numériques. Les principaux domaines consistent notamment: à accélérer la réalisation de l'accès universel au large bande dans des conditions abordables; à garantir des compétences essentielles pour tous, afin de permettre aux citoyens de s'épanouir à l'ère du numérique; à améliorer le climat des affaires et à faciliter l'accès au financement et aux services de soutien aux entreprises pour stimuler l'esprit d'entreprise à l'ère du numérique; et à accélérer l'adoption des services électroniques et le développement de l'économie numérique pour attendre les Objectifs de développement durable. Ces recommandations et conclusions ont également été transmises à la Commission de l'Union africaine pour l'élaboration de la Stratégie de l'Union africaine en matière de transformation numérique.

Réglementation économique et détermination des coûts

Dans le cadre de la Question 4/1 de la Commission d'études 1 de l'UIT-D sur les politiques économiques et les méthodes de détermination des coûts des services relatifs aux réseaux nationaux de télécommunication/TIC, une nouvelle série de [Lignes directrices sur la modélisation des coûts](https://www.itu.int/md/D18-SG01.RGQ-C-0324/) à l'intention des associations nationales de régulateurs (ANR) a été approuvée en 2021. Ces lignes directrices sont axées sur les connaissances pratiques particulières dont les ANR ont besoin pour mettre en œuvre des solutions de modélisation des coûts dans leur pays respectif. Elles ont été publiées en même temps que le rapport final sur la Question 4/1 de l'UIT‑D, intitulé "Politiques économiques et méthodes de détermination des coûts des services relatifs aux réseaux nationaux de télécommunication/TIC, y compris les réseaux de prochaine génération". Depuis 2020, les [Dialogues économiques régionaux (RED](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regulatory-Market/Pages/Events.aspx)) de l'UIT ont été organisés dans les régions Afrique, Amériques, Asie-Pacifique, États arabes et CEI. Ils avaient pour thème les progrès accomplis concernant les stratégies économiques et de financement à l'ère numérique, ainsi que les approches politiques et économiques en matière de transformation numérique. En outre, ils ont permis de se pencher sur les stratégies de reprise pour reconstruire un monde meilleur et assurer la connectivité et la continuité des activités pendant et après la crise liée au COVID-19. Les résultats et les recommandations ont été communiqués aux commissions d'études de l'UIT et aux participants au GSR-21.

En ce qui concerne les activités de renforcement des capacités menées depuis 2020, une formation sur les progrès accomplis dans les domaines des stratégies réglementaires en matière de détermination des coûts et de tarification des services numériques pour les États arabes et les pays des Caraïbes, ainsi que sur l'analyse de la concurrence dans le contexte des applications numériques pour la région Asie-Pacifique, a été organisée à l'intention de multiples parties prenantes. En outre, dans le cadre de l'Académie de l'UIT, une série de formations relatives à la planification commerciale pour le déploiement de l'infrastructure a été organisée à l'intention des régions Afrique, Amériques et Europe. Une assistance directe sur l'analyse du marché, les politiques tarifaires/d'établissement des coûts et la modélisation des coûts a été fournie à Sao Tomé-et-Principe, à la Palestine, au Soudan et aux Comores. Des formations spéciales ont été dispensées dans chaque pays, afin d'assurer le transfert des compétences essentielles requises au personnel des autorités nationales de régulation.

Le rapport de l'UIT sur les politiques et la réglementation relatives à la concurrence dans le domaine du numérique dans les régions de l'Afrique et des États arabes passe en revue les principaux problèmes politiques et réglementaires en matière de concurrence, qui ont des incidences sur l'instauration d'un environnement dynamique pour les applications numériques reposant sur des plates-formes numériques. Ce rapport traite de questions fondamentales, à savoir la mesure dans laquelle les pratiques réglementaires doivent être repensées au regard des évolutions technologiques, ainsi que l'essor des plates-formes numériques et leurs incidences socioéconomiques sur les pays des régions concernées.

Manuel et plate-forme sur la réglementation du numérique

En 2020, la Banque mondiale et l'Union internationale des télécommunications ont élaboré conjointement le [Manuel sur la réglementation du numérique](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regulatory-Market/Pages/DigiReg20.aspx) et créé une nouvelle [plate‑forme en ligne sur la réglementation du numérique](https://digitalregulation.org/), afin de mettre à jour et de réviser en permanence le Manuel et le kit pratique sur la réglementation des TIC. Ce Manuel donne une vue d'ensemble de la situation actuelle en 2020, tandis que la plate-forme est dynamique et est mise à jour en permanence depuis 2020, pour tenir compte de l'évolution rapide de l'univers du numérique, en fournissant des orientations plus détaillées et en présentant des études de cas sur les bonnes pratiques en matière de réglementation de l'économie numérique. Au nombre des domaines thématiques figurent la gouvernance et l'indépendance sur le plan de la réglementation, la concurrence et l'économie, l'accès pour tous, la protection des consommateurs, la protection des données et la confiance, la gestion du spectre, les technologies émergentes, la réglementation technique et les communications d'urgence.

Assistance directe

Une assistance directe a été fournie aux pays suivants:

• En 2018, une assistance a été fournie à Antigua-et-Barbuda aux fins de l'examen du projet de loi nationale sur les télécommunications et en vue de formuler des recommandations pour faire en sorte que les règlements soient conformes à la loi. Des recommandations concernant le régime réglementaire et des règlements venant compléter le projet de loi ont été présentés pour examen.

• Une assistance a été fournie à Trinité-et-Tobago pour la poursuite de l'élaboration d'un plan national sur les TIC (Fast Forward II), dans le cadre d'ateliers organisés en 2017 et 2018. Cette assistance a pris la forme de conseils techniques à l'intention du gouvernement, afin de veiller à la mise en place de structures organisationnelles, fonctionnelles et de gouvernance conformes aux orientations nationales et aux objectifs définis pour le secteur des TIC. En novembre 2019, des exposés ont été présentés dans le cadre de l'examen et de la réforme de la loi sur la protection des données et les transactions électroniques de Trinité-et-Tobago. Ces exposés portaient principalement sur les bonnes pratiques internationales et la feuille de route relative à la protection des données et aux transactions électroniques, l'accent étant mis sur les problèmes et les possibilités associés à la mise à jour et à l'amélioration des législations locales adoptées en 2011.

|  |
| --- |
| Initiatives régionalesRégion Afrique– En 2021, le BDT a fourni une assistance à Sao Tomé-et-Principe pour la planification et la conception de son réseau mobile 4G et pour la révision de la législation nationale correspondante.– En 2020, l'UIT a fourni une assistance à Eswatini pour effectuer une analyse de rentabilité en vue de diviser la Société des postes et des télécommunications d'Eswatini en trois entités distinctes (le Service postal chargé des opérations postales et de messagerie d'Eswatini, le Service de l'infrastructure de communication d'Eswatini, chargé d'exploiter l'infrastructure dorsale sur le marché de gros ainsi que le réseau de répartition des signaux de radiodiffusion et la Société de télécommunication d'Eswatini, pour assurer la fonction d'opérateur de services de télécommunication de détail). Les consultations se sont poursuivies en 2021.– Entre 2017 et 2020, une assistance directe pour la transition vers la télévision numérique de Terre a été fournie à la République centrafricaine, à la Guinée équatoriale et à Sao Tomé-et-Principe, en vue d'examiner et de mettre à jour leurs feuilles de route nationales respectives.– Une assistance directe a également été fournie au Libéria et à la Gambie en 2019, grâce à l'organisation de deux ateliers sur l'évaluation de l'état de préparation à la cybersécurité et la gestion du spectre.– En 2019, le [Dialogue économique de l'UIT sur les télécommunications/TIC pour l'Afrique](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/Africa/Pages/Regional-Economics-and-Finance-Dialogue-%28RED%29-for-Africa-.aspx) (RED-AFR) a eu lieu dans la foulée d'un atelier sur les modèles économiques, financiers et commerciaux pour la 5G et les nouvelles technologies pour le numérique en Afrique, organisé à Lomé (Togo) du 9 au 11 septembre 2019. La manifestation a été organisée en étroite collaboration avec *l'Autorité de réglementation des secteurs de postes et de télécommunications du Togo* (ARTP).Région Amériques– L'UIT a aidé Antigua-et-Barbuda à élaborer le projet de loi nationale sur les télécommunications en 2018. Des recommandations concernant le régime réglementaire et des règlements venant compléter le projet de loi ont aussi été présentés pour examen.– En novembre 2020, l'UIT, conjointement avec le Département des télécommunications du Ministère de l'innovation, des sciences et des technologies intelligentes de la Barbade, a organisé un atelier en ligne sur les progrès accomplis dans les domaines des stratégies réglementaires en matière de détermination des coûts et de tarification des services numériques, à l'intention des pays des Caraïbes.– Depuis 2019, l'UIT a élaboré deux projets d'envergure, en collaboration avec l'organisme de régulation du Brésil, ANATEL, afin que le Brésil dispose d'un cadre réglementaire favorable à sa transformation numérique et de lui apporter une aide méthodologique pour mener des études visant à structurer l'ANATEL en tant qu'organisme de régulation du secteur. Ces projets consistent notamment à examiner cinq fonctions en vue du renforcement des capacités des fonctionnaires d'ANATEL.– Dans le cadre du premier projet signé entre l'UIT et ANATEL, qui dispose d'un budget de 7 millions USD, une assistance a été fournie à l'organisme pour examiner le cadre réglementaire applicable aux télécommunications. Ce projet comporte plusieurs recommandations, à savoir: i) moderniser et actualiser la Loi générale sur les télécommunications du Brésil; ii) modifier la portée des contrats de concession avec les fournisseurs de services de télécommunication afin d'accroître les investissements en faveur de l'infrastructure et d'étendre les réseaux d'accès large bande; iii) mettre au point un Plan stratégique pour la transformation numérique; iv) instaurer la confiance et améliorer la relation entre le régulateur et les consommateurs des services de télécommunication; v) faire du régulateur national une référence pour l'utilisation de données et d'analyses aux fins de la prise de décisions; et vi) fournir des cours de formation afin d'améliorer les résultats et la gestion des effectifs nécessaires pour donner effet aux responsabilités et au mandat du régulateur.– Dans le cadre du second projet, une assistance a été fournie à l'organisme de régulation du Brésil, ANATEL, pour revoir son plan stratégique.– Une étude de cas sur l'évolution des TIC du point de vue économique et compte tenu de l'environnement politique et réglementaire a été élaborée à l'intention de l'Équateur.– En 2018, le Dialogue économique régional de l'UIT sur les télécommunications/TIC pour l'Amérique latine et les Caraïbes a été organisé par le BDT, en étroite collaboration avec l'Institut fédéral des télécommunications (IFT) du Mexique. Au total, 176 délégués de 14 pays ont participé au Dialogue. Le Dialogue économique régional a réuni des représentants d'associations de régulateurs, d'associations régionales de consommateurs et d'associations du secteur privé, telles que l'Agence des télécommunications des Caraïbes orientales (ECTEL), la Commission technique régionale des télécommunications pour l'Amérique centrale (COMTELCA), le Bureau du procureur fédéral pour les consommateurs au Mexique (PROFECO), la GSMA et l'Association interaméricaine des entreprises de télécommunication (ASIET).– Un échange de connaissances spécialisées entre experts sur les politiques économiques et les méthodes de détermination des coûts des services relatifs aux réseaux nationaux de télécommunication/TIC (Question 4/1 confiée à la Commission d'études 1 de l'UIT-D) a eu lieu à Mexico en septembre 2018, dans la foulée du Dialogue économique régional sur les télécommunications/TIC pour l'Amérique latine et les Caraïbes.– L'édition de 2020 du Colloque de l'UIT sur les politiques générales et l'économie de 2020 a été organisée en ligne, en octobre 2020. Cette manifestation a été organisée par le BDT en étroite collaboration avec l'organisme superviseur de l'investissement privé dans les télécommunications (OSIPTEL) du Pérou. Dans ce contexte, un webinaire sur le COVID-19 concernant les difficultés et les perspectives dans le domaine des télécommunications/TIC dans la région Amériques, un dialogue économique régional et une réunion sur la Question 4/1 de l'UIT-D ont été organisés. Au total, 240 participants de 39 pays, dont 24 pays issus de la région Amériques, étaient inscrits à la manifestation.– L'édition de 2021 du Colloque de l'UIT sur les politiques générales et l'économie dans la région Amériques a eu lieu en ligne en mai 2021. La manifestation, organisée par le BDT en étroite collaboration avec le Conseil supérieur des télécommunications du Guatemala, comportait une table ronde régionale des régulateurs pour la région Amériques, organisée dans le cadre du GSR, le Dialogue économique régional et une réunion du Groupe du Rapporteur de l'UIT-D pour la Question 4/1. L'édition de 2021 du Colloque IPEC a réuni plus de 260 participants de 24 États Membres de la région Amériques et de 36 États Membres issus d'autres régions.– Le Forum sur la conformité et l'interopérabilité dans le domaine de l'innovation au profit des jeunes et un atelier sur la création d'accords de reconnaissance mutuelle à l'intention des pays des Caraïbes ont été organisés à Port d'Espagne (Trinité‑et‑Tobago), en juin 2018.– La région Amériques a conçu un Programme de formation en matière de conformité et d'interopérabilité, en étroite coordination avec la Division du développement des capacités et des compétences numériques et la Division de la gestion du spectre et des réseaux de télécommunication. Ce programme a été dispensé en ligne dans le cadre de l'Académie de l'UIT, en étroite coordination avec la Division du développement des capacités et des compétences numériques, en tirant parti des enseignements tirés du Programme de formation à la gestion du spectre. En septembre 2021, ce programme comprenait 10 modules. Sur ces 10 modules, 5 avaient été mis au point, 3 avaient fait l'objet d'un examen par les pairs et 2 étaient en cours.– En 2021, l'UIT a proposé le module intitulé "Formation sur l'état de préparation des start-ups concernant le déploiement de l'Internet des objets: essais de conformité préalable" pour remplacer la formation présentielle. Plus de 40 participants ont obtenu une certification.– De mai à novembre 2018, l'UIT, en coordination avec l'Association des entreprises de télécommunications de la communauté andine (ASETA) et les pays bénéficiaires (pays andins: Colombie, Équateur, Pérou et Bolivie) a mené à bien une étude intitulée "Interconnexion et réduction des prix des services de télécommunication et du coût de l'accès à l'Internet".– D'avril à août 2018, l'UIT a fourni un appui au Suriname pour définir un modèle de point d'échange Internet (IXP) national.– En juillet 2018, en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Union des télécommunications des Caraïbes (CTU), l'UIT a organisé un Atelier régional sur l'élaboration d'une stratégie en matière de cyberagriculture pour les Caraïbes à Georgetown (Guyana). À l'issue de ce Forum, l'UIT, la FAO et Compete Caribbean sont convenus de collaborer dans le cadre d'un projet visant à élaborer une stratégie régionale en matière de cyberagriculture pour les Caraïbes et des stratégies nationales en matière de cyberagriculture pour quatre pays.– Dans le cadre de l'initiative liée à la santé sur mobile et à la cybersanté au sein de la région Amériques, l'UIT et l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS) sont convenues d'utiliser le [Guide pratique sur les stratégies nationales en matière de cybersanté](https://www.itu.int/pub/D-STR-E_HEALTH.05-2012/fr) pour élaborer le cadre national du Guyana en matière de cybersanté. Le projet complet de stratégie a été finalisé et transmis en tant que contribution de l'UIT, l'OPS et le Guyana poursuivant cette initiative.– Le BDT a mené des activités de renforcement des capacités et des compétences en Bolivie et au Paraguay, deux pays en développement sans littoral, en diffusant des lignes directrices et des bonnes pratiques en matière de connectivité au moyen de deux études de cas menées à bien en 2018, l'une effectuée en [Bolivie](https://www.itu.int/pub/D-LDC-LLDC_AM.01/fr) et l'autre au [Paraguay](https://www.itu.int/pub/D-LDC-LLDC_AM.02/fr): "Pays en développement sans littoral de la région Amériques: Difficultés et perspectives en matière de connectivité".– La manifestation annuelle sur les politiques générales et l'économie dans les Amériques, à savoir le Colloque de l'UIT sur les politiques générales et l'économie, a eu lieu à Saint‑Domingue (République dominicaine), du 26 au 30 août 2019. Cette manifestation était organisée en deux parties: un atelier sur la 5G et les nouvelles technologies d'une durée de deux jours, suivi d'un Dialogue économique régional de l'UIT sur les télécommunications/TIC pour l'Amérique latine et les Caraïbes.– Un échange de connaissances spécialisées entre experts sur les politiques économiques et les méthodes de détermination des coûts des services relatifs aux réseaux nationaux de télécommunication/TIC (Question 4/1 confiée à la Commission d'études 1 de l'UIT-D) a eu lieu en août 2019 en République dominicaine, dans la foulée du Dialogue économique régional sur les télécommunications/TIC pour l'Amérique latine et les Caraïbes.– Entre 2017 et 2021, le BDT a mis en œuvre un projet visant à tirer parti des capacités offertes par les TIC pour renforcer les services financiers numériques et l'inclusion financière numérique en Chine, en Égypte et au Mexique. Dans ce contexte, l'UIT‑D a mené une campagne de sensibilisation sur l'environnement propice à l'inclusion financière au Mexique, dans le cadre de l'élaboration de quatre rapports de pays sur l'inclusion financière numérique au Mexique.– L'UIT a mis en œuvre deux projets financés par des fonds d'affectation spéciale: une Réforme de la loi générale sur les télécommunications de la République dominicaine et un Appui institutionnel fourni à l'Institut dominicain des télécommunications (INDOTEL). Dans le cadre de ces projets, une assistance technique a été fournie à l'Institut dominicain des télécommunications en vue de l'élaboration de politiques et de normes visant à relever les défis liés aux nouvelles technologies et aux changements qui s'opèrent dans le secteur des TIC.– En août 2019, aux côtés de la FAO, l'UIT a organisé la manifestation sur la "semaine de l'innovation dans le domaine des TIC" à Montevideo (Uruguay), à l'aimable invitation d'Antel. Cette manifestation a réuni plus de cent participants originaires d'Argentine, de Bolivie, du Brésil, du Chili, de Colombie, du Costa Rica, d'El Salvador, de France, du Guyana, du Honduras, d'Italie, du Japon, du Mexique, du Nicaragua, du Panama, du Pérou et d'Uruguay.– En août 2019, l'UIT a fourni une assistance collaborative à Saint‑Kitts‑et‑Nevis pour l'élaboration d'un plan national relatif au large bande assorti d'une composante stratégique sur le large bande, afin de tirer pleinement parti de l'économie numérique au XXIe siècle.– Pendant 6 mois à compter de juillet 2019, l'Union internationale des télécommunications (UIT) a élaboré et mis en œuvre le programme sur les politiques numériques (EPD) en vue de sensibiliser encore les responsables gouvernementaux à l'utilisation des TIC dans les Caraïbes. Le programme s'adressait à des hauts fonctionnaires et aux autres fonctionnaires s'occupant de la fourniture de services publics.– En novembre 2019, l'UIT a présenté des exposés aux acteurs des secteurs public et privé, en vue d'appuyer la réforme de la loi sur la protection des données et les transactions électroniques de Trinité-et-Tobago.– En 2020, l'UIT a fourni une assistance technique à Trinité-et-Tobago pour élaborer les documents suivants:• Projet de cadre national sur l'identité électronique.• Projet de feuille de route nationale sur l'identité électronique.• Projet de politique nationale sur l'identité électronique.Région des États arabes– Plus de 90 partenaires ont contribué à la Semaine annuelle de l'inclusion numérique, organisée en partenariat avec l'UNESCO en 2018, 2019 et 2020 (l'édition de 2021 est en cours). Dans le cadre de cette manifestation, des activités de renforcement des capacités et de sensibilisation ont été menées et des débats ont eu lieu sur les défis posés dans différents domaines liés à l'accessibilité des TIC pour les personnes handicapées, à l'inclusion financière numérique, à la parité hommes-femmes et à la jeunesse.– Un cours de formation des formateurs en présentiel, sur le thème "Contenus numériques accessibles et résolution de problèmes pour les parties prenantes fournissant des services financiers numériques", a été dispensé à l'intention de décideurs en 2018 au Caire (Égypte).– Des activités de sensibilisation ont été menées sur des questions liées à la cybersécurité des services financiers, dans le cadre d'un atelier régional organisé en 2018 au Caire (Égypte) et d'un atelier national organisé en 2019 en Iraq.– L'UIT a contribué à la mise en place d'un environnement propice à l'inclusion financière numérique en Égypte, dans le cadre de la mise en œuvre, à l'échelle nationale, de l'initiative mondiale en faveur de l'inclusion financière (FIGI). À cette fin, elle a organisé le Colloque sur l'initiative mondiale FIGI en Égypte, publié un rapport d'évaluation sur la mise en place d'un environnement propice à l'inclusion financière numérique en Égypte du point de vue du secteur des TIC et assuré le renforcement des capacités sur la sécurité des services financiers numériques à l'occasion d'un atelier intensif sur la sécurité, en collaboration avec le TSB en 2020.– L'UIT a contribué à doter les enfants de connaissances en matière d'inclusion financière numérique, dans le cadre d'un projet régional intitulé "Malee", lancé en partenariat avec Meem Ain (Arabie saoudite).– En 2018, l'UIT a publié un rapport d'évaluation visant à mieux faire connaître les lacunes existantes et les recommandations nécessaires pour mettre en place un environnement propice à l'inclusion financière numérique au Soudan.Région Asie-Pacifique– En 2018, l'UIT a fourni une assistance aux Philippines pour élaborer des critères applicables à la sélection d'un nouvel acteur de premier plan dans le secteur des télécommunications. Sur la base de ces critères, les Philippes ont sélectionné le troisième opérateur, qui a lancé ses services depuis lors.– L'UIT a fourni une assistance à l'ASEAN dans le cadre de deux projets sur i) l'obligation de service universel de prochaine génération (USO 2.0) et ii) la protection en ligne des enfants, lesquels ont été approuvés par les hauts responsables et les ministres des télécommunications de l'ANASE.– L'UIT et la NBTC (Thaïlande) ont coopéré en vue de renforcer les compétences de 50 chercheurs en Thaïlande dans le domaine de la chaîne de blocs. L'UIT a également mis en place une collaboration entre l'Université des Nations Unies et l'Académie de l'UIT.– L'UIT a mené à bien plusieurs études sur les politiques relatives au codéploiement des câbles à fibres optiques et de l'infrastructure énergétique, mais aussi sur les modèles économiques innovants dans le secteur des télécommunications. Ces études ont été présentées à la manifestation GSR+ pour l'Asie-Pacifique, qui s'est déroulée en juin 2021 en prévision du Colloque mondial des régulateurs.– En 2021, une coopération trilatérale entre l'Inde, l'UIT et la Papouasie‑Nouvelle‑Guinée (PNG) a abouti à l'élaboration des Règles de protection des consommateurs de la Papouasie-Nouvelle-Guinée. L'Autorité de régulation des télécommunications (TRA) de l'Inde a mis à disposition des experts, avec le concours de l'UIT et de deux entités concernées de Papouasie-Nouvelle-Guinée, à savoir l'Autorité nationale des technologies de l'information et de la communication (NICTA) et la Commission indépendante des consommateurs et de la concurrence (ICCC).– En 2021, l'UIT a fourni une assistance au Pakistan pour réaliser des progrès en vue d'adopter pleinement un environnement réglementaire de cinquième génération (G5).– En 2021, l'UIT a fourni une assistance directe à Sri Lanka concernant le cadre d'octroi de licences dans le secteur des télécommunications, en vue de mettre au point un régime d'octroi de licences simplifié et, à terme, unifié.– En novembre 2021, l'UIT a organisé un atelier en ligne sur la protection des consommateurs à l'ère du numérique et la confidentialité et la protection des données à l'intention des pays insulaires du Pacifique. La manifestation a réuni 32 participants, dont 16 étaient originaires de huit États Membres situés dans le Pacifique.Région de la CEI– En 2020, l'UIT a publié une étude relative à la réglementation du large bande dans les pays de la CEI et les pays voisins.– Le degré d'utilisation de différents outils et plates-formes et le niveau de la demande dans les pays de la CEI ont fait l'objet d'une évaluation de base en 2021.– Une assistance directe a été fournie par des experts au Kirghizistan sur la réglementation technique de la qualité de service, et à l'Arménie sur la réglementation collaborative.Région Europe– Deux pays ont bénéficié d'une assistance technique: un plan national relatif au développement du large bande pour la période 2020-2025 a été établi à l'intention de l'Albanie et un document d'orientation spécial sur le développement de l'infrastructure des TIC et les investissements d'infrastructure a été élaboré en 2020 à l'intention de la Macédoine du Nord.– Entre 2018 et 2021, les Forums régionaux sur la réglementation, organisés chaque année, le dialogue économique régional et les tables rondes régionales des régulateurs dans le cadre du GSR ont offert d'autres tribunes permettant aux régulateurs européens d'examiner les tendances qui se font jour.– L'analyse économétrique pour l'Europe sur les incidences économiques du large bande, de la généralisation du numérique et de la réglementation des TIC a été mise au point et menée à bien.– Deux études de cas sur la réglementation collaborative ont été menées à l'intention de Moldova et de la Roumanie, en étroite collaboration avec les principales parties prenantes de ces pays. – La Bosnie-Herzégovine a bénéficié d'une assistance technique concernant la réglementation relative à la cartographie du large bande et la mise en place d'un environnement propice. |

|  |
| --- |
| COMMISSIONS D'ÉTUDESDes États Membres, des Membres de Secteur et des experts de l'UIT ont procédé à des échanges de vues sur la *réglementation et les* *incidences économiques des OTT* lors des réunions des Groupes du Rapporteur de la Commission d'études 1 de l'UIT-D. Des discussions ont été menées dans le cadre de la [Question 3/1](https://www.itu.int/net4/ITU-D/CDS/sg/rgqlist.asp?lg=1&sp=2018&rgq=D18-SG01-RGQ03.1&stg=1) (*Technologies émergentes, y compris l'informatique en nuage, les services sur mobile et les OTT: enjeux et perspectives, incidences sur le plan de l'économie et des politiques générales pour les pays en développement*) et de la [Question 4/1](https://www.itu.int/net4/ITU-D/CDS/sg/rgqlist.asp?lg=1&sp=2018&rgq=D18-SG01-RGQ04.1&stg=1) (*Politiques économiques et méthodes de détermination des coûts des services relatifs aux réseaux nationaux de télécommunication/TIC*). Les exposés et documents de travail ont été publiés sur le [site web](https://www.itu.int/en/ITU-D/Study-Groups/2018-2021/Pages/meetings/joint-session-Q3-1-Q4-1_oct19.aspx) de l'atelier. En conséquence, un rapport annuel conjoint intitulé "[Incidences économiques des OTT pour les marchés nationaux des télécommunications/TIC](https://www.itu.int/oth/D0723000003/en)" (publié en juin 2020) a été élaboré. Ce document traduit l'importance croissante des applications over-the-top (OTT), ainsi que leur présence et leur influence toujours plus grandes à l'ère du numérique et a pour ambition d'aider les parties prenantes du secteur des TIC à résoudre des questions complexes, par exemple l'incidence des OTT sur la demande, les recettes et les coûts des opérateurs de réseaux mobiles. Ce document traduit également la manière dont les parties prenantes du secteur des TIC peuvent nouer des partenariats entre les opérateurs de réseau mobile et les prestataires d'applications over-the-top (OTT), afin d'exploiter au maximum leur potentiel, et la façon de moderniser la réglementation des TIC, afin qu'elle soit en phase avec le marché en constante évolution des OTT.Un [dialogue web sur l'informatique en nuage pour lutter contre le COVID-19](https://www.itu.int/en/ITU-D/Study-Groups/2018-2021/Pages/meetings/webinar-Q3-1-may20.aspx) a été organisé en 2020 dans le cadre des travaux sur la Question 3/1. Il était axé sur les moyens de tirer parti de l'informatique en nuage dans le contexte actuel de la crise liée au COVID-19 pour assurer la continuité des activités, contribuer à la réalisation des buts sociaux et ouvrir des perspectives d'innovation équitables. Les intervenants ont mis en avant des cas d'utilisation de l'informatique en nuage conçus par des organismes publics et des acteurs du secteur privé pour faire face aux problèmes de connectivité et aux différents besoins en la matière qui sont apparus pendant la crise. Dans le cadre d'une discussion ouverte, tous les participants ont examiné les défis, les possibilités et les enseignements tirés. Les conclusions figurent dans le [rapport final sur la Question 3/1](https://www.itu.int/en/myitu/Publications/2021/07/22/12/07/Emerging-technologies).Deux webinaires ont été organisés au titre de la Question 4/1. L'un avait pour thème [les conséquences économiques du COVID-19 sur les infrastructures nationales de télécommunication/TIC](https://www.itu.int/en/ITU-D/Study-Groups/2018-2021/Pages/meetings/webinar-Q4-1-june29.aspx) (juin 2020) et l'autre portait sur les [répercussions de l'inégalité d'accès aux infrastructures TIC sur la diffusion géographique du COVID-19](https://www.itu.int/en/ITU-D/Study-Groups/2018-2021/Pages/meetings/Webinars/2020/Q4-1-july29.aspx) (juillet 2020). Les participants ont discuté de [la manière dont une politique des TIC plus inclusive et les infrastructures pourraient permettre d'endiguer l'épidémie de COVID-19](https://www.itu.int/en/myitu/News/2020/10/05/11/54/How-more-inclusive-ICT-policy-and-infrastructure-influence-could-stem-the-spread-of-COVID-19). Les conclusions figurent dans le [rapport final sur la Question 4/1](https://www.itu.int/en/myitu/Publications/2021/07/06/09/42/Economic-policies-and-methods-of-determining-the-costs-of-services) et dans les [lignes directrices sur la modélisation des coûts](https://www.itu.int/en/myitu/Publications/2021/07/06/10/00/Guidelines-on-Cost-Modelling).Un webinaire sur le thème [Communications commerciales non sollicitées/appels malveillants: les consommateurs sont-ils plus vulnérables dans le contexte du COVID-19](https://www.itu.int/en/ITU-D/Study-Groups/2018-2021/Pages/meetings/Webinars/2020/Q6-1-july02.aspx)? a été organisé en juillet 2020 dans le cadre de la [Question 6/1](https://www.itu.int/net4/ITU-D/CDS/sg/rgqlist.asp?lg=1&sp=2018&rgq=D18-SG01-RGQ06.1&stg=1)sur l'information, la protection et les droits du consommateur: lois, réglementation, fondements économiques, réseaux de consommateurs. Les résultats de ce webinaire ont été intégrés dans le rapport annuel intitulé "Communications commerciales non sollicitées – aperçu des enjeux et des stratégies", publié en février 2021. Ce rapport donne un aperçu des enjeux liés aux appels et aux messages malveillants et frauduleux ainsi que des stratégies adoptées par différents pays pour résoudre ce problème. Les conclusions figurent dans le rapport final sur la Question 6/1.Les travaux de la Commission d'études 1 de l'UIT-D ([Question 1/1](https://www.itu.int/net4/ITU-D/CDS/sg/rgqlist.asp?lg=1&sp=2018&rgq=D18-SG01-RGQ01.1&stg=1), Question 3/1, Question 4/1) ont été utilisés pour contribuer à d'autres activités liées à l'UIT, notamment les Dialogues économiques régionaux, les manifestations GSR+ et le Manuel et la plate-forme sur la réglementation du numérique. |

# 10 Statistiques: aider les pays à adopter des politiques relatives aux TIC fondées sur des données factuelles pour édifier des sociétés numériques inclusives

Série de publications "Mesurer le développement du numérique"

[L'édition de 2018](https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Pages/publications/misr2018.aspx) du rapport "Mesurer la société de l'information" (MISR) fait le point sur l'état de développement du numérique et présente des analyses approfondies sur les compétences en matière de TIC, les recettes et les investissements dans le secteur des télécommunications et l'accessibilité des TIC. Il s'agissait de la 10ème et dernière édition de cette série de publications. En 2019, la série a été remplacée par la publication "Mesurer le développement du numérique" (MDD), une série de publications statistiques et analytiques. La première publication de la série MDD a été "[Faits et chiffres 2019](https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Pages/facts/default.aspx)". Cette publication fournit une évaluation en temps opportun de l'état de développement du numérique dans le monde et dans toutes les régions, grâce à un ensemble d'indicateurs fondamentaux des TIC assortis d'estimations pour l'année en cours. [L'édition de 202](https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Pages/facts/default.aspx)1 a été publiée en novembre 2021. L'édition de 2020 du rapport intitulé "[Tendances concernant les prix des TIC](https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Pages/ICTprices/default.aspx)", deuxième publication annuelle de la série MDD, a été publiée en juin 2021. Cette publication donne un aperçu unique sur l'accessibilité financière des services TIC, en analysant et comparant les données relatives aux services vocaux par téléphonie mobile, des données mobiles et du large bande fixe pour 196 pays. Le rapport a été précédé, en mars 2021, par la [publication conjointe](https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Documents/publications/prices2020/ITU_A4AI_Price_Briefing_2020.pdf) d'un document d'information avec l'Alliance for Affordable Internet (A4AI), avec laquelle l'UIT travaille en partenariat pour recueillir des données sur les prix, et par le lancement d'une application [permettant de parcourir et de visualiser](https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Dashboards/Pages/IPB.aspx) les ensembles de données diversifiés de l'UIT sur les prix des TIC.

En septembre 2021, en partenariat avec le Bureau du Haut-Représentant des Nations Unies pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement (UNOHRLLS), l'UIT a publié un rapport intitulé "*[Connectivity in the Least Developed Countries: Status report 2021](https://www.itu.int/itu-d/reports/statistics/connectivity-in-the-least-developed-countries-status-report-2021/)*" (*La connectivité dans les pays les moins avancés – État des lieux en 2021*). Ce rapport est une évaluation du niveau actuel de connectivité numérique dans les 46 pays considérés par les Nations Unies comme étant les pays les moins avancés (PMA) et fournit des solutions pratiques pour améliorer l'accès au numérique, ainsi que des recommandations politiques concrètes pour progresser vers une connectivité universelle et efficace.

Le [nouveau tableau de bord du développement du numérique](https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Dashboards/Pages/Digital-Development.aspx), lancé en juin 2021, offre un aperçu convivial du développement du numérique dans 196 pays. Il s'appuie sur 37 indicateurs liés à l'infrastructure et à l'accès, à l'utilisation de l'Internet, aux catalyseurs et aux obstacles. Il présente les tendances sur 10 ans ainsi que des comparaisons avec d'autres pays de la même région. Une version "allégée" est disponible pour les mobiles et les dispositifs à faible résolution, et les profils des pays de deux pages peuvent être téléchargés au format PDF. Les données sous-jacentes peuvent également être téléchargées au format Excel.

Entre 2018 et 2021, l'UIT a continué de publier sa base de données sur les indicateurs des télécommunications/TIC dans le monde (WTID) deux fois par an, en hiver (décembre/janvier) et en été (juillet/août).

Entre janvier et avril 2021, à l'occasion des six réunions préparatoires régionales (RPM), le BDT a publié la [série de rapports sur les tendances dans le domaine du numérique](https://www.itu.int/fr/ITU-D/Conferences/WTDC/WTDC21/Pages/RPM/Digital-Trends-Reports-2021.aspx). Cette nouvelle série de publications de l'UIT donne une vue d'ensemble des tendances et des évolutions régionales dans le domaine des infrastructures TIC, de l'accès aux TIC et de leur utilisation dans chacune des régions de l'UIT. Les rapports font ressortir l'évolution de l'adoption des TIC et, pendant la pandémie de COVID-19, dressent un état des lieux de l'évolution de la réglementation et font le point sur les progrès accomplis et les problèmes qui subsistent dans le domaine des initiatives régionales de l'UIT pour chacune des régions. Les rapports mettent en lumière les progrès accomplis et permettent d'identifier les priorités en matière de développement des TIC dans chaque région.

Depuis 2018, le BDT a fait plusieurs tentatives pour reprendre la publication d'un indice mesurant le niveau de développement des TIC, l'Indice de développement des TIC (IDI) ayant cessé d'être publié en 2017. En mars 2020, le Secrétariat a proposé d'élaborer un [nouvel indice](https://www.itu.int/en/ITU-D/Conferences/TDAG/Documents/2020%20TDAG/TDAG-20%20Web%20Dialogue%20Index%20Framework.pdf) qui établirait un lien entre le développement numérique et les ODD. En septembre 2020, le Secrétariat a soumis une [autre proposition](https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Documents/events/egti2020/IDI2020_BackgroundDocument_F.pdf) d'indice fondée sur l'indice IDI initial. Dans les deux cas, les États Membres ne sont pas parvenus à un consensus.

Depuis 2018, les efforts déployés pour publier l'indice de développement des TIC (IDI) conformément à la Résolution 131 (Rév. Dubaï, 2018) de la Conférence de plénipotentiaires ou pour élaborer un indice entièrement nouveau n'ont pas abouti, étant donné que le Groupe d'experts sur les indicateurs des télécommunications/TIC (EGTI) et le Groupe d'experts sur les indicateurs relatifs à l'utilisation des TIC par les ménages (EGH) ne sont parvenus à aucun consensus. Lors d'une consultation virtuelle tenue en juin 2021, le Conseil de l'UIT est convenu de reporter les discussions ainsi que toute décision concernant l'avenir de l'indice IDI à la prochaine Conférence de plénipotentiaires. Par conséquent, aucun indice n'a été publié entre 2018 et 2021.

Renforcement des capacités en matière de statistiques

En 2019, un atelier sur les statistiques relatives aux TIC a été organisé à Tachkent (Ouzbékistan) à l'intention de responsables de bureaux nationaux de la statistique et de coordonnateurs chargés des statistiques relatives aux TIC au sein des ministères des communications et des régulateurs dans des pays de la région des États arabes et de la CEI. La même année, un atelier analogue a été organisé pour la région Afrique. Cet atelier avait pour objet de renforcer la capacité des pays de ces régions à produire des statistiques et des indicateurs nationaux sur les télécommunications et les TIC, conformément aux normes internationales, l'accent étant mis sur les principales statistiques figurant dans la base de données sur les indicateurs des télécommunications/TIC dans le monde (WTI) de l'UIT.

Un atelier sous-régional sur les indicateurs de TIC, consacré à la collecte de données et de statistiques sur les TIC et à l'amélioration de la disponibilité, de la qualité et de la communication des données, s'est tenu à Trinité-et-Tobago en avril 2019. Cet atelier de deux jours, qui comportait 12 sessions, a permis de donner une vue d'ensemble des travaux sur la mesure des TIC menés à l'échelle mondiale par la Division des données et statistiques sur les TIC, y compris le Manuel et le Guide de l'UIT, l'Indice de développement des TIC (IDI) et le Panier des prix des TIC (IPB).

Entre 2018 et 2021, les capacités des administrations en matière de collecte de données, d'élaboration et d'analyse d'indicateurs sur les TIC comparables sur le plan international ont été améliorées grâce à plusieurs activités, parmi lesquelles figurait un atelier régional sur les statistiques relatives aux TIC pour la région de la CEI à Almaty (Kazakhstan), pour la région Asie‑Pacifique à Manille (Philippines), pour la région Afrique à Lilongwe (Malawi) et pour la région des États arabes à Manama (Bahreïn). Des ateliers sous-régionaux sur les statistiques relatives aux TIC pour les pays de la région Asie-Pacifique ont eu lieu à Nadi (Fidji) et un atelier régional sur les statistiques relatives aux TIC pour la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) a eu lieu au Botswana. L'atelier de l'UIT sur les statistiques relatives aux TIC pour les pays d'Afrique lusophone, organisé en collaboration avec l'*Instituto Nacional das Communicações de Angola* (INACOM), a eu lieu à Luanda (Angola) du 26 au 29 mars 2019. Les États Membres que sont Madagascar, Sao Tomé-et-Principe, l'Angola, le Cabo Verde, la Guinée équatoriale et la Guinée‑Bissau ont échangé sur leurs expériences pour renforcer leurs capacités à produire des statistiques et des indicateurs nationaux sur les télécommunications/TIC.

L'édition de 2020 du [Guide de l'UIT pour la collecte des données administratives sur les télécommunications/TIC](https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Pages/publications/handbook.aspx) a été publiée en juin 2020. Ce Guide contient plus de 90 indicateurs reconnus internationalement qui permettent de suivre l'évolution des TIC dans le monde, l'accent étant mis sur les indicateurs du secteur des services de télécommunication, qui sont recueillis principalement par les régulateurs nationaux. Publiée en même temps, l'édition de 2020 du [Manuel de l'UIT sur la mesure de l'accès des ménages et des particuliers aux technologies de l'information et de la communication (TIC) et de l'utilisation de ces technologies](https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Pages/publications/manual.aspx) traite essentiellement des indicateurs concernant la demande, qui sont recueillis principalement par les bureaux nationaux de la statistique. Ce Manuel constitue un outil pratique destiné à guider les pays dans leur production de données sur les TIC et sert d'ouvrage de référence pour l'élaboration, la conception et la réalisation d'enquêtes sur les TIC auprès des ménages.

Afin d'atteindre un public plus large et de réduire la dépendance par rapport aux ateliers en présentiel dans le cadre du renforcement des capacités, l'UIT a lancé sa première formation en ligne sur les statistiques relatives aux TIC en juin 2021. La formation "[Measuring digital development: Telecommunication/ICT indicators](https://academy.itu.int/training-courses/full-catalogue/measuring-digital-development-telecommunicationict-indicators)" (Mesurer le développement numérique: Indicateurs des télécommunications/TIC), disponible gratuitement sur la plate-forme de l'Académie de l'UIT, est la première d'une série de trois cours en ligne qui ont été dispensés en 2021.

Groupes d'experts

Le Groupe d'experts sur les indicateurs des télécommunications/TIC (EGTI), créé en mai 2009, a pour mandat de réviser la liste des indicateurs de l'UIT concernant l'offre (c'est-à-dire les données recueillies auprès d'opérateurs), ainsi que de débattre des questions de méthode en suspens et de nouveaux indicateurs. Le Groupe d'experts sur les indicateurs relatifs à l'utilisation des TIC par les ménages (EGH), créé en mai 2012, est chargé d'examiner les indicateurs statistiques permettant de mesurer l'accès aux TIC et leur utilisation par les ménages et les particuliers. La participation aux travaux de ces deux groupes d'experts est ouverte à tous les membres de l'UIT, ainsi qu'aux experts du secteur des TIC et aux statisticiens ayant une bonne pratique de la collecte de données relatives à ces indicateurs. Les Groupes EGTI et EGH se réunissent une fois par an, en septembre ou en octobre. Lors de leurs réunions, les groupes d'experts passent en revue les travaux des groupes de travail thématiques pour l'année en cours et proposent les thèmes qui seront étudiés pendant l'année civile suivante. Plus d'informations sur les travaux de ces groupes en [2018](https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Pages/events/egti2018/default.aspx), [2019](https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Pages/events/egti2019/default.aspx), [2020](https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Pages/events/egti2020/default.aspx) et [2021](https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Pages/events/egti2021/default.aspx) sont disponibles.

Partenariats

L'UIT contribue activement à promouvoir le programme relatif aux statistiques dans le cadre du système des Nations-Unies. Depuis 2020, l**'**UIT a joué un rôle central dans la mise en œuvre de la [Feuille de route pour la coopération numérique](https://www.un.org/fr/content/digital-cooperation-roadmap/) du Secrétaire général de l**'**ONU. Entre janvier et août 2021, l**'**UIT a dirigé les activités du sous-groupe de travail sur l'Action clé 1A de la Table ronde sur la connectivité mondiale, l'une des huit tables rondes organisées au titre de la Feuille de route. Le groupe était chargé 1) d**'**élaborer des critères de référence pour une connectivité efficace et universelle, afin de déterminer la situation actuelle des pays sur le plan de la disponibilité et de la qualité de la connectivité numérique, et 2) de définir des cibles en matière de connectivité à l**'**horizon 2030 de façon à indiquer l**'**objectif que devront atteindre les pays à cette date. À l'issue de deux séries de discussions, le document final portant sur les travaux du sous-groupe de travail a été finalisé en décembre 2021.

L'UIT continue de jouer un rôle actif au sein du [Partenariat sur la mesure des TIC au service du développement](https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Pages/intlcoop/partnership/default.aspx) et figure, aux côtés de la CNUCED et de l'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU), parmi les trois membres de la Commission de direction de ce Partenariat. En 2019, le Partenariat a continué de participer activement au suivi des Objectifs de développement durable (ODD) par l'intermédiaire de son Groupe d'action sur les TIC au service des ODD, dirigé conjointement par l'UIT et le Département des affaires économiques et sociales (DAES) de l'ONU. Lors de l'édition de 2019 du Forum du SMSI, le Partenariat a organisé une session, intitulée "Mesurer les progrès accomplis sur la voie de la réalisation des ODD au moyen des indicateurs TIC", afin d'examiner les progrès accomplis par le Groupe d'action et la liste thématique des indicateurs TIC permettant de mesurer la disponibilité et l'utilisation des TIC dans des secteurs pertinents au regard des ODD qui ne sont pas pris en compte dans le cadre mondial pour les indicateurs relatifs aux ODD. La liste comporte 26 indicateurs TIC portant sur 27 cibles associées à 11 ODD, indicateurs qui ont été examinés et approuvés dans le cadre d'un processus de consultation mobilisant des gouvernements et des organisations internationales. La liste définitive a été soumise et approuvée à la 51ème session de la Commission des statistiques des Nations Unies (UNSC), qui a eu lieu en mars 2020.

En outre, l'UIT préside l'Équipe spéciale du [Comité d'experts sur les mégadonnées et la science des données](https://unstats.un.org/bigdata/) chargée des questions liées aux données mobiles et est membre du [Comité de coordination des activités de statistique](https://unstats.un.org/unsd/ccsa/) de la Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies (UNSD).

Colloque sur les indicateurs des télécommunications/TIC dans le monde

Le [16ème Colloque](https://www.itu.int/fr/ITU-D/Statistics/Pages/events/wtis2018/default.aspx) sur les indicateurs des télécommunications/TIC dans le monde (WTIS), qui a eu lieu en décembre 2018, portait principalement sur les incidences des télécommunications/TIC et des nouvelles technologies sur le développement social et économique. La [17ème édition](https://www.itu.int/fr/ITU-D/Statistics/Pages/events/wtis2020/default.aspx) du Colloque, qui devait avoir lieu en avril 2020, a été reportée en raison de la pandémie de COVID-19 et s'est tenue du 1er au 3 décembre 2020, sur le thème "Vers une société numérique inclusive". Elle a réuni plus de 400 experts et professionnels.

|  |
| --- |
| COMMISSIONS D'ÉTUDESSuivant les orientations des États Membres et des Membres de Secteur de l'UIT, des mesures concrètes ont été prises en ce qui concerne la coordination des activités liées aux statistiques entre les Commissions d'études de l'UIT-D et le Groupe d'experts sur les indicateurs des télécommunications/TIC (EGTI) ainsi que le Groupe d'experts sur les indicateurs relatifs à l'utilisation des TIC par les ménages (EGH). Des spécialistes et des membres des équipes de direction ont participé aux réunions des autres groupes et ont rendu compte des questions présentant un intérêt commun. Des notes de liaison ont été échangées entre les groupes. Ces activités de collaboration ont contribué à la mise en œuvre de la Résolution 131 (Rév. Dubaï, 2018) de la Conférence de plénipotentiaires de l'UIT et de la Résolution 8 (Rév. Buenos Aires, 2017) de la CMDT et à l'échange des renseignements. |

# 11 Initiatives stratégiques: initiatives Giga, Connect2Recover et I-CoDI

Outre les résultats décrits ci-dessus pour chaque priorité thématique, diverses initiatives stratégiques importantes recoupant plusieurs priorités thématiques, à savoir les initiatives Giga, Connect2Recover et I-CoDI, ont été prises pendant la période 2018-2021. Ces initiatives, de par leur caractère mondial, peuvent être adaptées à plusieurs pays et régions.

Initiative Giga

Le projet Giga, lancé conjointement par l'UIT et l'UNICEF lors de l'Assemblée générale des Nations Unies de 2019, vise à connecter toutes les écoles à l'Internet et à permettre à tous les jeunes d'accéder à l'information, de bénéficier de nouvelles possibilités et d'avoir la liberté de choix, d'ici 2030. À l'échelle mondiale, quelque 2,9 milliards de personnes, dont 360 millions de jeunes, n'utilisent pas l'Internet. Faute d'accès à l'Internet, les enfants et les jeunes ne peuvent exploiter la profusion d'informations disponibles en ligne, ce qui limite les ressources à leur disposition pour apprendre, progresser et réaliser tout leur potentiel. La réduction de la fracture numérique passe par une coopération au niveau mondial, par des initiatives et par des innovations dans les domaines de la finance et des technologies. L'initiative Giga vise notamment à travailler en étroite collaboration avec les équipes du BDT chargées des priorités thématiques relatives aux politiques et à la réglementation et aux réseaux et infrastructures. L'initiative Giga repose sur quatre piliers consistant:

– à **cartographier** la connectivité de toutes les écoles et à utiliser les informations issues de ce processus pour identifier les déficits de connectivité et tirer parti des nouvelles technologies pour cartographier en temps réel l'emplacement des écoles et leurs niveaux de connectivité;

– à déterminer les meilleures **solutions techniques à disposition pour connecter les écoles** et doter les pays d'une infrastructure fiable, sûre, sécurisée et adaptée, afin de satisfaire les besoins futurs liés au développement du numérique;

– à collaborer avec les pouvoirs publics et à formuler des avis à leur intention sur la mise en place de modèles de **financement** et de fourniture durables, abordables et adaptés au pays; et

– à nouer des partenariats avec les pouvoirs publics, le programme "Reimagine Education" (Repenser l'éducation) et l'initiative "Generation Unlimited" (Génération sans limites) de l'UNICEF, l'Alliance pour les biens publics numériques et d'autres équipes de l'UIT chargées des priorités thématiques, afin d'**autonomiser** tous les jeunes pour leur permettre d'avoir accès à l'information, de bénéficier des possibilités offertes par l'Internet et d'avoir la liberté de choix.

À la fin de l'année 2021, l'initiative Giga avait permis de mobiliser plus de 20 millions USD en ressources directes par l'intermédiaire de programmes menés dans 19 pays d'Afrique, d'Asie centrale, des Caraïbes orientales et d'Amérique centrale. Plus d'un million d'écoles dans 41 pays ont été cartographiées et plus de 3 000 écoles pilotes ont été connectées grâce aux partenaires de l'initiative Giga au Kazakhstan, au Kenya et au Rwanda, et des projets pilotes analogues sont en cours au Kirghizistan, en Palestine, en Sierra Leone et en Ouzbékistan. Parmi les partenaires, on peut citer Ericsson, Dubai Cares, Softbank, la Fondation Musk, le Groupe Boston Consulting (BCG), Nic.br et Actual.

L'initiative Giga a également représenté l'UIT, qui copréside deux Groupes de travail de la Commission sur le large bande sur la connectivité des écoles (2020) et l'apprentissage numérique (2021), afin de promouvoir l'importance de la connectivité dans les écoles. Les rapports élaborés par ces Groupes de travail ont abordé les difficultés rencontrées par les pouvoirs publics dans le développement et le déploiement d'initiatives sur la connectivité dans les écoles et ont donné lieu à un rapport concernant la mise en œuvre d'une méthode et d'un cadre régissant la connexion des écoles à l'Internet; ils ont également tenu compte des facteurs à mettre en place pour l'instauration d'un modèle hybride d'apprentissage en mettant l'accent sur l'infrastructure, l'apprentissage hybride, les compétences numériques et les incidences des technologies novatrices.

Dans le cadre de l'initiative Giga, l'UIT s'est également associée au Ministère des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni (FCDO) au titre du Programme d'accès au numérique du FCDO. Le projet vise à promouvoir une réglementation efficace et davantage d'investissements et de modèles innovants pour la connectivité dans les écoles des communautés mal desservies et une inclusion numérique plus large dans cinq pays du Programme d'accès au numérique (DAP) (Brésil, Indonésie, Kenya, Nigéria et République sudafricaine). À la fin de l'année 2021, des évaluations de la réglementation ainsi que des analyses et cartographies d'infrastructures étaient en cours en Indonésie, au Kenya et au Nigéria.

Grâce à ce succès et ces résultats initiaux, l'initiative Giga est présentée dans la feuille de route pour la coopération numérique du Secrétaire général de l'ONU et dans le rapport "Notre programme commun" comme étant essentielle pour faire de la connectivité pour tous une réalité.

Les projets Giga et du FCDO devraient se poursuivre et s'étendre en 2022 et au-delà. Des informations complémentaires sur l'initiative Giga sont disponibles sur le site [https://gigaconnect.org/](https://giga.global/).

Initiative Connect2Recover

En septembre 2020, l'UIT a lancé l'initiative Connect2Recover, avec le soutien du Ministère des affaires intérieures et des communications du Japon et du Centre d'aide humanitaire et de secours du Roi Salman du Royaume d'Arabie saoudite. Cette initiative vise à aider les pays à renforcer l'infrastructure et les écosystèmes numériques, à mettre à disposition des moyens d'utiliser les technologies numériques, par exemple le télétravail, le commerce électronique, l'apprentissage à distance et la télémédecine, dans le contexte du COVID-19.

L'initiative Connect2Recover comprend trois grands axes. Elle a consisté dans un premier temps à élaborer une méthodologie permettant de repérer les lacunes dans l'utilisation des réseaux et des technologies numériques au niveau national et de mettre en évidence les obstacles qui s'y opposent, afin de faire face aux conséquences de la pandémie de COVID-19 et de les atténuer, de veiller à ce que les pays soient mieux préparés à des situations d'urgence analogues à l'avenir et de permettre le rétablissement des activités ainsi que la préparation à la "nouvelle normalité". En deuxième lieu, l'initiative Connect2Recover aide les pays à évaluer leurs besoins, les lacunes qu'ils ont pu constater et les obstacles auxquels ils se heurtent, et à concevoir des stratégies destinées à garantir que l'infrastructure et les écosystèmes numériques soutiennent comme il se doit la reprise des activités et le retour à la "nouvelle normalité". Enfin, l'initiative Connect2Recover aura pour but de concevoir et de mettre en œuvre des projets pilotes visant à tester des solutions techniques concrètes allant dans le sens des stratégies et politiques nationales des pays et d'appuyer la réalisation d'études approfondies dans certains domaines de la politique relative au numérique, en fonction des priorités définies par les pays sélectionnés, tels que les services financiers numériques, le cyberenseignement, la cybersanté, l'administration publique en ligne ou le télétravail. Parmi les résultats obtenus, on peut citer:

• L'élaboration d'une méthodologie globale de résilience de l'Internet, lancée en octobre 2021, afin de repérer les lacunes et les obstacles dans l'utilisation des réseaux et des technologies numériques.

• L'achèvement d'un rapport du Groupe spécial en vue de favoriser la mise en œuvre de la méthodologie, notamment en matière de collecte de données à l'aide de processus détaillés, de modèles et de questionnaires.

• La réalisation d'une évaluation nationale de la résilience de l'Internet en Arménie.

• Le lancement d'une évaluation nationale de la résilience de l'Internet au Kazakhstan.

• Au lendemain du tremblement de terre qui a frappé Haïti, la résilience de l'Internet a immédiatement été évaluée et une évaluation des conséquences de la catastrophe a été sollicitée, afin de garantir la résilience de l'infrastructure numérique dans le cadre de la deuxième phase de l'initiative Connect2Recover.

• Une étude menée pour déterminer s'il est possible d'établir un organisme de régulation régional unique des télécommunications pour la Communauté des Caraïbes (CARICOM), dans la région Amériques.

• Dans la région des États arabes, il a été demandé, au titre de l'initiative Connect2Recover, de mettre à jour la carte des réseaux de transmission large bande de la région grâce à une collecte de données intensive et à une cartographie efficace. Cette opération a mobilisé 33 opérateurs dans 17 pays (807 liaisons, 68 777 km de réseau de transmission de données) et a étendu la distance totale parcourue par le réseau dans la région des États arabes de 417 034 km en 2017 à 646 729 km.

• Concernant l'axe de l'éducation, deux projets pilotes ont été mis en œuvre afin de fournir des infrastructures et une connectivité aux écoles et aux communautés. Le premier projet pilote, mené dans le cadre de l'initiative Giga, a permis de connecter cinq écoles sur 63 à l'Internet au Rwanda. Le fournisseur chargé de mettre en œuvre le projet pilote a été sélectionné à l'issue d'une procédure d'appel d'offres. Les travaux de déploiement ont commencé et la connectivité a été assurée dans cinq écoles, dont une école accueillant des réfugiés, deux écoles de base comptant neuf années, une école de base comptant 12 années et un établissement de formation des enseignants. Le second projet pilote a permis de fournir une connectivité à un centre communautaire et à une école et d'améliorer la maîtrise des outils numériques à Haïti.

• Pour assurer l'accessibilité financière et combler les insuffisances en matière d'utilisation de dispositifs, l'UIT, représentée par l'équipe de l'initiative Connect2Recover, copréside le Groupe de travail sur l'accès aux smartphones de la Commission sur le large bande avec Vodafone Group et l'UN-OHRLLS. Les travaux du Groupe de travail, engagés en novembre 2021, devraient s'achever en septembre 2022.

• Afin de répondre à l'appel lancé pour réduire la fracture numérique, notamment au profit des pays les moins avancés (PMA), des petits États insulaires en développement (PEID) et des pays en développement sans littoral (PDSL), et pour mieux reconstruire le monde à l'aide du large bande et ainsi accroître la résilience, un [webinaire](https://www.itu.int/en/ITU-D/Pages/events/connect2recover/building-back-better-with-broadband/default.aspx) a été organisé dans le cadre de l'initiative Connect2Recover en mai 2021. L'objectif de ce webinaire était de renforcer les infrastructures et les écosystèmes numériques des pays bénéficiaires.

• Pour mettre en évidence le rôle des nouvelles technologies dans le cadre de la semaine consacrée aux technologies émergentes (9 juillet 2021), les responsables des initiatives Connect2Recover et Giga ont organisé conjointement une [session](https://www.itu.int/en/ITU-D/Conferences/ET/2021/Pages/Programme.aspx) visant à démontrer la manière dont les technologies émergentes et des écosystèmes nationaux d'infrastructure numérique fiables peuvent aider les pays à rester opérationnels et résilients en cas de crise mondiale majeure et, en particulier, à contribuer à la réalisation de l'ODD 4 (une éducation de qualité).

Enfin, pour accélérer l'inclusion numérique pendant la période de relèvement post-COVID-19 dans le monde et encourager la participation des établissements universitaires, un [concours de recherche international](https://www.itu.int/en/ITU-D/Pages/connect2recover/research-competition/default.aspx#register) a été lancé dans le cadre de l'initiative Connect2Recover, afin d'identifier les propositions de recherche prometteuses permettant de mener des travaux de recherche de référence en vue de développer l'infrastructure numérique pour améliorer l'éducation, les soins de santé et la création d'emplois. À l'issue de la période de dépôt qui a pris fin en septembre 2021, quelque 307 propositions de recherche ont été soumises à l'occasion du concours. Le jury indépendant, composé de spécialistes internes et externes, a retenu 15 propositions de recherche sur la base des critères d'évaluation définis, et en décembre 2021, les 15 [lauréats](https://www.itu.int/en/ITU-D/Pages/connect2recover/research-competition/winners/default.aspx) ont reçu chacun une bourse de 42 000 USD.

Centre international d'innovation numérique (I-CoDI) de l'UIT

Au titre de l'Objectif 4 du Programme Connect 2030, l'UIT est chargée de favoriser la mise en place de conditions propices à l'innovation dans le secteur des TIC, et ainsi que l'a reconnu la CMDT-17, l'instauration d'une culture de l'innovation au sein du BDT a été considérée comme une priorité par les États Membres. Cette priorité a également été mise en évidence dans l'Objectif 3 défini par la CMDT-17 (Environnement favorable), selon lequel les États Membres ont chargé le BDT de renforcer la capacité des membres de l'UIT d'intégrer l'innovation dans le secteur des télécommunications/TIC dans leurs programmes nationaux de développement et d'élaborer des stratégies visant à promouvoir les initiatives en matière d'innovation, y compris dans le cadre de partenariats publics, privés ou public-privé. Les États Membres ont également fait de l'innovation une priorité au niveau régional, et la CMDT-17 a adopté des initiatives régionales en faveur de l'innovation pour les régions Afrique, Amériques, États arabes, Europe et de la CEI.

Le Centre international d'innovation numérique (I-CoDI) revêt beaucoup d'importance pour la réalisation de ces missions. Sa phase de conception a été achevée en décembre 2020 grâce au soutien de l'Autorité de réglementation des télécommunications (TRA) des Émirats arabes unis. Dans un souci de "favoriser l'innovation pour connecter le monde" et de mettre en œuvre une approche mobilisant l'ensemble de l'UIT, le Centre a pour objectif:

– d'aider les États Membres à intégrer l'innovation dans le secteur des télécommunications/TIC dans leurs programmes nationaux de développement;

– de renforcer la capacité de l'UIT/BDT à intégrer l'innovation dans leurs activités quotidiennes.

La phase pilote du centre I-CoDI a été amorcée en janvier 2021, dans le but de valider une nouvelle fois les hypothèses formulées lors de la phase de conception. Au sein de l'UIT, un stage‑défi sur les incidences internes, associant les trois Bureaux de l'UIT et le Secrétariat général, a été organisé pour étudier des moyens novateurs permettant à l'UIT de déployer de manière plus efficace ses programmes de renforcement des capacités. Des ateliers sur la conception du centre I‑CoDI ont également été organisés dans la région des États arabes et dans la région Amériques pour contribuer à établir la hiérarchisation des initiatives régionales dans le cadre des réunions préparatoires régionales en vue de la CMDT. Tout au long de l'année 2021, les travaux se sont poursuivis pour permettre au centre I-CoDI d'appuyer les programmes d'innovation à l'intention des États Membres dans les régions de l'UIT. Il s'agissait notamment de planifier la mise en place de pôles régionaux du centre I-CoDI en Afrique et dans les régions des États arabes et Asie‑Pacifique.

Autres partenariats

En 2021, l'UIT et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) ont renforcé davantage le partenariat mondial en faveur d'une connectivité efficace pour les réfugiés, qui vise à améliorer la coopération numérique pour aider les personnes déplacées de force, les apatrides et les communautés qui les accueillent en mettant en œuvre des projets et des initiatives efficaces. En septembre 2021, les équipes de l'UIT et du HCR des Nations Unies se sont réunies pour débattre et examiner et élaborer la feuille de route du partenariat dans quatre domaines dans lesquels des possibilités communes ont été identifiées de manière précise: activités et programmes communs; recherche, promotion et communication; données au service de l'apprentissage et renforcement des capacités; et coordination et partenariats.

|  |
| --- |
| Encadré 1: Assistance aux PMA, aux PDSL et aux PEIDLes travaux du Bureau de développement des télécommunications (BDT) concernant les pays les moins avancés (PMA), les pays en développement sans littoral (PDSL) et les petits États insulaires en développement (PEID) recoupent toutes les priorités thématiques et initiatives stratégiques décrites dans ce document. Les efforts déployés par le BDT tiennent compte des défis et des besoins particuliers de ces groupes de pays en matière de généralisation du numérique et d'utilisation et d'adoption des technologies de l'information et de la communication (TIC), qui sont présentés en détail sur un site web dédié du BDT. Une assistance a été fournie aux PMA, aux PDSL et aux PEID dans toutes les régions de l'UIT pour l'ensemble des priorités thématiques, notamment dans les domaines spécifiques de la réglementation et des politiques, des télécommunications d'urgence et des interventions en cas de catastrophes, de l'inclusion numérique, de la cybersécurité, des infrastructures TIC et de la gestion du spectre, ainsi que dans le domaine intersectoriel du renforcement des capacités. Le BDT a continué à suivre l'évolution des TIC dans les PMA, les PDSL et les PEID tout en recueillant et publiant des statistiques sur ces groupes de pays, y compris dans le cadre du rapport de l'UIT "Faits et chiffres". La publication "[Faits et chiffres 2021](https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Documents/facts/FactsFigures2021.pdf)", par exemple, a montré que, bien que 63% de la population mondiale utilisait l'Internet, le taux de pénétration de l'Internet dans les PMA n'était que de 27%. Un certain nombre de rapports mettant particulièrement l'accent sur les PMA, les PDSL et/ou les PEID ont été élaborés et plusieurs manifestations ont mis en évidence les besoins particuliers de ces groupes de pays. La semaine consacrée aux [Technologies émergentes](https://www.itu.int/en/ITU-D/Conferences/ET/2021/Pages/About.aspx#:~:text=Welcome%20to%20ITU's%20Global%20Event,Island%20Developing%20States%20(SIDS).) qui a associé toutes les régions de l'UIT s'est en particulier concentrée sur les PMA, les PDSL et les PEID.Entre 2018 et 2021, l'UIT a apporté un appui particulier à la plupart des PMA, des PDSL et des PEID, pour faire en sorte qu'ils puissent tirer parti des avantages qu'offrent les TIC. Un certain nombre de rapports spécifiques ont été élaborés afin de suivre l'adoption des TIC par les PMA, les PDSL et les PEID, de répondre à leurs besoins et de faire face aux problèmes qu'ils rencontrent.En septembre 2021, en partenariat avec le Bureau du Haut-Représentant des Nations Unies pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement (UNOHRLLS), l'UIT a publié le rapport intitulé "Connectivity in the Least Developed Countries: Status report 2021" (*La connectivité dans les pays les moins avancés – État des lieux en 2021*). Ce rapport souligne les faibles taux de pénétration de l'Internet dans les PMA et met en exergue d'importantes disparités entre les PMA. Les écarts persistants en matière d'utilisation montrent que la couverture et l'accessibilité financière ne sont pas les seuls obstacles à l'utilisation de l'Internet dans les PMA. Le manque de connaissances sur ce qu'est l'Internet et le déficit de compétences numériques continuent de poser des problèmes. En outre, l'UIT a publié une étude sur les [*incidences économiques du large bande dans les PMA, les PDSL et les PEID*](https://www.itu.int/en/ITU-D/LDCs/Pages/Economic-impact-of-broadband-in-LDCs%2C-LLDCs-and-SIDS.aspx#:~:text=Mobile%20broadband%20appears%20to%20exert,cent%20increase%20for%20fixed%20broadband.), effectuée dans le cadre d'une coopération avec le Bureau du Haut Représentant des Nations Unies pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement (UN-OHRLLS). Cette étude confirme que le large bande fixe et mobile a des incidences positives dans les pays les plus vulnérables. Un autre rapport, intitulé: *L*[*es TIC et les petits États insulaires en développement: examen à mi‑parcours de la voie suivie par le Samoa*](https://www.itu.int/en/ITU-D/LDCs/Pages/Publications/SIDS/ICTs.aspx), montre que les PEID ont réalisé des progrès en ce qui concerne l'objectif d'universalité des réseaux TIC et de l'accès abordable à ces réseaux depuis la conférence tenue au Samoa. Toutefois, les progrès sont inégaux et il existe un écart considérable entre les PEID obtenant les meilleurs résultats et les autres pays. Une autre étude, intitulée: [*Les TIC, les PMA et les ODD: assurer un accès universel et financièrement abordable à l'Internet dans les pays les moins avancés*](https://www.itu.int/en/ITU-D/LDCs/Pages/ICTs-for-SDGs-in-LDCs-Report.aspx), met en évidence les possibilités qu'offrent les TIC pour résoudre les problèmes du développement dans les pays les plus vulnérables du monde. Elle livre une analyse de l'évolution des TIC dans les PMA et suit les progrès accomplis dans la réalisation de la Cible 9c des Objectifs de développement durable (ODD) visant à "accroître nettement l'accès aux technologies de l'information et de la communication et à faire en sorte que tous les habitants des pays les moins avancés aient accès à Internet à un coût abordable d'ici à 2020". Cette analyse repose sur un nouveau cadre à trois dimensions, qui permet de classer les PMA en trois catégories en fonction de leurs résultats d'ensemble dans les domaines de l'accès, de l'accessibilité financière et des compétences. Ce cadre aidera les pays à identifier les domaines nécessitant une intervention rapide et sur lesquels axer les politiques et les ressources financières et humaines limitées.Outre l'assistance fournie par l'UIT à certains pays dont il a été question dans le présent rapport, la section ci-après présente certains exemples qui illustrent le type d'appui que l'UIT a apporté aux PMA, aux PDSL et aux PEID au cours des quatre dernières années. La section répertorie les exemples sélectionnés et n'est pas exhaustive.Dans la région Afrique, le BDT a:– mis en place des équipes d'intervention en cas d'incident informatique (CIRT) et créé des centres nationaux des opérations de sécurité au Botswana, au Zimbabwe et au Malawi pour appuyer les efforts déployés par ces pays dans le domaine de la cybersécurité;– favorisé la création d'une autorité de régulation des TIC au Soudan du Sud et dispensé une formation au premier groupe de fonctionnaires de cette entité;– renforcé les capacités des participants du Lesotho, du Soudan du Sud et du Malawi sur l'élaboration des statistiques nationales relatives aux TIC et sur la conception d'outils et d'instruments d'enquête auprès des ménages;– renforcé les capacités des participants du Botswana, du Burkina Faso, du Soudan du Sud, d'Eswatini, de l'Éthiopie, du Lesotho, du Mali, du Malawi, du Niger, du Rwanda, de la Zambie et du Zimbabwe sur la conformité et l'interopérabilité des réseaux TIC et la connectivité des équipements et des dispositifs;– fourni une assistance technique à l'Ouganda pour établir la version finale du document sur la stratégie du pays en matière de numérique;– aidé le Soudan du Sud, l'Éthiopie, l'Ouganda, la Tanzanie et le Rwanda à échanger des données d'expérience et de bonnes pratiques sur la mise au point de cyberapplications et les enseignements tirés, en vue de déterminer les étapes à franchir entre la phase de conception, et la mise sur le marché;– contribué au lancement réussi d'un projet pilote visant à créer deux villages intelligents ainsi qu'à l'élaboration du Guide sur l'édification de villages intelligents au Niger;– aidé l'Éthiopie et l'Érythrée, au titre de l'initiative pour la Corne de l'Afrique, à échanger des renseignements sur les initiatives existantes dans le domaine du numérique et à définir les approches à adopter pour mettre en place une plate‑forme regroupant les services numériques de tous les pouvoirs publics (initiative Govstack).Dans la région Amériques, le BDT a:– déployé des équipements de télécommunication d'urgence en Haïti pour appuyer les opérations de secours menées suite au tremblement de terre dévastateur survenu en août 2021;– élaboré des plans nationaux de télécommunications d'urgence pour la Bolivie et Sainte-Lucie;– mené des activités de renforcement des capacités et des compétences en Bolivie et au Paraguay, les deux pays en développement sans littoral de la région, en diffusant des lignes directrices et des bonnes pratiques en matière de connectivité et en fournissant des orientations politiques au moyen de deux études de cas menées à bien en 2018: "Pays en développement sans littoral de la région Amériques: Difficultés et perspectives en matière de connectivité";– renforcé le cadre réglementaire sur les DEEE en République dominicaine;– organisé la manifestation "Amériques accessibles – Les TIC pour tous" à Cuba en 2021;– aidé le Suriname à définir un modèle de point d'échange Internet (IXP) national.Dans la région des États arabes, le BDT a mené les activités suivantes:– En 2018, il a fourni une assistance à la Mauritanie et élaboré une stratégie nationale de cybersécurité.– En 2018, il a fourni une assistance à la Mauritanie et élaboré des lignes directrices nationales sur la concurrence dans le secteur des TIC.– En décembre 2019, il a dispensé un programme de formation sur l'entrepreneuriat et les compétences en matière de TIC, à l'intention de Djibouti et de la Mauritanie, et fourni, dans le cadre de ses travaux sur l'innovation, des méthodes et des outils à des dirigeants de pépinières et à d'autres acteurs de l'écosystème à Djibouti et en Mauritanie, afin d'appuyer la croissance et l'entrepreneuriat.– En septembre 2019, il a élaboré une politique et un cadre relatifs à la tarification du spectre, à l'intention du Soudan.– En décembre 2019, il a élaboré les lignes directrices nationales de la Mauritanie en matière de règlement des différends dans le secteur des TIC.– En 2020 et 2021, il a réalisé une analyse du marché des TIC et élaboré un rapport d'analyse à l'intention de la Palestine, qui consistaient notamment à examiner la structure de marché existante, à évaluer le niveau de concurrence sur les marchés concernés et à examiner les cadres législatif et réglementaire existants, afin de proposer des solutions appropriées pour résoudre les défaillances des marchés sur lesquels une position dominante avait été constatée.– En 2020, il a aidé les Comores et la Palestine à élaborer un modèle de coûts et un cadre de réglementation des prix.– En 2021, il a fourni une assistance au Soudan, qui a consisté à élaborer une feuille de route relative à l'utilisation du spectre, à l'intention du régulateur du Soudan.– En 2021, il a élaboré les plans nationaux pour les télécommunications d'urgence (NETP) de la Somalie et du Soudan.– En 2021, en collaboration avec le Groupe de la Banque mondiale, il a fourni une assistance à la Somalie et élaboré un cadre complet sur la valorisation du capital humain, à l'intention de l'Autorité nationale des communications de la Somalie (NCA). Le cadre consistait en une analyse approfondie des besoins de formation (TNA) du personnel de la NCA, un plan de formation triennal et un cadre d'évaluation de la formation. Parallèlement, l'UIT a dispensé deux cours de formation sur les cadres réglementaires applicables aux TIC et la modélisation des coûts.Dans la région Asie-Pacifique, le BDT a mené les activités suivantes:– En 2018 et 2019, il a aidé le Bhoutan et la Papouasie-Nouvelle-Guinée à élaborer des applications mobiles/TIC particulières pour la fourniture de services et d'applications numériques.– Il a lancé un programme axé sur les petits États insulaires en développement, afin de faciliter la transformation numérique au niveau des communautés. Dans un premier temps, le programme a été mis en œuvre au sud de l'île Malekula du Vanuatu (en 2020), en partenariat avec le Bureau du Directeur national de l'informatique (OGCIO). Il a été adopté par le Gouvernement et a attiré des partenariats. D'autres membres de la région Asie-Pacifique (Fidji, Kiribati, Maldives, États fédérés de Micronésie, République des îles Marshall, Nauru, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Tonga, Tuvalu et Vanuatu) ont fait part de leur intérêt pour le programme.– En 2021, il a commencé à travailler avec plusieurs équipes de pays des Nations Unies du Pacifique en vue d'élaborer, au titre du Fonds pour les ODD des Nations Unies, deux programmes conjoints axés sur les politiques en matière de numérique et les îles intelligentes.– En partenariat avec la FAO, le BDT a appuyé l'élaboration d'une stratégie en matière de cyberagriculture au Cambodge, en Mongolie et dans les provinces du Sepik oriental et du Sepik occidental de la Papouasie-Nouvelle-Guinée. Cela a notamment consisté à mettre au point des applications mobiles de cyberagriculture en Papouasie-Nouvelle-Guinée, à évaluer la cyberagriculture au Bangladesh et à renforcer les capacités humaines en Papouasie-Nouvelle-Guinée et en Mongolie.– Il a mené des activités de renforcement des capacités et de sensibilisation sur la protection des consommateurs à l'ère du numérique et sur la confidentialité et la protection des données, dans le cadre d'un webinaire à l'intention des pays insulaires du Pacifique.– En 2018, il a examiné la politique du Bangladesh en matière de télécommunications internationales longue distance.– Il a renforcé les capacités des parties prenantes du secteur des TIC en Mongolie dans le domaine de l'examen des questions politiques et réglementaires relatives aux applications numériques.– En 2021, il a formé près de 600 jeunes filles et jeunes femmes, à l'occasion des formations aux compétences numériques dispensées au Bangladesh, dans le cadre de la Journée internationale des jeunes filles dans le secteur des TIC.– Il a procédé à une évaluation de l'état de préparation du marché au déploiement des réseaux IMT-2020 (5G), ainsi qu'à une analyse des lacunes en Mongolie (en 2021), afin d'appuyer la réalisation des objectifs en matière de nation numérique à l'horizon 2025.– Il a fourni une assistance en matière de planification de l'infrastructure numérique et des réseaux à l'Afghanistan (solutions concernant la connectivité large bande et gestion du spectre), aux Fidji (gestion du spectre), aux Tonga (gestion du spectre, évaluation du centre de données), aux îles Salomon (gestion du spectre), à la Mongolie (gestion du spectre, protocole IPv6), au Vanuatu (plan directeur relatif à la radiodiffusion, gestion du spectre) et au Samoa (point d'échange Internet), en vue d'améliorer la planification de l'infrastructure numérique.– Il a fourni un appui en matière de télécommunications d'urgence aux îles Salomon et au Vanuatu lors de catastrophes.– Il a élaboré les plans nationaux pour les télécommunications d'urgence (NETP) de l'Afghanistan, de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, du Samoa, des îles Salomon, du Vanuatu et des Fidji, en vue d'améliorer la préparation en prévision des catastrophes.– Il a aidé Kiribati et les îles Salomon à élaborer leurs stratégies nationales de cybersécurité.– Il a renforcé les capacités du Samoa, des Tonga et du Vanuatu en matière de cybersécurité, à travers l'évaluation des équipes CIRT et le renforcement des compétences.Dans la région de la CEI, le BDT a:– aidé le Kirghizistan à créer une équipe CIRT et réalisé un cyberexercice en Azerbaïdjan;– procédé à une évaluation des compétences numériques dans le secteur des télécommunications de l'Arménie, afin d'apprécier le niveau de compétence actuel des employés de ce secteur, ainsi que leurs besoins en matière de renforcement des compétences numériques;– mis en place un cours en ligne à l'intention des enseignants des écoles rurales de la République du Kirghizistan.Dans la région Europe, le BDT a:– fourni une assistance technique à Moldova pour lui permettre d'examiner sa politique relative au spectre;– fourni une assistance à la Macédoine du Nord pour lui permettre de procéder à une évaluation au niveau national de la protection en ligne des enfants et d'établir une feuille de route opérationnelle destinée à renforcer la sécurité en ligne des enfants et des jeunes. |

# 12 Travaux des commissions d'études

Au total, 800 documents ont été reçus de la part des membres du BDT pendant la période d'études 2018-2021. Ces documents ont été analysés dans le cadre des 14 Questions confiées aux commissions d'études, et ont donné lieu [à 14 rapports finals et aux lignes directrices sur la modélisation des coûts](https://www.itu.int/en/ITU-D/Study-Groups/2018-2021/Pages/Publications.aspx), tous disponibles gratuitement pour le public dans toutes les langues officielles de l'ONU. Les rapports ont été approuvés lors des réunions des commissions d'études, qui se sont tenues du 15 au 26 mars 2021. Ces réunions étaient également axées sur les Questions futures pour la période d'études 2022-2025. Les conclusions des réunions des commissions d'études ont été communiquées au GCDT (Documents [TDAG-21/2/5](https://www.itu.int/md/D18-TDAG29-C-0005) et [TDAG-21/2/6](https://www.itu.int/md/D18-TDAG29-C-0006)) et une nouvelle série de Questions mises à l'étude sera approuvée lors de la CMDT-22. Les conclusions et les lignes directrices figurant dans ces rapports pouvaient déjà être utilisées par le BDT et l'UIT dans le cadre des manifestations, formations et projets pertinents. Afin de compléter les rapports finals, [14 vidéos courtes](https://www.youtube.com/playlist?list=PLpoIPNlF8P2PTdyZ2pMP18ylsq6Kr-kfb) ont été diffusées et peuvent être utilisées gratuitement par tous. En outre, [neuf produits annuels](https://www.itu.int/en/ITU-D/Study-Groups/2018-2021/Pages/OngoingWork.aspx) ont été approuvés lors des réunions annuelles des Commissions d'études de l'UIT-D. Ces produits ont été examinés de manière plus approfondie lors d'entretiens avec les auteurs et ont été mis en avant sur les blogs des *Nouvelles de l'UIT*.

Ateliers/tutoriels/webinaires liés aux Commissions d'études de l'UIT-D

Une liste des manifestations organisées au cours de la période d'études 2018-2021 et mentionnées dans le présent rapport au titre de leurs priorités thématiques respectives est disponible sur la [page web](https://www.itu.int/en/ITU-D/Study-Groups/2018-2021/Pages/meetings/events_workshops.aspx) suivante. Les résultats de ces manifestations ont non seulement servi de base à l'élaboration de nouveaux produits annuels et de projets de lignes directrices, mais ont aussi contribué à l'élaboration des rapports finals sur les Questions confiées aux commissions d'études.

Travaux en vue de la CMDT-22

Dans le cadre du processus préparatoire, les commissions d'études de l'UIT-D ont entamé des discussions sur les thèmes de la CMDT-22, à savoir le Règlement intérieur du Secteur du développement des télécommunications de l'UIT (Résolution 1 de la CMDT), les Questions à confier aux commissions d'études (Résolution 2 de la CMDT), la rationalisation des Résolutions de la CMDT et la Déclaration de la CMDT. Des vues préliminaires sur ces thèmes ont été communiquées dans la note de liaison envoyée au Groupe de travail du GCDT sur les Résolutions, la Déclaration et les priorités thématiques de la CMDT (GT-GCDT-RDTP) (Document [TDAG-WG-RDTP/8](https://www.itu.int/md/D18-TDAG27.RDTP-C-0008)). Les discussions sur ces quatre thèmes ont été menées à bien au niveau des commissions d'études de l'UIT-D, dans le cadre d'une réunion conjointe organisée spécialement pour regrouper les discussions sur les méthodes de travail des commissions d'études, les futures Questions à l'étude et la Résolution 2. Les conclusions ont été communiquées dans une autre note de liaison envoyée au GT-GCDT-RDTP (Document [TDAG-WG-RDTP/38](https://www.itu.int/md/D18-TDAG27.RDTP-C-0038)).

Le report de la CMDT-22 a permis aux commissions d'études de disposer de plus de temps et notamment d'organiser une série supplémentaire de réunions (entre septembre et octobre 2021), qui ont été l'occasion d'entamer des consultations sur la révision du champ d'application des Questions à l'étude, en vue de la CMDT. La Présidente du GCDT a soumis l'ensemble révisé de champs d'application, fondé sur la structure actuelle des commissions d'études, à la CMDT-22 (Annexes 1 et 2 du Document [WTDC-22/5](https://www.itu.int/md/D18-WTDC21-C-0005/en)), afin que les États Membres et les organisations régionales de télécommunication les utilisent comme textes de base, en lieu et place des champs d'application approuvés par la CMDT-17.

Les candidatures aux fonctions de président ou de vice-président des Commissions d'études de l'UIT-D seront traitées conformément à la Résolution 208 (Dubaï, 2018) de la Conférence de plénipotentiaires de l'UIT (PP) et à la Résolution 61 (Rév. Dubaï, 2014) de la CMDT, au plus tard deux semaines avant l'ouverture de la CMDT-22. Les membres de l'UIT-D sont invités à mener des consultations aux niveaux national et régional, en vue de parvenir à un consensus sur les candidats à présenter.

L'initiative [Réseau de femmes](https://www.itu.int/fr/ITU-D/Conferences/WTDC/WTDC21/NoW/Pages/default.aspx) (NoW) vise à encourager une représentation équilibrée des hommes et des femmes dans les activités préparatoires en vue de la CMDT et à plus long terme. Les commissions d'études de l'UIT-D ont contribué aux séances d'information sur l'initiative Réseau de femmes (organisées par les équipes de direction des commissions d'études et le secrétariat) et sont représentées au Conseil consultatif du Réseau de femmes. Les [14 rapports finals et les lignes directrices sur la modélisation des coûts](https://www.itu.int/en/ITU-D/Study-Groups/2018-2021/Pages/Publications.aspx) fournissent à toutes les parties prenantes des études de cas et des lignes directrices à prendre en considération lorsqu'elles prendront des engagements au titre de l'initiative [Partner2Connect](https://www.itu.int/itu-d/sites/partner2connect/fr/).

Collaboration dans le cadre des travaux menés au niveau régional et des priorités thématiques

Entre 2018 et 2021, plusieurs membres de l'équipe de direction des commissions d'études de l'UIT-D ont participé en tant qu'experts faisant fonction d'interlocuteurs (intervenants) pour les manifestations de l'UIT-D (dialogues économiques régionaux, Europe accessible, Réunions préparatoires régionales (RPM) et Forums régionaux pour le développement, par exemple), de formateurs pour les projets de l'UIT (par exemple l'initiative PRIDA), de participants à un examen collégial pour les kits pratiques de l'UIT-D (par exemple le Manuel sur la réglementation du numérique) et d'auteurs de publications de l'UIT-D (Guide pour les solutions sur le dernier kilomètre, par exemple). La collaboration avec les équipes chargées des priorités thématiques pour l'élaboration de lignes directrices et l'organisation de webinaires/ateliers a été fréquente, de même que l'harmonisation avec les priorités thématiques et les activités régionales par la mise en œuvre de la gestion axée sur les résultats et avec les membres, par l'intermédiaire du GT‑GCDT‑RDTP. À la dernière réunion des commissions d'études de l'UIT-D en 2021, l'équipe chargée de l'initiative Generation Connect de l'UIT a soumis des propositions de collaboration, y compris un appel à participer au [Sommet mondial de la jeunesse de 2022](https://www.itu.int/generationconnect/fr/sommet-de-la-jeunesse-generation-connect-de-2022/).

Collaboration avec les autres Secteurs

Une collaboration active a été menée sous la forme d'une participation aux sessions et aux manifestations des Commissions d'études, afin d'échanger des informations et d'obtenir des contributions spécifiques entre les commissions d'études. Des tableaux de correspondance intersectorielle répertoriant les domaines d'étude communs entre les commissions d'études de l'UIT-D, de l'UIT-T et de l'UIT-R ont été tenus à jour et actualisés par le secrétariat du [Groupe de coordination intersectorielle](https://www.itu.int/en/general-secretariat/Pages/ISCG/default.aspx) (ISCG). Cette activité concernait notamment les questions d'intérêt mutuel et a été coordonnée en collaboration avec les secrétariats des commissions d'études des trois Secteurs de l'UIT. De plus amples informations connexes sur les travaux menés par les Commissions d'études 1 et 2 de l'UIT-D sont disponibles dans les Documents [TDAG-21/2/5](https://www.itu.int/md/D18-TDAG29-C-0005) et [TDAG‑21/2/6](https://www.itu.int/md/D18-TDAG29-C-0006).

# 13 Forums régionaux sur le développement

Les Forums régionaux sur le développement (RDF) ont offert une occasion unique d'établir un dialogue entre les bureaux régionaux et les décideurs des États Membres et des Membres de Secteur de l'UIT, les organisations régionales ou internationales et d'autres parties prenantes dans chacune des six régions de l'UIT-D. Ces manifestations ont permis de faire le point de la situation de chaque région concernant la mise en œuvre du Plan d'action de Buenos Aires en général, et des initiatives régionales en particulier. Les RDF ont offert l'occasion d'examiner les progrès réalisés, les travaux en cours et les plans de mise en œuvre, ainsi que la coopération et les partenariats qui pourraient contribuer à la mise en œuvre des initiatives régionales. Ils ont favorisé un processus participatif et inclusif pour atteindre les objectifs de développement convenus et ont permis d'apporter les ajustements nécessaires aux approches retenues pour atteindre ces objectifs. De plus amples informations sur ces Forums sont disponibles sur le [site web des RDF](https://www.itu.int/fr/ITU-D/Pages/regional-development-forums.aspx).

# 14 Partenariats au service de la transformation numérique

Il ressort du présent rapport que le monde numérique d'aujourd'hui nécessite une collaboration étroite reposant sur la coopération, le partage des ressources et des mécanismes où tous les acteurs – pouvoirs publics, secteur privé et utilisateurs – sont gagnants. Il est essentiel d'adopter une approche plus globale faisant intervenir toutes les entités publiques, dans laquelle la technologie est considérée comme un service de base fondamental qui est utile à tous.

Le BDT intensifie ses efforts afin de recevoir davantage de contributions volontaires et de nouer des partenariats stratégiques profitables à toutes les parties, qui ouvrent la voie à la collaboration, essentielle pour obtenir des résultats concrets et plus efficaces, produire des effets tangibles et avancer sur la voie de la transformation numérique pour tous. Le BDT continue d'entretenir des relations avec les partenaires existants, d'identifier de nouveaux partenaires et de nouer un dialogue avec eux, tout en fidélisant les Membres du Secteur de l'UIT-D et en s'efforçant d'en attirer de nouveaux, afin d'obtenir des ressources pour financer des projets de grande envergure, y compris des initiatives régionales, de façon à appuyer la mise en œuvre efficace du Plan d'action de Buenos Aires aux niveaux mondial, régional et national. Ainsi, en 2021, 72 nouveaux accords de partenariat d'un montant total de 19,5 millions USD ont été signés. À titre de comparaison, 43 nouveaux accords de partenariat d'un montant de 15,2 millions USD ont été signés en 2020 et 30 nouveaux accords de partenariat d'un montant de 15,2 millions USD ont été signés en 2019. En 2018, 43 nouveaux accords de partenariat d'un montant estimé à 10,9 millions USD ont été signés. Des informations sur ces partenariats sont disponibles sur la page web de l'UIT-D "[Adhérer à l'UIT‑D](https://www.itu.int/fr/ITU-D/MembersPartners/Pages/default.aspx)".

# 15 Collaboration avec l'ONU

L'UIT a renforcé dans une large mesure sa participation au réseau des Coordonnateurs résidents des Nations Unies dans le cadre du Bureau des Nations Unies pour la coordination des activités de développement (UNDCO), ces activités étant coordonnées par le BDT dans le cadre de la présence régionale. L'UIT a conçu une approche par étape vis-à-vis de la collaboration avec les coordonnateurs résidents au niveau mondial, en collaboration avec l'UNDCO. Dans le cadre de cette approche, l'UIT a élaboré des initiatives axées sur chaque région, lesquelles ont été approuvées par l'UNDCO; approuvé un engagement conjoint (entre l'UIT et l'UNDCO) pour le renforcement de la coopération et diffusé cet engagement auprès de tous les coordonnateurs résidents; et approuvé une liste de pays dans lesquels l'UIT mènera une action ciblée. Une campagne de sensibilisation concernant le mandat et les activités de l'UIT a été menée au sein du système des coordonnateurs résidents au moyen de webinaires organisés dans chaque région et d'une intensification des engagements dans le cadre de l'analyse commune des pays et des cadres de pays dans bon nombre de pays ciblés.

Le BDT a participé de plus en plus aux diverses évaluations au niveau des Nations Unies, notamment l'examen quadriennal. Fait plus important encore, le BDT a fait de cette approche un critère pour l'amélioration des activités de la présence régionale, au moyen d'un suivi et d'une évaluation internes.

Un Groupe de travail interne a coordonné ces travaux pour veiller à ce que tous les axes de travail et les contributions soient traités convenablement. Les travaux ont été coordonnés par le chargé de liaison du BDT au Bureau de l'UIT à New York, qui a assuré une coordination et une collaboration solides entre le BDT et les organisations du système des Nations Unies. Cette approche a renforcé et aidé à améliorer la capacité de l'UIT à participer pleinement aux travaux, en sa qualité de membre du système des Nations Unies pour le développement, ainsi qu'aux efforts constants déployés pour établir un lien entre le réseau de bureaux régionaux et le système des Nations Unies.

Parmi les travaux et les activités de collaboration menés au sein du système des Nations Unies entre 2018 et 2021, on peut citer:

Collaboration avec l'Émissaire spécial du Secrétaire général de l'ONU pour les technologies

En juin 2020, le Secrétaire général de l'ONU a publié le nouveau Plan d'action pour la coopération numérique ([A/74/821](https://undocs.org/A/74/821)), qui contient un ensemble de mesures recommandées que la communauté internationale devrait mettre en œuvre pour faire en sorte que toutes les populations soient connectées, respectées et protégées à l'ère du numérique. Ce plan d'action s'appuie sur les recommandations formulées par le Groupe de haut niveau sur la coopération numérique[[3]](#footnote-3) et sur les contributions reçues dans le cadre de huit tables rondes organisées par le Bureau du Secrétaire général des Nations Unies, de la part d'États Membres, du secteur privé, de la société civile et des communautés techniques et d'autres groupes de parties prenantes. Ce plan d'action s'appuie sur les recommandations formulées par le Groupe de haut niveau sur la coopération numérique.

L'UIT collabore avec le bureau du Secrétaire général de l'ONU, en particulier avec le Bureau de l'Émissaire pour les technologies, dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'action pour la coopération numérique. L'UIT dirige deux tables rondes, l'une sur la connectivité mondiale, en collaboration avec l'UNICEF, et l'autre sur le renforcement des capacités, aux côtés du PNUD. L'UIT participe à d'autres tables rondes, notamment sur les biens publics numériques, l'inclusion numérique, l'intelligence artificielle, la confiance et la sécurité dans le domaine du numérique, et l'architecture de la coopération numérique.

En tant que cochampion, l'UIT a organisé une série de manifestations virtuelles et lancé des initiatives en partenariat avec les organismes et institutions compétents des Nations Unies, en vue de tirer parti des capacités offertes par les technologies numériques tout en atténuant leurs effets négatifs potentiels. On peut notamment citer une série de webinaires sur la coopération numérique pendant la pandémie de COVID-19 et au-delà, une campagne menée en avril et mai dans les médias à l'intention des jeunes, intitulée "Connecter, respecter, protéger" et la réunion de haut niveau sur la coopération numérique, organisée durant l'Assemblée générale en septembre 2020.

En 2021, l'UIT a continué de collaborer étroitement avec les participants aux tables rondes, notamment, mais non exclusivement, avec les Gouvernements du Kazakhstan, du Niger, du Rwanda, des Pays-Bas, des Émirats arabes unis, de l'Arabie saoudite, du Mexique, du Canada et de Singapour, ainsi qu'avec l'Union européenne et la Commission européenne. Elle a également collaboré avec des membres du secteur privé, notamment Microsoft, Vodafone et Viasat et avec d'autres membres tels que la GSMA, l'ISOC, le Forum économique mondial, la Web Foundation, ainsi que d'autres organismes du système des Nations Unies, notamment l'UNICEF, le PNUD, ONU‑Habitat, le Bureau du Haut-Représentant des Nations Unies pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement (UN‑OHRLLS), la CNUCED, le HCR, l'UNITAR et la Banque mondiale, pour ne citer qu'eux. L'accent a été mis sur les mesures prises en application directe de la Feuille de route, dans le but de garantir une connectivité universelle, efficace et abordable, notamment dans le domaine des télécommunications d'urgence, et de fournir un appui cohérent et coordonné dans le domaine du renforcement des compétences et des capacités numériques.

Parmi les autres activités de coopération déployées au niveau mondial, dans lesquelles le BDT joue un rôle déterminant, on peut citer:

– La [Commission "Le large bande au service du développement durable"](https://www.broadbandcommission.org/), établie en 2010 et dirigée par l'UIT et l'UNESCO, compte parmi ses membres six autres entités du système des Nations Unies et vise à renforcer l'importance accordée au large bande par la communauté internationale et d'accroître l'accès au large bande dans chaque pays en tant qu'élément central en vue d'accélérer les progrès en faveur des objectifs de développement nationaux et internationaux.

– Initiative conjointe de l'UIT et de l'ONUDI sur l'innovation au service de la transformation, en particulier en ce qui concerne l'ODD 9: l'UIT participe à l'initiative pour la troisième décennie du développement industriel de l'Afrique (IDDA III), dirigée par l'ONUDI en partenariat avec l'UIT et d'autres organisations et partenaires du système des Nations Unies.

– Semaine de l'apprentissage mobile, organisée par l'UNESCO en partenariat avec l'UIT et avec l'appui d'autres partenaires.

– UIT/Banque mondiale: Déclaration conjointe en vue d'améliorer la coopération aux fins de la promotion du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et domaines de collaboration concrets, tels que les services financiers numériques (initiative FIGI, par exemple), les manuels sur la réglementation, l'initiative de veille réglementaire, l'édition de 2020 du Manuel sur la réglementation du numérique, la plate-forme en ligne sur la réglementation du numérique et le kit pratique sur la réglementation dans le domaine des TIC.

– Le BDT a réussi à renforcer la collaboration avec les autres institutions des Nations Unies, qui a abouti à des activités conjointes de mobilisation des ressources et de partenariat, notamment la conclusion d'un partenariat avec la FAO, l'OIT, le FNUDC et le PNUD, qui a débouché sur la conclusion d'un accord avec la Commission européenne afin de financer le projet "Appui à l'entrepreneuriat, à l'investissement et au commerce en zone rurale en Papouasie-Nouvelle-Guinée".

– En collaboration avec d'autres organismes du système des Nations Unies, le BDT est resté membre du comité de direction du Partenariat pour la mesure des TIC au service du développement, une initiative internationale multi-parties prenantes. Cette initiative, lancée en 2004, a contribué à améliorer la disponibilité et la qualité des données et des indicateurs sur les TIC, en particulier dans les pays en développement.

Coopération régionale avec l'ONU

Le BDT travaille en étroite collaboration avec de nombreuses organisations régionales et internationales différentes basées dans toutes les régions de l'UIT, notamment grâce à sa présence régionale assurée par les [bureaux régionaux de l'UIT](https://www.itu.int/fr/ITU-D/Pages/Regional-Presence.aspx).

Les activités de mise en œuvre du [Bureau de l'UIT pour l'Afrique](https://www.itu.int/itu-d/sites/africa/fr/) se sont inscrites dans le cadre de la coordination régionale et de l'établissement de rapports au niveau des Nations Unies. Le Bureau régional de l'UIT a contribué aux réunions périodiques des mécanismes de coordination régionaux des Nations Unies ainsi qu'aux forums régionaux des Nations Unies sur le développement durable, et a mis en avant les activités menées au titre des initiatives régionales pour l'Afrique. Le Bureau régional de l'UIT pour l'Afrique a poursuivi ses efforts pour rejoindre le système des Nations Unies pour le développement, en vue d'une participation de l'UIT en tant qu'organisme non-résident aux travaux de nombreuses équipes de pays des Nations Unies, outre sa participation présentielle aux travaux des équipes de pays des Nations Unies pour l'Éthiopie, le Sénégal, le Cameroun et le Zimbabwe. Les travaux réalisés en collaboration avec la représentation régionale du Bureau de la coordination pour le développement (BCAD) et au titre des sept coalitions thématiques et d'intérêt (OIBC) se sont intensifiés et ont pris de l'ampleur. L'UIT a codirigé avec l'OMS, ONU‑HABITAT et l'UNESCO la coalition OIBC4 qui vise à tirer parti des nouvelles technologies et à favoriser les transitions numériques en vue d'une croissance et d'un développement inclusifs. À terme, cette initiative devrait offrir un cadre exemplaire, au sein du continent, pour aider les équipes de pays des Nations Unies à comprendre la manière dont les technologies numériques peuvent être exploitées dans l'établissement des programmes et appuyer les efforts des pays dans le sens de la transformation numérique.

Dans les Amériques, l'UIT a travaillé en étroite collaboration avec d'autres organisations du système des Nations Unies afin de fournir un appui au Honduras et au Paraguay. Pour faire face à la crise liée au COVID-19, l'équipe de pays des Nations Unies au Honduras a travaillé en coopération avec l'UIT dans le domaine de la transformation numérique afin de mieux reconstruire le monde, et a fait de la transformation numérique une priorité stratégique en utilisant le [Plan d'action pour la coopération numérique](https://www.un.org/fr/content/digital-cooperation-roadmap/) et les connaissances regroupées par l'UIT, par exemple au moyen du [Tableau de correspondance](https://www.itu.int/net4/wsis/sdg/) SMSI-ODD. En 2020, l'UIT a commencé à contribuer à l'élaboration du nouveau Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable, et le Bilan commun de pays a été achevé en janvier 2021. En août 2021, l'Équipe de pays des Nations Unies a signé le nouveau Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (UNSCDF) avec le Honduras pour la période 2022-2026 et identifié la transformation numérique comme étant un élément essentiel du cadre. En El Salvador, en collaboration avec le bureau local de l'UNICEF, le BDT a contribué à l'élaboration du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable. Ce nouveau cadre, qui accorde une place de choix à la transformation numérique, a été signé en septembre 2021. Au Paraguay, le BDT a collaboré avec l'équipe de pays des Nations Unies et le coordonnateur résident de l'ONU pour intégrer les TIC dans le Plan-cadre pour 2020-2024, en particulier afin de fournir une connectivité efficace et de réduire la fracture numérique dans la région de Chaco. L'UIT a également été invitée à intégrer le comité de [Generación Única](https://www.unicef.org/argentina/generacion-unica) par l'UNICEF en Argentine, ainsi que les projets du Partenariat des Nations Unies pour la promotion des personnes handicapées (PPDPH) mis en œuvre par l'équipe de pays des Nations Unies au Guatemala.

Dans la région des États arabes, l'UIT fait partie intégrante des équipes de pays des Nations Unies de la région, en appuyant étroitement les processus de rédaction et d'élaboration des bilans communs de pays et des plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable. L'UIT est signataire du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable du Bahreïn et participe aux consultations relatives au plan-cadre de coopération ainsi qu'aux activités des groupes de travail axés sur les résultats en Égypte, en Mauritanie, en Jordanie et en Algérie. En Égypte, l'UIT dirige l'Équipe conjointe des Nations Unies pour la transformation numérique et l'innovation et, avec le concours du Centre I-CoDI, a engagé l'organisation d'un atelier intergouvernemental, en vue d'élaborer des projets multi-parties prenantes pour faire en sorte que le plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable produise des résultats. Au niveau sous-régional, l'UIT collabore avec la FAO en vue de lancer un projet de villages intelligents au Maroc et en Tunisie. Elle collabore avec l'OMS pour élaborer une stratégie en matière de santé numérique en Jordanie et travaille depuis longtemps en partenariat avec l'UNESCO pour promouvoir l'inclusion numérique dans la région des États arabes. En outre, l'UIT travaille en étroite collaboration avec la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale (CESAO) en vue de faire connaître les résultats du SMSI dans la région des États arabes en plus de collaborer à l'élaboration d'une stratégie nationale en matière de TIC, dans le cadre de la Ligue des États arabes. En outre, l'UIT suit de près les activités des groupes de travail relatifs à la COP 27 et à la COP 28 en Égypte et aux Émirats arabes unis.

Dans la région Asie-Pacifique, l'UIT a collaboré étroitement avec les équipes de pays des Nations Unies et les organisations du système des Nations Unies. En Thaïlande, sous la direction du coordonnateur résidant des Nations Unies en Thaïlande et en collaboration avec l'UNICEF et l'UNESCO, l'UIT a mené une étude pour cartographier les écoles non connectées, afin de tenir compte des conséquences négatives du COVID-19. Le rapport a été un point de départ important pour permettre au Ministère de l'éducation de commencer à connecter les écoles qui ne l'étaient pas encore. Dans la région du Pacifique, l'UIT a collaboré étroitement avec les équipes de pays des Nations Unies et les organisations du système des Nations Unies pour lancer deux projets sur les îles intelligentes, au titre du Fonds pour les ODD de l'ONU. Au niveau régional, le BDT a coprésidé avec l'UNICEF le Groupe de travail de l'ONU chargé des questions liées à la numérisation dans le secteur de l'éducation. En Papouasie-Nouvelle-Guinée (PNG), le BDT a contribué à la mise en œuvre d'un projet de l'Union européenne sur la cyberagriculture, en collaboration avec la FAO, le PNUD et le FNUDC, entre autres.

Dans la région de la CEI, l'UIT fait désormais partie des équipes de pays des Nations Unies pour le Bélarus, le Kazakhstan et l'Ouzbékistan. L'UIT a maintenu des contacts réguliers avec d'autres équipes de pays des Nations Unies dans les pays de la région afin d'accroître la sensibilisation concernant les activités de l'UIT aux niveaux mondial et régional et d'étudier les possibilités de partenariat. Au Bélarus, le BDT a participé à l'élaboration du bilan commun de pays et du Plan‑cadre de coopération pour 2021-2025, participé au Plan-cadre pour 2021-2025 du Kazakhstan et s'est officiellement associé aux efforts relatifs au Plan-cadre de l'Ouzbékistan. Une communication de travail positive a été établie avec l'équipe de pays pour le Turkménistan. En Russie, l'UIT a collaboré avec le centre d'information de l'ONU et a contribué au Bulletin d'information de l'ONU. En 2020, la collaboration s'est poursuivie avec l'Institut de l'UNESCO pour l'application des technologies de l'information à l'éducation. En outre, le Bureau régional pour la CEI était membre du Groupe des Nations Unies sur la transformation numérique pour l'Europe et l'Asie centrale, codirigé par l'UIT et la CEE.

En Europe, le BDT a élaboré et codirigé deux mécanismes de coordination, à savoir le Groupe pour la transformation numérique en Europe et en Asie centrale et le Groupe spécial des Nations Unies sur le passage au numérique au service du développement durable à Bruxelles. De plus, une série d'activités de collaboration stratégique avec des organismes du système des Nations Unies ont été renforcées, notamment avec la FAO, l'UNICEF, ONU-Femmes et le PNUD. Le Bureau régional de l'UIT pour l'Europe a également collaboré avec toutes les équipes de pays des Nations Unies dans la région Europe et a collaboré étroitement avec huit équipes de pays (Albanie, Bosnie‑Herzégovine, Géorgie, Monténégro, Moldova, Macédoine du Nord, Serbie et Ukraine). Une série de profils de pays concernant le développement du numérique, élaborés par le Bureau pour l'Europe sur la base des contributions des membres des équipes de pays des Nations Unies, ont joué un rôle efficace dans le renforcement de la coopération numérique. En outre, l'UIT a contribué à l'élaboration du bilan commun de pays et du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement et a renforcé la mise en œuvre des projets et initiatives liées à la transformation numérique.

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

1. On trouvera de plus amples informations sur les plans d'action dans la section 15 du présent rapport. [↑](#footnote-ref-1)
2. On trouvera de plus amples informations sur les activités liées à la protection en ligne des enfants dans la Section 2 du présent document. [↑](#footnote-ref-2)
3. [Groupe de haut niveau du Secrétaire général de l'ONU sur la coopération numérique](https://www.un.org/fr/sg-digital-cooperation-panel). [↑](#footnote-ref-3)